Gazette Officielle de Québec

PUBLIEE PAR AUTORITE.

QUEBEC OFFICIAL GAZETTE

PUBLISHED BY AUTHORITY.

PROVINCE DE QUEBEC.

QUÉBEC, SAMEDI, 26 OCTOBRE 1912.

AVIS DU GOUVERNEMENT.

Les avis, documents ou annonces reçus après midi le jeudi de chaque semaine, ne seront pas publiés dans la *Gazette Officielle* du samedi suivant, mais dans le numéro subséquent. 3573

Nominations

No 937 Elec.

DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE.

Nomination de C. Garnier, commissaire d'écoles.

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR, par un arrêté en conseil, en date du 16 octobre 1912, de nommer M. Cyrille Garnier, en remplacement de M. Emile Miliette, commissaire d'écoles pour la municipalité de Lac Windigo, dans le comté d'Ottawa, P. Q.

No 599 Elec.

DEPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE.

Nomination de X. Lanoue, commissaire d'écoles.

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR, par un arrêté en conseil, en date du 16 octobre 1912, de nommer M. Xiste Lanoue, en remplacement de M. Joseph Smith, commissaire d'écoles pour la municipalité de Farnham-Ouest, dans le comté de Brôme, P. Q.

PROVINCE OF QUEBEC.

QUEBEC, SATURDAY, 26th OCTOBER, 1912.

GOVERNMENT NOTICES.

Notices, documents or advertisements received after noon on Thursday of each week, will not be published in the *Official Gazette* of the Saturday following, but in the next number. 3574

Appointments

No. 937 Elec.

DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION.

Appointment of C. Garnier, school commissioner.

His Honor the LIEUTENANT GOVERNOR has been pleased by order in council dated the 16th October, 1912, to appoint Mr. Cyrille Carnier, to replace Mr. Emile Miliette, a school commissioner for the municipality of Lake Windigo, in the county of Ottawa, P. Q.

No. 599 Elec.

DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION.

Appointment of X. Lanoue, school commissioner.

His Honour the LIEUTENANT GOVERNOR has been pleased, by order in council, dated the 16th October, 1912, to appoint Mr. Xiste Lanoue, to replace Mr. Joseph Smith, a school commissioner for the municipality of Farnham-West, in the county of Brome, P. Q.

No 781 Elec.

DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE.

Nomination de J. N. Beaudoin, commissaire d'écoles.

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR, par un arrêté en conseil, en date du 16 octobre 1912, de nommer M J. N. Beaudoin, commissaire d'écoles pour la municipalité de Hincks, dans le comté d'Ottawa. P. Q.

No 781 Elec.

DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE.

Nomination de F. Dubeau, commissaire d'écoles.

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR, par un arrêté en conseil, en date du 16 octobre 1912, de nommer M. François Dubeau, commissaires d'écoles pour la municipalité de Hincks, dans le comté d'Ottawa, P. Q. 4387

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR, par ordre en conseil, en date du seizième jour d'octobre 1912, d'adjoindre à la commission de la paix pour le :

District de Roberval.—MM. Louis Trembly et Pitre Bergeron, cultivateurs, de Saint-Louis de Matabetchouan, Laurent Létourneau, rentier, J. Ernest Potvin, marchand, Joseph Cossette, boulanger, et H. D. Brassard, médecin, de Roberval, comté du Lac Saint-Jean. 4405

DÉPARTEMENT DU SECRÉTAIRE DE LA PROVINCE.

Québec, 21 octobre 1912.

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR de nommer Conseil en loi du Roi, par commission sous le Grand Sceau de la province, M. Ernest Hébert, avocat, de la ville de Joliette, district de Joliette. 4393

Proclamations

C. FITZPATRICK,
Suppléant du Gouverneur-Général du Canada.
[L. S.]

CANADA.

GEORGE CINQ, par la Grâce de Dieu, Roi du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande et des possessions britanniques au-delà des mers, Défenseur de la Foi, Empereur des Indes.

A tous ceux à qui ces présentes parviendront ou qu'icelles peuvent concerner,—SALUT :

PROCLAMATION.

E. L. NEWCOMBE, Sous-ministre de la Justice, Canada.

ATTENDU qu'il a plu au Dieu Tout-Puissant, dans sa bonté extrême, d'accorder au Canada cette année une abondante moisson et d'autres bienfaits,—

En conséquence, Nous avons cru que ces bienfaits que partage Notre population tout entière, doivent être reconnus d'une manière publique et solennelle ; et Nous avons fixé, et fixons par les présentes, par et de l'avis de Notre Conseil privé pour le Canada, lundi le vingt-huitième jour d'octobre prochain, comme jour d'actions de grâces pour remercier le Dieu Tout-Puissant de l'abondante moisson et autres bienfaits qu'il Lui a plu d'accorder au Canada durant la présente année. Et Nous invitons tous Nos bien-aimés sujets du Canada d'observer le dit jour comme jour d'actions de grâces.

De ce qui précède Nos féaux sujets et tous ceux que les présentes peuvent concerner, sont par les présentes requis de prendre connaissance et d'agir en conséquence.

No. 781 Elec.

DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION

Appointment of J. N. Beaudoin, school commissioner.

His Honor the LIEUTENANT GOVERNOR has been pleased, by order in council, dated the 16th October, 1912, to appoint Mr. J. N. Beaudoin, a school commissioner for the municipality of Hinks, in the county of Ottawa, P. Q.

No. 781 Elec.

DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION.

Appointment of F. Dubeau, school commissioner.

His Honor the LIEUTENANT GOVERNOR has been pleased, by order in council, dated the 16th October, 1912, to appoint Mr. François Dubeau, a school commissioner for the municipality of Hincks, in the county of Ottawa, P. Q. 4388

His Honor the LIEUTENANT GOVERNOR has been pleased, by order in council, dated the sixteenth day of October, 1912, to associate to the commission of the peace for the :

District of Roberval.—Messrs. Louis Tremblay and Pitre Bergeron, farmers, of Saint Louis de Matabetchouan, Laurent Létourneau, "rentier", J. Ernest Potvin, merchant, Joseph Cossette, baker, and H. D. Brassard, physician, of Roberval, county of Lake Saint John. 4406

PROVINCIAL SECRETARY'S DEPARTMENT.

Quebec, 21st October, 1912.

His Honor the LIEUTENANT GOVERNOR has been pleased to appoint King's Counsel, by commission under the Great Seal of the province, M. Ernest Hébert, advocate, of the town of Joliette, district of Joliette. 4394

Proclamations

C. FITZPATRICK,
Deputy Governor General of Canada.
[L. S.]

CANADA.

GEORGE THE FIFTH, by the Grace of God of the United Kingdom of Great Britain and Ireland and of the British Dominions beyond the seas KING, Defender of the Faith, Emperor of India.

To all to whom these presents shall come, or whom the same may in any wise concern,—GREETING :

A PROCLAMATION.

E. L. NEWCOMBE, Deputy Minister of Justice, Canada.

WHEREAS it hath pleased Almighty God, in His Great Goodness to vouchsafe this year unto Our Dominion of Canada, a bountiful harvest and other blessings,—

WE, therefore, considering that these blessings enjoyed by Our people throughout the said Dominion do call for a public and solemn acknowledgment, have thought fit, by and with the advice of Our Privy Council for Canada, to appoint, and We do appoint Monday, the twenty-eighth day of October next, as a day of general thanksgiving to Almighty God for the bountiful harvest and all other blessings with which Canada has been favoured this year ; and We do invite all Our loving subjects throughout Canada to observe the said day as a day of General Thanksgiving

Of all which Our loving subjects and all others whom these presents may concern, are hereby required to take notice and to govern themselves accordingly.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait émettre Nos présentes Lettres Patentes et à icelles fait apposer le Grand Sceau du Canada. TÉMOIN, Notre Très fidèle et bien-aimé Conseiller le Très Honorable SIR CHARLES FITZPATRICK, Chevalier Grand-croix de Notre Ordre Très distingué de Saint-Michel et Saint-Georges, Juge en chef du Canada et suppléant de Notre Très cher et Bien-aimé Oncle et Très fidèle Conseiller le Feld-maréchal Son Altesse Royale le Prince ARTHUR WILLIAM PATRICK ALBERT, Duc de Connaught et Strathearn, comte de Sussex (dans la pairie du Royaume-Uni) Prince du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, Duc de Saxe, Prince de Saxe-Cobourg et Gotha, Chevalier de Notre Ordre Très noble de la Jarretière ; Chevalier de Notre Ordre Très ancien et Très noble du Chardon ; Chevalier de Notre Ordre Très illustre de Saint-Patrice; l'un de Notre Très honorable Conseil Privé, Grand Maître de Notre Ordre Très honorable du Bain ; Chevalier Grand Commandeur de Notre Ordre Très exalté de l'Etoile de l'Inde ; Chevalier Grand-croix de Notre Ordre Très distingué de Saint-Michel et Saint-Georges ; Chevalier Grand Commandeur de Notre Ordre Très éminent de l'Empire Indien ; Chevalier Grand-croix de Notre Ordre Royal de Victoria ; Notre Aide-de-Camp personnel ; Gouverneur Général et Commandant en chef de Notre Puissance du Canada.

A Notre Hôtel du Gouvernement, en Notre CITE d'OTTAWA, ce VINGT-HUITIEME jour de SEPTEMBRE, en l'année de Notre-Seigneur, mil neuf cent douze, et de Notre Règne la troisième.

Par ordre,
THOMAS MULVEY,
4129 Sous-secrétaire d'Etat.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our Letters to be made Patent and the Great Seal of Canada to be hereunto affixed. WITNESS, Our Right Trusty and Well BELOVED Councillor, the Right Honourable Sir CHARLES FITZPATRICK, Knight Grand Cross of Our Most Distinguished Order of Saint Michael and Saint Grorge ; Chief Justice of Canada and Deputy of Our Most Dear and Entirely Beloved Uncle and Most Faithful Counsellor, Field Marshal His Royal Highness PRINCE ARTHUR WILLIAM PATRICK ALBERT, Duke of Connaught and of Strathearn, Earl of Sussex (in the Peerage of the United Kingdom) ; Prince of the United Kingdom of Great Britain and Ireland, Duke of Saxony, Prince of Saxe-Coburg and Gotha ; Knight of Our Most Noble Order of the Garter ; Knight of Our Most Ancient and Most Noble Order of the Thistle ; Knight of Our Most Illustrious Order of Saint Patrick ; One of Our Most Honourable Privy Council ; Great Master of Our Most Honourable Order of the Bath ; Knight Grand Commander of Our Most Exalted Order of the Star of India ; Knight Grand Cross of Our Most Distinguished Order of Saint Michael and Saint George ; Knight Grand-Commander of Our Most Eminent Order of the Indian Empire ; Knight Grand Cross of Our Royal Victorian Order ; Our Personal Aide-de-Camp ; Governor General and Commander-in-Chief of Our Dominion of Canada.

At Our Government House, in Our City of OTTAWA, this TWENTY EIGHTH day of SEPTEMBER, in the year of Our Lord, one thousand nine hundred and twelve, and in the third year of Our Reign.

By Command,
THOMAS MULVEY,
4130 Under-Secretary of State.

Canada, Province de Québec. } F. LANGELIER.
[L. S.]

GEORGE V, par la Grâce de Dieu, Roi du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, et des possessions britanniques au-delà des mers, Défenseur de la Foi, Empereur des Indes.

A tous ceux à qui ces présentes verront ou elles pourront concerner—SALUT :

PROCLAMATION.

CHARLES LANCTOT, *Assistant Procureur-Général.* } ATTENDU qu'il a plu au Dieu Tout-Puissant, dans sa bonté extrême, d'accorder cette année à la province de Québec, une abondante récolte et d'autres bienfaits ;

En conséquence, Nous avons cru que ces bienfaits que partage notre population toute entière doivent être reconnus d'une manière solennelle et publique ; et nous avons fixé, de l'avis du Conseil Exécutif de Notre province de Québec, LUNDI, le VINGT-HUITIEME jour d'OCTOBRE prochain 1912, comme JOUR D'ACTIONS DE GRACES pour remercier Dieu Tout-Puissant de l'abondante moisson et des autres bienfaits qu'il Lui a plu d'accorder à la province de Quebec durant la présente année, Et nous invitons tous nos biens aimés sujets de Notre province de Québec d'observer le dit jour comme jour d'actions de grâces.

De tout ce que dessus tous Nos féaux sujets et tous autres que les présentes peuvent concerner, sont requis de prendre connaissance et de se conduire en conséquence.

Canada Province of Quebec. } F. LANGELIER.
[L. S.]

GEORGE THE EIFTH, by the Grace of God, of the United Kingdom of Great Britain and Ireland and of the British Dominions beyond the Seas, King, Defender of the Faith, Emperor of India.

To all to whom these presents shall come or whom the same may concern—GREETING .

PROCLAMATION.

CHARLES LANCTOT, *Assistant Attorney General* } WHEREAS Almighty God has been pleased, in His extreme goodness, to grant this year, an abundant harvest and other blessings to the province of Quebec ;

We, therefore, considered that these blessings enjoyed by Our entire population call for a solemn and public acknowledgment ; accordingly, We have fixed, by and with the advice of the Executive Council of Our province of Quebec, MONDAY, the TWENTY EIGHTH day of OCTOBER next, 1912, as a DAY of GENERAL THANKS-GIVING to Almighty God for the bountiful harvest and other blessings which He has been pleased to grant to the province of Quebec during this year. And We do invite all Our loving subjects of Our province of Quebec to observe the said day as a day of general thanksgiving.

Of all which Our loving subjects and all others whom these presents may concern, are hereby required to take notice and to govern themselves accordingly.

En Foi de Quoi, Nous avons fait rendre Nos présentes lettres patentes et à icelles apposer le grand sceau de Notre Province de Québec. Témoin : Notre très fidèle et bien-aimé l'honorable Sir FRANÇOIS LANGELIER, Chevalier, lieutenant-gouverneur de Notre province de Québec.

En l'Hôtel du Gouvernement, en Notre cité de Québec, dans Notre dite province de Québec, ce SEPTIEME jour d'OCTOBRE, en l'année mil neuf cent douze de l'ère chrétienne et de Notre règne la troisième année.

Par ordre,

C. J. SIMARD,
Sous-secrétaire de la province.

4127

Canada, Province de Québec. } F. LANGELIER

L. S.

GEORGE V, par la Grâce de Dieu, roi du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande et des possessions britanniques au-delà des mers, défenseur de la foi, empereur des Indes :—

A Nos très aimés et fidèles conseillers les membres du conseil législatif et de l'assemblée législative de la province de Québec,

Salut !

ATTENDU que la législature de la province de Québec se trouve convoquée pour le quinze octobre mil neuf cent douze, mais que, pour diverses considérations, Nous avons, sur l'avis du conseil exécutif de ladite province, jugé à propos de la proroger de nouveau jusqu'au cinq novembre prochain ;

A CES CAUSES. Nous vous faisons maintenant savoir que vous êtes dispensés de vous réunir en la cité de Québec le quinze octobre prochain ; vous convoquons par les présentes pour le CINQ NOVEMBRE prochain, et, en conséquence, vous mandons et ordonnons de vous assembler à cette date au palais de la législature, en ladite cité de Québec, pour y EXPEDIER LES AFFAIRES DE LA PROVINCE et y examiner, discuter et décider les questions qui vous seront soumises.

En foi de quoi, Nous avons fait rendre Nos présentes lettres patentes et sur icelles apposer le grand sceau de la province de Québec.

Témoin : Notre très fidèle et bien-aimé l'honorable Sir FRANÇOIS LANGELIER, chevalier, lieutenant-gouverneur de ladite province.

Donné en Notre hôtel du gouvernement, à Québec, ce douzième jour de septembre, l'an de grâce mil neuf cent douze, et de Notre règne le troisième.

Par ordre,

Le greffier de la couronne en chancellerie,

Québec,

3811 L.-P. GEOFFRION.

In Testimony Whereof, We have caused these Our Letters to be made Patent, and the Great Seal of Our said Province of Quebec to be hereunto affixed : Witness, Our Right Trusty and Well Beloved the Honourable Sir FRANÇOIS LANGELIER, Knight, Lieutenant Governor of Our Province of Quebec.

At Our Government House, in Our city of Quebec, in Our said Province of Quebec, this SEVENTH day of OCTOBER, in the year of Our Lord one thousand nine hundred and twelve, and in the third year of Our Reign.

By command,

C. J. SIMARD,
Deputy Provincial Secretary.

4128

Canada, Province of Quebec. } F. LANGELIER

[L. S.]

GEORGE THE FIFTH, by the Grace of God, of the United Kingdom of Great Britain and Ireland, and of the British Dominions beyond the Seas, King, Defender of the Faith, Emperor of India :

To Our Beloved and Faithful Councillors the Members of the Legislative Council and of the Legislative Assembly of the Province of Quebec,

Greeting.

WHEREAS the Legislature of the Province of Quebec stands prorogued to the fifteenth of October, one thousand nine hundred and twelve, but that, for various considerations, We have, with the advice of the Executive Council of the said Province, thought fit to further prorogue it to the fifth of November next ;

THEREFORE, We inform you that you are dispensed from meeting in the city of Quebec on the fifteenth of October next, and hereby convene you for the FIFTH of NOVEMBER next, and, accordingly, command and order you to meet on such date at the Parliament Buildings in the said city of Quebec, for the DESPATCH OF THE BUSINESS OF THE PROVINCE, and to examine, discuss and decide the questions to be submitted to you.

In Testimony Whereof, We have caused these Our Letters to be made Patent, and the great Seal of Our Province of Quebec to be hereunto affixed ;

Witness : Our Right Trusty and Well-Beloved the Honourable Sir FRANÇOIS LANGELIER, Knight, Lieutenant Governor of the said Province.

Given at Our Government House, in Quebec, this twelfth day of September, in the year of Our Lord one thousand nine hundred and twelve, and in the third year of Our Reign.

By command,

L. P. GEOFFRION,
Clerk of the Crown in Chancery,

3812 Quebec.

Avis du Gouvernement

La compagnie "Liverpool Sheltering Homes for Destitute Children, Incorporated" a été autorisé à faire des opérations dans la provincede Québec.

Les pouvoirs donnés a la dite compagnie par sa charte seront limités à ceux accordés aux corporations de même nature, créés en vertu des lois de la province de Québec, et sujettes aux formalités prescrites par les lois existantes de cette province.

La principale place d'affaires, dans la province, est à Montréal.

Government Notices

The "Liverpool Sheltering Homes for Destitute Children, Incorporated" has been authorized to do business in the province of Quebec.

The powers conferred on the said company by its charter, shall be limited to those granted to corporations of a like nature, created in virtue of the laws of the province of Quebec, and subject to the formalities prescribed by the laws now in force in this province.

Its chief place of business, in the province, is at Montreal.

Ses agents principaux, aux fins de recevoir les asignations en toutes actions et procédures exercées contre elle, sont MM. Charles James Fleet, de la cité de Montréal, et M. Alexander Falconer, de la cité de Westmount, tous deux avocats et conseils du Roi, et chacun d'eux.

C. J. SIMARD,
Sous-secrétaire de la province.

Québec, 16 octobre 1912. 4407

La compagnie "Junghans Brothers, Limited" a été autorisée à faire des opérations dans la province de Québec.

Les pouvoirs donnés à la dite compagnie par sa charte seront limités à ceux accordés aux corporations de même nature, créés en vertu des lois de la province de Québec, et sujettes aux formalités prescrites par les lois existantes de cette province.

La principale place d'affaires, dans la province, est à Montréal.

Son agent principal, aux fins de recevoir les assignations en toutes actions et procédures exercées contre elle, est M. Max Haas, de la cité de Montréal.

C. J. SIMARD,
Sous-secrétaire de la province.

Québec, 18 octobre 2912. 4409

Avis est par le présent donné que, "The Montreal Nest of Owls", a été licenciée et enrégistrée comme une association mutuelle de bienfaisance, dans le but de pourvoir et maintenir un fonds pour ses membres pour le paiement de bénéfices de maladie, accident, inhabileté et décès, et donner des soins médicaux gratuits aux membres.

Donné conformément à l'article 6950, S. R. P. Q., 1909, ce seizième jour d'octobre 1912.

Pour le trésorier de la province de Québec.

WILLIAM CHUBB,
Surintendant des Assurances, P. Q.

Branche des Assurances,
Département du Trésor, Québec. 4383

Avis est par le présent donné, que, "The Lachine Nest of Owls,", a été licenciée et enregistrée comme une association mutuelle de bienfaisance, dans le but de pourvoir et maintenir un fonds pour ses membres pour le paiement de bénéfices de maladie, accident, inhabileté et décès, et donner des soins médicaux gratuits aux membres.

Donné conformément à l'article 6950, S. R. P. Q., 1909, ce dix-septième jour d'octobre 1912.

Pour le trésorier de la province de Québec.

WILLIAM CHUBB,
Surintendant des Assurances, P. Q.

Branche des Assurances,
Département du Trésor, Québec. 4385

Avis est donné au public que, en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du seizième jour d'octobre 1912, constituant en corporation MM. Aubrey Huntingdon Elder, étudiant en droit, Ida Still McKerracher, sténographe, Winnifrid Evelyn Patch, sténographe, William Reuben Ford, commis, Albert Frederick Teulon, sténographe, tous de la cité de Montréal, dans les buts suivants :

Prendre, acheter, acquérir, obtenir par échange, prendre à bail, soit ordinaire ou emphytéotique, ou acquérir autrement en aucune autre manière, et vendre, hypothéquer, engager, donner en échange, louer, soit par bail ordinaire ou emphytéotique, ou aliéner autrement en aucune manière ou en disposer, et en général faire le commerce de terrains ou immeubles, bâtisses et propriétés immobilières de toute sorte ou description et de tous les intérêts en iceux ;

Acquérir en aucune manière des propriétés

Its principal agents, for the purpose of receiving services in any suits and proceedings instituted against it, are Messrs. Charles James Fleet, of the city of Montreal, and Alexander Falconer, of the city of Westmount, both advocates and King's Counsel, and each of them.

C. J. SIMARD,
Deputy Provincial Secretary.

Quebec, 16th October, 1912. 4408

The company "Junghans Brothers, Limited" has been authorized to do business in the province of Quebec.

The powers conferred on the said company by its charter, shall be limited to those granted to corporations of like nature, created in virtue of the laws of the province of Quebec, and subject to the formalities prescribed by the laws now in force in his province.

Its chief place of business, in the province, is at Montreal.

Its principal agent, for the purpose of receiving services in any suits and proceedings instituted against it, is Mr. Max Haas, of the city of Montreal.

C. J. SIMARD,
Deputy Provincial Secretary.

Quebec, 18th October, 1912. 4410

Notice is hereby given that "The Montreal Nest of Owls" has been licensed and registered as a mutual benefit society for the purpose of providing and maintaining a fund for its members for the payment of sick, accident, disability and death benefits, and to furnish free medical services to members.

Given pursuant to article 6950, R. S. P. Q., 1909, this sixteenth day of October, 1912.

For the treasurer of the province of Quebec.

WILLIAM CHUBB,
Superintendent of insurance, P. Q.

Insurance branch,
Treasury department, Quebec. 4384

Notice is hereby given that "The Lachine Nest of Owls", has been licensed and registered as a mutual benefit society for the purpose of providing and maintaining a fund for its members for the payment of sick, accident, disability and death benefits, and to furnish free medical services to members.

Given pursuant to article 6950, R. S. P. Q., 1909, this seventeenth day of October, 1912.

For the treasurer of the province of Quebec.

WILLIAM CHUBB,
Superintendent of insurance, P. Q.

Insurance branch,
Treasury department, Quebec. 4386

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the province of Quebec, bearing date the sixteenth day of October, 1912, incorporating Messrs. Aubrey Huntingdon Elder, student-at-law, Ida Hill McKerracher, stenographer Winnifrid Evelyn Patch, stenographer, William Reuben Ford, clerk, Albert Frederick Teulon, stenorgrapher, all of the city of Montreal, for the following purposes :

To get, buy, purchase, obtain by exchange, take on lease, whether ordinary or emphyteutic or otherwise in any way acquire, and to sell, hypothecate, pledge, give in exchange, lease, whether by ordinary or emphyteutic lease or otherwise in any way alienate or dispose of, and generally, to deal in land or real estate, buildings and immovable property of every kind or description generally or any interest therein ;

To acquire in any manner immoveable pro-

immobilières de toute sorte et description, soit matérielles ou immatérielles et les détenir pour spéculation ou pour placement ou pour toutes autres fins durant telle période de temps que la compagnie peut juger à propos ou profitable, et les louer ou vendre de nouveau ou en disposer autrement lorsque la compagnie jugera à propos de le faire ;

Développer, améliorer et mettre à profit tous terrains acquis ou possédés par la compagnie, ou dans lesquels la compagnie a des intérêts, soit directement ou indirectement, et en particulier les disposer et préparer pour les fins de constructions, en construisant, démolissant, changeant et améliorant les bâtisses, et en les pavant, drainant ou en les développant ou améliorant autrement en aucune manière ;

Faire des baux de construction ou contrats de bâtisse et avancer de l'argent et faire des contrats et conventions de toute sorte avec les constructeurs, entrepreneurs, acquéreurs, locataires ou autres ;

Disposer, construire et préparer des parcs, carrés, jardins, chemins, rues, ruelles, égouts, cours d'eau, conduits pour l'eau, gaz ou électricité ou autres fins, tunnels et chemins souterrains et en général tous travaux d'un caractère semblable, avec pouvoir de les transférer et céder, ou aucun d'eux, avec ou sans considération, à toute municipalité, corporation ou autre corps public, ou à toute autre compagnie, et les destiner pour fins publiques ;

Acquérir, posséder des hypothèques ou obligations sur ou affectant tous biens meubles ou immeubles, et toutes franchises, droits, licences, privilège, concessions ou autres semblables, que la compagnie peut juger nécessaires ou utiles pour les fins de ses affaires, et en disposer ;

Exploiter les ressources naturelles de toute propriété acquise ou possédée par la compagnie, cultiver ou labourer la dite propriété, et mettre en opération sur icelle, ou y ayant rapport, toutes ou aucune des industries suivantes, dans toutes leurs branches respectives, savoir : l'exploitation, la culture des fruits, les jardinages destinés au marché, l'élevage, la pâture, l'engraissement et l'entretien des bestiaux et des animaux de toute description, y compris les oiseaux et volailles de toute sorte, et faire les affaires de marchands de graines ou pépiniéristes ;

Mettre à profit, en aucune manière légale, tout terrain acquis ou possédé par la compagnie, et particulièrement en le disposant et l'exploitant en un parc public ou place d'amusement, foire, terrain pour marché, terrain pour pique-nique, théâtre en plein air, cirque ou autre entreprise semblable, devant être conduit par la compagnie dans le but d'en tirer profit ou devant être loué par la compagnie, à sa discrétion, à toute personne ou compagnie aux termes que la compagnie jugera à propos ;

Faire les affaires de constructeurs, agents de maisons et d'immeubles, courtiers d'immeubles ou agents d'assurance dans toutes leurs branches respectives, ou toutes autres affaires, directement ou indirectement, qui peuvent paraître utiles à la compagnie pour aucun de ses objets, ou calculées pour augmenter la valeur des biens ou droits de la compagnie ou les rendre profitables ;

Acquérir les entreprises, actifs ou biens de toute personne, société ou corporation faisant maintenant ou devant faire à l'avenir des affaires semblables ou toutes affaires y ayant rapport ou auxiliaires à toutes affaires que la compagnie peut être autorisée ou avoir le pouvoir de faire ou de s'engager ; acquérir ou détenir du stock, des actions, obligations ou débentures de toute autre compagnie ou corporation et durant la détention d'iceux

perty of every kind and description and whether corporeal or incorporeal and to hold the same for speculation or for investement or for any other purpose during such period of time as the company may deem advisable or profitable and the same to lease or sell again or otherwise dispose of whenever the company shall see fit to do so ;

To develop, improve and turn to account any land acquired or held by the company or in which the company is interested, whether directly or indirectly, and in particular by laying out and preparing the same for building purposes, by constructing, pulling down, altering and improving buildings and by paving, draining or otherwise in any way developing or improving the same ;

To make building leases or building agreements and to advance money to and enter into contracts and arrangements of all kinds with builders, contractors, purchasers, tenants or others ;

To lay out, construct and prepare parks, squares, gardens, roads, streets, lanes, sewers, drains, water courses, mains for water, gas or electricity or other purposes, tunnels and subways and generally all works of a similar character with power to transfer and convey the same or any of them with or without consideration to any municipality, corporation or other public body, or to any other company, and to dedicate the same for public purposes ;

To acquire, hold and dispose of mortgages or hypothecs upon or affecting any real or personal property and any franchises, rights, licenses, privileges, concessions or the like which the company may think necessary or convenient for the purposes if its business ;

To exploit the natural ressources of any property acquired or held by the company, to cultivate or till such property and to carry on thereupon or in connection therewith all or any of the following industries in all their respective branches, namely : farming, fruit growing, market gardening, the raising, feeding, fattening and keeping for profit of cattle and live stock of every description including fowls and poultry of all kinds and to carry on the business of seedsmen and or nurserymen ;

To turn to account in any lawful manner any land acquired or held by the company and particularly by laying out and exploiting the same as a public park or place of amusement, fair, fair ground, picnic ground, open air theatre, circus or other similar undertaking to be conducted by the company for purposes of gain or to be let or by the company in its discretion to any person or company on such terms as the company may think proper ;

To carry on the business of builders, house and real estate agents, real estate brokers or and insurance agents, in all their respective branches, or any other business which may seem to the company directly or indirectly conducive to any of its objects or calculated to enhance the value of or to render profitable any of the company's property or rights ;

To acquire the unedertakings, assets or property of any individual, firm or corporation now or hereafter carrying on a similar business or any business of a kind incidental or ancillary to any business that the company may be authorised or empowered to carry on or engage in ; to acquire or hold stock, shares, bonds or debentures of or in any other company or corporation and while holding the same

exercer tous les droits et pouvoirs de propriété y appartenant, y compris les pouvoirs de voter ;

Placer tout surplus des argents de la compagnie en la manière que la compagnie jugera à propos et en particulier dans le rachat de ses propres obligations ou débentures, ou pour distribuer en espèce parmi les actionnaires de la compagnie aucun des dits argents appartenant à la compagnie, et non requis immédiatement pour ses besoins ;

Vendre, louer tous les biens et entreprise de la compagnie ou aucune partie ou branche d'iceux, et en particulier pour actions, débentures, obligations ou garanties de toute autre compagnie ayant des objets semblables, en tout ou en partie, à ceux de cette compagnie, ou aucun d'eux, ou en disposer autrement en aucune manière ; s'amalgamer avec toute autre compagnie ; entrer en arrangement pour le partage des profits ou union d'intérêt avec toute personne ou compagnie quelconque, et prendre ou acquérir autrement des actions ou garanties de toute telle compagnie et les vendre, détenir, émettre de nouveau avec ou sans garantie ou en disposer autrement en aucune manière légale ou en faire le commerce, et garantir ou assumer, en tout ou en partie, les obligations de telle personne ou compagnie ou aucune d'elles ;

Payer pour tous biens meubles et immeubles, droits, actifs, franchises, privilèges, licences, concessions ou autres semblables, acquis par la compagnie soit avec de l'argent ou avec des obligations, débentures ou stock de la compagnie ou partie par un ou plus de ces moyens et partie par aucun autre ou tous les autres, et distribuer parmi les actionnaires de la compagnie en espèce tous les biens de la compagnie et en particulier tout stock, actions, débentures, obligations ou garanties d'autres compagnies, appartenant soit à la compagnie ou dont la compagnie peut avoir le pouvoir de disposer ;

Faire aucune des susdites choses comme patrons, agents ou entrepreneurs et soit seule ou conjointement avec autres ;

Faire toutes telles autres choses qui peuvent être auxiliaires, accessoires ou utiles aux susdits objets ou à aucun d'eux ;

L'interprétation d'aucun des objets de la compagnie ci-dessus mentionnés ou aucun des pouvoirs octroyés dans aucun paragraphe des présentes, ne sera pas limitée ou restreinte par les déductions ou termes d'aucun autre paragraphe, ou par les déductions ou termes du nom de la compagnie, sous le nom de "Lachine Realties Limited" avec un capital total de dix mille cinq cents piastres ($10,500.00), divisé en deux cent dix (210) actions de cinquante piastres ($50.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, sera dans la cité de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce seizième jour d'octobre 1912.

C. J. SIMARD,

4389 Sous-secrétaire de la province.

Avis est donné au public que, en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du douzième jour d'octobre 1912, constituant en corporation MM. David Henry Pennington, marchand de bois, Jean François Siméon Dugal, marchand, Archibald Walter Hay, agent d'assurance, Frederick McMahon, gérant, Alexander Christinsin Byrne, agent d'assurance et Thomas Bernard Bland O'Neil, marchand de bois, tous de la cité de Québec, dans les buts suivants :

Faire les affaires d'immeubles et les affaires d'une compagnie de terrains ;

Acquérir par achat, bail, échange, octroi,

to exercise all the rights and powers of ownership thereto belonging including voting powers ;

To invest any surplus moneys of the company in such manner as the company may deem proper and in particular in the redemption of its own bonds or debentures or to distribute in specie among the shareholders of the company any such moneys belonging to the company and not required for its immediate needs ;

To sell, lease or otherwise in any way dispose of the whole property and undertaking of the company or any part or branch thereof and in particular for shares, debentures, bonds or securities of any other company having objects similar in whole or in part to those of this company or any of them ; to amalgamate with any other such company ; to enter into any arrangement for sharing profits or union of interests with any person or company whatsoever and to take or otherwise acquire shares or securities of any such company and to sell, hold, reissue with or without guarantee or otherwise in any lawful way dispose of or deal with or in the same, and to guarantee or assume in whole or in part the obligations of any such person or company or any of them ;

To pay for any moveable or immoveable property, rights, assets, franchises, privileges, licenses, concessions or the like acquired by the company either with cash or with bonds, debentures or stock of the company or partly in one or more of these ways and partly in any other or all of the others, and to distribute among the shareholders of the company in kind any property of the company and in particular any stock, shares, debentures, bonds and or securities of other companies, either belonging to the company or of which the company may have the power of disposing ;

To do any of the above things as principals, agents, or contractors and either alone or in conjunction with others ;

To do all such other things as are ancillary, incidental or conducive to the above objects or any of them ;

The interpretation of any of the objects of the company set forth or for any of the person granted in any paragraph hereof shall not be limited or restricted by reference to or inference from the terms of any other paragraph or by reference to or inference from the name of the company, under the name of "Lachine Realties Limited", with a capital stock of ten thousand five hundred dollars ($10,500.00), divided into two hundred and ten (210) shares of fifty dollars ($50.00) each.

The principal place of business of the corporation, will be in the city of Montreal.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this sixteenth day of October, 1912.

C. J. SIMARD,

4390 Deputy Provincial Secretary.

Public notice is hereby given that, under the Quebec Mining Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the province of Quebec, bearing date the welve day of October, 1912, incorporating Messrs. David Henry Pennington, lumber merchant, Jean François Siméon Dugal, merchant, Archibald Walter Hay, insurance agent, Frederick McMahon, manager, Alexander Christinsin Byrne, insurance agent, and Thomas Bernard Bland O'Neil, lumber merchant, all of the city of Quebec, for the following purposes :

To carry on a real estate business and to do the business of a land company ;

To acquire by purchase, lease, exchange,

concession ou autrement, et détenir et posséder des terrains et immeubles de toute description, et développer, améliorer, exploiter et disposer toute telle propriété en rues, ruelles, carrés, lots ou autrement, et ériger des maisons, bâtisses et autres constructions sur les propriétés immobilières ainsi acquises ;

Vendre, louer, donner à bail, transporter, échanger les dits terrains et immeubles ou toute partie d'iceux, en disposer ou en faire le commerce autrement, et les bâtisses susérigées, et disposer des rues, carrés ou ruelles sur telle propriété en faveur de toutes personnes ou municipalités, aux termes et conditions que la compagnie peut juger à propos ;

Faire des avances aux moyens de prêts aux acquéreurs ou locataires d'aucune partie de la propriété d la compagnie pour les fins de construction ou autres améliorations ; aider, aux moyens d'avances, ou autrement, dans la construction et entretien des chemins, rues, ouvrages hydrauliques, drainages et autres améliorations calculées pour rendre la propriété de la compagnie plus accessible et pour augmenter sa valeur ;

Prendre et détenir des hypothèques, obligations et garanties pour garantir le paiement du prix d'achat de toute propriété vendue par la compagnie aux acquéreurs ou autres ou pour avances par la compagnie aux acquéreurs pour les fins de construction ou autres amédliorations ;

Agir comme agent pour toute compagnie, corporation, société ou personne faisant aucune des affaires ou entreprises ci-dessus mentionnées ;

Acquérir par achat ou autrement toute propriété, meubles ou immeubles, franchises, droits ou privilèges qui peuvent être nécessaires pour les fins de la compagnie, et en disposer en aucune manière ;

Posséder, acheter ou acquérir autrement, et vendre des actions ou obligations de toute autre compagnie ayant des objets, en tout ou en partie, semblables à ceux de cette compagnie, ou faisant des affaires capables d'être conduites, directement ou indirectement pour le bénéfice de la compagnie, ou en disposer autrement ;

Emettre, transporter et donner des actions du capital actions de la compagnie incorporée par les présentes, en paiement de toutes affaires, franchises, entreprises, biens ,droits, privilèges, baux, hypothèques, licences, patentes, contrats, immeubles, stock, actifs et autres biens ou droits que la compagnie peut légalement acquérir en vertu des présentes ;

Vendre toute ou aucune partie des entreprises, actifs ou biens de la compagnie pour telle considération que la compagnie jugera à propos, et en particulier pour actions, débentures ou garanties de toute autre compagnie ayant des objets, en tout ou en partie, semblables à ceux de cette compagnie, et en disposer ;

S'amalgamer, partager les profits, s'associer, coopérer avec toute personne ou personnes ou compagnie engagées ou sur le point d'être engagées dans toutes affaires que la compagnie est autorisée à faire ;

Faire toutes autres affaires (manufacturées ou autrement) qui peuvent paraître capables à la compagnie d'être convenablement conduites en rapport avec aucune des susdites affaires, ou calculées directement ou indirectement pour augmenter la valeur ou rendre profitable aucun des biens ou droits de la compagnie, et faire tous les actes et exercer tous les pouvoirs ayant rapport à la mise en opération convenable des objets pour lesquels la compagnie est incorporée, et nécessaires pour permettre à la compagnie de conduire ses entreprises avec profit, sous le nom de "Battlefield Realty Company, Limited", avec un capital de quarante-neuf mille piastres

grant, concession or otherwise, and to hold and own lands, real estate and immoveables of every description, and to develop, improve, exploit and lay out any such property in streets, lanes, squares, lots or otherwise, and to erect houses, buildings and other construction on said real property so acquired ;

To sell, lease, rent, convey, exchange, dispose of or otherwise deal with such lands, real estate and immoveables, or any portion thereof, and of buildings thereon erected and to dispose of any streets, squares or lanes on such property in favour of any persons or municipalities on such terms and conditions as the company may think fit ;

To make advances by means of loans to purchasers or tenants of any part of the company's property for the purposes of construction or other improvements ; to assist by means of advances or otherwise in the construction and maintenance of roads, streets, water works, drains and other improvements calculated to render the property of the company more accessible and to increase its value ;

To take and hold mortgages, hypothecs and iens to secure the payment of the purchase price of any property sold by the company from purchasers or others or advances by the ompany to purchasers for building purposes or other improvements ;

To act as agent for any company, corporation, firm or person carrying on any of the business or undertakings heretofore mentioned ;

To acquire by purchase or otherwise any roperty real or personal liberties, rights or privileges which may be necessary for the purposes of the company and to dispose of the same in any manner ;

To hold, purchase, or otherwise acquire, and to sell ,or otherwise dispose of shares or bonds of any other company having objects, wholly or in part similar to those of this company or carrying on, businesses capable of being conducted so as to directly or indirectly benefit the company ;

To issue, transfer and give shares of the capital stock of the company hereby incorporated in payment of all business, franchises, undertakings, properties, rights, privileges, leases, mortgages, licenses, patents, contracts, immoveables, stock, assets and other property or rights which the company may legally acquire in virtue of the presents ;

To sell and dispose of the whole or any part of the undertakings ,assets or property of the company for such consideration as the company may think fit, and in particular for shares, debentures, or securities of any other company having objects in whole or in part similar to those of this company ;

To amalgamate, share profits, unite, cooperate wit hany person or persons of company engaged in or about to, carry on any business which the company is authorized to carry on ;

To carry on any other business (manufacturing or otherwise), which may seem to the company capable of being conveniently carried, on in connection with any of the above specified businesses, or calculated directly or indirectly to enhance the value of or render profitable any of the company's properties or rights, and to all acts and exercise all powers incidental to the due carrying out of the objects for which the company is incorporated, and necessary to enable the company to profitably carry on its undertakings, under the name of "Battlefield Realty Comapny Limited", with a capital stock of forty nine thousand dollars ($49,000.00), divided into

($49,000.00), divisé en quatre cent quatre-vingt-dix (490) actions de cent piastres ($100.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, sera dans la cité de Québec.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce quatorzième jour d'octobre 1912.

C. J. SIMARD,

4411 Sous-secrétaire de la province.

Avis est donné au public que, en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du seizième jour d'octobre 1912, constituant en corporation MM. Arthur Lemieux, Eugène Lemieux, et Arthur Beauchamp, dentistes, Vincent Dupuis, agent,, et C. Durbec, restaurateur, de la cité de Montréal, dans les buts suivants, savoir :

Fonder, dans un but d'agrément, un club social où pourront se réunir les membres et prendre des repas, sous les nom de "Le Club de France, Limitée", avec un capital de dix mille piastres ($10,000.00), divisé en dix mille (10,000) actions de une piastre ($1.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, sera dans la cité de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce onzième jour d'octobre 1912.

C. J. SIMARD,

4397 Sous-secrétaire de la province.

Avis est donné au public que, en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du quinzième jour d'octobre 1912, constituant en corporation MM. Joseph Elie Massicotte, marchand, de Chicoutimi, Joseph Pierre Ouellet, architecte, Thomas Louis Tremblay, ingénieur, J. Adhémar Gagnon, et P. Wilfrid Fortier, marchands de la cité de Québec, dans les buts suivants :

Acquérir par achat, bail ou autrement, et détenir et posséder des immeubles ;

Faire, construire et ériger tous travaux publics et privés, bâtisses, entreprises et exploitations, logements, fabriques, ateliers et autres constructions ;

Vendre, louer, transporter, échanger, céder ou disposer autrement de la totalité ou d'une partie de ces immeubles, et développer, améliorer, exploiter et disposer toute partie des dits immeubles en rues, ruelles, squares, lots ou autrement ;

Contribuer à la construction et l'entretien ou construire et entretenir des ruelles, chemins, rues, aqueducs et autres travaux et améliorations de nature à rendre la propriété de la compagnie plus accessible et plus profitable ;

Vendre ou disposer autrement de l'entreprise de la compagnie ou de toute partie d'icelle, aux clauses et conditions que la compagnie jugera à propos et en accepter le paiement, en totalité ou en partie en actions, obligations ou autres valeurs de toute compagnie quelconque ;

Acquérir, détenir et vendre et céder toute industrie, immunité, entreprise, droits, privilèges, baux, contrats, biens et autres droits que la compagnie pourra légalement acquérir ;

Agir en qualité d'agents généraux, mandataires, agents d'immeubles et d'assurances, et en général faire toutes les choses nécessaires pour promouvoir l'industrie de la compagnie et pour les succès de ses entreprises, sous le nom de "La Compagnie Le Parc Belmont Limitée" avec un capital de cinquante mille piastres ($50,000.00), divisé en cinq cents (500) actions de cent piastres ($100.00) chacune.

four hundred and ninety (490) shares of one hundred dollars ($100.00) each.

The principal place of business of the corporation, will be in the city of Quebec.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this fourteenth day of October, 1912.

C. J. SIMARD,

4412 Deputy Provincial Secretary.

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the province of Quebec, bearing date the sixteenth day of October, 1912, incorporating Messrs. Arthur Lemieux, Eugène Lemieux, and Arthur Beauchamp, dentists, Vincent Dupuis, agent, and C. Durbec, restaurant keeper, of the city of Montreal, for the following purposes, to wit :

To found for the purpose of pleasure a social club where the members may assemble and take meals, under the name of "Le Club de France, Limitée", with a capital of ten thousand dollars ($10,000.00), divided into ten thousand (10,000) shares of one dollar ($1.00) each.

The principal place of business of the corporation, will be in the city of Montreal.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this sixteenth day of October, 1912.

C. J. SIMARD,

4398 Deputy Provincial Secretary.

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant Governor of the province of Quebec, bearing date the fifteenth day of October, 1912, incorporating Messrs. oseph Elie Massicotte, merchant, of Chicoutimi, Joseph Pierre Ouellet ,architect, Thomas Louis Tremblay, engineer, J. Adhémar Gagnon and P. Wilfrid Fortier, merchants, of the city of Quebec, for the following purposes :

To acquire by purchase, lease or otherwise, and hold and own immoveable property :

To make ,construct and erect any private and public works, buildings, undertakings and operations, dwellings, factories, workshops and other structures ;

To sell, lease, transfer, exchange, convey or otherwise dispose of the whole or a part of such immoveables, and develop, improve, operate and dispose of any part of the said immoveables into streets, lanes, squares, lots or otherwise ;

To contribute to the construction and maintenance or construct and maintain lanes, roads, streets, waterworks and other works and improvements of a nature to render the property of the company more accessible and profitable ;

To sell or otherwise dispose of the undertaking of the company or of any part of same on the clauses and conditions that the company may deem fit and accept in payment thereof, in whole or in part, the shares, bonds or other securities of any company whatsoever ;

To acquire, hold, sell and convey any business, immunity, undertaking, rights, privileges, leases, contracts, property and other rigths which the company may legally acquire ;

To act as general agents, mandatories, real estate and insurance agents, and generally do all such things as are necessary to promote the business of the company and for the success of its undertaking under the name of "La Compagnie Le Parc Belmont, Limitée", with a capital of fifty thousand dollars ($50,000.00), divided into five hundred (50) shares of one hundred dollars ($100.00) each.

La principale place d'affaires de la corporation, sera dans la cité de Québec.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce quinzième jour d'octobre 1912.

C. J. SIMARD,

4399 Sous-secrétaire de la province.

Avis est donné au public que, en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du onzième jour d'octobre 1912, constituant en corporation MM. Paul Tourigny, M. P. P., industriel, Wilfrid Laliberté, avocat, Alphonse Pepin, marchand, Georges Côté, médecin, et J. P. H. Massicotte, médecin et pharmacien, tous de Victoriaville, dans les buts suivants :

Faire le comerce d'immeubles dans toutes ses branches ;

Exercer l'industrie de courtiers d'immeubles dans toutes ses branches ;

Acquérir des immeubles par achat, échange, bail, louage, ou de toute manière, et les posséder, cultiver, faire arpenter, subdiviser en lots à bâtir avec des rues, ruelles et parcs, développer , améliorer, louer, échanger, vendre et hypothéquer et en disposer d'une manière générale ;

Construire, ériger, bâtir et maintenir, ou faire construire, ériger, bâtir et maintenir dans et sur les dits terrains et immeubles, des drainages, égoûts, rues, ruelles, chemins, maisons, moulins, usines et manufactures et tous autres travaux, améliorations ou bâtisses qui pourront être nécessaires ou avantageux ou les louer, échanger, vendre ou en disposer autrement ou faire le commerce d'iceux ou d'aucun d'eux, ensemble avec les terrains sur lesquels ils existent ;

Avancer des argents aux moyens de prêts aux acquéreurs, détenteurs, locataires ou possesseurs d'aucune des propriétés de la compagnie aux fins d'aider et d'encourager à l'érection de bâtisses ou de toutes autres améliorations sur les propriétés de la dite compagnie ou autre ;

Prendre et posséder comme garantie du remboursement de tout prêt fait par la compagnie ou de toute autre créance de la compagnie, et pour le paiement du prix ou considération de tout contrat fait par ou avec la compagnie, des hypothèques ou garantie d'aucune nature quelconque ;

Acheter, acquérir, posséder, vendre, céder, transporter, disposer de ou souscrire, des parts, actions, débentures et toutes autres garanties d'aucune société, personne ou corporation faisant les mêmes opérations que la présente compagnie requérante ou faisant tout commerce de nature à apporter des bénéfices et avantages à cette compagnie et les payer en argent, actions ou bons de la présente compagnie ou autrement ;

Faire le commerce et exercer l'industrie de courtiers, auditeurs, comptables et liquidateurs publics ;

Repartir, accorder et émettre comme acquittées toutes parts ou actions du capital-action de la compagnie en paiement de toute franchise, entreprise, propriété mobilière et immobilière, stock, débentures, garanties, créances, biens, droits, clientèles, privilèges, hypothèques, patentes, licences ou contrat que cette compagnie pourra acquérir ou faire ou en acquittement d'aucune dette ou obligation qu'elle pourra devoir ;

Se fusionner avec tout autre compagnie faisant des opérations du même genre ;

Garantir et payer tous les biens, hypothèques et autres charges qui pourraient exister sur des immeubles que la compagnie achètera, faire les opérations d'agents et de courtiers de toute espèce d'assurance ;

Payer en argent toute commission à ou ré-

The principal place of business of the corporation, will be in the city of Quebec.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this fifteenth day of October, 1912.

C. J. SIMARD,

4400 Deputy Provincial Secretary.

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the province of Quebec, bearing date the eleventh day of October, 1912, incorporating Messrs. Paul Tourigny, M. P. P., manufacturer, Wilfrid Laliberté, advocate, Alphonse Pepin, merchant, Georges Côté, physician and J. P. H. Massicotte, physician and druggist, all of Victoriaville, for the following purposes :

To carry on a real estate business in all its branches ;

To carry on the business of real estate brokers in all its branches ;

To acquire immoveables by way of purchase, exchange, lease, rental or in any other manner, and hold, cultivate and have same surveyed and subdivided into building lots, with streets, lanes and parks, and develop, improve, lease, exchange, sell, hypothecate and otherwise dispose of same in a general manner ;

To construct, erect, build and maintain, or cause to be constructed, erected, built, and maintained, in and upon the said lands and immoveables, drains, sewers, roads, streets, lanes, houses, mills, factories, manufactories and any other works, improvements or buildings which may be deemed necessary or advantageous and to let, exchange, sell or otherwise dispose of or deal with the same or any of them together with the lands upon which they exist ;

To advance money by way of loans to the purchasers, holders, lessees or occupants of any part of the company's properties to aid in the erection of buildings or in the making of improvements thereon ;

To take and hold, as security for the repayment of any loan made by the company or for any debt due to the company, and for the payment of the price or consideration of any contract made with the company, mortgages or securities of any nature whatsoever ;

To buy, acquire and hold and to sell, assign, transfer, dispose of or underwrite the shares, debentures and any other securities of any other company or corporation engaged in the business which this company is authorized to carry on, or doing any business capable of being conducted for the benefit of this company, and pay for same in cash, stocks or bonds of this company or otherwise ;

To carry on the business of brokers, auditors, accountants and public liquidators ;

To allot, grant and issue as fully paid up, any shares of the capital stock of the company in payment for any franchise, undertaking, moveable and immoveable property, stock, debentures, securities, claims, goods, rights, goodwill, privileges, hypothecs, patents, licences or contracts that this company may acquire or make, or in satisfaction of any debt or obligation which it may owe ;

To amalgamate with any other company carrying on operations of a like nature ;

To guarantee and pay for any property, hypothecs and other charges which may exist on immoveables that the company may purchase, and carry on operations as insurance agents and brokers ;

To pay any commission in cash to or re-

munérer en parts acquittées de cette compagnie, débentures ou autrement toutes personnes ou compagnies pour services rendus ou à être rendus relativement à la vente des dites propriétés, en tout ou en partie, ou pour tous autres services rendus relativement à la formation de la compagnie, ou la conduite de ses opérations, sous le nom de "Union Realty Limited", avec un catpital de quarante-neuf mille ($49,000.00) piastres, divisé en quatre-vingt-dix-huit (98) actions de cinq cents piastres ($500.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, sera à Victoriaville.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce onzième jour d'octobre 1912.

C. J. SIMARD,

4401 Sous-secrétaire de la province.

Avis est donné au public qu'en vertu de la loi des compagnies minières de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du onzième jour d'octobre 1912, constituant en corporation MM. Moïse Forcier, cultivateur, de Notre-Dame du Bon Conseil, Narcisse Laselle, cultivateur, de Saint-Pie de Guire, Dontail Martel, cultivateur, de Saint-Bonaventure, Joseph M. Forcier, cultivateur, de Notre-Dame du Bon Conseil, et Thomas Forcier, cultivateur, de Sainte-Clothilde, dans les buts suivants :

Faire des explorations ou recherches pour découvrir des mines et minérais ;

Faire toutes opérations par lesquelles ont peut miner, fouiller, charrier, laver, passer au crible, fondre, épurer, broyer ou traiter, de quelque autre manière que ce soit, le sol ou les terres, les roches ou les pierres, d'en le but d'en extraire des minérais quelconques ; donner une valeur marchande à ces minérais par quelque procédé que ce soit, et les vendre ou autrement en disposer ;

Acquérir, louer, posséder et aliéner des mines, terrains miniers, droits de mines, droit de préemption, ou tout autre intérêt en iceux ; des appareils mécaniques, des brevets d'invention ou le droit de se servir de ces appareils ou des inventions brevetées, se rapportant aux objets susdits ;

Construire, entretenir et exploiter sur ses propriétés ou sur celles dont on a le contrôle, des lignes de télégraphe ou de téléphone, jetées, digues, biez, canaux, pouvoirs hydrauliques, pouvoirs électriques et autres, aqueducs, chemins, usines, bâtiments, moulins, entrepôts et hangars nécessaires ou utiles pour ses opérations ;

Exercer tous les pouvoirs qui sont énumérés dans les articles 6735 à 6741 des statuts refondus de la province de Québec, en la manière y prescrite ;

Fabriquer, acheter et vendre toutes espèces d'effets, marchandises, outils et appareils requis par la compagnie ou par ses employés et ouvriers ;

Construire, acquérir, posséder, affréter et employer les navires nécessaires pour ses opérations et pour transporter ses produits ;

Recevoir en paiement de minérais, de terrains, de marchandises ou d'ouvrages faits, des actions, bons, obligations, ou autres valeurs émis par une compagnie minière et les garder ou en disposer ;

Acquérir l'actif, l'entreprise, les biens, privilèges, franchises, contrats ou droits d'une personne ou d'une compagnie exerçant une industrie ou faisant un commerce que peut exercer ou faire une compagnie constituée en corporation en vertu de la loi des compagnies minières de Québec, et les payer, au moyen d'actions libérées en tout ou en partie si elle le désire, et se charger des dettes et charges y afférentes ;

Payer certains salaires ou certains services

munerate with fully paid up shares of the company, debentures or otherwise, any persons or companies for services rendered or to be rendered relatively to the sale of the said properties, in whole or in part, or for any other services rendered relatively to the formation of the company or the management of its operations, under the name of "Union Realty Limited", with a capital of forty nine thousand dollars ($49,000.00), divided into ninety eight (98) shares of five hundred dollars ($500.00 each

The principal place of business of the corporation, will be at Victoriaville.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this eleventh day of October, 1912.

C. J. SIMARD,

4402 Deputy Provincial Secretary.

Public notice is hereby given that under the Quebec Mining Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant Governor of the province of Quebec, bearing date the eleventh day of October, 1912, incorporating Messrs. Moïse Forcier, farmer, of Notre-Dame du Bon Conseil, Narcisse Laselle, farmer, of Saint Pie de Guire, Dontail Martel, farmer, of Saint Bonaventure, Joseph M. Forcier, farmer, of Notre Dame du Bon Conseil, and Thomas Forcier, farmer, of Sainte Clothilde, for the following purposes :

To prospect and explore for mines and minerals ;

To carry on all operations by which the soil, earth, rocks and stones may, for the purpose of extracting any minerals whatever, be mined, dug for, raised, washed, cradled, smelted, refined, crushed or treated in any manner ; render such minerals merchantable by any means whatever, and sell or otherwise dispose thereof ;

To acquire, lease, possess and alienate mines, mining lands, mining rights, preemption rights or any interest therein ; mechanical contrivances, patent rights of invention or the right to make use of such apparatus or patent rights connected with the aforesaid purposes ;

To build, maintain and exploit upon its own property or upon those under its control, telegraph and telephone lines, embankments, dams, flumes, canals, water powers, electric and other powers, water works, roads, factories, buildings, mills, warehouse and stores necessary or useful to its operations ;

Exercise all the powers enumerated in articles 6735 to 6741 of the revised statues of the province of Quebec, in the manner therein prescribed ;

To manufacture, buy and sell all kinds of goods, merchandises, tools and apparatus required by the company or its servants or workmen ;

To build, acquire, possess, charter and employ the vessels necessary for its operations and for the transport of its products ;

To receive in payment for minerals, lands, merchandise or work, shares, bonds, debentures or other securities issued by any mining company and hold the same or dispose thereof ;

To acquire the assets, enterprise, property, privileges, franchises, contracts or rights of any person or company carrying on any industry or business which a company constituted under this act may carry on, and pay for the same by paid up shares in whole or in part, if it so desire, and undertake the debts and charges appartaining thereto ;

To paid certain salaries or for certain ser-

renaus à la compagnie soit en argent, soit en parts libérées ; solder les frais d'organisation de la présente compagnie soit en argent soit en parts libérées ;

Faire tous les actes et opérations qui sont un accessoire de ceux ci-dessus énuémrés ou qui peuvent faciliter la réalisation des fins de sa constitution en corporation, sous le nom de "La Compagnie Minière de Wendover", avec un capital de vingt mille piastres ($20,000.00), divisé en vingt mille (20,000) actions de une piastre ($1.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, sera à Notre-Dame du Bon Conseil.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce onzième jour d'octobre 1912.

C. J. SIMARD,

4403 Sous-secrétaire de la province.

Avis est donné au public que, en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du onzième jour d'octobre 1912, constituant en corporation MM. John Parnell Dunning, commis voyageur, Malcolm Frederick Willcocks, marchand, John Sutherland Fraser, agent de ventes, Samuel John Dunning, manufacturier et Dame Leah Hurrion Dunning, de la cité de Montréal dans les buts suivants :

Acquérir et prendre comme une affaire en opération l'entreprise et les affaires maintenant conduites par S. J. Dunning, de la cité de Westmount, et tous ou aucun des actifs et obligations y ayant rapport, aux termes et conditions qui peuvent être convenus, et émettre en paiement ou partie de paiement d'icelles, des actions acquittées, obligations, débentures ou autres garanties de la compagnie, et faire les affaires de pharmaciens et de marchands en gros ;

Manufacturer, acheter, vendre et faire le commerce de toute sorte de drogues, produits chimiques, préparations pharmaceutiques, encres, pâtes, musilages, colles, et agir comme agent pour la vente et distributions de tels produits ;

Manufacturer, acheter, vendre et faire le commerce de toute sorte d'effets, objets et marchandises et propriété de toute classe et description, meubles et immeubles, pour les fins des affaires de la compagnie, et en rapport à icelles ;

Acheter, louer ou acquérir autrement et posséder, utiliser et mettre en opération les terrains, bâtisses, magasins, entrepôts et matériaux qui peuvent être jugés nécessaires à la mise en opération convenable des opérations de la compagnie ;

Demander, acheter ou acquérir autrement toutes patentes, formulés, marques de commerce, noms de commerce, brevets d'invention, licences, concessions et autres semblables, conférant un droit exclusif ou non exclusif ou limité d'utiliser, ou tout secret ou autre renseignement concernant toute invention qui peut paraître capable d'être utilisée pour aucune des fins de la compagnie, ou dont l'acquisition sera censée profiter directement ou indirectement à la compagnie, et utiliser, exercer, développer et octroyer des licences y ayant rapport, ou mettre à profit les biens, droit et renseignement ainsi acquis ;

Souscrire pour, conditionnellement ou inconditionnellement, et assumer, émettre sur commission ou autrement, prendre détenir, en faire le commerce et convertir les stock, actions, obligations, débentures et garanties de toutes compagnies avec lesquelles cette compagnie peut avoir des relations d'affaires ou faisant des affaires semblables en tout ou en partie ou auxiliaires, ou autres affaires qui peuvent être conduites pour le bénéfice des affaires de la compagnie, sa propriété ou droit ;

Entrer en société ou en aucun arrangement

vices rendered to the company, either in cash or in paid up shares ; to settle the costs of organization of the present company either in cash or in paid up shares ;

To do all such acts and operations as are accessory to those hereabove enumerated, or that may facilitate the realization of the purposes of its incorporation, under the name of "La Compagnie Minière de Wendover", with a capital of twenty thousand dollars ($20,000.00), divided into twenty thousand (20,000) shares of one hundred dollars ($1.00) each.

The principal place of business of the corporation, will be at Notre Dame du Bon Conseil.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this eleventh day of October, 1912.

C. J. SIMARD,

4404 Deputy Provincial Secretary.

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant Governor of the province of Quebec, bearing date the eleventh day of October, 1912, incorporating Messrs. John Parnell Dunning, commercial traveller, Malcolm Frederick Willcocks, merchant, John Sutherland Fraser, sales agent, Samuel John Dunning, manufacturer, and Mrs Leah Hurrion Dunning, of the city of Montreal, for the following purposes :

To acquire and take over as a going concern the undertaking and business now carried on by S. J. Dunning, of the city of Wesmount, and all or any of the assets and liabilities in connection therewith, upon such terms and conditions as may be agreed upon, and to issue in payment or part payment therefor fully paid up shares, bonds, debentures or other securities of the company, to carry on the business of chemical manufacturers and warehousemen ;

To manufacture, buy, sell and deal in all lasses of drugs, chemicals, pharmaceutical preparations, inks, pastes, mucilages, glues and to act as agent for the sale and distribution of such products ;

To manufacture, buy, sell, deal and trade in any and every kind of goods, wares and merchandise and property of every class and description real and personal for the purpose of and incidental to the business of the company ;

To purchase, lease or otherwise acquire and to hold and use and operate such lands, buildings, storage warehouses and plants as may be deemed necessary for the proper carrying out of the company's operations ;

To apply for, purchase or otherwise acquire any patents, formulas, trade marks, trade names, brevets d'invention, licences, concessions and the like, conferring an exclusive or nonexclusive or limited right to use, or any secret or other information as to any invention which may seem capable of being used for any of the purposes of the company, or the acquisition of which may seem calculated directly or indirectly to benefit this company, and to use, exercise, develop, grant licenses in respect of, or otherwise, turn to account the property, rights and information so acquired ;

To subscribe for conditionally or unconditionally and to underwrite, issue on commission or otherwise, take, hold, deal in and convert stock, shares, bonds, debentures and securities of all companies with which this company may have business relations or carrying on a similar business, in whole or in part or subsidiary, or other business which may be carried on so as to benefit the business of the company, its property or right ;

To enter, into partnership or into any arran-

pour le partage des profits, union d'intérêts, concession réciproque ou coopération, avec toute personne, société ou compagnie, et promouvoir et aider à promouvoir, constituer, former ou organiser des compagnies, syndicats ou sociétés pour les fins d'acquérir et assumer tous les biens et obligations de cette compagnie, ou pour promouvoir, directement ou indirectement, les objets d'icelle ;

Acquérir toute entreprise ou affaires semblables, en tout ou en partie, à celles de cette compagnie, ensemble avec les biens, matériel, stock, clientèle, franchises, obligations et actifs d'icelle, de toute description, et les payer en argent, actions ou débentures de la compagnie, ou autrement ;

Vendre l'entreprise de la compagnie ou toute partie d'icelle, ou en disposer, pour telle considération que la compagnie jugera à propos, et en particulier pour actions, débentures ou garanties de toute autre compagnie ayant des objets, en tout ou en partie, semblables à ceux de cette compagnie ;

Promouvoir toute compagnie ou compagnies dans le but d'acquérir tous ou aucun des biens, droits et obligations de la compagnie, et pour toutes autres fins qui peuvent paraître, directement ou indirectement, calculées pour le bénéfice de cette compagnie, et pour donner toute garantie ou indemnité en faveur de telles personnes, selon qu'il sera jugé à propos ;

Vendre, améliorer, conduire, développer, échanger, louer, mettre à profit tous ou aucune partie des biens et droits de la compagnie, en disposer ou en faire le commerce autrement ;

Emettre et répartir des actions acquittées o uen partie acquittées de la compagnie incorporée par les présentes, selon qu'il peut être nécessaire, payer en entier ou en partie pour propriété mobilière ou immobilière et matériaux de toute sorte que la compagnie peut légalement acquérir en vertu des présentes ;

Distribuer parmi les actionnaires en espèce, au moyen de dividendes ou primes, ou en aucune autre manière jugée à propos, aucun des biens de la compagnie ou produits de la vente ou disposition d'aucun des biens de la compagnie ;

Emprunter ou prélever ou garantir le paiement d'argent en la manière que la compagnie jugera à propos, et en particulier par l'émission des débentures ou stock de débentures, perpétuelles ou autrement, chargées sur tous ou aucun des biens de la compagnie (tous deux présentes et futurs) y compris son capital non versé, et acquérir, racheter ou payer toutes telles garanties ;

Tirer, faire, accepter, endosser, escompter, exécuter et émettre des billets promissoires, lettres de change, mandats, débentures et autres instruments négociables et transférables ;

Faire aucune des susdites affaires, exécuter tous les actes et objets susdits, soit comme patrons, agents ou fidéicommis, ou par l'intermédiaire de fidéicommis, agen tou autrement, soit seule ou conjointement auvec autre ou autres ;

Faire toutes choses qui peuvent être en rapport ou utiles à l'acquisition des susdits objets ;

Les pouvoirs spécifiés dans aucun des susdits paragraphes ne seront pas limités ou restreints par les déductions ou termes de tout autre paragraphe. Les opérations de la compagnie seront conduites dans toute la Puissance du Canada et ailleurs, sous le nom de "The S. J. Dunning Company, Limited, avec un capital total de vingt mille piastres ($20,000.00), divisé en deux mille (2,000) actions de dix piastres ($10.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, sera dans la cité de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce onzième jour d'octobre 1912.

C. J. SIMARD,

4395 Sous-secrétaire de la province.

gement for sharing profits, union of interests, reciprocal concessions or cooperations, with any person, firm or company, and to promote and aid in promoting, constitute, form or organise companies, syndicates or partnerships for the purposes of acquiring and undertaking any property and liabilities of this company, or of advancing directly or indirectly the objects thereof ;

To acquire any undertaking or business similar in whole or in part to that of this company, together with property, plant, stock, good-will, franchise, liabilities and assets thereof of every description, and to pay for same in cash, shares, or debentures of the company or otherwise ;

To sell or dispose of the undertaking of the company or any part thereof, for such consideration as the company may think fit, and in particular for shares, debentures or securities of any other company, having objects altogether or in any part similar to those of this company ;

To promote any company or companies for the purpose of its or their acquiring all or any of the property, rights and liabilities of the company, or for any other purpose which may seem directly or indirectly calculated to benefit this company ; to lend money to customers and persons having dealings with the company and to give any guarantee or indemnity in behalf of such persons as may seem expedient ;

To sell, improve, manage, develop, exchange, lease, dispose of, turn to account or otherwise deal with all or any part of the property and rights of the company ;

To issue and allot partly or fully paid up shares of the company hereby incorporated as may be necessary, to pay or part pay for moveable or immoveable property and materials of all kind, which the company may awfully acquire by virtue of these presents ;

To distribute among the shareholders in specie by way of dividend or bonus, or any ther manner deemed advisable, any property of the company or any proceeds of the sale or disposal of any property of the company ;

To borrow or raise or secure the payment o fmoney in such manner as the company shall of money in such manner as the company shall debentures or debentures stock, perpetual or otherwise, charged upon all or any of the company's property (both present and future) ncluding its uncalled capital, and to purchase, redeem or pay off any such securities ;

To draw, make, accept, endorse, discount, execute and issue promissory notes, bills of exchange, warrants, debentures, and other negotiable or transferable instruments ;

To carry on or do any of the businesses, acts and things aforesaid, either as principals, agents or trustees, or by or throughh trustees, agents, or otherwise, and either alone or in conjunction with another or others ;

To do all such things as are incidental or conducive to the attainment of the above objects ;

The powers granted in any paragraph hereof shall not be limited or restricted by reference to or reference from the terms of any other paragraph. The operations of the company to be carried on throughout the Dominion of Canada and elsewhere, under the name of The S. J. Dunning Company, Limited" with capital stock of twenty thousand dollars $20,000.00), divided into two thousand (2,000) shares of ten dollars ($1.0000) each.

The principal place of business of the corporation, will be in the city of Montreal.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this eleventh day of October, 1912.

C. J. SIMARD,

4396 Deputy Provincial Secretary.

Avis est par le présent donné que la Compagnie d'Assurance Mutuelle contre le feu de la paroisse de Saint-David, ayant été établie aux termes de la Loi des Assurances de Québec, section XXII, chap. III, titre XI, des statuts refondus de Québec, 1909, et s'étant conformée aux exigences de la loi, la dite compagnie a été licenciée et a le droit de recevoir des applications et d'émettre des polices d'assurance, et de transiger toutes les affaires qu'une compagnie mutuelle d'assurance contre le feu, autorisée par le paragraphe VI de la dite section, peut légalement transiger les affaires mentionnées dans son état à l'inspecteur.

Donné conformément à l'article 6950, S. R. P. Q., 1909, ce douzième jour d'octobre 1912.

Pour le trésorier de la province de Québec.

WILLIAM CHUBB,
Surintendant des assurances, P. Q.

Branche des Assurances,
Département du Trésor, Québec. 4261.2

Avis est par le présent donné que la Compagnie d'Assurance Mutuelle contre le feu de la paroisse de Saint-François de Beauce, ayant été établie aux termes de la Loi des Assurances de Québec, section XXII, chapitre III, titre XI, des statuts refondus de Québec, 1909, et s'étant conformée aux exigences de la loi, la dite compagnie a été licenciée et a le droit de recevoir des applications et d'émettre des polices d'assurance, et de transiger toutes les affaires qu'une compagnie mutuelle d'assurance contre le feu, autorisée par le paragraphe VI de la dite section, peut légalement transiger les affaires mentionnées dans son état à l'inspecteur

Donné conformément à l'article 6950, S. R. P. Q., 1909, ce douzième jour d'octobre 1912.

Pour le trésorier de la province de Québec.

WILLIAM CHUBB.
Surintendant des Assurances, P. Q.

Branche des Assurances,
Département du Trésor, Québec. 4263.2

Avis est par le présent donné que la licence octroyée à "The Ezro Mutual Aid Society of Montreal", comme une association mutuelle de bienfaisance, a été canceliée ce jour.

Donné conformément à l'article 6950, S.R.P.Q., 1909, ce neuvième jour d'octobre 1912.

Pour le trésorier de la Province de Québec.

WILLIAM CHUBB,
Surintendant des Assurances, P. Q.

Branche des Assurances,
Département du Trésor. Québec. 4235.2

No 242-12.

DÉPARTEME IT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE.

Québec, 17 octobre 1912

Le surintendant donne avis qu'il a reçu une requête demandant de détacher de la municipalité scolaire de Saint-Fulgence, comté de Drummond, tout le territoire comprenant les lots du canton de Durham, ci-après mentionnés, savoir :

Depuis le lot No	10	au lot No	14	du 8ème	rang,
"	10	"	16	9	"
"	10	"	16	10	"
"	10	"	15	11	"
"	10	"	14	12	"

pour former une municipalité scolaire distincte sous le nom de Saint-Fulgence No 1. 4353.2

Québec, 11 septembre 1912.

Avis est par le présent donné que, conformément aux dispositions du code du notariat, une requête a été présentée à Son Honneur le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, par Francis E. McKenna, écuyer, notaire public, demeurant et pratiquant en la cité de Montréal, district de Montréal, par laquelle il demande la transmission, en sa faveur, des minutes, repertoire et index de feu William H. Cox, en son vivant notaire public, pratiquant et résidant à Montréal, district susdit. 4173.2

Notice is hereby given that the parish of Saint David Mutual Fire Insurance Company, having been established in conformity with the Quebec Insurance Act, section XXII, chap. III, title XI, of the revised statutes of Quebec, 1909, and having complied with the requirements of the law, the said company has been licensed and has the right to receive applications and to issue insurance policies and to transact any business that a mutual fire insurance company authorized by paragraph VI of the said section, may lawfully do in respect of the kind of business mentioned in their statement to the inspector.

Given pursuant to article 6950, R. S P. Q., 1909, this twelfth day of October, 1912.

For the treasurer of the province of Quebec,

WILLIAM CHUBB,
Superintendent of Insurance, P. Q.

Insurance Branch.
Treasury Department, Quebec. 4262

Notice is hereby given that the parish of Saint François de Beauce Mutual Fire Insurance Company been established in conformity with the Quebec Insurance Act, section XXII, chapter III, title XI, of the revised statutes of Quebec, 1909, and having complied with the requirements of the law, the said company has been licensed and has the right to receive applications and to issue insurance policies and to transact any business that a mutual fire insurance company authorized by paragraph VI of the said section, may lawfully do in respect of the kind of business mentioned in their statement to the inspector.

Given pursuant to article 6950, R. S. P Q., 1909, this twelfth day of October, 1912.

For the treasurer of the province of Quebec.

WILLIAM CHUBB,
Superintendent of Insurance, P. Q.

Insurance Branch,
Treasury Department, Quebec. 4264

Notice is hereby given that the license issued to the Ezro Mutual Aid Society of Montreal as a mutual benefit association has, this day, been cancelled.

Given pursuant to article 6950, R. S. P. Q., 1909, this ninth day of October, 1912.

For the treasurer of the province of Quebec,

WILLIAM CHUBB,
Superintendent of Insurance, P. Q.

Insurance Branch,
Treasury Department, Quebec. 4236

No. 242-12.

DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION.

Quebec, 17th October, 1912.

The superintendent gives notice that he has received a petition praying for to detach from the school municipality of Saint Fulgence, county of Drummond, the whole of the territory comprising the lots of the township of Durham, hereinafter mentioned, to wit :

From lot	No. 10	to lot	No. 14	of the 8th	range,
"	10	"	16	9	"
"	10	"	16	10	"
"	10	"	15	11	"
"	10	"	14	12	"

to form a separate school municipality, under the name of Saint Fulgence No. 1. 4354

Quebec, 11th September, 1912.

Notice is hereby given that, in accordance with the provisions of the notarial code, a petition has been presented to His Honor the Lieutenant Governor of the province of Quebec, by Francis E. McKenna, esquire, notary public, residing and practising in the city of Montreal, district of Montreal, by which he ask for the transfer in his favor of the minutes, repertory and index of the late William H. Cox, in his lifetime notary public, practising and residing at Montreal, aforesaid district. 4174

No 2697.12.

DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE.

Québec, 12 octobre 1912.

Avis est par le présent donné que la commission scolaire de la ville de Saint-Hyacinthe, comté de Saint-Hyacinthe, a demandé, par résolution du 8 octobre 1912, de changer le nom de la municipalité scolaire de ville de Saint-Hyacinthe en celui de " Municipalité scolaire de la cité de Saint-Hyacinthe ". 4237.2

Québec, 8 octobre 1912.

Avis est par le présent donné que, conformément aux dispositions du code du notariat, une requête a été présentée à Son Honneur le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, par Joseph-Napoléon-Médard Preville, écuier, notaire public, pratiquant et demeurant à Saint-Gabriel-de-Brandon, comté de Berthier, district de Joliette, par laquelle il demande la transmission en sa faveur, des minutes, répertoire et index de Hector Champagne, écuier, notaire public, de Saint-Gabriel-de-Brandon, district susdit. 4159.3

Avis est donné au public qu'en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du cinq octobre 1912, constituant en corporation MM. Adélard Laberge et Israël Laberge, marchands, de Beloeil Station, Adélard Benoît, hôtelier, Oscar Berthiaume, agent, de Saint-Bruno, et Rosaire Prieur, gérant, de la Pointe-aux-Trembles, dans les buts suivants :

Faire commerce d'immeubles dans toutes ses branches ;

Exercer l'industrie de courtiers d'immeubles dans toutes ses branches ;

Acquérir des immeubles par voie d'achat, échange, bail, louage ou de toute autre manière, et les posséder, cultiver, faire arpenter, subdiviser en lots à bâtir, avec des rues, ruelles et parcs, développer, améliorer, louer, échanger, vendre, hypothéquer et en disposer d'une manière générale ;

Construire ou faire construire, sur les dits terrains et immeubles, des constructions, des égouts, rues, ruelles, chemins, maisons, moulins, usines et manufactures et autres bâtisses qui pourront être nécessaires ou avantageuses et les louer, échanger, hypothéquer, vendre et disposer ;

Faire des avances d'argent, par voie de prêt, aux acquéreurs, possesseurs, locataires ou occupants d'aucune des propriétés de la compagnie, aux fins d'aider et encourager l'érection de bâtisses ou de toutes autres améliorations, sur les propriétés de la dite compagnie ou autre ;

Convenir, dans les cas de vente ou d'aliénation de partie des immeubles et propriétés de la compagnie, qu'à la mort de l'acheteur ou de l'acquéreur, ses héritiers ou représentants légaux seront libérés de la balance restant due sur le prix de vente ou d'aliénation ;

Prendre et tenir en garantie du remboursement de tout prêt fait par la compagnie, ou toute créance de la compagnie, et pour le paiement du prix en considération d'aucun contrat fait par ou avec la compagnie, des hypothèques ou autres garanties quelconques ;

Acheter, acquérir, posséder et vendre, céder et transporter les parts, actions, débentures et toutes autres garanties d'aucune compagnie ou corporation faisant les mêmes opérations que la présente compagnie requérante ou faisant tout commerce de nature à apporter des bénéfices et avantages à cette compagnie ;

Exploiter, louer, vendre ou acheter par bail ou autrement, tous droits de mine, minéraux et carrières ;

Emettre et accorder toute part ou action acquittée dans le capital-actions de cette compagnie, en paiement du prix d'aucune fran-

No. 2697.12.

DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION.

Quebec, 12th October, 1912.

Notice is hereby given that the school commission of the town of Saint Hyacinthe, county of Saint Hyacinthe, has applied, by resolution of the 8th October, 1912, to change the name of the School Municipality of the Town of Saint Hyacinthe to " School Municipality of the city of Saint Hyacinthe." 4238

Quebec, 8th October, 1912.

Notice is hereby given that, in accordance with the provisions of the notarial code, a petition has been presented to His Honor the lieutenant governor of the province of Quebec, by Joseph Napoléon Médard Preville, esquire, notary public, practising and residing at Saint Gabriel de Brandon, county of Berthier, district of Joliette, by which he ask for the transfer in his favor of the minutes, repertory and index of Hector Champagne, esquire, notary public, of Saint Gabriel de Brandon, aforesaid district. 4160

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant Governor of the province of Quebec, bearing date the fifth day of October, 1912, incorporating Messrs. Adélard Laberge and Israël Laberge, merchants, of Beloeil Station, Adélard Benoît, hotelkeeper, Oscar Berthiaume, agent, of St-Bruno, and Rosaire Prieur, manager, of Pointe aux-Trembles, for the following purposes :

To carry on a real estate business in all its branches ;

To carry on the business of real estate brokers in all its branches ;

To acquire immoveables by way of purchase, exchange, lease, rental or in any other manner, and hold, cultivate and have same surveyed and subdivided into building lots, with streets, lanes and parks, and develop, improve lease, exchange, sell, hypothecate and otherwise dispose of same in a general manner ;

To construct or cause to be constructed in an upon the said lands and immoveables, drains, sewers, roads, streets, lanes, houses, mills, factories, manufactories and any other works or buildings which may be deemed necessary or advantageous and to let, exchange, sell, hypothecate and dispose of same ;

To advance money by way of loans to the purchasers, holders, lessees or occupants of any part of the company's properties to aid in the erection of buildings or in the making of improvements thereon ;

To convenant in the case of the sale or alienation of part of the immoveables and property of the company that on the death of the buyer or purchaser, their heirs or legal representatives shall be freed from the balance remaining due on the price of sale or alienation ;

To take and hold, as security for the repayment of any loan made by the company or for any debt due to the company, and for the payment of the price or consideration of any contract made with the company, mortgages or securities of any nature whatsoever ;

To buy, acquire and hold and to sell, assign, transfer the shares, debentures and any other securities of any other company or corporation engaged in the business which this company is authorized to carry on, or doing any business capable of being of benefit or advantage to this company ;

To exploit, lease, sell or purchase by lease or otherwise any mining rights, minerals and quarries ;

To issue and allot as fully paid up any shares of the capital stock of the company in payment for any franchise, undertaking,

chise, entreprise, propriété mobilière et immobilière, garantie, créance, droits, privilèges et hypothèques, lettres patentes, licence que cette compagnie pourra acquérir ou en paiement d'aucune dette ou obligation qu'elle pourra devoir ;

Se fusionner avec toute autre compagnie faisant des opérations du même genre ;

Rémunérer toute personne ou compagnie, pour services rendus ou qui peuvent être rendus en plaçant ou aidant à placer et garantissant le placement d'aucune des actions du capital de la compagnie et toutes débentures et autres garanties de la compagnie ou dans ou pour la formation ou l'avancement de la compagnie ou la conduite de ses affaires et payer pour les dits services, en tout ou en partie, en actions acquittées de la compagnie ou autrement ;

Acquérir et faire toutes autres affaires qui peuvent paraître à la compagnie, capables d'être conduites convenablement en rapport aux affaires ou objets de la compagnie ou calculé directement ou indirectement pour augmenter sa valeur ou rendre profitable aucun des biens ou droits de la dite compagnie ;

Faire signer et exécuter tous les actes, contrats et choses quelconques qui peuvent découler des présents pouvoirs et sont propres aux fins et aux objets que cette compagnie a en vue ; faire toutes autres choses qui peuvent être en rapport ou utiles à l'accomplissement des susdits objets et les faire, toutes ou aucune, comme patrons, agents et procureurs et exercer tous les pouvoirs conférés par la dite loi des compagnies, sous le nom de "Southern Counties Realty Company, Incorporated", avec un capital de cent mille piastres ($100,000.00), divisé en mille (1,000) actions de cent piastres ($100.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, sera dans la cité de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce cinquième jour d'octobre 1912.

C. J. SIMARD,

4257 Sous-secrétaire de la province.

Avis est donné au public qu'en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du septième jour d'octobre 1912, constituant en corporation MM. Charles Mackay Cotton, avocat, Herbert Lubin, agent d'immeubles, de la cité de Westmount, Egbert W. Westover, avocat, Malcolm Baird Kershaw, comptable, de la cité de Montréal, et Walter Joseph Shea, gérant, de la ville de Montréal Ouest, dans les buts suivants :

Manufacturer, acheter ou acquérir autrement, détenir, posséder, vendre, céder, transporter, importer, louer et faire le commerce de films de vues mouvantes, lampes, carbone, lentilles, condenseurs, machines et appareils ou accessoires y ayant rapport, de toute classe et description, et tous autres articles ou objets d'un caractère semblable ou analogue aux susdits objets ou à aucun d'eux, ou y ayant rapport ;

Acheter, prendre à bail, ériger ou acquérir autrement des appareils ou instruments pour vues mouvantes en plein jour ou en pleine lumière, lumière instantanée ou autres moyens pour produire et représenter des vues mouvantes en plein jour ou en pleine lumière ;

Maintenir, mettre en opération, installer et contrôler des vues mouvantes en plein jour ou en pleine lumière dans tout théâtre, salle, salle de spectacle, salle de musique ou autres endroits où les représentations de théâtre, d'opéra ou de vaudeville et autres formes d'amusement sont présentées ;

Produire, promouvoir, imprimer, posséder, acheter, présenter, et autoriser d'autres personnes à produire et présenter des pièces de théâtre, opéras, jeux de cirque, nouveautés de

moveable and immoveable property, security, claim, rights, privileges and hypothecs, letters patent, license that this company may acquire or in satisfaction of any debt or obligation it may owe ;

To amalgamate with any other company carrying on operations of a like nature ;

To remunerate any person or company for services rendered or that may be rendered in placing or assisting to place and guaranteeing the placing of any of the shares of the capital of the company and any debentures and other securities of the company or in or for the formation or promotion of the company or the conduct of its business, and pay for the said services, in whole or in part, with paid up shares of the company or otherwise ;

To acquire and do all such other things as may appear to the company capable of being conducted conveniently in connection with the business or objects of the company or calculated directly or indirectly to enhance the value or render profitable any of the said company's property or rights ;

To sign and execute any acts, contracts and things whatsoever that may be derived from the present powers and are proper for the purposes and objects that the company has in view ; to do all such other things relating or useful to the fulfilment of the aforesaid objects, and do any or all such as principals, agents and attorneys, and exercise all the powers conferred by the said Companies Act, under the name of "Southern Counties Realty Company, Incorporated", with a capital of one hundred thousand dollars ($100,000.00), divided into one thousand (1,000) shares of one hundred dollars ($100.00) each.

The principal place of business of the corporation, will be in the city of Montreal.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this fifth day of October, 1912.

C. J. SIMARD,

4258 Deputy Provincial Secretary.

Public notice is hereby given that, under the Quebec Compagnies' Act, letters patent have been issued by the lieutenant-governor of the province of Quebec, bearing date the seventh day of October, 1912, incorporating Messrs. Charles Mackay Cotton, advocate, Herbert Lubin, real estate agent, of the city of Westmount, Egbert W. Westover, advocate, Malcolm Baird Kershaw, accountant, of the city of Montreal, and Walter Joseph Shea, manager, of the town of Montreal West, for the following purposes :

To manufacture, purchase or otherwise acquire, hold, own, sell, assign, transfer, import, lease, trade and deal in moving pictures films, lamps, carbons, lenses, condensers, machines and appliances or accessories thereto of every class and description, and in any other articles or things of a character similar or analogous to the foregoing or any of them, or connected therewith ;

To purchase, take on lease, erect or otherwise acquire day light or full light moving picture appliances or apparatus, spot light or other devices for producing and representing day light or full light moving pictures ;

To maintain, operate, install and control day light or full light moving pictures in any theatre, hall, playhouse, music hall or other place where theatrical, operatic or vaudeville performances and other forms of amusement may be presented ;

To produce, promote, print, own, purchase and present, and to license others to produce and present theatrical plays, operas, circus performances, vaudeville novelties, moving

vaudeville, représentations de vues mouvantes et toutes autres formes de divertissement ou amusement présentés ordinairement dans les théâtres, salles d'opéras, parcs et autres places de divertissement ou d'amusement ;

Détenir, posséder, acquérir par achat ou autrement et vendre toutes les scènes et propriétés et tous les plans brevetés ou non brevetés qui peuvent être employés dans tout théâtre, salle d'opéra ou autre place de divertissement ou d'amusement ;

Construire, posséder, bâtir, louer, donner à bail, acheter ou acquérir autrement et détenir toutes bâtisses, bureaux, ateliers, théâtres, salles de spectacle, salles de musique, parcs et autres endroits ou les représentations de pièces de théâtre, d'opéras, de vaudeville ou de vues mouvantes et autres formes de divertissement ou d'amusement peuvent être présentées et vendre, disposer et faire le commerce avec les propriétés ainsi acquises et détenues, et y donner des représentations publiques ou privées de toute sorte, ou dans tout autre endroit ;

Acheter ou acquérir autrement, posséder et détenir toutes affaires, franchises, entreprise, propriété, droits, privilèges, baux, options, clientèles ou autres concessions que la compagnie peut légalement acquérir en vertu d'iceux ;

Emettre des actions acquittées et non sujettes à appel, obligations ou autres garanties de la compagnie en paiement ou partie de paiement pour tous meubles ou immeubles, droits ou autres actifs acquis par la compagnie par aucun titre ;

Vendre, louer l'entreprise de la compagnie ou toute partie d'icelle, ou en disposer autrement, pour telle considération que la compagnie peut juger à propos, ou s'amalgamer avec toute personne, société ou corporation faisant des affaires en tout ou en partie semblables à celles de la compagnie, aux termes et conditions qui peuvent être jugés à propos, et en paiement de la considération d'iceux, accepter de l'argent, des actions acquittées et non sujettes à appel, obligations, débentures ou autres garanties de toute autre corporation, et distribuer parmi les actionnaires de la compagnie, de temps en temps toutes espèces, actions, obligations, débentures, garanties ou autres biens appartenant à la compagnie ;

Agir comme agent pour toute personne, société ou corporation faisant des affaires semblables à celles que cette compagnie est autorisée à faire ;

Payer tous les frais ayant rapport à la charte d'incorporation de la compagnie, et faire toutes choses qui peuvent être en rapport ou utiles à l'acquisition des susdits objets ;

Rémunérer toute personne ou compagnie pour services rendus en plaçant, aidant à placer ou garantissant le placement de toutes actions du capital actions de la compagnie, ou toutes autres débentures ou toutes autres garanties de la compagnie, ou dans ou au sujet de la formation de la compagnie, ou la conduite de ses affaires, sous le nom de "Starland Theatres Incorporated", avec un capital total de soixante et quinze mille piastres ($75.000.00), divisé en sept mille cinq cents (7,500) actions de dix piastres ($10.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, sera dans la cité de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce septième jour d'octobre 1912.

C. J. SIMARD.

4245 Sous-secrétaire de la province.

2

picture exhibitions, and all other forms of entertainment or amusement usually presented in theatres, opera houses, parks and other places of entertainment or amusement ;

To hold, own, acquire, by purchase or otherwise, and to sell all scenery and properties and all patented or unpatented devices which may be used in connection with any theatre, opera house, or other place of entertainment or amusement ;

To built, own, construct, lease, rent, purchase or otherwise acquire and hold any buildings, offices, workshop, theatres, playhouses, music halls, park and other places where theatricals, operatic, vaudeville or moving pictures performances and other forms of entertainment or amusement may be presented and to sell, dispose of and otherwise deal with property so acquired and held, and to give public or private performances of any kind therein or anywhere else ;

To purchase or otherwise acquire, own and hold any business, franchise, undertaking, property, rights, privileges, leases, options, goodwills or other concessions which the company may lawfully acquire by virtue hereof ;

To issue fully paid up and non-assessable shares, bonds or other securities of the company in payment, or in part payment for any real or personal property, rights or other assets acquired by the company by any title ;

To sell, lease, or otherwise dispose of the undertaking of the company or any part thereof, for such consideration as the company may deem proper, or to amalgamate with any individual, firm or corporation carrying on business with objects altogether or in part similar to those of the company on such terms and conditions as may be deem advisable, and in payment of the consideration therefor to accept cash, fully paid up and non-assessable shares bonds, debentures, or other securities of any other corporation, and to distribute among the shareholders of the company, from time to time, any specie, shares, bonds, debentures, securities or other property belonging to the company ;

To act as agent for any individual, firm or corporation carrying on business similar to the business which this company is authorize to carry on ;

To pay all costs incidental towards the charter of incorporation of the company, and to do any such things as are incidental or conducive to the attainment of the above objetcs ;

To remunerate any person or company for services rendered in placing, assisting to place or guaranteeing the placing of any shares of the company's capital stock, or any other debentures or any other securities of the company, or in or about the formation of the company, or the conduct of its business, under the name of "Starland Theatres Incorporated", with a capital stock of seventy five thousand dollars ($75.000.00), divided into seven thousand five hundred (7,500) shares of ten dollars ($10.00) each.

The principal place of business of the corporation, will be in the city of Montreal.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this seventh of October, 1912.

C. J. SIMARD.

4246 Deputy Provincial Secretary.

Avis est donné au public que, en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du troisième jour d'octobre 1912, constituant en corporation MM. O. A. Porritt, directeur-gérant, de la Cie Pulpe Jonquières, Robert S. Hall, surintendant, Joseph Porritt, surintendant des moulins de la Pulpe Jonquières, Pulpe Co., J. G. Verrault, notaire, et Haby Labad, comptable, tous de Jonquières, dans les buts suivants :

La compagnie aura le droit de payer les propriétés mobilières et immobilières, matériel roulant et matériaux de toutes sortes qu'elle acquerra, par des actions acquittées et non sujettes à appel ;

La compagnie pourra acheter ou autrement acquérir ou posséder l'ensemble ou partie du commerce, des biens, de l'actif de toutes personnes ou compagnies faisant un genre d'affaire que la cédant des biens pouvant servir à atteindre les fins de la compagnie, et ce dans les comtés de Chicoutimi et du Lac Saint-Jean ou ailleurs ;

Acheter, vendre, louer ou échanger toutes propriétés immobilières, droits ou privilèges que la compagnie croira nécessaire ou utiles pour atteindre l'un de ses objets ;

Etablir ou organiser toute compagnie dans le but d'acquérir la totalité ou partie des propriétés, droits ou obligations de la compagnie et pour toutes autres objets qui pourront sembler directement ou indirectement à l'avantage de la compagnie ;

Acquérir des terrains ou propriétés immobilières ou intérêts sur des terrains ou propriétés immobilières ;

Faire le commerce en gros et en détail de toutes sortes de marchandises et effets, ainsi que le commerce d'entreposeurs généraux dans touts ses branches, et généralement faire le commerce de tous produits, provisions, materiaux et marchandises de toute espèce, sous le nom de "Saguenay Coal & Lumber Company", avec un capital de quarante mille piastres ($40,000.00), divisé en quatre cents (400) actions de cent piastres ($100.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, sera à Kénogami.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce troisième jour d'octobre 1912

C. J. SIMARD,

4255 Sous-secrétaire de la province.

Avis est donné au public qu'en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du septième jour d'octobre 1912, constituant en corporation MM. Alexandre Duclos, agent, A. O. Raoul Duclos, entrepreneur, Henriette Racicot, épouse d'Alexandre Duclos, Francis A. Sylvestre, surintendant, et Emélia Gagnon, sténographe, tous de la cité de Montréal, dans les buts suivants :

Acquérir par achat, échanger, louer par tout autre titre légal et posséder, détenir, démolir, embellir, exploiter, louer, vendre, échanger ou autrement céder des immeubles, limites à bois, licences pour bois, pouvoirs d'eau et autres propriétés mobilières et immobilières de toute sorte et description, et faire les affaires d'immeubles et d'agents financiers et agir comme agents pour les fins de vente, bail, conduite et administration de propriétés immobilières, et charger des commissions pour ses services ;

Construire sur les terrains appartenant à la compagnie ou sur ceux dans lesquels elle peut être intéressée en aucune manière quelconque, ou sur la propriété de ses clients, des bâtisses devant servir pour toute fin quelconque, et entretenir, surveiller, travailler, louer, sous-louer, vendre toutes les bâtisses ainsi construi-

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant Governor of the Province of Quebec, bearing date the third day of October, 1912, incorporating Messrs. O. A. Porritt, managing director, of the Jonquières Pulp Company, Robert S. Hall, superintendent, Joseph Porritt, superintendent of Jonquières Pulp Company's Mills, J. G. Verrault, notary, and Haby Labad, accountant, all of Jonquières, for the following purposes :

The company shall have the right to pay for the moveable and immoveable property, rolling stock and materials of all kinds it may acquire, with paid up and non assessable shares ;

The company may purchase or otherwise acquire and hold the whole or part of the business, property, assets of any persons or companies carrying on any kind of business suitable for the attainment of the purposes of the company, and such within the counties of Chicoutimi and Lake Saint John or elsewhere ;

To purchase, sell, lease or exchange any immoveable property, rights or privileges that the company may deem necessary or useful for the attainment of any of its objects ;

To establish or organize any company for the purpose of acquiring the whole or part of the property, rights or obligations of the company and for any other objects that may seem directly or indirectly to the advantage of the company ;

To acquire land or immoveable property and interests in land or immoveable property ;

To carry on business wholesale and retail in all kinds of merchandise and effects, and also as general warehouse-keepers in all its branches, and generally deal in any products, provisions, materials and merchandise of every kind, under the name of "Saguenay Coal & Lumber Company", with a capital of forty thousand dollars ($40,000.00), divided into four hundred (400) shares of one hundred dollars ($100.00) each.

The principal place of business of the corporation, will be at Kenogami.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this third day of October, 1912.

C. J. SIMARD,

4256 Deputy Provincial Secretary.

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant Governor of the province of Quebec, bearing date the seventh day of October, 1912, incorporating Messrs. Alexandre Duclos, agent, A. O. Raoul Duclos, contractor, Henriette Racicot, wife of Alexandre Duclos, Francis A. Sylvestre, superintendent, and Emélia Gagnon, stenographer, all of the city of Montreal, for the following purposes :

To acquire by purchase, exchange, lease or any other legal title and to possess, hold, demolish, embelish, exploit, rent, sell, exchange or otherwise make over real estate, timber limits, timber licenses, water powers and other moveable or immoveable property of all kind and description and to carry on the business of real estate and financial agents and act as agents for the purpose of selling, leasing, managing and administering immoveable property and charge commissions for its services ;

To construction the lands owned by the company, or in which it may be interested in any whatever, or on the property of its customers, buildings to be used for any purposes whatever, and maintain, superintend, work, rent, sublet, sell and otherwise dispose of all buildings so constructed and all other build-

tes et toutes autres bâtisses louées par la compagnie ou lui appartenant, et en disposer autrement, et faire les affaires de constructeurs, d'entrepreneurs et de fournisseurs de matériaux ;

Préparer des rues, carrés ou terrains en faveur des personnes ou municipalités, aux termes et conditions que la compagnie peut juger à propos, et faire et entrer en aucun arrangement ou contrat pour paver, macadamiser, diminuer la pente, réparer, nettoyer, restaurer les rues et chemins publics, et pour la construction, ouverture et réparation des conduits, citernes, drainages ou égouts ;

Aider, par voie de garantie ou autrement, avancer des argents au moyen de prêt ou prêts aux clients et autres ayant des relations d'affaires avec la compagnie et aux acheteurs ou acquéreurs ou locataires d'aucune partie des propriétés de la compagnie pour les fins de constructions ou autres améliorations d'icelles ;

Aider par des avances d'argent la construction et l'entretien des chemins, rues, ruelles, aqueducs, drainages, égouts et autres travaux calculés à rendre la propriété de la compagnie plus accessible et à augmenter sa valeur ;

Payer pour toutes propriétés, immunités, privilèges, baux ou droits quelconque acquis par ou pour la compagnie, et pour services rendus et travail fait pour elle, y compris la construction, en tout ou en partie, des bâtisses érigées par et pour la compagnie, en obligations de la compagnie, ou partie en obligations et partie en actions ;

Acquérir et prendre toute ou partie de la propriété et entreprises, y compris la clientèle et autres droits de toutes personnes, sociétés, associations ou corporations ayant des pouvoirs semblables à ceux de la présente compagnie, aux termes et conditions qui peuvent être convenus, et assumer les obligations de toute personne, société ou compagnie endettée envers la compagnie ou faisant des affaires semblables à celles de la présente compagnie, aux termes et conditions qui peuvent être convenus, et se charger des obligations de toute personne, société ou compagnie endettée envers la compagnie ou faisant des affaires semblables à celles conduites par cette compagnie ;

Placer les fonds de la compagnie qui ne sont pas immédiatement requis en aucune manière qui sera déterminée de temps en temps, et en disposer ;

Dédommager par paiement en argent ou par l'émission d'actions acquittées de la compagnie, ou par obligations ou débentures ou par aucune autre manière, toute personne ou corporation, pour services rendus en disposant ou aidant à disposer ou garantissant la disposition de partie du capital actions de la compagnie ou toutes obligations ou autre valeur de la compagnie ou ayant rapport à la formation ou avancement de la compagnie ou autrement ;

Vendre l'entreprise de la compagnie ou toute partie d'icelle pour telle considération que la compagnie jugera à propos, et en particulier, pour actions, débentures ou garanties de toute autre compagnie ayant des objets en tout ou en partie semblables à ceux de cette compagnie, ou en disposer ;

Mettre en opération seule ou conjointement avec toute association d'immeubles, ou toute autre association un échange d'immeubles et compiler, enrégistrer et publier des statistiques, et acquérir et distribuer les renseignements concernant les affaires d'immeubles et financières de ses membres, et promouvoir l'établissement et le maintien d'uniformité dans les affaires, coutumes et règlements parmi ses membres et personnes engagées dans les affaires, dans toute la province de Québec, d'achat, vente et conduite d'immeubles et de perfection de commissions d'iceux ;

ings owned or leased by the company, and to carry on the business of builders and contractors and suppliers of material ;

To dispose of any streets, squares or lands in favor of persons or municipalities upon such terms and conditions as the company may think fit, and to make and enter into agreement or contract for paving, macadamizing, grading, repairing, cleaning and repairing streets and highways and for the construction, opening and repairing of conduits, cisterns, drains or sewers ;

To assist, by way of guaranty or otherwise, advances moneys, by way of loan or loans to customers and others having dealings with the company and the purchasers or purchasers or lessees of any part of the company's properties for purposes of building or other improvements thereon ; to aid by advances of monies the construction and maintenance of ewers and other works calculated to give better access to the property of the company and to enhance its value ;

To pay for all properties, immunities, privileges, leases or rights whatsoever acquired by or for the company, and for services rendered and work done for it, including the construction of the whole or part of the buildings erected by and for the company, in bonds of the company, or partly in bonds and partly in bonds and partly in shares ;

To acquire and take over the whole or part of the property and undertakings, including good will and other rights of all persons, firms, associations or corporations having powers similar to those of the present company, under the clauses and conditions which may be agreed upon, and to assume the liabilities of any person, firm or company indebted to the company or transacting any similar business to those of the present company under the clauses and conditions which may be agreed upon, and to assume the liabilities of any person, firm or company indebted to the company or transacting any business similar to that conducted by this company ;

To invest and dispose of the funds of the company which are not immediately required in any member which shall be decided from time to time ;

To compensate by payment in cash or by the issue of paid up shares of the company, or by bonds or debentures or in any other way every person or corporation for services rendered in disposing or in assisting in the disposal of or securing the disposal of part of the capital stock of the company or of all obligations or other value of the company or relating to the formation or promotion of the company or otherwise ;

To sell or dispose of the undertaking of the company or any part thereof for such consideration as the company may think fit and in particular for shares, debentures or securities of any other company having objects altogether or in part similar to those of this company ;

To operate alone, or in conjunction with any real estate association, or any other association a real estate exchange and to compile, record and publish statistics and acquire and distribute information respecting the real estate and financial business of its members and to promote the establisment and maintenance of uniformity the business, customs and regulations among its members and persons engaged in the business throuhout the province of Quebec, of buying, selling and managing real estate and of collections commissions for the same ;

Fournir et disposer une bâtisse convenable ou salle pour la dite compagnie et bureaux, dans la cité de Montréal et ailleurs dans la province de Québec ; admettre des personnes comme membres de la dite compagnie, aux conditions qui peuvent être établies par règlement ; promouvoir l'établissement et le maintien d'uniformité dans les affaires de ses membres et des personnes faisant affaires avec eux, et dans la conduite de commerce d'immeubles ; promouvoir l'exécution de tels règlements et réclamations qui peuvent être établis par règlements, n'étant pas contraires à la loi ;

Ajuster, régler et déterminer les controverses et malentendus entre ses membres et personnes engagées dans les dites affaires ou qui peuvent être soumis à l'arbitrage ;

Faire tous les règlements convenables et nécessaires pour l'administration de la compagnie pour le maintien et le règlement convenable des bureaux de la compagnie et des biens d'icelle ;

Etablir par règlements une souscription annuelle devant être payée à la compagnie par les membres de la compagnie ;

Tirer, faire, accepter, endosser, escompter, exécuter et émettre des billets promissoires, lettres de change, connaissements, mandats, débentures et autres instruments négociables et transférables pour les fins de la compagnie ;

Obtenir, si il est jugé à propos, toute loi de la législature de la province de Québec, dissoudant la compagnie et incorporant de nouveau ses membres en une nouvelle compagnie pour aucun des objets spécifiés dans le mémorandum ou pour mettre à effet toutes autres modifications dans la constitution de la compagnie ;

Faire toutes choses nécessaires, convenables ou propres à l'accomplissement des fins ou pour acquérir les objets ci-dessus ou qui peuvent paraître utiles à la corporation en aucun temps et en général faire toutes autres affaires que la compagnie peut se considérer être parfaitement autorisée à faire en rapport avec les susdits objets ou capables d'augmenter la valeur ou rendre profitables les droits ou actifs de la compagnie, sous le nom de "Montreal Real Estate Exchange Incorporated", avec un capital total de vingt mille piastres ($20,000.00), divisé en deux cents (200) actions de cent piastres ($100.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, sera dans la cité de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce septième jour d'octobre 1912.

C. J. SIMARD,

4259 Sous-secrétaire de la province.

Avis est donné au public qu'en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du onzième jour d'octobre 1912, constituant en corporation MM. Cyrille Laurin, courtier d'assurances, de la cité de Montréal, Charles Wilson, marchand de bois, James Cooper, secrétaire, Annie H. Marshall, veuve, tous de la cité de Westmount, et Frédéric A. Béique, avocat, de la cité de Montréal, dans les buts suivants :

Faire les affaires de chantiers de bois, marchands de bois et manufacturiers de bois de construction et de bois de charpente, dans toutes leurs branches, et toutes autres affaires accessoires ou y ayant rapport ;

Faire dans toutes leurs branches les affaires de manufacture de bois de pulpe, pulpe, papier et toutes autres affaires y ayant rapport, et aussi les affaires de marchands en général, manufacturiers en général, meuniers, voituriers, propriétaires de quais et marchands en gros ;

Eriger, acquérir et mettre en opération des

To provide and regulate a suitable building or room for the said company and offices, in the city of Montreal and elsewhere in the province of Quebec ; to admit persons as members of the said company upon such conditions as may be by by-law established ; to promote the establisment and maintenance of uniformity in the business of its members and those dealing with them, and in the management of the dealing with real estate ; to promote the observance of such regulations and requirements, as may be by by-law established, not being contrary to law ;

To adjust, settle and determine controversies and misunderstandings between its members and persons engaged in the said business or which may be submitted to arbitration ;

To make all proper and needful by-laws for the government of the company for the maintenance and due regulation of the company's offices and property thereof ;

To provide by by-law for an annual subscription to be paid to the company by the members of the company ;

To draw, make, accept, endorse, discount, execute and issue promissory notes, bills of exchange, bills of lading, warrants, debentures and other negociable and transferable instruments for the purposes of the company ;

If thought fit to obtain any act of the Legislature of the province of Quebec dissolving the company and reincorporating its members as a new company for any of the objects specified in the memorandum or for effecting any other modification in the company's constitution ;

To do all things necessary, suitable or proper for the accomplishment of the purposes or to attain the objects above set forth or which might appear profitable to the corporation at any time and generally to carry on all other business which the corporation may consider itself rightly entitled to carry on in connection with the above objects or capable of increasing the value or making profitable the rights or assets of the company, under the name of "Montreal Real Estate Exchange Incorporated", with a capital stock of twenty thousand dollars ($20,000.00), divided into two hundred (200) shares of one hundred dollars ($100.00) each.

The principal place of business of the corporation, will be in the city of Montreal.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this seventh day of October, 1912.

C. J. SIMARD.

4260 Deputy Provincial Secretary.

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant Governor of the province of Quebec, bearing date the leventh of October, 1912, incorporating Messrs. Cyrille Laurin, insurance broker, of the city of Montreal, Charles Wilson, lumber merchant, James Cooper, secretary, Annie H. Marshall, widow, all of the city of Westmount, and Frederic A. Béique, advocate, of the city of Montreal, for the following purposes :

To carry on the business of lumberers ; timber merchants, and manufacturers of timber and lumber in all its branches, and all other business incidental thereto or connected therewith ;

To carry on, the business in all its branches of manufacturing pulp wood, pulp, paper and all other business incidental thereto ; and also the business of general merchant, general manufacturers, millers, common carriers, wharfingers and ware-housemen ;

To erect, acquire and operate sawmills, pa-

moulins à scie, moulins à papier, élévateurs, moulins à farine, fabriques de lainages et filatures de coton et manufactures de toute sorte, et acheter et vendre tous les produits des ditse moulins et factoreries sous aucune forme, en disposer, et acquérir les matériaux de toute sorte nécessaires pour la manufacture de tels produits ;

Faire les affaires d'agriculteurs et d'éleveurs de bestianux ;

Acquérir et mettre en opération des mines, droits de mines et de minéraux, fondre, réduire, raffiner, amalgamer ou manufacturer autrement et traiter les métaux, minéraux, minérais et en disposer, et en général faire les affaires de manufacture d'iceux ;

Manufacturer le calcium, le carbone et autres produits chimiques, et ériger ou acquérir les fabriques et travaux nécessaires pour telles fins ;

Manufacturer et traiter le graphite, le charbon, la chaux, le gaz d'acide carbolique, l'alcool de bois, le magnésite et la magnésie et autres affaires y ayant rapport, et ériger ou acquérir les fabriques et travaux nécessaires pour telles fins ;

Faire et manufacturer du ciment et ériger ou acquérir les fabriques et travaux nécessaires pour telles fins ;

Faire et manufacturer des tuiles et briques de toute sorte et faire toutes les affaires y ayant rapport, et ériger ou acquérir les fabriques et travaux nécessaires pour telles fins ;

Vendre tous ou aucun des matériaux bruts ou aucun des matériaux manufacturés ci-dessus mentionnés, et faire toutes les affaires y ayant rapport, et en disposer autrement ;

Produire, manufacturer, fournir l'électricité pour les fins d'éclairage, chauffage et pouvoir moteur et pour toutes autres fins pour lesquelles elle peut être employée, et en disposer, et construire, ériger, entretenir et mettre en opération des travaux, poteaux et autres appareils nécessaires ou utiles pour la production, vente et distribution de l'électricité pour les fins d'éclairage, chauffage et pouvoir et pour toutes autres fins pour lesquelles elle peut être employée, et conduire, mettre en réserve, vendre et fournir l'électricité ou la recevoir dans ou d'aucun endroit ou endroits dans le comté d'Argenteuil ; pourvu que la compagnie n'exersera pas les pouvoirs octroyés par ce paragraphe pour les fins de vente ou distribution de l'électricité pour les fins d'éclairage, chauffage, pouvoir ou toutes autres fins pour lesquels l'électricité peut être employée, avant d'obtenir le consentement et l'approbation du conseil municipal de la cité, ville, village ou autre municipalité locale, dans le comté d'Argenteuil, dans lesquels les pouvoirs donnés par les présentes doivent être exercés par la compagnie,, tel consentement devant être un règlement et aux termes et conditions que tel règlement peut pouvoir ;

Acquérir, louer, vendre des terrains forestiers, licences pour bois, terrains, pouvoirs d'eau, propriétés hydrauliques, bâtisses, bassins, quais, tombereaux, voitures, effets, objets et marchandises et tous autres biens meubles ou immeubles qui peuvent être jugés nécessaires ou utiles à aucun des travaux ou opérations que la compagnie est autorisée à faire, et en disposer autrement ;

Acquérir, posséder, recevoir et détenir en échange des actions, du stock, des débentures o uautres garanties de tout eautre compagnie ou corporation dont aucun des pouvoirs sont parmi ceux de la compagnie, ou de toute autre corporation, soit en paiement de services rendus ou pour biens et effets vendus ou loués par la compagnie ou autrement, en faire le commerce ou en disposer ;

Acquérir, louer, vendre des droits de patentes, lettres patentes d'invention, procédés

per mills, elevators, flour mills, woollen mills and cotton mills, and factories of all kinds, and buy, deal in and dispose of all the products of the said mills and factories in any form, and acquire materials of all kinds necessary for the manufacture of such products ;

To carry on the business of farming and stock raising ;

To acquire and operate mines, minerals and mining rights, and smelt, reduce, refine, amalgamate or otherwise manufacture and treat metals, minerals and ores, and dispose thereof, and generally carry on the business of manufacturing therefrom ;

To manufacture calcium, carbide and other chemicals, and erect or acquire such factories and works as are necessary for such purposes ;

To manufacture and treat graphite, charcoal, lime, carbolic acid gas, wood alcohol, magnesite and magnesia, and all business incidental thereto and erect or acquire such factories and works as are necessary for such purposes ;

To make and manufacture cement and erect or acquire such factories and works as are necessary for such purposes ;

To make and manufacture tiles and bricks of all kinds whatsoever and do all business incidental thereto and to erect or acquire such factories and works as are necessary for such purposes ;

To sell and otherwise dispose of all or any of the raw materials or any of the manufactured materials above mentioned and to carry on all business incidental thereto ;

To produce, manufacture, supply and dispose of electricity for the purposes of light, heat and motive power and any other purposes for which the same may be used, and construct, erect, maintain and operate works, poles and other appliances necessary or useful for the production, sale and distribution of electricity for the purposes of light heat and power and any other purposes for which the same may be used, and to conduct ,store, sell and supply electricity or receive same to or from ny place or places in the county of Argenteuil ; provided that the company shall not exercise the powers granted by this paragraph for the purposes of selling or disposing of electricity for the purposes of light, heat, power or any other purposes for which electricity may be used, until it has first obtained the consent and approval of the municipal council of the city, town, village or other local municipality in the county of Argenteuil, within which the powers hereby given are to be exercised by the company, such consent to be by by-law and to be on such terms and conditions as such by law may provide for ;

To acquire, lease, sell and otherwise dispose of timber berths, timber licenses, land, water owers, hydraulic properties, buildings, docks, wharves, carts, vehicles, goods wares, merchandise and such other property, real or personal as is deemed necessary or useful in connection with any of the works or operations which the company is authorized to carry on ;

To acquire, hold, receive and hold in exchange, and deal with and dispose of shares, of stock, debentures or other securities in any other company or corporation any of whose powers are within the scope of those of the company ; or in any other corporation, whether in payment of services rendered or for property or goods sold or leased by the company or otherwise ;

To acquire, lease, sell, and otherwise dispose of patent rights, letters patent of inven-

et options pour faciliter la mise en opération des objets de la compagnie, et en disposer autrement ;

Acquérir toutes ou aucune partie des affaires ayant rapport aux objets de la compagnie, et terrains, propriétés, privilèges droits et contrats lui appartenant, et louer sous-louer ou vendre toutes ou aucune partie des affaires, biens ou entreprise de la compagnie, et en disposer autrement ;

Emettre des obligations ou toute partie du stock de la compagnie comme en partie acquittés ou acquittés en entier et non sujets à appel, en partie ou plein paiement de tous biens meubles et immeubles, stock, obligations, droits, franchises, pouvoirs, privilèges ou autres actifs acquis ou louér par la compagnie, et pour toute autre considération qui peut être jugée suffisante par les directeurs de la compagnie ;

Entrer en société ou en aucun arrangement pour le partage des profits, union d'intérêts, coopération, risque conjoint, concession réciproque ou autrement, avec toute personne ou personnes, compagnie ou corporation faisant ou engagées, ou sur le point de faire ou d'être engagées dans toutes affaires ou transactions capables d'être conduites directement ou indirectement pour le bénéfice de cette compagnie ;

S'amalgamer avec toute personne ou personnes, compagnie ou corporation, ou acquérir la clientèle, etc., de toute personne ou personnes, compagnie ou corporation engagées dans aucune des affaires que cette compagnie est autorisée à faire, pour argent ou stock, obligations, ou autrement ;

Prélever et aider à prélever de l'argent pour aider au moyen de primes, argent, avances, promesses, endossements, garanites ou autrement toute corporation, dans le capital d'icelle la compagnie détient des actions, ou toute corporation ou personne avec lesquelles elle peut avoir des relations d'affaires, et agir comme employé, agent ou gérant de toute telle corporation ou personne, et garantir l'exécution des contrats par toute telle corporation ou personne ;

Faire tous les actes, exercer tous les pouvoirs et faire toutes les affaires ayant rapport à la mise en opération convenable des objets pour lesquels la compagnie est incorporée ou nécessaires pour permettre à la compagnie de mettre son entreprise en opération, sous le nom de "The Grenville Lumber Company Limited", avec un capital total de deux cent mille piastres ($200,000.00), divisé en deux mille (2,000) actions de cent piastres ($100.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, sera dans la cité de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce onzième jour d'octobre 1912.

C. J. SIMARD,

4295 Sous-secrétaire de la province.

Avis est donné au public que, en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du sept octobre 1912, constituant en corporation MM. Philippe Dechêne et Adrien Couture, agents de commerce, Alfred Guay, ouvrier, Wilfrid Trottier, mécanicien, Médéric Duchêne, ouvrier, tous de Hébertville Station, dans les buts suivants :

Acquérir, posséder, construire et exploiter une ou des fonderies ;

Acheter le fer, la fonte, l'acier, le cuivre, pour les fondre, écouler, manufacturer, et pour en faire des instruments, outils et matériaux de construction de toutes sortes ;

Fabriquer et acquérir des meubles et autres outillages nécessaires pour l'exploitation de son industrie ;

tion, processes and options to facilitate the carrying out of any of the objects, of the company ;

To acquire wholly or in part any business within any of the objects of the company, and lands, properties, privileges rights and contracts apportaining thereto ; and to let, sublet or sell and otherwise dispose wholly or in part of any business, property or undertaking of the company ;

To issue bonds or any part of the stock of the company as partly paid up, or fully paid up and non assessable in part or full payment of any property, real or personal, moveable or immoveable, stock, bonds, rights, franchises, powers, privileges or other assets acquired or leased by the company, or for any other consideration which may be deemed sufficient by the directors of the company ;

To enter into partnership, or into any arrangement for sharing profits, union of interest, cooperation, joint adventure, reciprocal concession, or otherwise, with any person or persons, company or corporation carrying on or engaged in, or about to carry on or engage in any business or transaction capable of being conducted so as to directly or indirectly benefit this company ;

To amalgamate with any person or persons, company or corporation, or to acquire the goodwill etc., of any person or persons, company or corporation engaged in any business which this company is authorized to carry on, for cash or stock, bonds, or otherwise ;

To raise and assist in raising money for and to aid by way of bonus, cash advances, promise, endorsement, guarantee or otherwise any corporation in the capital of which the company holds shares or any corporation or person with which it may have business relations, and to act as employer, agent or manager of any such corporation or person, and to guarantee the performance of contracts by any such corporation or person ;

To do all acts, exercise all powers, and carry on all business incidental to the due carrying out of the objects for which the company is incorporated or necessary to enable the company to carry on its undertaking, under the name of "The Grenville Lumber Company Limited", with a capital stock of two hundred thousand dollars ($200,000.00), divided into two thousand (2,000) shares of one hundred dollars ($100.00) each.

The principal place of business of the corporation, will be in the city of Montreal.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this eleventh day of October, 1912.

C. J. SIMARD,

4296 Deputy Provincial Secretary.

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the province of Quebec, bearing date the seventh day of October, 1912, incorporating Messrs. Philippe Dechêne and Adrien Couture, commercial agents, Alfred Guay, laborer, Wilfrid Trottier, mechanic, Médéric Duchêne, laborer, all of Hébertville Station, for the following purposes :

To acquire, hold, construct and operate one or more foundries ;

To purchase cast-iron, iron, steel, brass, to melt, run, manufacture and make instruments, tools and construction materials of all kinds thereof ;

To manufacture and acquire furniture and other equipment necessary for the operation of its business ;

Manufacturer des meubles, des portes, des chassis, des moulures et exploiter l'industrie du bois dans toutes ses branches ;

Eriger, construire, altérer, améliorer, décorer, meubler, donner à l'entreprise, entretenir et gérer des maisons, bâtiments et travaux de tous genres ;

Faire des opérations d'entrepreneur dans toutes les branches ;

Faire et manufacturer des presses à foin, des engins à gazoline et des voitures d'ouvrages et autres de toutes sortes ;

Faire et manufacturer des voitures à gaz et gazoline et omnibus de toutes sortes ;

Acquérir par achat ou autrement et posséder des immeubles, les hypothéquer, vendre ou autrement aliéner en tant qu'il peut être utile et nécessaire à la compagnie ;

Emettre des actions acquittées et non sujettes à appel, obligations ou autres garanties de la compagnie, en paiement ou partie de paiement pour tous meubles et immeubles, droits ou autres biens acquis par la compagnie par aucun titre ;

Acquérir toute autre industrie identique à celle que la présente compagnie est autoriser à exercer ainsi que sa clientèle et son actif aux conditions et prix qui seront convenus et de payer avec des actions acquittées et des obligations de la compagnie toute telle acquisition ;

Se servir de la vapeur, de l'électricité ou de tout autre pouvoir moteur pour les fins de la compagnie, sous le nom de "La Compagnie Manufacturière d'Hébertville Station", avec un capital de vingt mille piastres ($20,000.00), divisé en deux cents (200) actions de cent piastres ($100.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, sera à Hébertville Station, district de Roberval.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce septième jour d'octobre 1912.

C. J. SIMARD,

4293 Sous-secrétaire de la province.

Avis est donné au public que, en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du sept octobre 1912, constituant en corporation MM. Alfred Lortie, négociant, Edouard Paquet, entrepreneur-menuisier, Arthur Desjardins, négociant, C. Harold Jackson, teneur de livres, et Hubert Cimon, avocat, tous de la cité de Québec, dans les buts suivants :

Pour faire le commerce en gros et en détail de tous les bois, soit, bois de construction et autres à l'usage du commerce en général, l'exploitation d'un moulin à scie, blanchir et tous appareillages de bois, etc.

Acquérir des immeubles et autres biens pour l'exploitation du commerce, sous le nom de "La Compagnie des Marchands de Bois de Québec", avec un capital de vingt mille piastres ($20,000.00), divisé en deux cents (200) actions de cent piastres ($100.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, sera dans la cité de Québec.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce septième jour d'octobre 1912.

C. J. SIMARD,

4277 Sous-secrétaire de la province.

Avis est donné au public que, en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du troisième jour d'octobre 1912, constituant en corporation l'Honorable Henry Aylmer, de Sherbrooke, shérif, Major Général Lord Alymer, de Queens' Bay, C. A., rancher, Honorable Frederick Whitworth Aylmer, ingé-

To manufacture furniture, doors, windows, mouldings, and exploit the wood business in all its branches ;

To erect, build, alter, improve, decorate, furnish, give by contract, maintain and manage houses, buildings and works of all kinds ;

To carry on operations as contractors in all branches ;

To make and manufacture hay-presses, gasoline engines and working vehicles and other of all kinds ;

To make and manufacture gas and gasoline vehicles and omnibus of all kinds ;

To acquire by purchase or otherwise and hold immoveables, hypothecate, sell or otherwise alienate same as may be useful and necessary to the company ;

To issue fully paid up and non-assessable stock, debentures or other securities of the company in payment or part payment for any moveables and immoveables, rights or other property acquired by the company under any title ;

To acquire any other similar business to that which the present company is authorized to carry on and also the goodwill and assets thereof, on the conditions rates and prices agreed on, and to pay for such acquisition with paid up shares and bonds of the company ;

To make use of steam, electricity or any other motive power for the purposes of the company, under the name of "La Compagnie Manufacturière d'Hébertville Station", with a capital of twenty thousand dollars ($20,000.00), divided into two hundred (200) shares of one hundred dollars ($100.00) each.

The principal place of business of the corporation, will be at Hébertville Station, district of Roberval.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this seventh day of October, 1912.

C. J. SIMARD,

4294 Deputy Provincial Secretary.

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant Governor of the Province of Quebec, bearing date the seventh day of October, 1912, incorporating Messrs. Alfred Lortie, trader, Edouard Paquet, master joiner, Arthur Desjardins, trader, C. Harold Jackson, book-keeper, and Hubert Cimon, advocate, all of the city of Quebec, for the following purposes :

To carry on business and deal wholesale and retail all kinds of wood, either lumber and other for commercial use generally, the operation of a saw-mill, planing and any dressing of wood, etc ;

To acquire real estate and other property for the carrying on of business, under the name of "La Compagnie des Marchands de Bois de Québec", with a capital of twenty thousand dollars ($20,000.00), divided into two hundred (200) shares of one hundred dollars ($100.00) each.

The principal place of business of the corporation, will be in the city of Quebec.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this seventh day of October, 1912.

C. J. SIMARD,

4278 Deputy Provincial Secretary.

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the province of Quebec, bearing date the third day of October, 1912, incorporating the Honorable Henry Aylmer, of Sherbrooke, sheriff, Major General Lord Aylmer, of Queens' Bay, B. C., rancher, Honorable Frederick Whitworth Aylmer, civil engineer, of Chase, B. C.,

nieur civil, de Chase, C. A., et Harry Brook Aylmer, ingénieur civil, de Melbourne, P. Q., et Henry Adolphus Paget Aylmer, avocat, de Montréal, dans les buts suivants :

Faire en général les affaires d'immeubles ;

Acquérir, posséder, détenir, vendre, transporter, échanger, louer ou aliéner toutes propriétés immobilières soit comme patron ou agent ;

Faire toutes autres choses en rapport avec aucun des susdits objets ou fins ou propres à l'acquisition d'iceux, sous le nom de " Eastern Township Realty Company ", avec un capital total de mille piastres ($1,000.00), divisé en cent (100) actions de dix piastres ($10.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, sera dans la cité de Sherbrooke.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce troisième jour d'octobre 1912.

L'avis du 12 octobre, page 2076, étant nul

C. J. SIMARD,

4111 Sous-secrétaire de la province

Avis est donné au public qu'en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des letttes patentes en date du huitième jour d'octobre 1912, constituant en corporation MM. Joseph Arthur Bourbeau, industriel, Joseph Emile Amable Decelle, agent financier, Maurice Blondin, député registrateur, Louis E. Hall, industriel, et V. P. Landry, médecin, tous de Bécancourt, dans les buts suivants :

Acheter ou vendre et faire le commerce en gros et en détail de bois de toute sorte ;

Aquérir par achat ou autrement trafiquer des terrains à bois, des limites à bois, acheter et vendre du bois de construction et le manufacturer sous toutes ses formes ;

Aussi ériger dans la municipalité de Bécancourt une ou plusieurs manufactures dans le but de manufacturer des balais, brosses, et pinceaux, et d'en faire le commerce de gros et détail ;

Aussi faire le commerce en gros et détail du foin, grain et provisions ;

Construire et faire ériger une ou plusieurs bâtisses, faire toutes choses et exercer tous les pouvoirs et faire tous les affaires en rapport à la mise en opération des objets pour lesquels la compagnie est incorporée, sous le nom de " L'Industrielle de Bécancourt Limitée ", avec un capital de quarante-neuf mille piastres ($49,000.00), divisé en quatre cent quatre-vingt-dix (490) actions de cent piastres ($100.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, sera à Bécancourt, district de Trois-Rivières.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce huitième jour d'octobre 1912.

C. J. SIMARD,

4325.2 Sous-secrétaire de la province.

ASSEMBLÉE LEGISLATIVE.

Québec, 18 septembre 1912.

Avis est par le présent donné, conformément aux règles 49 et 50 de l'Assemblée législative, que nulle pétition pour un bill privé ne sera reçue par cette Chambre après le dix-huitième jour du mois de novembre prochain ; qu'aucun tel bill prive ne pourra être présenté après le vingt-cinquième jour du même mois ; qu'aucun rapport d'un comité permanent ou spécial sur un bill privé ne pourra être reçu après le deuxième jour du mois de décembre prochain.

L. P. GEOFFRION,

3807.2 Greffier de l'Assemblée législative.

and Harry Brook Aylmer, civil engineer, of Melbourne, P. Q, and Henry Adolphus Paget Aylmer, barrister at law, of Montrea , for the following purposes :

To generally carry on the business of real estate

To acquire, hold, own, sell, transfer, exchange, lease or alienate any immoveable properties either as principal or agent ;

To do anything else in connection with any of the said objects or purposes or proper for the attainment thereof, under the name of " Eastern Township Realty Company ", with a capital stock of one thousand dollars ($1000.00), divided into one hundred (100) shares of ten dollars ($10.00) each.

The principal place of business of the corporation, will be in the city of Sherbrooke.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this third day of October, 1912.

The notice of the 12th October, page 2076, being void.

C. J. SIMARD,

4112 Deputy Provincial Secretary.

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant Governor of the province of Quebec, bearing date the eighth day of October, 1912, incorporating Messrs. Joseph Arthur Bourbon, manufacturer, Joseph Emile Amable Decelle, financial agent, Maurice Blondin, deputy registrar, Louis E. Hall, manufacturer, and V. P. Landry, physician, all of Bécancourt, for the following purposes :

To purchase or sell and deal wholesale and retail in wood of all kinds ;

To acquire by purchase or otherwise traffic in timber lands, timber limits, purchase and sell lumber and manufacture same in all its forms ;

To erect within the municipality of Bécancourt, one or more factories for the purpose of manufacturing brooms, brushes and paint brushes, and dealing wholesale and retail in same ;

To deal wholesale and retail in hay, grain and provisions ;

To construct and erect one or more buildings, do all things and exercise all the powers and do any business in connection with the carrying out of the objects for which the company is incorporated, under the name of " L'Industrielle de Bécancourt, Limitée ", with a capital of forty nine thousand dollars ($49,000.00), divided into four hundred and ninety (490) shares of one hundred dollars ($100.00) each.

The principal place of business of the said company, will be at Bécancourt, district of Three Rivers.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this eighth day of October, 1912.

C. J. SIMARD,

4326 Deputy Provincial Secretary.

LEGISLATIVE ASSEMBLY.

Quebec, 18th September, 1912.

Notice is hereby given that in conformity with the rules 49 and 50 of the Legislative Assembly, no petition for any private bill shall be received by the House after the eighteenth day of the month of November next ; that no private bill shall be introduced after the twenty fifth day of the said month ; that no report of any standing or select committee upon private bill shall be received after the second day of the month of December next.

L. P. GEOFFRION,

3808 Clerk of Legislative Assembly.

SÉNAT DU CANADA.

AVIS DE BILLS PRIVÉS.

Extraits des règles du Senat.

Toute demande au Parlement pour obtenir un bill privé, de quelque nature qu'il soit, doit être annoncée par avis inséré à la *Gazette du Canada*, cet avis doit indiquer d'une manière claire et précise la nature et l'objet de la demande, être signé par les pétitionnaires ou en leur nom et contenir l'adresse des signataires : et si elle a pour objet l'obtention d'un acte constitutif, il faut donner aussi dans l'avis le nom de la compagnie projetée.

Dans le cas où des pouvoirs exclusifs sont demandés, outre l'avis à insérer dans la *Gazette du Canada*, il doit en être publié un semblable dans quelqu'un des principaux journaux de la principale cité ou ville ou du principal village de chaque comté du district de la province ou du territoire que l'acte demandé intéresse, selon la nature de l'entreprise projetée.

Et si les travaux d'une compagnie (constituée ou à constituer) doivent être déclarés d'utilité générale pour le Canada, cette intention sera spécifiquement mentionnée dans l'avis ; et les requérants feront envoyer par lettre enregistrée une copie de cet avis au secrétaire de chaque conseil de comté et de chaque corporation municipale spécialement intéressée dans la construction ou l'exploitation de ces travaux, ainsi qu'au secrétaire de la province dans laquelle ces travaux sont ou seront situés, en sorte que cette copie parvienne à ces fonctionnaires cinq semaines au moins avant la considération de la pétition par le comité des Ordres permanents ; et la preuve de l'accomplissement de cette prescription par les requérants devra s'établir par déclaration statuaire adressée au greffier du Sénat.

Dans tous les cas, les avis insérés soit à la " Gazette du Canada " ou dans les journaux, doivent se publier au moins une fois par semaine pendant cinq semaines consécutives ; et, lorsqu'ils se publient dans les provinces de Québec et du Manitoba, ils doivent être en langue anglaise et en langue française. Il faut envoyer au greffier du Sénat des exemplaires *marqués* de chaque numéro de tous les journaux contenant l'avis, avec sur le pli de la feuille les mots : " *Avis de bill privé* " ; où l'on peut transmettre, au lieu des journaux une déclaration statuaire que l'avis a été dûment publié.

Pour plus amples détails, voir les règles du Sénat y relatives, publiées dans la " Gazette du Canada," ou s'adresser à ce bureau.

SAMUEL E. ST. O. CHAPLEAU,
4107 Greffier du Sénat.

CHAMBRE DES COMMUNES.

RÈGLES CONDENSÉES RELATIVEMENT AUX AVIS DE BILLS PRIVÉS.

Toute demande de bills privés adressée au Parlement doit être annoncée par un avis publié dans la *Gazette du Canada*, exposant clairement et distinctement la nature et le but de la demande, être signée par ceux qui font la demande ou en leur nom, et porter l'adresse de signataire. Pour une loi de constitution, le nom de la compagnie projetée doit être donnée dans l'avis. Si les ouvrages d'une compagnie quelconque doit être déclarée être à l'avantage général du Canada, la chose doit être formellement mentionnée dans l'avis ; et une copie de cet avis doit être expédiée par lettre recommandée au secrétaire de chaque comté ou municipalité qui peut être spécialement intéressé dans ses ouvrages, et aussi au secrétaire de la province dans laquelle ces travaux sont ou pourront être situés ; et la preuve de cet envoi s'établit au moyen d'une déclaration statuaire.

THE SENATE OF CANADA.

NOTICE FOR PRIVATE BILLS.

Extracts from the rules of the Senate.

All applications to parliament for private bills of any nature whatsoever, shall be advertised by a notice published in the *Canada Gazette* ; such notice shall clearly and distinctly state the nature and objects of the application, and shall be signed by or on behalf of the applicants, with the address of the party signing the same ; and, when the application is for an act of incorporation, the name of the proposed company shall be stated in the notice.

In cases where exclusive powers are asked, in addition to the notice in the *Canada Gazette* aforesaid, a similar notice shall also be published in some leading newspapers in the principal city, town or village in each county or district in each province or territory which may be affected by the passing of such private bills, according to the nature of the undertakings contemplated.

And, if the works of any company (incorporated or to be incorporated) are to be declared to be for the general advantage of Canada, such intention shall be specifically mentioned in the notice ; and the applicants shall cause a copy of such notice to be sent by registered letter to the clerk of each county council and of each municipal corporation which may be specially affected by the construction or operation of such works, and also, to the secretary of the province in which such works are, or may be located, so as to reach those officers not less than five weeks before the consideration of the petition by the committee on Standing Orders ; and statutory declaration establishing proof of such mailing must be sent to the clerk of the Senate.

All such notices, whether inserted in the *Canada Gazette* or in a newspaper, shall be published at least once a week for a period of five consecutive weeks, and, when published in the provinces of Quebec and Manitoba, shall be in both the English and French languages ; and marked copies of each issue of all newspapers containing any such notice shall be sent to the clerk of the senate, endorsed " Private bill notice ", or statutory declaration as to due publication may be sent in lieu thereof.

For fuller particulars see the rules of the Senate relating thereto published in the "Canada Gazette", or apply to this office.

SAMUEL E. ST. O. CHAPLEAU,
4108 Clerk of the Senate.

HOUSE OF COMMONS.

CONDENSED RULES RESPECTING NOTICES FOR PRIVATE BILLS.

All applications to Parliament for Private Bills shall be advertised by a notice in the *Canada Gazette*, clearly and distinctly stating the nature and objects of the application, and signed by or on behalf of the applicants, with the address of the party signing the same. For an act of incorporation, the name of the proposed company shall be stated. If the works of any company are to be declared to be for the general advantage of Canada, the same shall be specifically mentioned in the notice, and copy of such notice shall be sent by registered lette to the clerk of each county or municipality which may be specially affected by such works, and also to the secretary of the province in which such works are, or may be located ; and proof of such service of notice shall be established by statutory declaration.

Outre l'avis publié comme susdit dans la *Gazette du Canada*, il doit être aussi publié un avis similaire dans un des principaux journaux, comme suit :

1. *Pour des lois de constitution en corporation :*

(*a*) d'une compagnie de chemin de fer ou de canaux ou d'une compagnie pour la construction de tout ouvrage spécial, ou pour obtenir des droits ou privilèges spéciaux—dans la principale localité du comté ou du districtintéressé ;

(*b*) ou d'une compagnie de télégraphe ou de téléphone—dans la principale localité de chaque province où la compagnie se propose d'établir un service ;

(*c*) ou d'une compagnie de banque ; une compagnie d'assurance ; une compagnie de garantie ; une compagnie de prêt, ou une compagnie industrielle (sans pouvoirs spéciaux)—dans la *Gazette du Canada* seulement.

2. *Pour des amendements à des lois de constitution en corporation :*

(*a*) Pour le prolongement d'une ligne de chemin de fer ou d'un canal, ou d'enbranchements de ces chemins de fer et canaux—dans la principale localité dans chaque comté intéressé ;

(*b*) Pour la remise en vigueur ou la continuation d'une charte ou d'une prorogation du délai fixé pour la construction d'ouvrages de toutes sortes, ou pour l'extension des pouvoirs d'une compagnie (lorsqu'elle n'implique pas la concession de nouveaux droits spéciaux)—au siège social de la compagnie ;

(*c*) Pour la concession de quelques droits ou privilèges spéciaux—dans les localités réellement intéressées.

Tous ces avis doivent être publiés au moins une fois par semaine durant une période de cinq semaines consécutives ; et lorsqu'ils sont publiés dans les provinces de Québec ou du Manitoba, ils doivent l'être dans les deux langues, anglaise et française ; et s'il n'y a pas de journal dans l'endroit intéressé, cet avis doit être donné dans l'endroit le plus rapproché où se publie un journal. La preuve de la publication s'établit en chaque cas par une déclaration statuaire qui doit être envoyée au greffier de la Chambre des Communes.

Pour autres détails concernant les avis, pétitions, droits à payer, forme et dépôt du bill, etc., s'adresser au greffier de la Chambre des Communes, à Ottawa, ou voir les règlements de la chambre relatifs aux bills privés tels que publiés dans la *Gazette du Canada*.

THOS. B. FLINT,
3957 Greffier de la Chambre des Communes.

In addition to the notice in the *Canada Gazette* aforesaid, a similar notice shall be published in same leading newspaper, as follows :

1. *For acts of Incorporation.*

(*a*) Of a railway or canal company, or of a company for the construction of any special works, or for obtaining any special rights and priviledges—in the principal place in each county or district affected ;

(*b*) Of a telegraph or telephone company—in the principal place in each province in which the company intends to operate ;

(*c*) Of banks, insurance, trust, loan or industrial companies (without and special powers)—Advertise in the *Canada Gazette* only.

2. *For amendments to acts of incorporation :*

(*a*) For the extension of a line of railway or canal or branches thereto.—In the principal place in each county affected ;

(*b*) For the revival or continuation of a charter or for extension of time for the construction of works of any kind, or for enlargement of any of the powers of a company (not involving additional special powers)—at the head office of the company;

(*c*) For the granting of any special powers or privileges—in the localities actually affected.

All such notices shall be published at least once a week for five consecutive weeks ; and in Quebec and Manitoba shall be published in both english and french ; and if there be no newspaper published in the locality affected, such notice shall be given in the next nearest locality wherein a newspaper is published. Proof of publication shall be established in each case by statutory declaration to be sent to the Clerk of the House.

For furthers particulars as to notices, petitions, fees, form and deposit of bill, etc., address the Clerk of the House of Commons, Ottawa, or see the Rules of the Commons relating to private bills as published in the *Canada Gazette*.

THOS. B. FLINT.
3958 Clerk of the House of Commons.

EXTRAITS DES REGLES ET REGLEMENTS DU CONSEIL LEGISLATIF.

Relatifs aux avis de Bill Privés

53. Toute demande de bills privés qui sont proprement du ressort de la Législature de la province de Québec, suivant les dispositions de l'acte de l'Amérique Britannique du Nord, 1867, clause 53, pour la construction d'un pont, d'un chemin de fer, d'un chemin à barrières, ou d'une ligne télégraphique ; soit pour la construction ou l'amélioration d'un hâvre, canal, écluse, digue ou glissoire, ou autres travaux semblables, soit pour l'octroi d'un droit de traverse, la construction d'usines ou travaux pour fournir du gaz ou de l'eau, l'incorporation de professions, métiers ou de compagnies a fonds social ; incorporation d'une cité, ville, village, ou autre municipalité, l'imposition d'aucune taxe locale, la division d'aucun comté, pour toutes autres fins que celle de la représentation en parlement ou d'aucun

EXTRACTS OF RULES AND REGULATIONS OF THE LEGISLATIVE COUNCIL

Relating to notices for Private Bills.

53.—All application for private bills, properly within the range of the powers of the Legislature the Province of Quebec, according to the provisions of the act of British North America, 1867, clause whether for the construction of a bridge, a railway, a turnpike road or telegraph line, the construction or improvement of a harbor, canal, lock, dam or slide, or other like works the granting of a right of ferry, the construction of works for supplying as or water, the incorporation of any particular profession or trade, or of any joint stock companies, the incorporation of a city town, village or other municipality, the levying of any local assessment the division of any county, for purposes other than that of representation in parliament, or of any township, the removal of the site of any

canton, le changement de site d'aucun chef-lieu, ou d'aucun bureau local, les règlements concernant toute commune, le re-arpentage de tout canton, signe ou concession, ou pour octroyer à qui que ce ooit des droits ou privilèges exclusifs ou particuliers pu pour la permission de faire quoi que ce soit qui pourrait compromettre les droits ou la propriété d'autres individus, ou se rapportant à une classe particulière de la société ; ou pour faire aucun amendement d'une nature semblable à un acte nt érieur,—exge la publication d'un avis, spécifiant clairement et distinctement la nature et l'objet de la demande, savoir :

Un avis inséré pour la *Gazette Officielle*, en français et en anglais, et dans un journal publié en anglais dans un autre publié en français, dans le district auquel s applique la mesure demandée, ou dans l'une ou l'autre langue, s'il n'y a qu'un seul journal ou s'il n'y existe pas de journal, la publication dans les deux langues) se fera dans la *Gazette Officielle* et dans le journal d'un district voisin.

Ces avis seront continués, dans chaque cas, pendant une période d'au moins un mois durant l'intervalle de te.nps écoulé entre la clôture de la session récéder :e la prise en considération de la pétition.

54.- Avant d'adresser à la chambre aucune pétition mandant la permission de présenter un bil[privé pour la construction d'un pont de péage, les personnes se proposant de faire cette pétition, devront, en donnant avis prescrit par la règle précédente, et de la même manière donner aussi avis des péages qu'elles se proposent d'exiger, de l'étendue du privilège de la hauteur des arches, de l espace entre les culées ou piliers pour le passage des radeaux et navires, et mentionner aussi si elles nt l'intention de construire un pont-tournant ou no les dimensions de ce pont-tournant.

60.- Les dépenses et les frais occasionnés par des bills privés conférant quelque privilège exclusif, ou pour tout autre objet de profit ou pour l'avantage d'un particulier, d'une corporation ou d'individus, ou pour amender ou étendre des actes antérieurs, de manière à conférer des pouvoirs additionnels, ne doivent pas retomber sur le public ; conséquemment le parties qui désirent obtenir ces bills sont obligées payer au bureau des bills privés la somme de deux ents piastres, immédiatement après leur première lecture. Tous ces bills doivent être rédigés dans les angues anglaise et française, par ceux qui les demandent, et imprimés par l'entrepreneur de l'impression des bills de la Chambre, et 250 exemplaires en français et 100 en anglais de ces bills doivent être déposés au bureau des bills privés, et s'il y a des amendements, lors de la seconde lecture, qui nécessitent une réimpression du bill, ceux qui en demandent la passation devront déposer au bureau des bills privés 250 exemplaires en français, et 100 en anglais, du bill tel qu'amendé ; et de plus, aucun de ces bills ne doit être soumis au comité des Bills Privés avant la production d'un certificat d'un des officiers en loi constatant que le projet de loi a été examiné et jugé conforme aux lois générales et aux règlements de cette Chambre, ni être lu pour la troisième fois avant que le greffier n'ait reçu un certificat de l'imprimeur du Roi, déclarant qu'il lui a été fait remise du coût de l'impression de 250 exemplaires de la version anglaise de l'acte, et de 500 de la version française, pour le gouvernement

Le promoteur doit aussi payer au comptable de la Chambre une somme de $200, etau sus le coût de l'impression du bill dans le volume des statuts, de déposer le reçu de ces paiements entre les mains du greffier du comité, auquel le bill est renvoyé.

Si un exemplaire du bill n a pas été déposé entre se mains du greffier au moins huit jours avant l'ouverture de la session, et si la pétition n'est pas présentée dans les premiers huit jours de la session, la omme à être payée au comptable sera de cinq cents piastres, s'il s agit d'une compagnie de chemin de er, de tramway, de télégraphe, de téléphone, d'éclairage, d'octroyer une charte à une cité ou à

county, town, or of local offices ; the regulation or any common the resurvey of any township, line or concession, or otherwise for granting to the individual or individuals any exclusive or peculiary rights or privileges whatever, or for doing any matter or thing which in its operation would affect the rights or property of other parties, or relate to any particular class of the community or for making any amendment of a like nature to any former act,—shall require a notice, clearly and distinctly specifying the nature and object of the application, to be published as follows, viz :

A notice inserted in the *Official Gazette*, in the english and french languages, and in one news paper in the english, and one newspaper in the french language in the district affected, or in both languages, if there but one paper ; or if there be no paper published therein, then (in both languages) in the *Official Gazette* and in a paper published in an adjoining district.

Such notices shall be continued in each case for a period of at least one month, during the interval of time between the close of the next preceding session and the consideration of the petition.

54.—Before any petition praying for lea bring in a private bill for the erection of a toll bridge is presented to the house, the person or persons intending to petition for such bill shall up giving the notice prescribed by the preceding rule, also at the same time, and in the same manner, give notice of the rates which they intend to ask, the extent of the privilege, the height of the arches, the interval between the abutments or piers for the passage of rafts and vessels and mentioning also whether they intend to erected drawbridge or not and the dimensions for the same.

60.—The expenses and costs attending private bills giving an exclusive privilege or for any other object of profit, or private, corporate, or individua advantage, or for amending extending or enlarging any former acts, in such manner as to confer additional powers, ought not to fall on the public, accordingly, the parties seek g to obtain any such bill shall be required to pay into the private bill office he sum of two hundred dollars, immediately after the first reading thereof. All such bills shall be prepared in the english and french languages. by the parties applying for the same, and printed by the contractor for printing the bills o the house, and two hundred and fifty copies thereof in french, and one hundred in english, shall be filed at the private bill office, and if any amendments be made at the second reading, which shall require the reprinting of the bill, the parties seeking to obtain the passing of the bill shall file the private bill office two hundred and fifty additional copies in french, and one hundred copies in the english language, of the bill as amended : and moreover, no such bill shall be submitted to the committee on standing orders and private bill before the production of a certificate from one of the law officers that such bill has been examined and been found to be in conformity with the general laws and the rules of this House, nor shall it be read a third time until a certificate from the King's printer shall have been filed with the clerk, that the cost of printing two hundred and fifty of the act in english and five hundred copies in french, for the government, has been paid him.

The applicant shall also pay to the accountant of the House a sum of $200, and further more the cost of printing the bill for the Statutes, and shall lodge the receipt for the same with the Clrk of the Committee, to which such bill is referred.

If a copy of the Bill have not been deposted in the hands of the clerk at least eight days before the opening of the session, and if the petition have not been presented within the first eight days of the session, the amount to be paid to the accountant shall be five hundred dollars, if it relates to a railway, tramway, telegraph, telephone or lighting company, to incorporate a city or joint stock com-

ane compagnie à fonds social, ou d amender telle charte, et de trois cents piastres dans les autres cas

2.—L'honoraire payable lors de sa seconde lecture d'un bill privé, n'est payé qu'à celle des chambres où il a été présenté, mais les frais d'impression doivent être payés dans chaque chambre.

R. CAMPBELL,
3569 G. C. L.

ASSEMBLEE LEGISLATIVE.

Bill privés

51. Toute demande de bills privés dont la matière tombe dans les attributions de la Législature de Québec, conformément à l'esprit de l'Acte de l'Amérique Britannique du Nord, 1867, soit pour la construction d un pont, d'un chemin de fer, d un ramway, d'un chemin à barrières, ou d'une ligne télégraphique ou téléphonique, soit pour la construction ou l'amélioration d'un hâvre, canal, écluse, digue, glissoire, ou autres travaux semblables ; soit pour la concession d'un droit de passage d une rive à l'autre, soit pour l'incorporation d'une compagnie à fonds social d'un commerce ou d'un métier particulier, soit pour l'incorporation d'une cité, ville village, ou autre municipalité, soit pour le prélèvement d'une cotisation locale, soit pour la division d'une municipalité ou d'un comté, pour des fins autres que celle de la représentation dans la Législature, soit pour le changement de chef-lieu, ou e déplacement des bureaux publics d'un comté, soit pour le réarpentage d'un canton, ou d'une délimitation ou concession de canton, soit pour concéder un ou plusieurs individus des droits ou privileges exclusifs ou particuliers, pour les autoriser à faire quoi que ce soit pouvant affecter les droits ou la propriété d autres personnes, ou pouvant concerner une classe particulière de la société, ou pour faire un amendement de même nature à une loi déjà en vigueur, doit être précédée d'un avis établissant clairement et distinctement la nature et l'objet de la demande

. Cet avis doit, sauf dans le cas de corporations instantanées, être signé de la part de ceux qui font la demande, et doit être publié dans la *Gazette Officielle de Québec*, en anglais et en français, ainsi que dans un journa français et dans un journal anglais du district que le bill concerne ; et s'il n'y a ni journal français ni journa anglais dans ce district, alors l'avis doit être publié dans un journal français ou dans un journal anglais d'un district voisin.

3. Dans chacun de ces cas, cet avis doit être republiés sans interruption, pendant au moins un mois, ans l'intervalle, entre la clôture de la session récédente et la prise en considération, de la péti tion ;et des exemplaires des journaux contenant la première et la dernière insertion de l'avis doivent être envoyés au greffier par ceux qui l'ont publié, afin d'être déposés au bureau du comité des Ordres permanents.

52 Lorsqu'il s'agit d'un bill autorisant la construction d'un pont de péage, la partie ou les parties qui se proposent d'en faire la demande doivent, dans l'avis prescrit par la règle précédente, indiquer les taux de péage qu'elles ont l'intention d'exiger, l'étendue du privilège qu'elle réclament, la hauteur des arches du pont, l'espace entre les piles et es culées pour le passage des navires ou des trains de bois ; et, de plus, si leur intention est de construire un pont-lévis, elles doivent le spécifier et faire connaître en même temps les dimensions du pont-lévis.

57. Quand il est présenté un bill pour confirmer des lettres patentes ou une convention, copie certifiée de cette convention ces lettres patentes doit y être annexée.

"2. Les bills pour constitution de cités ou de villes, ou de compagnies à fonds social, ou de compagnies de chemins de fer [ou de compagnies d'assurance], ne doivent contenir, en sus de clauses spéciales et de rigueur, que les dispositions dérogatoires aux Statuts refondus concernant les corpora-

pany, or to amend such of incorporation, and of three hundred dollars in all other cases.

2.—The fee payable on the second reading of anyprivate bill is paid only in the house in which such bill originates, but the costs of printing the same a paid in each house.

R. CAMPBELL,
3570 C. L. C.

LEGISLATIVE ASSEMBLY

Private Bills

51. All application for Private Bills, properly the subject of legislation by the Legislature of Quebec within the perview of "The British North America Act 1867," whether for the erection of Bridge ; the making of a Railway, Tramway, Turnpike Road, Telegraph or Telephone Line ; the construction of improvement of a Harbor, Canal, Lock, Dam, Slide, or other like work ; the granting of a right of Ferry ; the incorporation of any particular Trade or Calling, or of any Joint Stock Company ; the incorporation of a City, Town, Village or other Municipality ; the levying of any local Assessment : the division of any Municipality or any County for purposes other than that of the representation in the Legislature ; he removal the site of a County Town or of any local Offices, the re-survey of any Township, or of any Township Line or Concession ; or for granting to any individual or individuals any exclusive or peculiar Rights or Privileges whatever, or for doing any matter or thin which in its operation would affect the rights or property of other parties, or which relate to ang particular class of the community ; or for makiny any Amendment of a like nature to any existing Act,—shall require a Notice clearly and distinctly specifying the nature and object of the application

2 Such Notice, except in the case of existing Corporation, shall be signed on behalf of the Applicants, and shall be published in the *Quebec Official Gazette*, in the english and french languages, and in one newspaper in the english, and in one newspaper in the french language, in the district affected ; and in default of either of such newspaper in such district, then in a similar newspaper published in an adjoining district.

3. Such notice shall be continued, in each case, for a period of at least one month during the interval of time between the close of the next preceding Session and the consideration of the petition and copies of the newspaper containing the first and last insertion of such notice, shall be sent by the parties who inserted such Notice to the Clerk of the House, to be filed in the office of the Commi on Standing Orders.

52. In the case of an intended application for Private Bill for the erection of a Toll-bridge, the person or persons intending to petition for such Bill, shall, in the notice prescribed by the preceding Rule, specify the Rates which they intend to ask, the extent of the privilege, the height of the arches, the interval between the abutments or piers for the passage of rafts and vessels, and also whether it is intended to erect a drawbridge or not, and the dimensions of the same

57. When any Bill for confirming any Letters Patent or Agreement is introduced, a certified copy of such Letters Patent or Agreement must be attached to it.

"2. Bills for the incorporating of Cities or Towns or of Joint Stock Companies, or of Railway Companies, [or of Insurance Companies], shall contain, in addition to the special and absolutely necessary clauses, only such provisions as may derogate from the provisions of the Revised Statutes respecting

ions de villes, [ou à *la loi des cités et villes*, 1903], ou à *la loi des clauses générales des compagnies à fonds social*, ou aux dispositions des Statuts refondus concernant les chemins de fer [ou à la loi des assurances de Québec], suivant la circonstance; mais ils doivent mentionner, dans chaque cas particulier, la clause du statut général à laquelle on veut déroger, et la remplacer par une clause nouvelle. La pétition devra alléguer les raisons particulières pour motiver l'introduction de ces changements

3. Tous les bills autorisant la construction de chemins de fer, chemins à barrières, lignes de télégraphe ou de téléphone, devront mentionner les terminus, ainsi que l'indication de la route à suivre ; les bills relatifs à la constitution en corporation des compagnies de pouvoir électrique ou hydraulique devront spécifier clairement les privilèges spéciaux à elles conférés, ainsi que les noms des localités où elles veulent opérer.

Les plans des routes de ces chemins de fer, chemins à barrière, lignes de télégraphe ou de téléphone, et la situation des ateliers des compagnies de pouvoir électrique et hydraulique devront être produits devant le comité auxquels ces bills seront soumis, et ce comité ne pourra procéder avant leur production.

4. Les bills pour amender des statuts en vigueur doivent contenir les clauses nouvelles que l'on veut substituer aux anciennes, et les amendements doivent être énoncés entre crochets.

5. Tout bill à l'effet d'autoriser l'admission à l'exercice de la profession d'avocat, de notaire, de médecin, d'arpenteur, d'architecte, d'ingénieur civil, de chimiste ou de dentiste doit contenir, au préalable, une déclaration portant que ce bill a été approuvé par le bureau ou conseil de la profession dans laquelle le requérant désire entrer. Et le comité des bills privés ne devra procéder à l'examen tel bill qu'après production d'une copie authentique de l'approbation de l'autorité compétente.

Une copie certifiée de la résolution du bureau ou conseil d'administration, approuvant tel bill, devra être adressée au greffier, en même temps que la copie du bill pour être soumise au comité des bills privés.

" 5*a*. Les exemplaires des bills privés, déposés entre les mains du greffier, seront transmis sans délai au bureau des officiers spéciaux en loi pour examen ; et aucun tel bill ne pourra être considéré par le comité des bills privés avant la production d'un rapport d'un de ces officiers constatant que le projet a été trouvé conforme aux Règles de la Chambre indiquant en quoi il déroge aux lois générales.

6. Les auteurs d'un bill qui ne l'auront pas redigé conformément à la présente règle devront le recommencer et le faire imprimer de nouveau, à leurs frais.

58. Toute personne qui demande à présenter un bill privé lui conférant un privilège ou profit exclusif, un avantage personnel ou collectif, ou demandant quelqu'amendement à un statut en vigueur, doit déposer entre les mains du greffier, quinze jours avant l'ouverture de la session, un exemplaire de ce bill en français ou en anglais, et remettre en même temps au comptable de la chambre une somme suffisante pour payer l'impression de cinq cents exemplaires en français et de trois cent cinquante exemplaires en anglais, de plus $2 par page d'impression pour la traduction et cinquante centins par page pour la correction et la revision des épreuves. La traduction doit être faite par les officiers de la Chambre, et l'impression par l'entrepreneur des impressions.

"2. Le pétitionnaire doit aussi payer au comptable de la Chambre une somme de deux cents piastres, outre le prix d'impression du bill dans le volume des Statuts, et déposer le reçu de ces paiements entre les mains du greffier du comité auquel le bill est renvoyé.

Ces paiements doivent être faits immédiatement après la deuxième lecture du bill et avant que le comité le prenne en considération.

Town Corporations, [or from the "Cities and Towns' Act, 1903,"] or from the "Joint Stock Companies' General Clauses Act," or from the provisions of the Revised Statutes respecting Railways [or the Quebec Insurance Act], as the case may be but shall specify in each special instance the Clause of the General Act which is sought to be departed from and shall replace the same by a new Clause Special grounds shall be set forth in the Petition for the introduction of such provisions.

3. All Bills authorizing the building of any railway turnpike road, telegraph or telephone lines, shall mention the terminal points, with a general indication of the route to be taken, and those incorporating Electric and Water Power Companies, shall clearly specify the particular privilege conferred, with the names of the places in which they are to be exercised

Plans showing the routes of such Railways turnpike roads, Telegraph or Telephone lines, and the positions of the works of any Companies shall be produced before the Committee to which such Bills are referred, and until so produced, the said Committe shall not proceed thereon.

4. Bills for amending existing Acts shall be framed so as to replace Clauses sought to be amended by new Clauses, indicating the Amendments between brackets.

5. Every Bill to authorize admission to the practice of the profession of advocate, notary, physician, surveyor, architect, civil engineer, chemist or dentist shall contain a statement in the preamble that such Bill has been approuved by the Board or Council of the profession which the petitioner desire to enter. And the Private Bills Committee shall not proceed with any such Bill until an authentic copy of the formal resolution of the Board or Council, approving of such application be produced before the Committee.

A certified copy of the resolution of the board or council of management, approving such bill, shall be sent to the clerk at the same time that the copy of the bill in order that it may be submitted to the Private Bills Committee.

" 5*a*. All copies of Private Bills deposited to the hands of the Clerk, shall be sent without delay to the Special Law Officers for examination, and no such Bill shall be submitted to the Committee on Private Bills before the production of a report from one of such officers certifying that such Bill has been found to be in conformity with the rules of this House, and indicating in what manner it derogates from the general laws.

6. Bills which are not framed in accordance with this Rule shall be re-cast by the promoters and reprinted at their expenses.

58. Any person seeking to obtain any Private Bill, giving any exclusive privilege or profit, of corporate advantage, or for any amendment of by existing Act, shall deposit with the Clerk of the House, fifteen days before the opening of the Session a copy of such Bill in the English or French language, and shall, at the same time, deposit with the Accountant of the House a sum sufficient to pay for printing 350 copies in English and 500 copies in French, and also $2.00 per page of printed matter for the translation and fifty cents per page for correcting and revising the printing. The translation shall be made by the officers of the House and the printing shall be done by the Contractor.

"2. The applicant shall also pay to the accountant of the House a sum of two hundred dollars and furthermore the cost of printing the Bill for the Statutes, and shall lodge the receipt for the same with the Clerk of the Committee to which such Bill is referred.

Such payments shall be made immediately after the second reading and before the consideration the Bill by such Committee.

" 3. Si un exemplaire du bil n a pas été déposé entre les mains du greffier, au moins quinze jours vant l'ouverture de la session, et si la pétition n'est pas présentée dans les premiers cinq jours de la session, la somme à être payée au comptable sera de cinq cents piastres, s'il s'agit d'une compagnie de chemin de fer, de tramway, de télégraphe, de téléphone ou d'éclairage, ou d'octroyer une charte à une compagnie à fonds social ou d'amender telle harte, ou d'amender une charte de cité ou de ville, et de trois cents piastres dans les autres cas.

" 3a. Si un exemplaire du bill n'a pas été déposé entre les mains du greffier, au moins trois semaines avant l'ouverture de la session, lorsqu'il s'agit d'octroyer ou de refondre une charte de cité ou de ville, le bill ne sera pas examiné par les officiers spéciaux en loi, ni imprimé et ne pourra être considéré par la Chambre ou aucun de ses comités."

L. P. GEOFFRION,
3571-2 Greffier de l'Assemblée Législative.

" 3. If a copy the Bill have not been deposited in the hands of the Clerk, at least fifteen day before the opening of the session, and if the petition have not been presented within the first five days of the session, the amount to be paid to the accountant shall be five hundred dollars, if it relate to a railway, tramway, telegraph, telephone or lighting company, or if it incorporate a joint stock company or amend such act of incorporation or to amend the charter of a city or town, and of three hundred dollars in all other cases.

" 3a. If a copy of the Bill have not been deposited in the hands of the Clerk, at least three weeks before the opening of the session, if it relate to the incorporation of any city or town or to the consolidation of any such act or incorporation, such Bill shall not be examined by the Special Law Officers or printed nor shall it be taken into consideration by the House or any of its Committees. '

L. P. GEOFFRION,
3572 Clerk of the Legislative Assembly

Demandes à la Législature

Avis public est donné par les présentes, par la corporation de la ville de Magog, qu'elle demandera à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, d'amender sa charte de manière à lui permettre de diviser la ville en quartiers, de faire élire le maire par le peuple, d'employer le vote au scrutin secret pour les élections municipales, de changer la date et le mode des dites élections, d'être régie par la loi des cités et villes, contenue dans les statuts refondus de 1909, pour les matières non prévues par sa charte, d'emprunter une certaine somme d'argent pour compléter le paiement de ou améliorer ses usines électriques, sur simple résolution du conseil, etc.

ALF. TOURIGNY,
Procureur de la corporation
de la ville de Magog.
Magog, P. Q., 20 septembre 1912. 3851-4

Avis public est par le présent denné que Henri Timmis, directeur gérant, Ross H. McMaster, gérant, Robert H. Barron, notaire public, tous des cité et district de Montréal, et Charles W. Taylor, solliciteur de brevets, et Andrew Ross McMaster, conseil en loi du Roi, tous deux de la cité de Westmount, dans la province de Québec, s'adresseront à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir une loi spéciale les constituant, et toutes telles personnes qui pourront devenir actionnaires dans la compagnie, en une corporation de chemin de fer sous le nom de "The Huntingdon & Hemmingford Railway Company", avec pouvoir de construire et mettre en opération un chemin de fer de largeur normale d'un point à ou près du village de Huntingdon, dans le comté de Huntingdon, dans la province de Québec, à un point à ou près du village de Hemmingford, dans les dits comté et province, traversant dans son cours par la route la plus pratique les parties des comtés de Huntingdon et Châteauguay situées entre les deux villages, et pour d'autres fins.

Daté à Montréal, ce 24e jour de septembre mil neuf cent douze (1912).

CAMPBELL, McMASTER & PAPINEAU,
3901.3 Procureurs des requérants.

ASSOCIATION SAINT-JEAN-BAPTISTE DE MONTREAL.

Avis est par les présentes donné que l'Association Saint-Jean-Baptiste de Montréal, corps politique et incorporé par acte de la législature, ayant son principal siège d'affaires en les cité et district de Montréal, s'adressera à la prochaine session de la

Applications to the Legislature

Public notice is hereby given by the corporation of the town of Magog, that they will apply to the Legislature of the province of Quebec, at its next session, to have their charter amended in order to be permited to divide the town into wards, to have the mayor elected by the people, to use the secret ballot in municipal election, to change the date and the mode of said elections, to be governed by the law of the cities and towns contained in the revised statutes of the province of Quebec of 1909, for all matters not provided for in their charter, to borrow a certain sum of money on resolution of the council to complete the payment of or improve their electric plant, &c.

ALF. TOURIGNY,
Attorney for the corporation
of the town of Magog.
Magog, Que., 20th September, 1912 3852

Public notice is hereby given that, at the next session of the Legislature of the province of Quebec, Henry Timmis, managing director, Ross H. McMaster, manager, Robert H. Barron, notary public, all of the city and district of Montreal, and Charles W. Taylor, patent attorney, and Andrew Ross McMaster, King's counsel, both of the city of Westmount, in the province of Quebec, will petition for a special act creating them and such other persons as may become shareholders in the company, a railway corporation under the name of "The Huntingdon & Hemmingford Railway Company", with powers to construct and operate a railway of standard gauge from a point at or near the village of Huntingdon, in the county of Huntingdon, in the province of Quebec, to a point at or near the village of Hemmingford, in the same county and province, traversing in its course by the best practicable route such parts of the counties of Huntingdon and Chateaugeay as may lie between the two villages, and for other purposes.

Dated at Montreal, this 24th day of September, one thousand nine hundred and twelve (1912).

CAMPBELL, McMASTER & PAPINEAU,
3902 Attorneys for applicants.

ASSOCIATION SAINT-JEAN-BAPTISTE OF MONTREAL.

Notice is hereby given that "L'Association Saint-Jean-Baptiste de Montréal', a body politic and duly incorporated by act of the Legislature having its principal place of business in the city and district of Montreal, will apply at the next session of the

législature de Québec, pour demander la refonte de la loi 51-52 Victoria ch. 65, incorporant la dite association, et des amendements à la dite loi contenus dans les statuts 55-56 Victoria, ch. 85, 62 Victoria, ch. 93, 3 Edouard VII, ch. 121, et 6 Edouard VII, ch. 93, et pour demander tous pouvoirs additionnels et plus amples, pour lui permettre d'atteindre plus effectivement les fins de son incorporation.

Par ordre,
G. A. MARSAN,
Secrétaire général.

Montréal 20 septembre 1912. 3921-4

Avis est par les présentes donné, qu'une demande sera faite à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir un acte afin d'incorporer la Compagnie d'Assurance contre le feu "Laurentide" avec bureau principal en la cité de Hull, avec pouvoir de faire des contrats d'assurance et de ré-assurance contre le feu, les bris de glace et des chaudières à vapeur et les accidents ou évènements de la nature ainsi que pour garantir la fidélité de personnes occupant des charges ou emplois de confiance et de faire exécuter toutes autres choses se rapportant à ses opérations et de nature à les faciliter et pour autres fins.

DEVLIN & STE MARIE,
Procureurs de la requérante.

Hull, 26 septembre 1912. 3961.3

Avis public est par le présent donné que la Communauté des Soeurs de la Charité de l'Hôpital Général de Montréal (communément appelée "Soeurs Grises"), corps politique et incorporé ayant son principal établissement en la cité et le district de Montréal, s'adressera à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour demander qu'une loi soit passée à l'effet d'autoriser la dite Communauté à vendre en bloc ou par lots séparés, ensemble ou en différents temps, l'immeuble suivant, savoir :

Tout le terrain compris dans les limites suivantes :

Borné en front vers le nord-est par la rue Cathédrale, en arrière vers le sud-ouest par les lots 725 et 726 du cadastre du quartier Saint Antoine ; d'un côté vers le nord-ouest par la rue Saint-Antoine, et de l'autre côté vers le sud-est par la rue Saint-Jacques, et contenant cinquante-neuf mille quatre cent soixante et onze pieds (59,471 pieds) en superficie, mesure anglaise ;

Ce terrain composé des lots suivants :

Tout le lot No. 729, du cadastre du quartier Saint-Antoine ; le lot No 727, du dit cadastre, moins la partie nord-ouest du dit lot No 727, exproprié par la cité de Montréal, pour l'élargissement de la rue Saint-Antoine ; le lot No 728, du dit cadastre, moins la partie nord-ouest du dit lot No 728, expropriée par la cité de Montréal, pour l'élargissement de la rue Saint-Antoine ; à consentir un titre valable aux acquéreurs, à donner quittance pour le prix. La dite communauté demandera en outre à être autorisée à établir l'Asile Saint-Joseph, et poursuivre et continuer l'oeuvre du dit asile ailleurs que dans les limites de la cité de Montréal, et, dans ce but, à construire le dit asile et tous autres édifices nécessaires pour les fins de la dite oeuvre dans tous endroits que la communauté pourra choisir soit dans les limites de la cité de Montréal, soit en dehors de ces limites, pourvu que ce soit dans un endroit situé dans l'Ile de Montréal, de faire toutes les acquisitions de terrains qu'elle jugera utile et nécessaire à ces fins ou, si elle le préfère, de se servir de terrains appartenant actuellement à la dite communauté.

KAVANAGH, LAJOIE & LACOSTE,
Procureurs de la requérante.

Montréal, 25 septembre 1912. 3943

Legislature of Quebec, that its act of incorporation 51-52 Victoria, ch. 65, be consolidated, and also the amendements to said law 55-56 Victoria, ch. 85, 62 Victoria, ch. 93, 3 Edward VII, ch. 121, and 6 Edward VII, ch. 93, and for additional and wider powers to carry out more effectively the objects of its incorporation.

By order,
G. A. MARSAN,
General secretary.

Montreal, 20th September, 1912. 3922

Public notice is hereby given that application will be made to the Legislature of the province of Quebec, at its next session, to obtain an act to incorporate "La Comp gnie d'Assurance contre le feu "Laurentide", with its chief office in the city of Hull, with power to make insurance contracts and reinsurance against fire, breakage of glass and of steam boilers, and accidents or events of any kind, and to have any other thing done relating to these operations and of a nature to facilitates them, and for other purposes, as also to guarantee the fidelity of persons occupying offices or positions of trust, and for other purposes.

DEVLIN & STE. MARIE,
Attorneys for petitioners

Hull, 26th Semptember, 1912. 3962

Public notice is hereby given that the Community of the Sisters of Charity of the Montreal General Hospital (commonly called "Grey Nuns"), a body politic and corporate having its principal establishment in the city and district of Montreal, will apply to the Legislature of the province of Quebec, at its next session, for an act to be passed to authorize the said Community to sell in block or in separate lots, at the same or different times, the following immoveable, to wit :

The whole of the land comprised with the following limits :

Bounded in front on the north east by Cathedral street, in the rear on the south west by the lots 725 and 726 of the cadastre of Saint Anthony ward, on one side to the north west by Saint Anthony street, and on the other side to the south east by Saint James street—and containing fifty nine thousand four hundred and seventy one feet in superficies, english measure ;

The said land being composed of the following lots :

The whole of lot No. 729 of the cadastre of Saint Anthony ward, lot No. 727, of the cadastre less the north-west part of the said lot No. 727, expropriated by the city of Montreal for the widening of Saint Anthony street, lot No. 728, of the said cadastre less the north west part of the said lot No. 728 expropriated by the city of Montreal for the widening of Saint Anthony street, to give a valid title to the purchasers and give a discharge for the price. The said Community will apply moreover to be authorized to establish the Saint-Joseph Asylum and pursue and continue the work of the said asylum elsewhere than within the limits of the city of Montreal, and, for such purpose, to construct the said asylum and any other buildings necessary for the purposes of the said work in any locality that the Community may choose either within or outside the limits of the city of Montreal, provided it be in a place situate on the Island of Montreal ; to make any acquisitions of lands it may deem useful and necessary for such purposes or, if so preferred, to make use of the lands presently belonging to the said Community.

KAVANAGH, LAJOIE & LACOSTE,
Attorneys for Petitioner.

Montreal, 25th September, 1912. 3944

Avis est par le présent donné que les commissaires d'écoles de la cité de Westmount, s'adressera à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir une loi amendant la section 8 de 56 Vic., chap. 80, et augmentant les pouvoirs d'emprunter des dits commissaires.

ATWATER, DUCLOS & BOND,
Procureurs des requérants.

Montréal, 24 septembre 1912. 3931-4

Avis est par le présent donné qu'une demande sera faite à la législature de la province de Québec, par les grévé de substitution et curateur nommés par le testament de feu Colin Campbell, pour obtenir le pouvoir de vendre certains immeubles appartenant à la dite succession et placer les produits d'iceux.

FOSTER, MARTIN, MANN,
MACKINNON & HACKETT,
Procureurs des requérants.

Montréal, 26 septembre 1912. 3945-4

Avis est par les présentes donné que Frederick W. Evans, exécuteur testamentaire de feu Walter Drake, en son vivant gentilhomme, de Montréal, demandera à la prochaine session de la législature de Québec, de passer une loi aux fins d'interpréter certaines clauses du testament du dit M. Walter Drake, de définir ses pouvoirs, et de ratifier deux ventes faites entre lui, en sa qualité d'exécuteur estamentaire du dit Walter Drake et Raoul A. Girard, par actes passés à Montréal, le 24 avril 1912, devant Napoléon Théoret, N. P.

3947-4 FRED. W. EVANS.

Avis est par le présent donné qu'une demande sera faite à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir une loi incorporant le village de Norway Bay.

Donné au canton de Bristol, le 1er jour d'octobre 1912.

WM. GAMBLE,
Solliciteur des requérants.

3997.3

Avis est par les présentes donné que "The Donnacona Paper Company Limited" s'adressera à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour l'adoption d'une loi confirmant et autorisant l'exercice par la dite compagnie, dans toute la province de Québec, des pouvoirs accordés par les lettres patentes de la province de d'Ontario, incorporant la dite compagnie ; autorisant la dite compagnie à faire affaires dans la province de Québec ; ratifiant et confirmant les acquisitions d'immeubles et droits réels dans la province de Québec, faites par la dite compagnie depuis son incorporation ; accordant à la dite compagnie, le pouvoir de faire des arrangements avec toute personne ou compagnie exploitant ou se disposant à exploiter une affaire pouvant être profitable à la compagnie ; d'acquérir, posséder, louer, aliéner, hypothéquer et en général administrer des immeubles situés dans les limites de la province et autres pouvoirs additionnels ; et pour autres fins.

L. A. CANNON,
Procureur de la requérante.

Quebec, 25 septembre 1912. 3941

Avis public est par le présent donné que le Bureau des Commissaires d'Ecoles catholiques romains de la cité de Québec, s'adressera à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour faire augmenter ses pouvoirs d'emprunt ; pourvoir à la nomination d'un représentant de Limoilou, dans le dit bureau, et pour d'autres fins.

ANTOINE C. TASCHEREAU,
Sec.-trés. C. S. C. R., de Québec.

Québec, 26 septembre 1912. 3935

Notice is hereby given that the school commissioners of the city of Westmount, will make application to the Legislature of the province of Quebec, at its next session, for an act amending section 8 of 56 Vic., cap. 80, and increasing the borrowing powers of the said commissioners.

ATWATER, DUCLOS & BOND,
Attorneys for applicants.

Montreal, 24th September, 1912. 3932

Notice is hereby given that application will be made to the Legislature of the province of Quebec, by the institute and curator to the substitution created by the will of the late Colin Campbell, for authority to sell certain immoveable properties belonging to said estate and to invest the proceeds thereof.

FOSTER, MARTIN, MANN,
MACKINNON & HACKETT,
Attorneys for applicants.

Montreal, 26th September, 1912. 3946

Notice is hereby given that Frederick W. Evans, testamentary executor of the late Walter Drake, in his lifetime, gentleman, of the city of Montreal, will apply at the next session of the Legislature of Quebec, for an act to interpret certain clauses of the will of said Walter Drake, to define is powers and to ratify two sales, made between said Frederick W. Evans, in his quality of testamentary executor of said Walter Drake and Raoul Girard, by two deeds passed at Montreal, on the 24th of April, 1912, before Napoléon Theoret, notary.

3948 FRED. W. EVANS.

Notice is hereby given that application will be made at the approaching session of the Legislature of the province of Quebec, for the passing of an act incorporating the village of Norway Bay.

Given at the township of Bristol, the 1st day of October, 1912.

WM. GAMBLE,
Solicitor for applicants.

3998

Public notice is hereby given that "The Donnacona Paper Company Limited" will apply to the Legislature of the province of Quebec, at its next session, for the passing of an act confirming and authorizing the exercise by the said company, throughout the province of Quebec, of the powers granted by the letters patent of the province of Ontario incorporating the said company ; authorizing the said company to carry on business in the province of Quebec ; ratifying and confirming the acquisition of real estate and real rights in the province of Quebec, made by the said company since its incorporation ; granting to the said company the power to make arrangements with any person or company operating or about to operate any business that may be profitable to the company ; to acquire, hold, lease, alienate, hypothecate and generally manage immoveable property within the limits of the province and other additional powers, and other purposes.

L. A. CANNON,
Attorney for Petioner.

Quebec, 25th September, 1912. 3942

Public notice is hereby given that the Roman Catholic Board of School Commissioners of the city of Quebec will apply to the Legislature of the province of Quebec, at its next session, to increase its power to borrow ; to provide for the appointment of a representative of Limoilou, in the said board, and for other purposes.

ANTOINE C. TASCHEREAU,
Sec.-treas. R. C. S. B. of Quebec.

Quebec, 26th September, 1912 3936

Avis public est par le présent donné qu'à la prochaine session de la législature de la province de Québec, la corporation de la ville de Beauharnois présentera un bill aux fins de faire ratifier et confirmer un règlement adopté par le conseil de la dite ville, le 7 août dernier, 1912, portant le No 110, accordant à la compagnie dite "Howard Smith Paper Company, Limited", une exemption de taxes et un bonus, aussi pour faire ratifier et confirmer un acte de conventions intervenu entre la compagnie et la dite corporation, le 28 août 1912, devant L. C. Tassé, notaire ; pour amender l'article 5314 des statuts refondus, en autant que la dite ville est concernée, pourvoyant au remplacement des échevins, dans les cas de vacance, et aussi pour abroger l'article 5373, concernant les personnes à être inscrites sur la liste des électeurs, et pour autres amendements devenus nécessaires à la charte d'incorporation de la dite ville.

L. C. TASSÉ,
Secrétaire trésorier de la ville de Beauharnois.
Beauharnois, 30 septembre 1912. 4005.3

Canada,
Province de Québec,
District de Montréal.

Avis public est par les présentes donné que la corporation du village du Sault-au-Récollet s'adressera à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir une loi amendant sa charte, l'autorisant à faire un emprunt ; ratifiant l'acte d'achat d'un système d'aqueduc et l'acte d'achat de certains terrains acquis pour des fins municipales et autres fins.

PELLETIER & BEAULIEU,
Procureurs de la requérante.
Montréal, 27 septembre 1912. 3963.3

Avis est par les présentes donné qu'une demande sera faite à la législature de Québec à sa prochaine session, pour obtenir une loi incorporant en corporation de ville pour toutes fins municipales et scolaires le territoire faisant partie actuellement de la municipalité de Saint-Joachim de Châteauguay et comprenant les numéros 1, 2, 3, 4, 5, 6 7, 8, 9, 10, 11 12, 13, 14, 15, 16, 17, 18, 19, 20, 21, 22, 23, 24, 25, 26, 27, 28, 29, 30, 31, 32, 33, 34, 35, 36, 37, 38, 39, 40, 41, 42, 43, 44 45, 46, 47, 48, 49, 50, 51, 52, 53 54, 55, 56, 57,—252, 253, 254, 255, 256, 257, 258, 259, 260, 261, 262, 263, 264, 265, 266, 267, 268, 269, 270, 271, 272 273, 274, 275, 276, 277, 278, 279, 280, 281, 282, 283, 284, 285, 286, 287, 288, 289, 290, 291, 292, 293, 294, 295, 296, 378, des plan et livre de renvoi officiels du cadastre de Saint-Joachim de Châteauguay, y compris les subdivisions des dits lots originaires qui peuvent exister, sous le nom de Ville de Châteauguay, et placer la dite ville sous les dispositions de la loi des cités et villes avec quelques modifications ou dispositions spéciales au sujet du temps et du mode de l'élection du maire et des échevins, de la votation, de la taxation, qualification des électeurs et des échevins et autres dispositions ou clauses qui pourront être suggérées.

LAMOTHE & TESSIER,
Avocats des requérants.
Montréal, 30 septembre 1912. 3993.3

Avis est par le présent donné que "The Hebrew Free Loan Association of Montreal" s'adressera à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir une loi l'incorporant comme une association de prêt gratuit, avec pouvoir de prêter des argents, exempts d'intérêts et charges aux personnes pauvres et indigentes, aider les personnes dans la détresse temporaire, et leur donner l'aide afin de les prévenir de tomber dans la pauvreté, avec pouvoir de détenir et posséder des immeubles, et pour autres fins.

JACOBS, HALL & COUTURE,
Procureurs de la requérante.
Montréal, 25 septembre 1912. 3933-4

Notice is hereby given that at the next session of the Legislature of the province of Quebec, the corporation of the village of Beauharnois will present a bill to ratify and confirm a by-law adopted by the council of the said village, on the 7th August last, 1912, bearing the No. 110, granting to the "Howard Smith Paper Company Limited", an exemption from taxes and a bonus, and also to ratify and confirm a deed of agreement made between the company and the said corporation, on the 28th August, 1912, before L. C. Tassé, notary ; to amend article 5314 of the revised statuts in so far as the said town is concerned, providing for the replacement of the aldermen during vocation time, and also to repeal article 5373 respecting the persons to be inscribed on the electors' list, and for other amendments become necessary to the charter of incorporation of the said town.

L. C. TASSÉ,
Secretary-treasurer of the town of Beauharnois.
Beauharnois, 30th September, 1912. 4006

Canada,
Province of Quebec,
District of Montreal.

Public notice is hereby given that the corporation of the village of Sault-au-Récollet will apply to the Legislature of the province of Quebec, at its next session, in order to obtain a law amending its charter for the purpose of authorizing said corporation to negociate a loan, and of retifying the deed of acquisition of a system of water works, also the deed of acquisition of certain lots of land acquired for municipal purposes and for all other purposes.

PELLETIER & BEAULIEU,
Attorneys for petitioner.
Montreal, 27th September, 1912. 3964

Notice is hereby given that an application will be made to the Legislature of the province of Quebec, at its next session, for the passing of a law incorporating in town for municipal and school purposes, the territory actually being a part of the municipality of Saint-Joachim de Chateauguay, comprising lots numbers 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9, 10, 11, 12, 13, 14, 15, 16, 17, 18, 19, 20, 21, 22, 23, 24, 25, 26, 27, 28, 29, 30, 31, 32, 33, 34, 35, 36, 37, 38, 39, 40, 41, 42, 43, 44, 45, 46, 47, 48, 49, 50, 51, 52, 53, 54, 55, 56, 57,—252, 253, 254, 255, 256, 257, 258, 259, 260, 261, 262, 263, 264, 265, 266, 267, 268, 269, 270, 271, 272, 273, 274, 275, 276, 277, 278, 279, 280, 281, 282, 283, 284, 285, 286, 287, 288, 289, 290, 291, 292, 293, 294, 295, 296, 378, of the official cadastral plan and book of reference of Saint Joachim de Chateauguay, including all the subdivisions of the said original lots which may exist, under the name of the town of Chateauguay, and to place the said town under the dispositions of the law of cities and towns with some special modifications relating to the time and mode of the election of the mayor and aldermen, of the votation, of the taxation, qualification of electors, aldermen and other dispositions or clauses which may be suggested.

LAMOTHE & TESSIER,
Attorneys for petitioners.
Montreal, 30th September, 1912. 3994

Public notice is hereby given that the Hebrew Free Loan Association of Montreal will apply to the Legislature of the province of Quebec, at its next ensuing session, for an act to incorporate it as Free Loan Association, with authority to lend monies, free of interest and charge to poor and indigent persons, to relieve people in temporary distress, and to render them such aid as to prevent them from sinking into pauperism, with power to hold and possess immoveable property, and for other objects.

JACOBS, HALL & COUTURE,
Attorneys for applicants.
Montreal, 25th September, 1912. 3934

Avis public est par le présent donné que William A. Desbarats, de la cité de Montréal, imprimeur, s'adressera à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir une loi afin de ratifier un certain acte de vente à lui par Mlle Victoria Eugénie Macdonald et autres, d'une certaine propriété comprenant tous les lots numéros mille soixante et treize B (1073 B), et mille soixante et treize C (1073 C), des plan et livre de renvoi officiels du quartier Saint-Antoine, de la cité de Montréal, et pour toutes autres fins y ayant rapport.

GREENSHIELDS, GREENSHIELDS,
& LANGUEDOC,
Solliciteurs du requérant.

Montréal, 1er octobre 1912. 4059

Avis public est par le présent donné que National Hydro-Electric Company, Limited, corps politique et incorporé, ayant son principal bureau et principale place d'affaires en les cité et district de Montréal, fera application pour une loi à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour les fins suivantes : pour faire confirmer sa charte et lettres-patentes ; pour faire les affaires et opérations d'une compagnie de lumière, chaleur et force électrique et pour posséder, détenir, louer et autrement acquérir des pouvoirs d'eau et les développer ; pour produire, transmettre, distribuer, fournir et vendre l'électricité pour les fins de chauffage, lumière, traction et force électrique et des fins industrielles et autres ; pour bâtir des lignes de transmission, pour émettre des obligations et débentures ; pour faire les affaires et opérations d'une compagnie de lumière, chaleur et force électrique dans les comtés de L'Assomption, Terrebonne, Deux-Montagnes, Laval, Montcalm, Joliette, Berthier, Richelieu, Verchères, Laprairie, Napierville, Saint-Jean, Iberville, Missisquoi, Vaudreuil, Argenteuil, Soulanges, Chambly, Chateauguay, Beauharnois, Labelle et Ottawa et dans l'Ile et dans la cité de Montréal ; pour exproprier les propriétés immobilières ou aucune partie d'icelles et le droit de passage requis pour l'installation de ses lignes de transmission et les propriétés immobilières ou aucune partie d'icelles et les droits riverains requis pour l'établissement de ses usines et dépendances et pour la construction et maintien de tranchées, canaux, écluses, ponts, tuyaux, barrages, digues, canaux de roues hydrauliques et autres travaux se rattachant à l'entreprise de la compagnie.

NATIONAL HYDRO-ELECTRIC
COMPANY, LIMITED.

Montréal, 25 septembre 1912. 4023

Avis est par les présentes donné qu'une demande sera faite à l'Assemblée Législative de la province de Québec, à sa prochaine session, pour l'adoption d'une loi incorporant la Quebec and North Eastern Railway, avec pouvoir de construire et d'opérer une ligne de chemin de fer depuis un point situé à ou près de la frontière ouest de la province de Québec à ou près du Lac Opposatica, dans le district de Pontiac, et continuant dans une direction nord-est jusqu'à ce qu'elle puisse traverser la voie du chemin de fer du Grand Tronc Pacific, dans le district d'Abitibi près du lac Kapitachunn, une distance approximative de 160 milles ; et un embranchement commençant à un point sud-ouest d'où Belle River croise le chemin de fer du Transcontinental ; et de là dans une direction sud-est à travers les districts de Pontiac et d'Ottawa à un point ou près de Monte Laurier ; de là dans une direction sud-est à travers les comtés d'Ottawa, Montcalm, Joliette, Berthier, Maskinongé et Saint-Maurice à la cité de Trois-Rivières ou dans l'alternative à travers les dits comtés aux Grandes Piles, dans le comté de Champlain et de là à travers les comtés de Cham-

Public notice is hereby given that William A. Desbarats, of the city and district of Montreal, printer, will apply to the Legislature of the province of Quebec, at its next session, for an act to ratify a certain deed of sale to him by Miss Victoria Eugénie Macdonald and others, of certain property comprising the whole of lots numbers ten hundred and seventy three-B (1073 B) and ten hundred and seventy three-C (1073 C), on the official plan and book of reference of the Saint Antoine Ward, of the city of Montreal, and for such other purposes as may be accessory thereto.

GREENSHIELDS, GREENSHIELDS,
& LANGUEDOC,
Solicitors for applicant.

Montreal, 1st October, 1912. 4060

Public notice is hereby given that National Hydro-Electric Company, Limited, a body politic and corporate, having its chief office and principal place of business, in the city and district of Montreal, will make application for an act to the Legislature of the province of Quebec, at its next session, for the following objects : To confirm its charter and letters patent ; to carry on the business of an electric light, heat and power company and to own, hold, lease and otherwise acquire water-powers and develop same ; to generate, transmit, distribute, supply and sell electricity for the purposes of electric heating, lighting, traction and motive power, and for industrial and other purposes ; to build transmission lines ; to issue bonds and debentures ; to do the business of an electric light, heat and power company in the counties of L'Assomption, Terrebonne, Deux-Montagnes, Laval, Montcalm, Joliette, Berthier, Richelieu, Verchères, Laprairie, Napierville, Saint-Jean, Iberville, Missisquoi, Vaudreuil, Argenteuil, Soulanges, Chambly, Chateauguay, Beauharnois, Labelle and Ottawa, and in the island and city of Montreal ; to expropriate immoveable properties of any part thereof and the right of way required for the installation of its transmission lines and immoveable properties or any part thereof and riparian rights, for the establishment of its factories and dependencies and for the construction and maintenance of drains, canals, sluices, bridges, pipes, dams, flumes and other works incidental to the enterprise of the company.

NATIONAL HYDRO-ELECTRIC
COMPANY, LIMITED.

Montreal, 25th September, 1912. 4024

Notice is hereby given that an application will be made to the Legislative Assembly, of the province of Quebec, at next session, thereof for an act to incorporate the Quebec and North Eastern Railway, with power to construct and operate a line of railway from a point at or near the western boundary of the province of Quebec at or near Oposatica Lake, in the district of Pontiac, and continuing through the clay belt a north easterly direction till it interests the line of the Grand Trunk Pacific Railway in the district of Abitibi near Lake Kapitachunn an approximate distance of 160 miles ; and a branch line commencing at a point south west of where Belle River intersects the Transcontinental Railway ; thence in a south easterly direction through the districts of Pontiac and Ottawa to a point at or near Monte Laurier ; thence south easterly through the counties of Ottawa, Montcalm, Joliette, Berthier, Maskinongé and Saint Maurice to the city of Three Rivers or in the alternative through the said counties to Grand Piles in the county of Champlain and from thence through the counties of Champlain, Portneuf and Quebec to the city

plain, Portneuf et Québec à la cité de Québec ; et avec pouvoir de construire un embranchement d'un point du Lac Témiscamingue, dans le comté de Pontiac, dans une direction sud à travers le comté de Pontiac, au village de Ville-Marie, et continuant dans une direction nord-est à ou près du Lac des Quinze au Lac Expanse ; avec pouvoir de construire des embranchements ou extensions à divers endroits le long de la route ; et pour communiquer avec tous les chemins de fer déjà construits ou qui peuvent être construits ; avec pouvoir d'opérer le dit chemin de fer par vapeur, électricité ou autrement ; et pour autres pouvoirs ordinairement donnés aux compagnies de chemins de fer.

Daté, ce 27ième jour de septembre A. D. 1912.

GEORGE PARENT,
Procureur, Québec.
Agent pour PRICE, GARVEY & CO.
4021 Procureurs du requérant.

La cité de Montréal donne avis qu'elles s'adressera à la législature provinciale, à sa prochaine session, afin d'obtenir des amendements à sa charte, sur les matières suivantes :

Autonomie municipale ; expropriations, ouverture, prolongement et élargissement de rues ; rédistribution et fusion des quartiers ; autorisation de faire des règlements sur différents sujets ; finance, administration, taxes, permis, licences, pavages permanents ; annexions ; prolongation des délais pour exécution des travaux dans différents quartiers ; listes électorales ; élections ; rôles de contribution et de perception ; ratification du contrat avec la compagnie Canadienne d'Autobus ; construction d'égouts, drains ; emprunts permanents et temporaires ; pouvoirs généraux de la cité ; obligations et responsabilités de personnes ou compagnies dans le cas d'excavations faites dans les rues pour pose de tuyaux ; pouvoirs du conseil ou du bureau des commissaires ; hygiène et salubrité ; remboursement à la cité du coût de l'entretien dans les hôpitaux civiques, de malades venant de municipalités étrangères ; travaux et améliorations publics ; paix et sûreté publiques ; nuisances ; marchés et abattoirs, décence et bonnes moeurs ; aqueduc ; rues, ruelles et voies publiques et droit d'y exercer des privilèges ; établissement de parcs et de boulevards ; droit de s'emparer des rues privées et d'y faire des travaux dans l'intérêt général ; ratification du règlement No 460, intitulé : "Règlement concernant les voitures à vapeur et à moteur ; ratification des règlements relatifs à la construction des édifices ; annuités, fonds de pension ou de retraite pour les fonctionnaires municipaux.

L. O. DAVID,
Greffier de la cité
Bureau du greffier de la cité.
Hôtel de ville.
Montréal, 3 octobre 1912 4015

Avis est donné de la part de la Compagnie Hydraulique Stadacona qu'elle s'adressera à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir une loi l'autorisant à exercer certains pouvoirs d'expropriation pour la pose de ses poteaux et l'installation de ses lignes de transmission conformément à la loi des Chemins de Fer de Québec.

Pour la Compagnie Hydraulique Stadacona.
ST-LAURENT & LAFERTE,
Avocats.
Québec, 2 octobre 1912. 4019

---

of Quebec ; and with power to construct a branch line from a point on Lake Temiskaming in Pontiac county in a southerly direction through the county of Pontiac to the village of Ville Marie, and continued in an north easterly direction at or near the Lac des Quinze to Lake Expanse ; with power to construct branches or extensions at different points along the route ; and to connect with any railroads built or that may be built ; with power to operate said railway by steam, electricity or otherwise ; and for such powers as are usually given to railway companies.

Dated 27th day of September, A. D. 1912.

GEORGE PARENT,
Solicitor, Quebec.
Agent for PRICE, GARVEY & CO.,
4022 Solicitors for applicant.

The city of Montreal gives notice that it will applay, to the Provincial Legislature, at it next session, for amendments to its charter on the following matters :

Municipal autonomy ; expropriations ; opening extension and widening of streets ; redistribution and amalgamattion of wards ; authorization to enact by-laws on different subjects ; finance ; administration ; taxes ; permits ; licenses ; permanent pavings ; annexations ; extension of the delays for the carrying out of works in different wards ; voters lists ; elections ; assessment and collection rolls ; ratification of the contract with the Canadian Autobus Company ; laying of sewers and drains ; permanent and temporary loans ; general powers of the city ; obligations and responsability of persons or companies in the case of cuts made in the streets for the laying of pipes ; powers of the Council and of the Board of Commissioners ; hygiene and sanitation ; refund to the city of the cost of the maintenance, in civic hospital, of patients coming from outside municipalities ; public works and improvements ; public peace and safety ; nuisances ; markets and abattoirs ; decency and good morals ; water works ; streets, lames and throughfares and right to exercise privileges thereon establishment of parks and boulevards ; right to take possession of private streets and to perform works thereon in the general interest ; ratification of by-law No 460, entitled "By-law concerning steam and motor vehicles ; ratification of by-laws reconstruction of buildings ; superannuation fund, annuities for civic employees.

L. O. DAVID,
City Clerk.
City Clerk's Office.
City Hall.
Montreal, 3rd October, 1912. 4016

Notice is given on behalf of The Stadacona Hydraulic Company that it will apply to the Legislature of the province of Quebec, at its next session, to obtain an act authorizing it to exercise certain powers of expropriation for the placing of its posts and the installation of its transmission lines, in conformity with the dispositions of the Quebec Railway Act.

For the Stadacona Hydraulic Company.
ST-LAURENT & LAFERTE,
Solicitors.
Quebec, 2nd October, 1912. 4020

Avis public est par le présent donné que la cité de Québec s'adressera à la législature de cette province, à sa prochaine session, pour demander certains amendements à sa charte d'incorporotion, et pour demander d'être autorisée à emprunter une somme de sept cent vingt cinq mille piastres, pour payer le coût de travaux permanents dans les rues et places publiques, des travaux pour la construction du nouveau conduit de son aqueduc, et extension de l'aqueduc dans certaines parties du quartier Limoilou, de construction et réparation de postes de pompiers et équipement, et réorginisation de la brigarde de feu, des travaux et acquisition de terrains pour les ponts Dorchester et Drouin, et aussi pour la protection des sources et cours d'eau qui alimentent son aqueduc, et aussi, pour faire ratifier un certain contrat entre elle et "The Canadian Northern Quebec Railway Company", concernant le paiement de certaines cotisations, pour modifier la loi concernant les plaintes contre les rôles de cotisation, et la taxe sur les poteaux érigés dans les rues ; pour obtenir des pouvoirs additionnels pour l'installation de son télégraphe d'alarme du feu, pour modifier la loi concernant la construction des bâtisses et des trottoirs, et concernant les murs de soutènement des terres des rues, et pour autres fins.

Par ordre,
H. J. J. B. CHOUINARD,
Greffier de la cité.

Québec, 2 octobre 1912. 4033.3

Canada,
Province de Québec,
District de Montréal.

Avis public est par le présent donné que MM. Alphonse Turcotte, Henry James Ross, Georges Gonthier, John Joseph Robson, Alexandre Desmarteau, Edgar Alexander Right, Joseph Desautels et Henri Viau, tous comptables, de la cité et du district de Montréal, s'adresseront à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir une loi spéciale les constituant, eux et toutes autres personnes qui leur sont déjà associées ou qui pourront l'être à l'avenir, en une corporation, sous le nom de "Institut des Comptables et Auditeurs de la province de Québec" (Institute of Accountants and Auditors of the province of Quebec), avec pouvoir de faire tout ce que nécessaire pour assurer l'efficacité, la dignité et le bon renom de leur profession comme comptables et auditeurs publics ; définir les devoirs et les droits de leur profession de comptables et auditeurs ; établir les conditions auxquelles on pourra devenir ou rester membre de cette association ; conférer aux membres de cette association des titres, certificats de compétence ou de qualification et certaines appellations et restreindre à ses membres exclusivement tels titres et appellations ; établir des cours d'enseignement et faire à ce sujet tous arrangements avec une université ou une maison d'enseignement ou d'éducation ; faire tous règlements se rapportant à l'admisaion, au maintien et à la régie des membres dans l'association et à leur expulsion ; acquérir, par achat ou autrement aliéner, toutes propriétés immobilières que l'association pourrait avoir en vue, afin d'obtenir son objet et ses fins ; prélever sur ses membres, toute contribution nécessaire et pour d'autres fins.

PELLETIER & BEAULIEU,
Procureurs des requérants.

Montréal, 2 octobre 1912. 4031.3

Avis public est par les présentes donné que la ville de Maisonneuve s'adressera à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour amender sa charte, et obtenir les pouvoirs additionnels suivants :

Pour faire décréter que la ville portera à l'avenir le nom de "Cité de Maisonneuve." Pour homologuer, ouvrir et macadamiser conformément à la

Public notice is hereby given that the city of Quebec, shall apply to the Legislature of this province, at its next session, to obtain certain amendments to its charter of incorporation, and to request authorization to borrow a sum of $725 000, seven hundred and twenty five dollars, to pay the cost of permanent works in the streets and public places ; works for the construction of the new water works main and extension of water works in certain portions of Limoilou ward, to build and repair fire stations and for equipment and reorganization of the Fire Brigade, of works and purchase of land required for Dorchester and Drouin bridges, and also for the protection of the sources and water courses which supply water to the water works, and also for ratification of a certain deed between the city and the Canadian Northern Quebec Railway Company, concerning the payment of certain assessment, to modify the law concerning complaints against the assessment roll and tax on poles erected in streets, to obtain additional power for the extension of the Fire Alarm Telegraph, to modify the law concerning the construction of buildings and sidewalks, and concerning retaining walls to support the land of streets, and for other purposes.

By order,
H. J. J. B. CHOUINARD,
City clerk

Quebec, 2nd October, 1912 4034

Canada,
Province of Quebec,
District of Montreal.

Notice public is hereby given that Messrs. Alphonse Turcotte, Henry James Ross, Georges Gonthier, John Joseph Robson, Alexandre Desmarteau, Edgar Alexander Right, Joseph Desautels et Henri Viau, all accountants, of the city and district of Montreal, shall apply to the Legislature of the province of Quebec, at its next session, in order to obtain a special law, constituting them with all other persons actually connected and associated with them or who might so become in future as a body politic and corporate, under the name of "Institute of Accountants and Auditors of the province of Quebec" (Institut des Comptables et Auditeurs de la province de Québec), and to confer upon them all the power and authority required for the following purposes : to perform whatever may be necessary to secure the efficacy, the dignity and good renown of their profession as public accountants and auditors ; to define the duties and the rights of their profession as accountants and auditors ; to establish the conditions under which one may become or remain a member of said association ; to confer upon the members of said association titles certificates of competency or qualification, and certain appellations and also to restrict to its members exclusively said titles and appellations ; to establish course of teaching and to enter into any agreement to that effect, with any university or establishment of instruction and education ; to enact any by-laws relating to the admission, maintenance and conduct of the members in said association and also to the expulsion of members therefrom ; to acquire, alienate, by deed of sale or otherwise all immoveables properties that the association may have in view, in order to obtain its object and its ends ; to levy upon said members all contribution required and for any other purposes.

PELLETIER & BEAULIEU,
Attorneys for petitioners.

Montreal, 2nd October, 1912. 4032

Public notice is hereby given that the town of Maisonneuve will petition the Legislature of the province of Quebec, at its next session, to amend its charter and to obtain the following additionnal powers :

To obtain an enactment to the effect that the town in the future will be known under the name of "City of Maisonneuve". To homologate, open and

" loi des bons chemins 1912," le Boulevard Pie IX à une largeur de 100 pieds des limites nord de la ville jusqu'à la Rivières des Prairies, et réglementer la construction des maisons qui y seront construites; pour réglementer en général la construction des bâtiments, et décréter certaines prohibitions dans certains cas, et sur certaines rues et ruelles : pour amender l'article 7 de la loi 1 George V (1ère session) chapitre 52, concernant la construction des trottoirs permanents. Pour demander la création d'une commission à être nommée par le lieutenant-gouverneur en conseil, dans le but d'embellir et d'administrer le parc Maisonneuve ;

Pour amender l'article 13 de la loi 1 George V (2ème session) chapitre 64, ainsi que l'article 5 de la loi 1 George V (1ère session), chapitre 52. Amender la loi concernant les taxes, les limitations ou exemptions de taxes, les licences en général, les aliénés et l'homologation des rôles de cotisation et de perception ; autoriser le conseil à paver les rues comprises entre le fleuve et la ligne proposée au Pacifique Canadien ;

Autoriser le conseil à construire les écuries et hangars nécessaires ; obtenir une appropriation additionnelle pour compléter le marché et le bain publics, et autoriser le conseil à émettre des bons ou débentures de la ville pour les fins ci-dessus mentionnées et ce sans suivre les formalités des statuts refondus de 1888, pour ratifier le plan d'homologation et de cadastre de partie du lot No 17, du village incorporé d'Hochelaga. Amender l'article 4546 des statuts refondus de 1888 ;

Pour autoriser le conseil à faire tous règlements concernant la circulation des voitures et des camions mus par la vapeur ou autre force motrice, et en général à faire tous règlements pour la bonne administration de la ville.

Pour donner aux compagnies, corporations ou corps incorporés le droit de voter.

Pour donner au conseil le droit de réglementer les excavations dans les rues et places publiques, par les compagnies exerçant des franchises publiques dans la ville, et les obliger à remettre les rues dans le même état, conformément à l'article 10 de la loi 1 George V, (2ème session), chapitre 60.

JOSEPH MORIN,
Procureur de la ville de Maisonneuve.
Montréal, 2 octobre 1912. 4029.3

Avis public est par les présentes donné que la ville de Maisonneuve s'adressera à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour demander la création d'une commission, dont les membres seront nommés par le lieutenant-gouverneur en conseil, avec pouvoirs d'administrer et embellir et exploiter le parc Maisonneuve ; les revenus de telle exploitation devant être partagés moitié à la ville et moitié aux institutions de charité de la ville.

JOSEPH MORIN,
Procureur pour la ville de Maisonneuve.
Montréal, 2 octobre 1912. 4027.3

La cité de Hull donne avis qu'elle s'dressera à la législature de la province, à sa prochaine session, pour obtenir des amendements à sa charte, dans les buts suivants :

Déterminer les devoirs et pouvoirs de ses officiers concernant les élections des échevins ; définir la promulgation et approbation de certains règlements ; déterminer les procédures à suivre pour vendre des immeubles pour taxes ; sur la manière de donner les avis publics ; faire certains règlements ; amender certains pouvoirs du conseil quant à la taxe de locataire ; touchant la cour du recorder et le recorder ; pour évaluer et imposer des taxes sur rails, poteaux, accessoires de chemins de fer électrique dans les limites de la cité ; obliger des personnes et compagnies exemptes de taxes à

macadamize, according to the " law of good roads, 1912," the Boulevard Pie IX at a width of 100 feet from the northern limits of the town up to Rivière des Prairies, and to regulate the construction of houses that may be erected thereon. To regulate in general the erection of buildings, and to enact certain prohibitions in certain cases and on certain streets and lanes ; to amend article 7 of the law I George V (1st session) chapter 52, relating to the construction of permanent sidewalks. To ask for the creation of a commission to be appointed by the Lieutenant-Governor in Council, for the purpose of beautifying and managing the Park Maisonneuve ;

To amend article 13 of the law I George V (2nd session) chapter 64 as well as article 5 of the law I George V (1st session), chapter 52. To amend the law relating to taxes, limitations or exemptions of taxation, licences in general, to insane persons, and the homologation of assessment and perception rolls. To authorize the council to pave the streets situated between the river and the proposed line of the Canadien Pacific Railway ;

To authorize the council to erect necessary stables and sheds, to obtain an additionnal appropriation to complete the public market and bath, and authorize the council to issue bonds or debentures of the town for the purposes herein above mentionned and this without following the formalities of the revised statutes of 1888. To ratify the plan of homologation and cadastre of part of lot No. 17 of the incorporated village of Hochelaga, to amend article 4546 of the revised statutes of 1888 ;

To authorize the council to regulate the circulation of vehicles and wagons propelled by steam or other motive power, and in general to make by-laws for the good administration of the town.

To give to companies, corporations or incorporated bodies the right to vote.

To give to the council the right to regulate the excavations in the streets and public places by companies exercising public franchises in the town, and to oblige them to put the streets in the same state, according to article 10 of law 1 George V, (2nd session), chapter 60.

JOSEPH MORIN,
Attorney for the town of Maisonneuve.
Montreal, 2nd October, 1912. 4030

Public notice is hereby given that the town of Maisonneuve will apply at the Legislature of the province of Quebec, at its next session, to ask for the creation of a commission whose members shall be appointed by the Lieutenant Governor in Council, with powers to manage, beautify and exploit Maisonneuve Park ; the revenues of such exploitation to be divided one half to the town and one half to the charitable institutions of the town.

JOSEPH MORIN,
Attorney for the town of Maisonneuve.
Montreal, 2nd October, 1912. 4028

The city of Hull gives notice that it will apply to the provincial Legislature, at its next session, for amendments to its charter, on the following matters :

To determine duties any powers of its officers concerning elections of aldermen ; to define the promulgation and approbation of certain by-laws ; to determine the procedures for the sale of immoveables for taxes ; on the rule to give public notices ; to make certain by-laws ; to amend the powers of the council regarding the rental taxes ; concerning the recorder's court and the recorder himself ; to assess and impose taxes on rails, posts and accessories of the electric railways in the limits of the city ; to force persons and companies exempt from taxation to pay for costs of local improvements ; mode of perception of said taxes

payer pour les améliorations locales ; mode de perception des dites taxes ; pour ses pouvoirs d'emprunt et au sujet du fonds d'amortissement ; referendum ; déterminer le nombre de licences ; de faire certains amendements relatifs à l'instruction publique en ce qui regarde l'élection des commissaires d'écoles et leur droit d'emprunt ; obliger certaines personnes ou compagnies aux améliorations locales.

DEVLIN & STE MARIE,
Procureur de la requérante.

Hull, 30 septembre 1912. 4025.3

Avis public est par le présent donné que le bureau protestant des commissaires d'écoles, de la cité de Montréal, s'adressera à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir une loi dans les buts suivants :

Augmenter leurs pouvoirs d'emprunt et les autoriser à émettre des obligations additionnelles pour cette fin et jusqu'à une limite à être déterminée ;

Spécifier la forme de telles obligations ;

Annexer au territoire sous la juridiction des requérants la partie du territoire du quartier Saint-Denis, qui n'est pas déjà sujette à leur contrôle pour les fins scolaires ;

Pourvoir à la perception des taxes scolaires imposées sur la propriété des corporations et compagnies incorporées comme suit :

(a) Que la liste neutre de la taxe scolaire sur la propriété des corporations situées dans les limites de la cité sera imposée par les assesseurs de la cité et prélevée par le trésorier de la cité au taux de cinquante cents par cent piastres de l'évaluation cotisée.

(b) Que les produits de la taxe sus-mentionnée dans ces quartiers ou parties de quartiers de la cité qui sont un territoire commun pour le bureau protestant des commissaires d'écoles et la commission scolaire catholique de Montréal, seront divisés entre les deux bureaux, tel que pourvu par la loi existante ;

(c) Que les produits de la taxe dans chacun des autres quartiers ou parties de quartiers de la cité seront traités séparément et divisés par le trésorier de la cité sur la base de per capita parmi ces bureaux scolaires de la cité qui auront des élèves résidant dans ce quartier ou partie de quartier et fréquentant leurs diverses écoles ;

(d) Que pour les fins des écoles existantes, tous les bureaux scolaires de la cité seront requis de fournir au trésorier de la cité, le ou avant le quinzième jour de novembre annuellement, un état montrant le nombre d'élèves fréquentant ses écoles durant les mois d'octobre, et résidant dans les limites de chaque quartier ou partie de quartier non compris dans le territoire de la commission scolaire catholique de Montréal ;

Et pour toutes autres fins et législation en rapport, nécessaires ou accessoires aux susdites fins.

GREENSHIELDS, GREENSFIELDS & LANGUEDOC,
Solliciteurs des requérants.

Montréal, 28 septembre 1912. 3973.3

Avis public est par le présent donné que la cité de Lachine s'adressera à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir la passation d'une loi amendant sa charte aux fins : d'annexer la ville de Summerlea à son territoire ; modifier les élections municipales, la formation des commissions, les procédures concernant les séances du conseil, l'administration des finances, la votation aux élections municipales, et sur les règlements d'emprunt ; ratifier certaines dépenses encourues par le conseil dans l'intérêt de la cité ; pourvoir à l'établissement d'un incinérateur et au paiement de pensions à ses employés en retraite ; l'autoriser à faire des règlements pour prohiber l'assistance de jeunes enfants aux représentations

concerning its borrowing powers and its sinking fund.; referendum ; to determine the number of licenses ; to make amendments concerning public instruction regarding the election of school commissioners and their borrowing powers ; to oblige and force certain persons and companies to local improvements.

DEVLIN & STE. MARIE,
Attorneys for petitioner.

Hull, 30th September, 1912. 4026

Public notice is hereby given that the Protestant Board of School Commissioners of the city of Montreal, will at the next session of the Legislature of the province of Quebec, make application for the passing of an act for the following purposes :

To increase their borrowing powers and authorize them to issue additional bonds for that purpose and to a limit to be determined.

To specify the form of such bonds.

To annex to the territory under the jurisdiction of the applicants such part of the territory of Saint Denis ward, as it not already subject to their control for school purposes.

To provide for the collection of school taxes, levied on the property of corporations and incorporated companies as follows :

(a) That the neutral panel school tax upon the property or corporations situate within the city limits shall be levied by the city assessors and collected by the city treasurer at the rate of fifty cents per one hundred dollars of the assessed valuation ;

(b) That the proceeds of the above mentioned tax in those wards or parts of wards of the city which are common territory for the Protestant Board of School Commissioners and the Catholic School Commission of Montreal, shall be divided between the two boards as provided by the existing law ;

(c) That the proceeds of the tax in each of the other wards or parts of wards of the city shall be treated separately and divided by the city treasurer upon the per capita basis among those city school boards which shall have pupils residing in that ward or part of ward and attending their several schools ;

(d) That for the purpose of existing schools, every city school board shall be required to furnish to the city treasurer on or before the fifteenth of November, annually a statement showing the number of pupils attending the schools during the month of October, and residing within the limits of each ward or part of ward not included in the territory of the Catholic School Commission of Montreal.

And for such other purposes and legislation as may be incidental, necessary or accessory to the above purposes.

GREENSHIELDS, GREENSHIELDS & LANGUEDOC,
Solicitors for applicants.

Montreal, 28th September, 1912. 3974

Notice is hereby given that the city of Lachine will apply to the Legislature of the province of Quebec, at its next session, to obtain the passing of an act amending its charter for the purpose : of annexing the town of Summerlea to its territory ; to modify the municipal elections, the mode of tenders, the procedures respecting the sittings of the council, the administration of the finances, the voting at the municipal elections and on the loan by laws ; to ratify certain expenses incurred by the council in the interest of the city ; to provide for the establishment of an incinerator and for the payment of pensions to its retired employees ; to authorize it to make by-laws to prohibit the attendance of children at theatrical and cinematographic

théâtrales et cinématographiques ; augmenter ses pouvoirs de taxer les commerces et les industries, et pour autres fins.

A. S. PELLETIER,
Procureur de la cité de Lachine.
Montréal, 1er octobre 1912. 4003.3

Avis est par le présent donné qu'une demande sera faite à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir une loi spéciale afin d'incorporer un hôpital sous le nom de "The Montreal Foundling and Baby Hospital", devant être mis en opération dans la cité de Montréal, pour prendre soin des enfants malades et dresser des jeunes femmes pour le soin et allaitement des enfants malades et en santé, et pour donner le pouvoir au dit hôpital d'acheter, acquérir par donation ou autrement, et posséder des immeubles pour l'emploi actuel, et pour les fins de son revenu, vendre, aliéner, échanger et hypothéquer les dits immeubles, faire des contrats, lois, règles et règlements pour son administration interne et pour autres fins.

FOSTER, MARTIN, MANN,
MACKINNON & HACKETT,
Procureurs des requérants.
Montréal, 28 septembre 1912. 3971.

Avis public est par les présentes donné que demande sera faite à la prochaine session de la législature de la province de Québec, pour obtenir un acte annexant la municipalité scolaire de la ville Emard, dans le comté Jacques-Cartier, à la municipalité scolaire qui est sous la juridiction et le contrôle de la commission des écoles catholiques de Montréal.

EMARD & EMARD,
Procureurs des requérants.
Montréal, 2 octobre 1912. 4049

Avis public est par le présent donné que Joseph Rutherford Colby, gérant, de Montréal Ouest, Edward Wallace Whiting, surintendant, Andrew Thomas Stewart, trésorier, Dougall Cushing, notaire et Talbot Mercer Papineau, avocat, tous de Montréal, s'adresseront à la législature de la province de Québec, à sa prochainne session, pour obtenir une loi incorporant les requérants en une compagnie de chemin de fer sous le nom de "Calumet & Northern Railway Company", avec pouvoir de construire, bâtir, mettre en opération et maintenir un chemin de fer mu par la vapeur, électricité ou autre pouvoir, d'un point ou près du village de Calumet, dans le comté d'Argenteuil à un point à ou près du village de Sainte-Jovite, dans le comté de Terrebonne, et pour autoriser la dite compagnie à exercer tous les pouvoirs y ayant rapport, et pour autres fins.

CAMPBELL, McMASTER & PAPINEAU,
Solliciteurs des requérants.
Montréal, 26 septembre 1912. 4055

Avis est par le présent donné que The Ross Realty Company, Limited, corps politique et incorporé, ayant son principal bureau dans la cité de Montréal, s'adressera à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir une loi afin de ratifier, confirmer et valider son titre à une certaine propriété connue comme lot numéro 4679, sur les plan et livre de renvoi officiels, dans la paroisse de Montreal.

ATWATER, DUCLOS & BOND,
Solliciteurs de la requérante.
Montréal, 2 octobre 1912. 4057

representations ; to increase its powers to tax any business and trade, and for other purposes.

A. S. PELLETIER,
Attorney for the city of Lachine.
Montreal, 1st October, 1912. 4004

Notice is hereby given that application will be made to the Legislature of the province of Quebec, at its next session, for a special act to incorporate a Hospital to be called "The Montreal Foundling and Baby Hospital", to be carried on at the city of Montr al, to care for sick babies and to train young women in the care and nursing of children both sick and well, and to give power to the said Hospital to purchase, acquire by donation or otherwise, and possess immoveable property for the actual use, and for the purpose of its revenue, to sell, alienate, exchange and hypothecate such immoveable property, to enter into contracts and to make by-laws, rules and regulations for its internal government and for other purposes.

FOSTER, MARTIN, MANN,
MACKINNON & HACKETT,
Attorneys for applicants.
Montreal, 28th September, 1912. 3972

Public notice is hereby given that application will be made at the next session of the Legislature of the province of Quebec, for an act to annex the school municipality of the town of Emard, in the county of Jacques Cartier, to the school municipality which is under the jurisdiction of the Catholic School Commission of Montreal.

EMARD & EMARD,
Attorneys for petitioners.
Montréal, 2nd October, 1912. 4050

Public notice is hereby given that Joseph Rutherford Colby, manager, of Montreal West, Edward Wallace Whiting, superintendent, Andrew Thomas Stewart, treasurer, Dougall Cushing, notary, and Talbot Mercer Papineau, advocate, all of Montreal, will apply to the Legislature of the province of Quebec, at the next session, for an act incorporating the peittioners as a railway company under the name of "Calumet & Northern Railway Company" with power to construct, build, operate and maintain a railroad to be operated by steam, electricity or other power, from a point at or near the village of Calumet, in the county of Argenteuil to a point at or near the village of Saint Jovite, in the county of Terrebonne and to authorize the said company to exercise all the powers incident thereto, and for other purposes.

CAMPBELL, McMASTER & PAPINEAU,
Solicitors for petitioners.
Montreal, 26th September, 1912. 4056

Notice is hereby given that the Ross Realty Company, Limited, a body politic and corporate, having its head office in the city of Montreal, will apply to the Legislature of the province of Quebec, at its next session, for an act to ratify, confirm and validate its title to that certain property known as lot number 4679 on the official plan and book of reference in the parish of Montreal.

ATWATER, DUCLOS & BOND,
Solicitors for applicants.
Montreal, 2nd October, 1912. 4058

Avis public est donné par les présentes par la corporation de la ville Laval des Rapides qu'elle s'adressera à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir des amendements à sa charte pour les matières suivantes :

Définition de terre en culture et taxes sur icelles, ouverture et élargissement de rues, prise de possession des rues cadastrées, plan général de la ville, emprunts, élections, électeurs, division de quartiers, administration, ratification des règlements Nos 1, 2, 3, 4, 5, 6.

Par ordre,
GORDIEN MENARD,
Procureur de la ville Laval des Rapides.
Laval des Rapides, 3 octobre 1912. 4113.2

Avis est par le présent donné que "The Girls' Cottage Industrial School" s'adressera à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir une loi confirmant son incorporation et l'autorisant à pourvoir à une maison ou maisons et facilités pour l'éducation et l'instruction des filles délinquantes, incorrigibles, négligées ou dénuées dans la cité de Montréal et ailleurs dans la province de Québec, et organiser, établir et maintenir une école ou des écoles d'entraînement, industrielle et de réforme, et en général aider et assister toutes les filles qui peuvent être dans le besoin d'aide et d'assistance, et pour autres fins.

The Girls' Cottage Industrial School.
ELIZABETH C. MURRAY,
Secrétaire.
CAMPBELL, McMASTER & PAPINEAU,
Solliciteurs de la réquérante.
Montréal, 7 octobre 1912. 4123.2

Les administrateurs de l'université Laval, à Montréal, qui a son siège à Montréal, dans le district de Montréal, donnent avis par les présentes, qu'ils demanderont à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, d'amender la loi 55-56 Victoria, chapitre 64, pour leur accorder l'autorisation d'emprunter des deniers, de céder, de transporter ses biens, ses revenus en remboursement de tout prêt, et pour autres fins.

J. L DESJARDINS, Ptre,
Secrétaire de l'université Laval, à Montréal.
Montréal, 7 octobre 1912. 4125.2

Avis est par les présentes donné que Louis Edgar Gauthier, manufacturier, des cité et district de Montréal, s'adressera à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir la passation d'une loi confirmant et déclarant valide une vente consentie par Dame Joséphine Phélan, épouse de David Hébert, d'un immeuble connu sous le numéro mille soixante, sur les plan et au livre de renvoi officiels du quartier Saint-Antoine, dans la cité de Montréal, lequel acte de vente a été reçu par René Leroux, notaire, le douzième jour de février mil neuf cent sept, et confirmant également un acte de vente du même immeuble ci-dessus mentionné, par David Hébert à M. C. Galarneau et L. E. Gauthier, passé le même jour devant René Leroux, notaire.

LOUIS-EDGAR GAUTHIER,
Procureur.
Montréal, 7 octobre 1912. 4137.2

Avis public est par les présentes donné que la ville Saint-Laurent s'adressera à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir des amendements à sa charte, notamment en ce qui concerne la délimitation et l'agrandissement de son territoire, l'annexion au territoire actuel de certaines terres et terrains y adjoignant, le droit d'expropriation de parcs publics ou boulevards, le droit d'exempter de taxes les terrains en culture en tout ou en partie, le droit de disposer de l'aqueduc à des conditions jugées convenables, pour faire ratifier certaines ventes de taxes faites par la corporation et pour autres fins.

J. HONORE JOANETTE,
Avocat de la ville Saint-Laurent.
Saint-Laurent, 7 octobre 1912. 4149.2

Public notice is hereby given by the corporation of the town of Laval des Rapides that it would apply to the Legislature of the province of Quebec, at its next session, to obtain amendments to its charter on the following matters :

Definition of farm lands and taxes thereon, opening and widening of streets, taken possession of streets appearing on cadastral plan, general plan of the town, loans, elections, electors, divisions of wards, administration, ratification of by-laws Nos. 1, 2, 3, 4, 5, 6.

By order,
GORDIEN MENARD,
Attorney for the town of Laval des Rapides.
Laval des Rapides, 3rd October, 1912. 4114

Notice is hereby given that the "Girls' Cottage Industrial School" will apply to the Legislature of the province of Quebec, at its next session, for an act confirming its incorporation and authorizing it to provide a home or homes and facilities for the education and training of delinquent, incorrigible, neglected or destitute girls in the city of Montreal and elsewhere in the province of Quebec, and to organize, establish and maintain a training, industrial and reformatory school or schools, and generally to aid and assist all such girls as may appear to be in need of aid and assistance, and for other purposes.

The Girls' Cottage Industrial School.
ELIZABETH C. MURRAY,
Secretary.
CAMPBELL, McMASTER & PAPINEAU,
Solicitors for applicant.
Montreal, 7th October, 1912. 4124

The administrators of Laval University, at Montreal, with its seat at Montreal, in the district of Montreal, hereby give notice that they will apply to the Legislature of the province of Quebec, at its next session, to amend the act 55 56 Vict., chapter 64, to grant them the authorization to barrow money, to convey, to transfer its property and revenue for the repaiement of any loan, and for other persons.

J. L DESJARDINS, Pst,
Secretary of Laval University, at Montreal.
Montreal, 7th October, 1912. 4126

Notice is hereby given that Louis Edgar Gauthier, manufacturer, of the city and district of Montreal, will apply to the Legislature of the province of Quebec, at its next session, for the passing of an act confirming and declaring valid a sale consented to by Dame Joséphine Phélan, wife of David Hébert, of an immoveable known under the number one thousand and sixty, on the official plan and book of reference of Saint Anthony ward, in the city of Montreal, which deed of sale was received by Réné Leroux, notary, on the twelfth day of February, 1907, and confirming equally a deed of sale of the same immoveable hereabove mentioned, by David Hébert to M. C. Galarneau and L. E. Gauthier, passed on the same day before Réné Leroux, notary.

LOUIS-EDGAR GAUTHIER,
Attorney.
Montreal, 7th October, 1912. 4138

Public notice is hereby given that the town of Saint-Laurent shall apply to the Legislature of the province of Quebec, at its next session, to obtain certain amendments to its charter, specially concerning the delimitation and widening of its territory, the annexation to the actual territory of certain lands and lots adjoining, the right to expropriate for public parks or boulevards, the right to exempt from taxes lands in cultivation, the right to dispose of the aqueduct at certain conditions, to have certain sales for taxes done by the corporation ratified, and for other purposes.

J. HONORE JOANETTE,
Attorney for the town of Saint-Laurent.
Saint Laurent, 7th October, 1912. 4150

Avis public est par le présent donné que la ville Lasalle s'adressera à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, dans le but d'obtenir des amendements à sa charte; pour rectifier les bornes de son territoire ; changer les dispositions concernant les élections ; l'approvisionnement de l'eau et de l'éclairage, et le prélèvement des taxes spéciales pour ces fins ; les emprunts ; la votation des règlements d'emprunt par les propriétaires ; la juridiction de la Cour du Recorder ; l'ouverture de nouveaux chemins et pour faire autoriser les grévés de substitution et autres à donner gratuitement le terrain nécessaire à ces fins ; obtenir le droit d'exécuter des travaux municipaux sur les chemins des commissaires des chemins à barrières de Montréal ; faire ratifier le règlement No 5 de la ville concernant l'aqueduc, passé le 17 mai dernier, et pour autres fins.

A. S. PELLETIER.
Procureur de la ville Lasalle.
Ville Lasalle, 1er octobre 1912. 4085

Avis est par le présent donné qu'une demande sera faite à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, par The Dominion Trust Company, corps politique et incorporé, ayant son principal bureau et sa principale place d'affaires dans la cité de Vancouver, dans la province de la Colombie Anglaise, pour obtenir une loi l'autorisant à faire ses affaires dans la province de Québec ; accepter la position de fidéicommis, curateur, syndic, exécuteur, liquidateur, percepteur, administrateur, agent et tuteur, et recevoir et détenir tous les biens, meubles et immeubles confiés à la compagnie en rapport avec tout dépôt entrepris ou confié à la compagnie ; exercer tous les autres pouvoirs qui sont octroyés aux compagnies semblables dans cette province et pour autres fins.

DOMINION TRUST COMPANY.
LAFLEUR, MACDOUGALL,
MACFARLANE & POPE,
Solliciteurs de la requérante.
Montréal, 4 octobre 1912. 4091

Avis public est par le présent donné que Charles Alexandre de Lisle, de Toronto, Ont., James Norman Stewart Leslie, de Kingston, Ont., Dame Marie Georgianna de Lisle, de Montréal, épouse de Joseph Henri Pillet, de lieux inconnus, tant personnellement qu'en sa qualité de grévée dans la substitution créée tant à sa part dans les biens et succession de feue Dame Marie Angélique Cuvillier, en son vivant de Montréal, veuve de feu Alexandre Maurice de Lisle, en vertu de son testament, qu'en sa qualité de grévée dans la substitution créée quant à sa part dans les biens et succession de feue Delle Angélique Marie Anne Clara de Lisle, en son vivant de Montréal, en vertu de son testament ; Dame Marie Victoria Cordelia de Lisle, de Kensington, Angleterre, veuve de feu Olivier Selby, tant personnellement qu'en sa qualité de grévée dans la substitution créée quant à sa part des biens et succession de la dite feue Delle Angélique Marie Anne Clara de Lisle, en vertu de son dit testament ; The Montreal Trust Company, de Montréal, Qué., en sa qualité de curatrice aux trois susdites substitutions ; Delle Claire de Lisle, de Montréal, fille majeure ; Dame Henrietta O'Connor, de Montréal, veuve de feu Nowlan de Lisle, tant en sa qualité d'exécutrice testamentaire de son dit feu mari, qu'en sa qualité de tutrice à ses enfants mineurs, issus de son mariage avec le dit Nowlan de Lisle, et le Révérend Majorique Bolduc, de Cacouna, Qué., en sa qualité d'exécuteur testamentaire de feue Delle Lucy Anne de Lisle, s'adresseront à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session pour obtenir une loi afin d'amender 49-50 Vic.,

Public notice is hereby given that Ville Lasalle will apply to the Legislature of the province of Quebec, at its next session, to obtain amendments ; to its charter : to rectify the boundaries of its territory ; to change the provisions respecting the elections ; the supplying of water and light, and the levying of special taxes for such purposes ; the loans ; the voting of the loan by-laws by the proprietors ; the jurisdiction of the Recorder's Court ; the opening of new roads, and to cause institutes under substitution and others to be authorized to gratuitously give the land necessary for such purposes ; to obtain the right to execute municipal works on the roads of the Commissioners of the Montreal Turnpike Roads ; to ratify by-laws No. 5 of the town respecting the waterworks, passed on the 17th May last, and for other purposes.

A. S. PELLETIER.
Attorney for ville Lasalle.
Ville Lasalle, 3rd October, 1912. 4086

Notice is hereby given that application will be made to the Legislature of the province of Quebec, at its next session, by Dominion Trust Company, a body politic and corporate, having its head office and principal place of business in the city of Vancouver, in the province of British Columbia, for an act to authorize it to carry on its business in the province of Quebec ; to accept the position of trustee, curator, assignee, executor, liquidator, receiver, administrator, agent and tutor, and to receive and hold all property, moveable and immoveable, committed to the company in connection with any trust undertaken by or committed to the company ; to exercise such other powers as are conferred upon similar companies in this province and for other purposes.

DOMINION TRUST COMPANY.
LAFLEUR, MACDOUGALL,
MACFARLANE & POPE,
Solicitors for Applicant.
Montréal, 4th October, 1912. 4092

Public notice is hereby given that Charles Alexandre de Lisle, of Toronto, Ont., James Norman Stuart Leslie, of Kingston, Ont., Dame Marie Georgianna de Lisle, of Montreal, wife of Joseph Henri Pillet, of parts unknown, as well personally as in her quality of institute in the substitution created as to her share in the estate and succession of the late Dame Marie Angelique Cuvillier, in her lifetime of Montreal, widow of the late Alexandre Maurice de Lisle, under her last will ; as also in her quality of institute in the substitution created as to her share in the estate and succession of the late Miss Angelique Marie Anne Clara de Lisle, in her lifetime of Montreal, under her last will ; Dame Marie Victoria Cordelia de Lisle, of Kensington, England, widow of the late Oliver Selby, as well personally as in her quality of institute in the substitution created as to her share in the estate and succession of the said late Miss Angelique Marie Anne Clara de Lisle, under the said will of the latter ; the Montreal Trust Company, of Montreal, Que., in its quality of curator to the three substitutions aforesaid ; Miss Claire de Lisle, of Montreal, of the full age of majority ; Dame Henriette O'Connor, of Montreal, widow of the late Nowlan de Lisle, as well in her quality of executrix of the last will of her said late husband, as in her quality of tutrix to her minor children, issue of her marriage with said late Nowlan de Lisle, and the Reverend Majorique Bolduc, of Cacouna, Que., in his quality of executor of the last will of the late Miss Lucy Ann de Lisle, will apply to the Legislature of the province of Quebec, at

Chap. 88, pour augmenter et définir les pouvoirs des exécuteurs des bien de la dite Dame Marie Angélique Cuvillier, de la dite feue Delle Angélique Marie Anne Clara de Lisle et de Dlle Lucy Anne de Lisle, et pour exempter les dits exécuteurs et légataires des dits biens, de la nécessité d'observer les formalités de la loi en rapport à la vente des biens affectés par les diverses substitutions créées en vertu du dit testament ; pour relever certains légataires féminins de la nécessité d'autorisation maritale en rapport avec les ventes des biens des dites successions, et pour autres pouvoirs dans le but de faciliter la vente et administration des biens des dites successions.

BARNARD & McKEOWN,
Procureurs des requérants.
Montréal, 8 octobre 1912. 4177

Avis public est par le présent donné que Charles Alexandre de Lisle, de Toronto, gentilhomme, tant personnellement qu'en sa qualité d'exécuteur testamentaire de feu Alexandre Maurice de Lisle, Dame Marie Georgianna de Lisle, de Montréal, épouse de Joseph Henri Pillet, de lieux inconnus ; Dame Marie Victoria Cordelia de Lisle, de Kensington, Angleterre, veuve de feu Oliver Selby ; Dame Georgianna Stuart Leslie, de Montéral, épouse de Godfrey Weir, de lieux inconnus ; Joseph Norman Stuart Leslie, de Kingston, Ont., tous grévés dans les diverses substitutions créées en vertu du testament ; the Montreal Trust Company, de Montréal, en sa qualité de curatrice à la dite substitution ; Delle Claire de Leslie, de Montréal, fille majeure, une des grévés en vertu du dit testament, et Dame Henrietta O'Connor, de Montréal, veuve de Nowlan de Lisle, en sa qualité de tutrice à ses enfants mineurs, issus de son mariage avec le dit Nowlan de Lisle, aussi grévée à la dite substitution, s'adresseront à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir un bill privé afin d'amender 43-44 Vic., Chap. 77, et pour définir et augmenter encore les pouvoirs de l'exécuteur des biens du dit feu Alexandre Maurice de Lisle, en rapport à la dite propriété immobilière de la succession, et pour autres pouvoirs afin de faciliter l'administration des biens de la dite succession.

BARNARD & McKEOWN,
Procureurs des requérants.
Montréal, 8 octobre 1912. 4175

VILLE DE VERDUN.

Avis est par le présent donné que la ville de Verdun s'adressera à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir des amendements à sa charte, dans les buts suivants :

Le changement du nom de ville en celui de cité, finances et administration municipales, prêts et disposition des produits d'iceux, listes électorales, rôle d'évaluation et de cotisation et contestation d'iceux, chemins, aqueducs, trottoirs, licences, taxes sur meubles et immeubles, taux pour l'eau, travaux municipaux et répartition des frais d'iceux, règlements et mise en vigueur d'iceux, éclairage municipal et système de pouvoir par électricité ou autrement, production et vente de l'énergie électrique pour les fins municipales et privées, constructions, entretien et règle des conduits souterrains, installation sous terre de tous les fils élevés dans la cité de Verdun, règlement des modes de distribution et la connexion de maison à maison, pouvoir d'entrer sur aucune propriété pour les fins de distribution électrique.

A E. J. BISSONNET,
Procureur de la ville de Verdun.
Verdun, 8 octobre 1912. 4171.2

its next session for the passage of an act for the purpose of amending 49-50 Vic., Chap. 88 ; to enlarge and define the powers of the executors of the estates of said late Dame Marie Angelique Cuvillier, said late Miss Angelique Marie Ann Clara de Lisle, and Miss Lucy Ann de Lisle, and to exempt said executors and the legatee of the said estates from the necessity of observing the formalities of law in connection with the sale of the property affected by the various substitutions created under the said wills ; to relieve certain of the female legatees from the necessity of marital authorization in connection with the sales of the property of the said estates ; and for other powers for the purpose of facilitating the sale and administration of the property of the said estates.

BARNARD & McKEOWN,
Attorneys for applicants.
Montreal, 8th October, 1912. 4178

Public notice is hereby given that Charles Alexandre de Lisle, of Toronto, gentleman, as well personally as in his quality of executor of the last will of the late Alexandre Maurice de Lisle ; Dame Marie Georgianna de Lisle ; Dame Marie Georgianna de Lisle, of Montreal, wife of Joseph Henri Pillet, of parts unknown ; Dame Marie Victoria Cordelia de Lisle, of Kensington, England, widow of the late Oliver Selby ; Dame Georgianna Stuart Leslie, of Montreal, wife of Godfrey Weir, of parts unknown ; Joseph Norman Stuart Leslie, of Kingston, Ont., all institutes in the several substitutions created under the said last will ; the Montreal Trust Company, of Montreal, in its quality of curator to the said substitution ; Miss Claire de Lisle, of Montreal, spinster, of the full age of majority, one of the substitutes under the said will, and Dame Henrietta O'Connor, of Montreal, widow of the late Nowlan de Lisle, in her quality of Tutrix to her minor children, issue of her marriage with the said Nowlan de Lisle, also substitutes in the said substitution, will apply to the Legislature of the province of Quebec, at its next session, for the passage of a private act, to amend 43-44 Vic., Chap. 77, and to define and further enlarge the powers of the executor of the estate of the said late Alexandre Maurice de Lisle, with reference to the said of the immoveable property of the estate, and for other powers for the purpose of facilitating the administration of the property of the said estate.

BARNARD & McKEOWN,
Attorneys for applicants.
Montreal, 8th October, 1912. 4176

TOWN OF VERDUN

The town of Verdun gives notice that it will apply to the Provincial Legislature, at its next session, for amendments to its charter on the following matters :

The change of the name of the town into that of city of Verdun, municipal finances and administration, loans and the disposal of the proceeds thereof, electoral lists, valuation and assessment rolls and contestation thereof, roads, waterworks, sidewalks, licences, real estate and personal taxes, water rates, municipal works and apportionment of the cost thereof, by-laws and the enforcement thereof, municipal lighting and power system by electricity or otherwise, production and sale of electric energy for municipal and privates purposes ; constructions, maintenance and regulation of underground conduits installation undergrounds of all overhead wires in the city of Verdun, regulation of the modes of distribution and house to house connection, power to enter any property for the purpose of electric distribution.

A. E. J BISSONNET.
Attorney for the town of Verdun.
Verdun, 8th October, 1912. 4172

Province de Québec,
District de Montréal.

Avis public est par le présent donné que la corporation de la ville de la Pointe aux Trembles s'adressera à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour en obtenir une loi amendant sa charte, de façon à lui permettre d'acquérir, par expropriation ou autrement, certains terrains et de disposer du surplus de ce qui pourra lui être nécessaire, lui donnant de nouveaux pouvoirs d'annexion, modifiant et définissant son pouvoir d'emprunt, ratifiant certains règlements accordant des boni à des industries, certains contrats se rapportant à l'acquisition du terrain et à la construction d'un hotel de ville, comme les obligations contractées à ce sujet, certaines annexions de territoires, l'aut risant à emprunter une somme de cent mille piastres, et pour autres fins.

PELLETIER & BEAULIEU,
Procureurs de la requérante.

Montréal, 9 octobre 1912. 4179.2

LITTLE NATION RIVER RAILWAY COMPANY.

Avis est par le présent donné qu'une demande sera faite à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir une loi afin de prolonger le temps pour le commencement et achèvement des lignes de chemin de fer mentionnées dans l'acte d'incorporation de la dite compagnie, à savoir : chap. 86 de 7 Edouard VII, tel qu'amendé par chap. 74 et 1 George V, et pour autres fins.

BELCOURT, RITCHIE & CHEVRIER,
Solliciteurs de la compagnie.

Ottawa, 7 octobre 1919. 4207.2

Avis public est par le présent donné par "The Canadian Trust Company", corps politique et incorporé, de Montréal, qu'une demande sera faite à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir une loi afin d'amender sa charte, 5 Edouard VII, chapitre 77, retranchant le mot "the" du nom de la compagnie, replaçant l'article 3 de la dite loi et les sous sections d'icelle, ratifiant certains règlements de la compagnie ayant rapport au transport et transmission de ses actions, autorisant la compagnie à recevoir le capital des rentes et payer les rentes en vertu des dispositions de la loi des accidents du travail ou semblable, posséder son propre stock en qualité fiduciaire, demander aucun ordre à toute cour ailleurs où les biens possédés par la compagnie en qualité fiduciaire peuvent être situés, percevoir une rémunération raisonnable pour ses services, replacer la section 10 de la dite loi, et en général amender la charte de la compagnie et recevoir et étendre ses pouvoirs.

BROWN, MONTGOMERY & McMICHAEL,
Solliciteurs de la requérante.

Montréal, 9 octobre 1912. 4223-2

Avis est par la présente donné que Louis Feiczewicz, avocat, Charles Feiczewicz, marchand, tous deux de la cité de Montréal, et Jacobs Feiczewicz, marchand, de la cité de Québec, s'adresseront à la législature de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir une loi les autorisant à changer leur surnom pour celui de Fitch, et pour autres fins.

JACOBS, HALL & COUTURE,
Solliciteurs des requérants.

Montréal, 7 octobre 1912. 4221-2

Province de Québec,
District des Trois-Rivières

VILLE DE GRAND'MERE.

Avis est par le présent donné que la corporation de la ville de Grand'Mère s'adressera à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir certains amendements à sa charte, la loi 1, Georges V, chap. 54, pour entr'autres fins, les suivantes :

Province of Quebec,
District of Montreal.

Notice public is hereby given that the corporation de la ville de la Pointe aux Trembles, will apply to the Legislature of the province of Quebec, at its next session, in order to obtain a law amending its charter so as to allow said corporation to acquire, by expropriation or otherwise, certain lots of land, and to dispose of the surplus over what may be required, granting new powers of annexation, modifying and defining its borrowing powers, ratifying certain by-laws, which were granting boni to certain industries, also certain contracts relating to the acquisition of land and to the construction of a city hall, as well as all obligations assumed on that account, also certain annexation of territories, authorizing said corporation to borrow a sum of one hundred thousand dollars, and for other purposes.

PELLETIER & BEAULIEU,
Attorneys for the petitioner.

Montreal, 9th October, 1912. 4180

LITTLE NATION RIVER RAILWAY COMPANY.

Notice is hereby given that, an application will be made to the Legislature of the province of Quebec, at its next session, for an act to extend the time for the commencement and completion of the lines of railway mentioned in the act of incorporation of the said company, namely: chapter 86 of 7 Edward VII, as amended by chapter 74 of 1 George V, and for other purposes.

BELCOURT, RITCHIE & CHEVRIER,
Solicitors for the company

Ottawa, 7th October, 1912. 4208

Public notice is hereby given by "The Canadian Trust Company", a body politic and corporate of Montreal, that it will make application at the next session of the Legislature of the province of Quebec, for an act to amend its charter, 5 Edouard VII, chapter 77, striking out the word "The" from the name of the company, replacing article 3, of the said act and the sub-sections thereof, ratifying certain by-laws of the company relating to the transfer and transmission of its shares, authorizing the company to receive the capital of rents and pay rents under the provisions of any workmen's compensation or similar act, to hold its own stock in a fiduciary capacity, to apply for any order from any court elsewhere where property held by the company in a fiduciary capacity may be situate, to collect reasonable remuneration for its services, to replace section 10 of the said act, and generally to amend the charter of the company and to revise and extend its powers.

BROWN, MONTGOMERY & McMICHAEL,
Solicitors for applicant.

Montreal, 9th October, 1912. 4224

Notice is hereby given that Louis Feiczewicz, advocate, Charles Feiczewicz, merchant, both of the city of Montreal, and Jacob Feiczewicz, merchant, of the city of Quebec, will apply at the next session of the Legislature of Quebec, for an act to empower them to change their surname to that of Fitch, and for other purposes.

JACOBS, HALL & COUTURE,
Solicitors for applicants.

Montreal, 9th October, 1912. 4222

Province of Quebec,
District of Three Rivers.

TOWN OF GRAND'MÈRE.

Notice is hereby given that the corporation of the town of Grand'Mère, will apply to the Legislature of the province of Quebec, at its next session, to obtain certain amendments to its charter the act 1, George V, chap. 54, for the following among other purposes :

Reglémenter le système d'éclairage à l'électricité dans la ville de Grand'Mère ;

Empêcher toutes compagnies et toutes personnes d'exploiter des systèmes d'éclairage et de force motrice dans la ville de Grand'Mère ;

Pour régulariser la qualification des électeurs municipaux ;

Demander la confirmation de certains règlements passés par la corporation de la ville de Grand'Mère, et en général pour faire tous règlements pour la bonne administration de la ville.

Droit de contracter de nouveaux emprunts.

F X. LACOURSIERE.
4225,2 Procureur pour la ville de Grand'Mère.

Avis est par le présent donné qu'une demande sera faite à la législature de Québec, à sa prochaine session, pour constituer en corps public reconnu les révérends Pères Ildephonse Francesconi, Guillaume Vangelisti et Angélique Barsi, tous trois de Montréal, district de Montréal, ainsi que les autres personnes qui font ou feront partie de leur communauté, sous le nom de " Les Servites de Marie," avec les pouvoirs ordinaires des communautés religieuses incorporées, siège social à Montréal. Droit de posséder, vendre, aliéner, fonder des succursales et autre fins que de droit.

LAMOTHE, ST. JACQUES & LAMOTHE,
Procureurs des requérants.
Montréal, 7 octobre 1912. 4229.2

Avis est par le présent donné que la corporation de la ville de Saint-Lambert, connue sous le nom de " Ville de Saint-Lambert ", s'adressera à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir une loi afin de reviser et amender sa charte et les lois par lesquelles elle est administrée ; la soumettre aux dispositions de la loi des cités et villes, à l'exception de certaines modifications quant à ; préparation des listes électorales ; nomination des candidats ; date, tenue et mode de l'élection du maire et des conseillers ; nombre des conseillers devant être élus chaque année ; approbation, désapprobation et refus des règlements par les électeurs et le lieutenant-gouverneur, leurs publications, contestation ou enregistrement ; limite du droit de poursuivre la municipalité et avis requis ; régler la prise de glace dans le fleuve Saint-Laurent et chemins d'hiver sur icelui ; canaux d'égouts ; division ou non division de la municipalité en quartiers et districts du scrutin ; annexion de territoire ; droit de vote sur règlements par certaines classes de personnes ; pouvoir de taxer les chemins de fer et matériel de chemin de fer ; poteaux dans les rues publiques ; défendre les bruits dans la ville ; empêcher le sifflement, la sonnerie des cloches et voie d'évitement de chemins de fer, engins et trains à vapeur dans les limites de la ville ; limiter et régler la vente et manufacture du malt, spiritueux, vinaux, alcooliques ou liqueurs enivrantes dans les limites de la ville et fixer la limite pour licence ; prêts temporaires ; montant que la ville peut emprunter par prêt ; approbation et publication des règlements de prêt ; dépense spéciale et prêt pour drainage, canaux d'égouts et pour autres améliorations, et pour autres fins.

A. E. HARVEY.
ARTHUR LARAMÉE,
Procureurs de la ville de Saint-Lambert.
Saint-Lambert, 3 octobre 1912. 4227-2

Avis est donné qu'une demande sera faite à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour ériger en municipalité de ville, tant pour les fins municipales que scolaires, un certain territoire situé en la paroisse de Saint-Laurent, comté de Jacques-Cartier, comprenant les lots originaires 576 à 583 inclusivement, 594 à 600 inclusivement, 612 à 632 inclusivement, du cadastre de la paroisse de Saint-Laurent, avec et y compris les numéros de subdivision de ces lots, sous le nom

To regulate the electric lighting system in the town of Grand'Mère ;

To prevent any companies and persons from operating lighting and motive power systems in the town of Grand'Mère ;

To regularize the qualification of the municipal electors ;

To apply for the confirmation of certain by-law passed by the corporation of the town of Grand'-Mère, and generally make any by-laws for the proper administration of the town.

The right to contract new loans.

F. X. LACOURSIERE,
4226 Attorney for the town of Grand'Mère.

Notice is hereby given that application will be made to the Legislature of Quebec, at its next session, to constitue into a recognized public body the Révérends Pères Ildelphonse Francesconi, Guillaume Vangelisti and Angélique Barsi, all three of Montreal, district of Montreal, and the other persons who form or shall form part of their community, under the name of " Les Servites de Marie ", with the usual powers of incorporated religious communities, and corporate seat at Montreal. The right to hold, sell, alienate, found branches and other rightful purposes.

LAMOTHE, ST. JACQUES & LAMOTHE,
Attorneys for petitioners.
Montréal, 7th October, 1912. 4230

Notice is hereby given that the corporation of the town of Saint Lambert, known under the name of " Town of Saint Lambert ", will present to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, a bill to revise and amend its charter and the laws by which it is governed ; to subject it to the provisions of the " Cities and Towns Act ", except certain modifications as to ; preparation of voters' list ; nomination of candidates ; date, hearing and mode of election of mayor and councillors ; number of councillors to be elected each year ; approval, disapproval and disallowance of by-laws, by electors and the Lieutenant-Governor, their publications, contestation or registration ; limit or right of suit against municipality and notice required ; to regulate taking ice from river Saint Lawrence and winter roads on same ; sewage outlet ; division or non-division of municipality into wards and polling districts ; annexation of territory ; right to vote on by-laws by certain classes or persons ; power to tax railroads and railway plant ; poles on public streets ; prohibit noises in the town ; prohibit whistling, bell ringing and shunting of steam railway engines and trains in limits of town : restrain and regulate the sale and manufacture of malt, spirituous, vinous, alcoholic, or intoxicating liquours in the limits of the town and to fix limit for license ; temporary loans ; amount town can borrow by loan ; approval and publication of loan by-laws ; special expense and loan for drainage, sewage-out-let and for other improvement, and for other purposes.

A. E. HARVEY,
ARTHUR LARAMÉE,
Attorneys for the town of Saint Lambert.
Saint Lambert, 3rd October, 1912. 4228

Notice is hereby given that a demand shall be made to the Legislature of the province of Quebec, at its next session, for the erection into a town municipality, for municipal and school purposes, of that certain territory situated in the parish of Saint Laurent, county of Jacques Cartier, comprising the original numbers 576 to 583 inclusively, 594 to 600 inclusively, and 612 to 632 inclusively, of the cadaster of the parish of Saint Laurent, with also all the subdivision numbers of the said ori-

de " Model City, " avec les pouvoirs accordés par l'acte des cités et villes, sauf certains changements quant à la qualification pour exercer les charges municipales, le pouvoir d'emprunt, et quant à certains autres objets, et aussi pour autres fins.

ALPHONSE DECARY,
Avocat des requérants.

Montréal, 8 octobre 1912. 4183-2

Province de Québec, }
District de Montréal. }

VILLE DE LONGUEUIL.

Avis est par le présent donné que la corporation de la ville de Longueuil s'adressera à la législature de Québec, à sa prochaine session, pour obt nir certains amendements à sa charte, 7 Ed. VII, chap. 71, et entre autres les suivants :

Pour déterminer les limites de la ville ; pour étendre l'application de la loi des cités et villes de 1903, à la ville de Longueuil, et spécialement adopter la dite loi concernant la date des élections, nomination des auditeurs, qualification des assesseurs ; paiement des taxes pour permettre aux électeurs de voter, la préparation du rôle, l'examen, la préparation et la mise en vigueur de la liste électorale, la nomination du secrétaire à l'élection ; l'avis d'élection ; la nomination des candidats ; l'imposition d'une taxe sur les marchandises, et aussi pour obtenir que le présent conseil soit continué en office jusqu'au premier jour juridique de février 1915, lorsque les prochaines élections générales auront lieu ; pour déterminer les endroits de votation et où ils seront placés ; pour augmenter les taxes pour l'octroi des certificats de licences ; pour changer la date de l'année fiscale, et pour ajuster et percevoir les taxes en conséquence ; pour changer la date de préparation et mise en vigueur du rôle d'évaluation ; pour être exempté de soumettre au lieutenant-gouverneur en conseil, tous règlements à l'exception de ceux pour emprunter ; pour imposer des taxes sur les propriétés non sujettes à la taxe ; pour payer les frais de construction de trottoirs et d'égouts ; pour accorder le droit de vote aux compagnies incorporées ; pour annoncer les avantages de la ville et payer les frais de telles annonces ; pour payer à même le fonds public, les frais de réceptions officielles ; pour donner des obligations et débentures de la ville, comme garanties collatérales pour les prêts temporaires ; pour acquérir dans les limites de la ville ou en dehors d'icelle, une ferme d'incinération et d'égout ; pour exempter la ville des obligations d'exécuter le plan homologué et pour autres fins.

Donné sous mon seing, à Longueuil, ce premier jour d'octobre 1912.

M. DAGENAIS,
Sec.-trés., ville de Longueuil.
LAMARRE & BRODEUR,
Procureurs de la ville.

Longueuil, Ier octobre 1912. 4087.2

Avis est par le présent donné qu'une demande sera faite à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, par " The Bishop's College School Association ", pour obtenir une loi amendant la charte de la dite association, et dans le but d'augmenter le capital-actions de l'association augmenter le montant des biens qu'elle peut acquérir, posséder et jouir, ratifier une certaine convention entre elle et " The Corporation of Bishop's College ", l'autoriser à faire d'autres conventions et baux aux termes qui seront jugés à propos, changer sa position quant au contrôle par " The Corporation of Bishop's College ", augmenter ses pouvoirs et pour autres fins.

MEREDITH, MACPHARSON, HAGUE,
HOLDEN & SHAUGHNESSY,
Solliciteurs de " The Bishop's College
School Association ".

12 octobre 1912. 4247-2

ginal lots, under the name of " Model City, " with the powers granted by the cities and town act, with certain modifications and to the qualification for municipal offices, as to the borrowing power other objects, and for other purposes.

ALPHONSE DECARY,
Attorney for petitioners.

Montreal, 8th October, 1912. 4184

Province of Quebec, }
District de Montreal. }

TOWN OF LONGUEUIL.

Notice is hereby given that the corporation of the town of Longueuil will apply at the next session of the Quebec Legislature, to obtain certain amendments to its charter, 7 Edw. VII, chap. 71, and amongst others, the following :

To determine the town's limits ; to extend the application of the town and cities law of 1903 to the town of Longueuil, and specially to adopt said law regarding date of elections, appointment of auditors, qualification of assessors ; payment of taxes to allow electors to vote, the preparation of the roll, the examination, preparation and enforcement of the electoral list, the appointment of secretary to the election ; the notice of election ; the nomination of candidates ; the imposing of a taxe on goods, and also to obtain that the present council be continued in office until the first judicial day of February next, 1915, when the next general elections shall take place ; to determine the voting places and where they shall be located ; to increase taxes for granting of license certificates ; to alter the date of the fiscal year, and to adjust and collect the taxes accordingly ; to alter the date of the preparation and coming into force of the valuation roll ; to be freed from submitting to the lieutenant governor in council any by-law except those to borrow ; to impose taxes on non taxable properties to day the cost of constructing sidewalks and sewers ; to grant right to vote to incorporated companies ; to advertise the advantages of the town and pay cost of such advertising ; also to pay out of public funds, the cost of official receptions ; to give bonds and debentures of the town, as collateral securities for temporary loans ; to acquire within the town limits or outside of them, as incinerator and sewage farm ; to freed the town from the obligation to execute the homologated plan, and for other purposes.

Given under my hand and zeal, in Longueuil, on the 1st of October, 1912.

M. DAGENAIS,
Sec.-treas., town of Longueuil.
LAMARRE & BRODEUR,
Attorneys for the town.

Longueuil, 1st October, 1912. 4088

Notice is hereby given that the application will be made to the Legislature of the province of Quebec, at its next session, by The Bishop's College School Association, for an act to amend the charter of the said association, and for the purpose of increasing the capital stock of the association, increasing the amount of property which it may acquire, hold and enjoy, ratifying a certain agreement between it and the Corporation of Bishop's College, empowering it to enter into other agreements and leases on such terms as it may see feet, and altering its position in regard to control by the Corporation of Bishop's College, increasing its powers and for others purposes.

MEREDITH, MACPHERSON, HAGUE,
HOLDEN & SHAUGHNESSY,
Solicitors for the The Bishop's College
School Association

12th October, 1912. 4248

Avis est par le présent donné qu'une demande sera faite à la législature de Québec, à sa prochaine session, par M. George Doyer, cultivateur, de Saint Gervais, et autres, aux fins d'obtenir le pouvoir de vendre un certain immeuble substitué étant le No 256, des plan et livre de renvoi du cadastre de la paroisse de Saint-Gervais.

ST. LAURENT & LAFERTÉ,
Procureurs du requérant.

Québec, 30 septembre 1912. 4017.3

Avis est par le présent donné que les commissaires d'écoles pour la municipalité de la cité de Lachine dans le comté de Jacques-Cartier, s'adresseront à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir la passation d'une loi détachant du territoire de la municipalité scolaire de la paroisse des Saints-Anges de Lachine, dans le comté de Jacques-Cartier, toute cette partie de ce territoire situé sur le côté nord du canal Lachine et compris pour les fins municipales dans les limites territoriales de la cité de Lachine, et annexant cette partie de territoire au territoire de la municipalité scolaire de la cité de Lachine, dans le comté de Jacques-Cartier, pour les fins scolaires.

A. S. PELLETIER,
Procureur des commissaires d'écoles pour la municipalité de la cité de Lachine, dans le comté de Jacques-Cartier.

Lachine, 12 octobre 1912. 4323

Avis est par les présentes donné qu'une demande sera faite à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, par Dame Charlotte S. Nelson, épouse de Alfred Brien dit Desrochers, agriculteur, de la ville de Laval des Rapides, province de Québec ; Dame Fleurine Nelson, épouse d'Alphonse Bertrand, négociant, de Saint-Placide, province de Québec ; Demoiselle Annie Nelson, célibataire, aussi de Laval des Rapides, province de Québec, John George Nelson et Walter Joseph Nelson, ces deux derniers voyageurs de commerce, de la cité de Montréal, province de Québec, en leur qualité d'appelés de la substitution créée par le testament de feu Wolfred Nelson, en date du 6 de mai 1861, pour obtenir une loi autorisant les dits appelés à vendre un immeuble situé en la ville de Laval des Rapides, ci-devant paroisse de Saint-Martin, à eux légués par le dit feu Wolfred Nelson, et aussi ratifiant les obligations contractées par les dits appelés, sous forme d'hypothèques affectant le dit immeuble.

CHAS. CHAMPOUX,
Procureur des requérants.

Bâtisse Banque de Québec, Place d'Armes.

Montréal, 15 octobre 1912. 4309

Avis est par le présent donné que Morton Lewis Sands, Henry Bruno Maldeis, William Grace, Richard Perry, Emma Agnès Wigley, Benjamin Owen, Colena Muriel Owen, Cora Adair, Melvin Solomon Groh et Brynle Owen, tous des cité et district de Montréal, s'adresseront à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour l'incorporation des susdites personnes et telles autres qui peuvent devenir membres, en une corporation religieuse pour les fins du culte divin, sous le nom de "The Brethren Church of the province of Quebec", ensemble avec le droit de faire des règles et règlements pour leur propre gouverne, et avec le droit d'acquérir et posséder des biens pour les fins religieuses et avec en outre le droit de célébrer les mariages et conduire les rites et services qui peuvent être requis.

PLACE & STOCKWELL,
Procureurs des requérants.

Montréal, 16 octobre 1912. 4341

Avis est par le présent donné par Allan McDonald Strang, de la cité de Montréal, dans la province de Québec, chirurgien dentiste, qu'il s'adressera à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir une loi autorisant le

Notice is hereby given that an application will be made to the Legislature of Quebec, at its next session, by Mr. George Doyer, farmer, of Saint Gervais, and others, to obtain the power to sell a certain substituted immoveable being No. 256, on the cadastral plan and in the book of reference for the parish of Saint Gervais.

ST. LAURENT & LAFERTÉ,
Solicitor for petitioner.

Quebec, 30th September, 1912. 4018

Notice is hereby given that the school commissioners for the municipality of the city of Lachine, in the county of Jacques Cartier, will apply to the Legislature of the province of Quebec, at its next session, for the passing of an act detaching from the school municipality of the parish of Saints Anges de Lachine, in the county of Jacques Cartier, all the portion of the said territory situate on the north side of the Lachine canal and comprised for municipal purposes within the territorial limits of the city of Lachine, and annexing the said part of territory to the territory of the school municipality of the city of Lachine, in the county of Jacques Cartier, for school purposes.

A. S. PELLETIER,
Attorney for the school commissioners for the municipality of the city of Lachine, in the county of Jacques Cartier.

Lachine, 12th October, 1912. 4324

Notice is hereby given that application will be made to the Legislature of the province of Quebec, at its next session, by Dame Charlotte S. Nelson, wife of Alfred Brien dit Desrochers, agriculturist, of the town of Laval des Rapides, province of Quebec ; Dame Fleurine Nelson, wife of Alphonse Bertrand, trader, of Sainte Placide, province of Quebec ; Miss Annie Nelson, spinster, also of Laval des Rapides, province of Quebec, John George Nelson and Walter Joseph Nelson, the two latter commercial travellers of the city of Montreal, province of Quebec, in their capacity of substitutes of the substitution created by the will of the late Wolfred Nelson, dated the 6th May, 1861, for an act authorizing the said substitutes to sell an immoveable situate in the town of Laval des Rapides, formerly parish of Saint Martin, to them bequeathed by the said late Wolfred Nelson, and also ratifying the obligations contracted by the said substitutes under form of hypothecs affecting the said immoveable.

CHAS. CHAMPOUX,
Attorney for petitioners.

Montreal, 15th October, 1912. 4310

Public notice is hereby given that Morton Lewis Sands, Henry Bruno Maldeis, William Grace, Richard Perry, Emma Agnes Wigley, Benjamin Owen, Colena Muriel Owen, Cora Adair, Melvin Solomon Groh and Brynle Owen, all of the city and district of Montreal, will apply to the Legislature of the province of Quebec, at its next session, for the incorporation of themselves and such others as may afterwards become members into a religious corporation for the purpose of divine worship under the name of the Brethren Church of the province of Quebec, together with the right to make rules and regulations for their own government and with the right to acquire and hold property for religious purposes and with a further right to celebrate marriages and to conduct such rites and services as may be required.

PLACE & STOCKWELL,
Attorneys for applicants.

Montreal, 16th October, 1912. 4342

Notice is hereby given by Allan McDonald Strang, of the city of Montreal, in the province of Quebec, doctor of dental science, that he will make application to the Legislature of the province of Quebec, at its next session, for the passage of an

collège des chirurgiens dentistes de la province de Québec, à l'admettre parmi ses membres et lui octroyer la licence nécessaire pour pratiquer comme chirurgien dentiste dans cette province, après examen

LAFLEUR, MACDOUGALL,
MACFARLANE & POPE,
Solliciteurs du requérant.

Montréal, 14 octobre 1912. 4311

Avis public est par les présent donné que le Bureau des Commissaires d'Ecoles Catholiques Romains, de la cité de Sherbrooke, s'adressera à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour faire augmenter ses pouvoirs d'emprunt et pour d'autres fins.

PANNETON, LEBLANC & PANNETON,
Procureurs des requérants.

Sherbrooke, 16 octobre 1912. 4321

La compagnie "The Saraguay Electric & Water Company" donne avis qu'elle s'adressera à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir une loi amendant sa charte sur les matières suivantes :

Changer son nom en celui de "Light and Power Company of Montréal", augmenter son capital actions et le diviser en diverses classes suivant que la compagnie le jugera à propos ; quant à ce qui concerne ses actions libérées, émettre des certificats d'actions aux conditions que la compagnie pourra de temps en temps déterminer, démontrant que le porteur a droit aux actions qui y sont mentionnées, et pourvoir au moyen de coupons ou autrement, au paiement des dividendes à venir sur les actions comprises dans ces certificats ; obtenir les pouvoirs nécessaires à la fabrication du gaz pour toutes les fins pour lesquelles il peut être employé et pour le vendre et en disposer ; obtenir le pouvoir d'emprunter de l'argent sur le crédit de la compagnie et émettre des obligations, débentures ou autres valeurs pour toutes sommes empruntées ou à emprunter et les engager ou les vendre pour telles sommes et à tels prix que la compagnie jugera convenable et garantir le remboursement de ces obligations, débentures ou autres valeurs en engageant l'actif ou des biens de la compagnie, suivant qu'il sera jugé à propos par la compagnie ; obtenir l'autorisation d'acquérir et prendre, en totalité ou en partie, l'entreprise, les biens et obligations de toute personne ou compagnie exploitant toute entreprise que la compagnie est autorisée à exploiter et possédant des propriétés propres aux fins de la compagnie ; faire tout arrangement avec toute personne ou compagnie pour l'affermage, le louage ou l'achat des franchises, droits, travaux, outillages et matériels roulant appartenant à telle personne ou compagnie ; acquérir les bons et autres obligations ou valeurs de certaines compagnies ; garantir le paiement en argent obtenu par, ou payable en vertu ou au sujet de débentures, bons, actions-obligations, actions, contrats, hypothèques, charges, obligations et valeurs de toute compagnie on entreprise, ayant des fins tout à fait ou en partie semblables à celles de la compagnie ; émettre des débentures ou actions-obligations en une ou plusieurs séries et elle pourra les garantir en transférant à des fidéicommissaires la totalité ou telle partie de l'actif ou des propriétés de la compagnie, jugée à propos ; vendre et disposer des biens, entreprise et franchises d'autres compagnies ; prendre part à l'administration de certaines compagnies ; aider certaines institutions se rapportant aux affaires de la compagnie ; exploiter d'autres entreprises se rapportant aux affaires de la compagnie ; ratifier les conventions, contrats et arrangements intervenus entre la compagnie et la compagnie Dominion

act to authorize the College of Dental Surgeons of the province of Quebec, to admit him among its members and to grant him the necessary license to practise as dental surgeon in this province after examination.

LAFLEUR, DACDOUGALL,
MACFARLANE & POPE,
Solicitors for applicant.

Montreal, 14th October, 1912. 4312

Public notice is hereby given that the Board of Roman Catholic School Commissioners, of the city of Sherbrooke, will apply to the Legislature of the province of Quebec, at its next session, to increase its power to borrow and for other purposes.

PANNETON, LEBLANC & PANNETON,
Attorneys for petitioner.

Sherbrooke, 16th October, 1912. 4322

"The Saraguay Electric & Water Company" give notice that it will apply to the Legislature of the province of Quebec, at its next session, for an act to amend its charter on the ollowing matters :

To change its name to "Light and Power Company of Montreal" ; to increase its capital stock and divide it into various classes according as the ompany may deem advisable ; as to what concerns its paid up shares, to issue stock certificates on the conditions the company may from time to time determine, establishing that the holder has the right to the shares mentioned therein, and provide by means of coupons or otherwise for the payment of future dividends on the shares comprised in such certificates ; to obtain the necessary powers to manufacture gas for any purposes it may be employed and to sell and dispose thereof ; to obtain the power to borrow money on the credit of the company and issue bonds, debentures or other securities for any sums borrowed or to be borrowed and pledge or sell same for such amounts and at such prices as the company may deem fit and guarantee the redemption of such bonds, debentures or other securities by pledging the assets or property of the company, as may be deemed advisable by the company ; to obtain the authorization to acquire and take, in whole or in part, the undertaking, property and obligations of any person or company carrying on any undertaking that the company is authorized to carry on and holding property suitable to the purposes of the company ; to make any arrangement with any person or company for the renting, letting or the purchase of the franchises, rights, works, equipment and rolling stock belonging to such person or company ; to acquire the bonds and other obligations or securities of certain companies ; to guarantee the payment in cash obtained by or payable in virtue of or respecting debentures, bonds, stocks, shares, contracts, hypothees, charges, obligations and securities of any company or undertaking with purposes wholly or partly similar to those of the company ; to issue debentures or bonds in one or more series and the company may guarantee same by transferring to trustees the whole or such part of the assets or property of the company deemed advisable ; to sell and dispose of the property, undertaking and franchises of other companies ; to take part in the administration of certain companies ; to aid certain institutions in connection with the business of the company ; to exploit other undertakings in connection with the business of the company ; to ratify the covenants, contracts and arrangements entered into between the company and the Dominion Light, Heat and Power Company, Saint Paul Electric Light & Power Company,

Light Heat & Power Company, Saint Paul Electric Light & Power Company, Canadian Light & Power Company et Central Heat Light & Power Company ; ratifier la résolution du conseil municipal de la municipalité du village de Cartierville, en date du 13 juillet 1909, et le contrat basé sur telle résolution et passé entre la dite municipalité du village de Cartierville et la compagnie, le 22 septembre 1909, devant Cohier, notaire, et pour toutes autres fins se rattachant ou découlant des sujets ci-dessus énumérés.

EDMOND HURTUBISE,
Secrétaire de la compagnie
Edifice Eastern Townships Bank.
Montréal, 15 octobre 1912. 4349

Avis est présentement donné que demande sera faite à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, par la succession de feu John Morris Henry Robertson, de la cité de Montréal, pour obtenir la passation d'une loi autorisant les exécuteurs testamentaires du dit feu John Morris Henry Robertson, à augmenter la rente annuelle payable à sa veuve et à chacun de ses enfants aux termes de son testament.

ALPHONSE DECARY,
Procureur du requérant.
Montréal, 2 octobre 1912. 4369.2

Avis public est par les présentes donné qu'une demande sera faite à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour l'adoption d'une loi érigeant en municipalité de village, sous le nom de "Municipalité du Village de Salaberry", pour fins municipales et autres fins, les habitants du territoire suivant :

A distraire de la paroise de Beauport :

Une partie du numéro 596, les numéros 597, 598, 599, 600, une partie du numéro 610, une partie du numéro 611, une partie du numéro 612, les numéros 613, 614, une partie du numéro 618, une partie du numéro 619, les numéros 620, 621, une partie du numéro 622, depuis le numéro 625 jusqu'au numéro 735 inclusivement, les numéros 738, 739, 740, 741, 743, 744, 745, une partie du numéro 746, les numéros 747, 747a.

Le tout formant un territoire de 2,775 arpents et ayant environ 75 arpents du nord au sud et 37 arpents de l'est à l'ouest.

Borné comme suit :

Vers le nord-est :

Partie par un chemin public passant entre les numéros 703, 704, du cadastre officiel de la paroisse de Beauport, d'un côté et le numéro 1,048 du cadastre officiel de la paroisse de Charlesbourg de l'autre ; partie par un chemin public passant entre le numéro 692 du cadastre officiel de la paroisse de Beauport d'un côté et le numéro 1050 du cadastre officiel de la paroisse de Charlesbourg de l'autre ; partie par le numéro 789 de la concession Saint-Joseph du cadastre officiel de la paroisse de Beauport ; partie par la rive nord-est de la rivière de Beauport, depuis son intersection avec la limite sud de la concession Saint-Joseph, jusqu'à son embouchure au fleuve Saint-Laurent à la ligne de basse marée.

Vers le sud-est :

Partie par la ligne de basse marée du fleuve Saint-Laurent depuis l'embouchure de la rive nord-est de la rivière Beauport jusqu'à l'intersection de la dite ligne de basse marée avec la limite sud-ouest du numéro 58 du cadastre officiel de la paroisse de Beauport ; partie par les numéros 737 et 736 ; partie par le chemin du petit Village ; partie par le numéro 742 du cadastre officiel de la paroisse de Beauport.

Vers le sud-ouest :

Partie par la limite sud-ouest du numéro 58 du cadastre officiel de la paroisse de Beauport ; partie par le numéro 737 du cadastre officiel de la paroisse de Beauport ; partie par

Canadian Light & Power Company and Central Heat Light & Power Company ; to ratify the resolution of the municipal council of the municipality of the village of Cartierville, dated the 13th July, 1909, and the contract based on such resolution and entered into between the said municipality of the village of Cartierville, and the company on the 22nd September, 1909, before Gohier, notary, and for any other purposes in connection with or relating to the hereabove enumerated objects.

EDMOND HURTUBISE,
Secretary of the company
Eastern Townships Bank Building.
Montréal, 15th October, 1912. 4350

Notice is hereby given that application will be made to the Legislature of the province of Quebec, at its next session, by the estate of the late John Morris Henry Robertson, of the city of Montreal, for the passing of the law authorizing the testamentary executors of said John Morris Henry Robertson, to increase the annuities payable to his widow and to each of his children, under his last will.

ALPHONSE DECARY,
Attorney for applicant.
Montreal, October 2nd 1912. 4370

Public notice is hereby given that an application will be made to the Legislature of the province of Quebec at its next session, for the passing of an act erecting into a village municipality, under the name of "Municipalité du Village de Salaberry" for municipal purposes and others, the residents of the folowing territory, to wit :

To be taken from the parish of Beauport :

Part of number 596, numbers 597, 598, 599, 600, part of number 610, part of number 611, part of number 612, numbers 613, 614, part of number 618, part of number 619, numbers 620, 621, part of number 622, from number 625 to number 735 inclusive, numbers 738, 739, 740, 741, 743, 744, 745, part of number 746, numbers 747, 747a.

The whole forming a territory of 2775 arpents and measuring about 75 arpents from the north to the south, and 37 arpents from the east to the west.

Bounded as follows :

Towards the north-east :

Part by a public road passing between numbers 703, 704, of the official cadastre for the parish of Beauport on one side, and number 1048 of the official cadastre for the parish of Charlesbourg on the other side ; part by a public road passing between number 692 of the official cadastre for the parish of Beauport on one side and number 1050 of the official cadastre for the parish of Charlesbourg on the other side part by number 789 of range Saint Joseph of the official cadastre for the parish of Beauport ; part by the north-eastern shore of the river Beauport from its intersection with the south limit of range Saint Joseph to its mouth the river Saint Lawrence at low water mark.

Towards the south east :

Part by the low water mark of Saint Lawrence river from the mouth of the north eastern shore of river Beauport to the intersection of the said low water mark with the south western limit of number 58 of the official cadastre for the parish of Beauport ; part by numbers 737 and 736 ; part by the road of Petit Village ; part by number 742 of the official cadastre for the parish of Beauport.

Towards the south west :

Part by the south western limit of number 58 of the official cadastre for the parish of Beauport ; part by number 737 of the official cadastre for the parish of Beauport ; part by

les numéros 734 et 735 du cadastre officiel de la paroisse de Charlesbourg, à distraire cependant la partie du numéro 746 du cadastre officiel de la paroisse de Beauport comprise dans la paroisse de Saint-Michel Archange ; partie par la ligne séparant le numéro 662 du cadastre officiel de la paroisse de Beauport du numéro 1059 du cadastre officiel de la paroisse de Charlesbourg.

Vers le nord-ouest :

Partie par les numéros 985, 986, 987, 990, 991 ; partie par les numéros 1048-1049 ; parties par les numéros 1050, 1051, 1052, 1053, 1054, 1055, 1056, 1057, 1058, 1059 ; partie par le numéro 1060, tous ces numéros précédents faisant partie du cadastre officiel de la paroisse de Charlesbourg ; partie par les numéros 790, 790a, et 789, de la concession Saint-Joseph ; partie par les numéros 789, 788, de la concession de Saint-Joseph, tous ces numéros faisant partie du cadastre officiel de la paroisse de Beauport ; partie par la ligne de haute marée en front du numéro 737, du cadastre officiel de la paroisse de Beauport.

CANNON & PARENT,
Procureurs des requérants.

Québec, 15 octobre 1912. 4303

Avis public est par le présent donné que The Montreal Firemen's Benefit Association of Montreal, s'adressera à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir une loi amendant à sa charte, 7 Edouard VII, Chap. 114, telle qu'elle est maintenant amendée (1 George V, Chap. 89, 1910), et que les amendements demandés seront l'admission de membres, contributions, bénéfices octroyés aux membres, à leurs veuves et leurs enfants, spécialement la pension, ses pouvoirs, l'administration, le bureau des directeurs, les assemblées et l'augmentation des fonds de l'association et autres fins nécessaires au bon fonctionnement de la corporation.

MERCIER & BEIQUE,
Procureurs de la requérante.

Montréal, 7 octobre 1912. 4283

Les soussignés Robert Lagueux, ptre, curé de la paroisse de Saint-Roch de Québec, M. Napoléon Drouin, du même lieu, ancien marguillier, le rév. P. H. Legault, O. M. I., curé la paroisse de Saint-Sauveur de Québec, M. Télesphore Verret, du même lieu, échevin, Omer Cloutier, ptre, curé de la paroisse de Notre-Dame de Jacques-Cartier, M. Joseph Gauthier, du même lieu, syndic, le rév. P. Maurice, O. M. C., curé de la paroisse de Saint-Charles de Limoilou, M. J.-E. Chapleau, avocat, du même lieu, H. Bouffard, ptre, curé de la paroisse de Sainte-Angèle de Saint-Malo, Eugène Julien, négociant, de Saint-Malo, Frs. Cliche, commerçant, Joseph Mercier, ptre, curé de la paroisse de Saint-Zéphirin de Stadacona, donnent avis, par les présentes, qu'ils s'adresseront à la législature de cette province, à la prochaine session, pour obtenir une charte sous la raison sociale de "Compagnie du Cimetière Saint-Charles", ayant le siège de ses affaires à Québec et succession perpétuelle, avec, entr'autres, les pouvoirs suivants, savoir : celui d'acquérir, à quelque titre que ce soit, des terrains d'une étendue convenable et dûment approuvés, aux fins d'y ériger un cimetière commun à l'usage des paroisses ci-dessus désignées et de toutes celles qui, à l'avenir, pourrraient leur être adjointes en vertu des règlements, dans un même but ; le pouvoir d'entretenir, gérer et administrer le dit cimetière comme de chose lui appartenant, dans l'intérêt des dites paroisses ; le pouvoir spécial de succéder à l'administration, gestion et usage du cimetière actuel dit "Cimetière Saint-Charles" appartenant à la paroisse de Saint-Roch de Québec, susdits ; le pouvoir spécial de succéder en tous droits et obliga-

numbers 734 and 735 of the official cadastre for the parish of Charlesbourg, not included however part of number 746 of the official cadastre for the parish of Beauport comprised into the parish of Saint Michel Archange ; part by the line dividing number 662 of the official cadastre for the parish of Beauport from number 1059 of the official cadastre for the parish of Charlesbourg .

Towards the north west :

Part by numbers 985, 986, 987, 990, 991 ; part by numbers 1048-1049 ; part by numbers 1050, 1051, 1052, 1053, 1054, 1055, 1056, 1057, 1058, 1059 ; part by number 1060, all these above numbers forming part of the official cadastre for the parish of Charlesbourg ; part by numbers 790, 790a and 789 of the range Saint Joseph, all these numbers forming part of the official cadastre for the parish of Beauport ; part by the high water mark in front of number 737 of the official cadastre for the parish of Beauport.

CANNON & PARENT,
Attorneys for petitioners.

Quebec, 15th October, 1912. 4304

Public notice is hereby given that the Montreal Firemen's Benefit Association of Montreal will apply to the Legislature of the province of Quebec, at its next session, for an act amending its charter, 7 Edward VII, ch. 114, as it stands now amended (1 George V, ch 89, 1910), and that the amendments that it will demand refer to the admission of members, for assessments, to the benefits granted to the members, to their widows and their children, specially to the pension, to its powers, to the administration, to the board of directors, to the meetings, and to the augmentation of the funds of the association and other ends necessary to the good working of the corporation.

MERCIER & BEIQUE,
Attorneys for the petitioner.

Montreal, 7th October, 1912. 4284

The undersigned Robert Lagueux, priest, Curé of the parish of Saint Roch de Quebec, Mr. Napoléon Drouin, of the same place, former churchwarden, the rev. P. H. Legault, O. M. I., curé of the parish of Saint Sauveur de Québec, M. Télesphore Verret, of the same place, alderman, Omer Cloutier, priest, curé of the parish of Notre Dame de Jacques Cartier, Mr. Joseph Gauthier, of the same place, syndic, the rev. P. Maurice, O. M. C., curé of the parish of Saint Charles de Limoilou, Mr. J. E. Chapleau, advocate, of the same place, H. Bouffard, priest, curé of the parish of Sainte Anèle de St-Malo, Mr. Eugène Julien, trader, Saint-Malo, Mr. Frs. Cliche, trader, Joseph Mercier, priest, curé of the parish of Saint Zéphirin de Stadacona, hereby give notice that they will apply to the Legislature of this province, at the next session thereof, to obtain a charter under the corporate name of "Compagnie du Cimetière Saint Charles", having its corporate seat at Quebec and perpetual succession, with the following powers among others, to wit : to acquire under any title whatever lands of a suitable extent and duly approved for the purpose of erecting a cemetry thereon for the use in common of the parishes hereabove designated and of all those which hereafter may be associated with the min virtue of the by-laws, for the same purpose ; the power to maintain, manage and administer the said cemetery as of a thing belonging to it, in the interest of the said parishes ; the special power to succeed in the administration, management and use of the actual cemetery called "Cimetière Saint Cherles", belonging of the parish of Saint Roch de Quebec aforesaid ; the special power to suc-

tions des requérants concernant certaines propriétés achetées par les requérants eux ou leurs ayants-cause pour servir de cimetières paroissiaux, les acquéreurs en ayant été dûment autorisés ; le pouvoir de contracter en général, d'aliéner, d'hypothéquer, d'exproprier, s'il y a lieu, d'imposer des contributions aux intéressés, de percevoir des revenus, profits ou rentes, emprunter, émettre, si nécessaire des bons ou débentures, le tout conformément à la loi et dans l'intérêt des dits intéressés du nouveau cimetière ; le pouvoir de faire des règlements et, en un mot tous actes capables d'assurer la création, l'usage, entretien et administration de tel cimetière.

J. E. PRINCE, C. R.
Procureur des requérants.
Québec, 10 octobre 1912. 4265

Les commissaires d'écoles pour la municipalité scolaire de la ville de la Longue-Pointe donnent avis qu'ils s'adresseront à la législature de Québec, à sa prochaine session, pour demander le droit de faire, chaque année, un rôle d'évaluation des propriétés immobilières se trouvant dans les limites de leur municipalité, nonobstant les articles 2836 et 2837 des Statut refondus de la province de Québec, et pour autres fins.

LAMOTHE, ST. JACQUES & LAMOTHE,
Procureurs des requérants.
Montréal, 16 octobre 1912. 4355

Les exécuteurs-testamentaires et les légataires de feu M. P. E. Paquette, en son vivant marchand, de la cité et du district de Montréal, donnent avis qu'ils s'adresseront à la législature de Québec, à sa prochaine session, pour demander que les pouvoirs des exécuteurs-testamentaires soient mieux définis, qu'ils aient le droit de prendre des décisions à la majorité des voix ; que les exécuteurs-testamentaires aient le droit de vendre les immeubles substitués, de faire remploi des deniers, soit en achat ou construction d'immeubles, soit autrement ; qu'ils aient droit d'emprunter et d'hypothéquer ; qu'ils aient le droit de louer les immeubles substitués à long terme, et même par baux emphytéotiques ; qu'au cas de mort d'un ou de plusieurs des grevés usufruitiers, laissant des enfants, que les dits enfants soient continués dans la jouissance de leur père ou mère jusqu'à l'ouverture finale de la substitution ; que la vente faite par Dame Albina Carrières, veuve P. E. Paquette, d'un immeuble se trouvant en son nom et mentionné au testament de feu P. E. Paquette, et les conventions faites par elle avec ses enfants, grevés de substitution, soient ratifiées et confirmées ; que l'emploi du prix de vente soit approuvé et que, sur la balance du dit prix de vente, il soit pris un montant suffisant pour payer les frais de licitation et accessoires, frais faits en mil neuf cent douze, par le ministère de Mtre E. Roy, notaire, avec l'autorisation de la cour, et pour autres fins se rapportant aux dites matières.

LAMOTHE, ST. JACQUES & LAMOTHE,
Procureurs des requérants.
Montréal, 16 octobre 1912. 4357

Avis est par le présent donné que la compagnie de chemin de fer Roberval et Saguenay s'adressera à la législature, à sa prochaine session, pour obtenir la modification de sa charte relativement aux matières suivantes, savoir :

1. Changement de son nom en celui de " La Compagnie du Chemin de Fer " Le Nord " ;
2. La longueur de ses branches et voies d'évitement ;
3. L'acquisition par débentures, actions ou autrement du chemin de fer de la Baie des Ha ! Ha ! ainsi que de ses franchises, privilèges, droits, immeubles, meubles et roulant, et la faculté d'exercer tous les pouvoirs conférés à la compagnie du chemin de fer de la Baie des Ha ! Ha ! par sa charte

ceed to all the rights and obligations of the petitioners respecting certain properties purchased by the petitioners they or their assigns to serve as parochial cemeteries, the purchasers having been duly authorized thereto ; the power to contract generally, alienate, hypothecate, expropriate if necessary, to impose contributions on the interested parties, to collect revenue, profits or rents, borrow, issue if necessary bonds or debentures, all in conformity to law and in the interest of the said interested parties of the new cemetery ; the power to make by-laws and in a word any acts capable of assuring the creation, use, maintenance and administration of such cemetery.

J. E. PRINCE, K. C.
Attorney for petitioners.
Quebec, 10th October, 1912. 4266

The school commissioners for the school municipality of the town of Longue Pointe give notice that they will apply to the Legislature of Quebec, at its next session, to obtain the right to make, every year, a valuation roll of the immoveable property being within the limits of their municipality, notwithstanding articles 2836 and 2837 of the Revised statutes of the province of Quebec, and for other purposes.

LAMOTHE, ST. JACQUES & LAMOTHE,
Attorneys for petitioners.
Montreal, 16th October, 1912. 4356

The testamentary executors and the legatees of the late P. E. Paquette, in his lifetime merchant, of the city and district of Montreal, give notice that they will make application to the Legislature of Quebec, at its next session, to more clearly define the powers of the testamentary executors, that they have the right to take decisions on a majority of votes ; that the testamentary executors have the right to sell the substitituted immoveables, to make reinvestment of the money either in the purchase or construction of immoveables or otherwise ; that they have the right to borrow and hypothecate; that they have the right to lease the substituted immoveable on long terms and even by emphyteutic leases ; that in case of the death of one or more of the usufructuary institutes leaving children that the said children be continued in the enjoyment of their father or mother until the final opening of the substitution ; that the sale made by Dame Albina Carrières, widow P. E. Paquette, of an immoveable being in her name and mentioned in the will of the late P. E. Paquette, and the covenants made by her with her children, institutes under substitution, be ratified and confirmed ; that the use of the price of sale be approved and that out of the balance of the said price of sale there be taken a sufficient amount to pay the costs of licitation and accessories, costs incurred in nineteen hundred and twelve, through Mtre E. Roy, notary, with the authorization of the court, and for other purposes in connection with the said matters.

LAMOTHE, ST. JACQUES & LAMOTHE,
Attorneys for petitioners.
Montreal, 16th October, 1912. 4350

Notice is hereby given that the Roberval and Saguenay Railway Company will apply to the Legislature at its next session, to amend its charter in connection with the following matters :

1. The changing its name to that of " La Compagnie de Chemin de Fer " Le Nord " ;
2. The length of its branches and sidings ;
3. The acquisition by means of bonds, shares or otherwise of the Ha ! Ha ! Bay Railway Company as also of its franchises, privileges, rights, immoveables, moveables and rolling stock and the right to use all the powers conferred on the Ha ! Ha ! Bay Railway Company by its charter and by

et par la loi, sujet aux débentures et autres charges qui affectent le dit chemin de fer, avec droit de prolonger à travers la ville de Chicoutimi jusqu'à la rivière du Moulin à ou près de son confluent avec le Saguenay, l'embranchement allant aux usines de la compagnie de pulpe de Chicoutimi.

4. Le montant pour lequel la compagnie pourra émettre des obligations ou débentures ;

5. Le droit d'acheter, posséder, aliéner et louer des immeubles.

LAPOINTE & LANGLAIS,
Procureurs de la requérante.

Chicoutimi, 17 octobre 1912. 4359

Avis public est donné que demande sera faite à la législature de Québec, à sa session prochaine, pour qu'il soit passé un acte autorisant les syndics de la paroisse de Saint-Bruno, Lac Saint-Jean, à emprunter une somme de vingt-cinq mille piastres pour payer les travaux faits et à être faits à l'église catholique de cette paroisse, et à prélever sur les immeubles des paroissiens catholiques romains, les montants nécessaires pour rembourser le dit emprunt en capital et intérêts.

BELLEAU, PELLETIER, BELLEAU,
BAILLARGEON & BELLEAU,
Procureurs des requérants.

Québec, 10 octobre 1912. 4249.2

Avis est par les présentes donné qu'une demande sera faite à l'Assemblée législative de la province de Québec, à sa prochaine session, pour l'adoption d'une loi incorporant la Compagnie de chemin de fer Alma et Jonquières, avec pouvoir de construire et d'opérer une ligne de chemin de fer depuis un point à ou près d'Hébertville, sur la ligne du chemin de fer Québec et Lac Saint-Jean, dans une direction nord ouest passant à travers les cantons Labarre, Signai et Ile d'Alma jusqu'à un point quelconque entre les endroits appelés Grande Décharge et Petite Décharge sur le Lac Saint-Jean, une distance d'à peu près 20 milles.

D'un point à ou près de la paroisse de Saint-Joseph d'Alma, dans le canton Signai, comté du Lac Saint-Jean, dans une direction est à travers les cantons Signai, Labarre et Kénogami jusqu'à un point quelconque à ou près de la paroisse de Jonquières, une distance d'à peu près 30 milles, avec pouvoir de construire des embranchements ou extensions à divers endroits le long de la route et pour communiquer avec tous les chemins de fer déjà construits ou qui peuvent être construits, avec pouvoir d'opérer le dit chemin de fer par vapeur, électricité ou autrement, et pour autres pouvoirs ordinairement donnés aux compagnie de chemin de fer.

CANNON & PARENT,
Procureurs de la requérante.

Québec, 16 octobre 1912. 4313.2

Avis public est par les présentes donné que la ville de Saint-Jérôme s'adressera à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour amender sa charte dans les buts suivants : Pour faire ratifier certains règlements relatifs à la municipalisation d'un système d'éclairage à l'électricité, pour fournir l'énergie électrique, et pour l'autoriser à contracter un emprunt pour ses fins ; pour obtenir une loi l'autorisant à exercer certains pouvoirs d'expropriation pour la pose de ses poteaux et l'installation de ses lignes de transmission ; modifier le système d'élection municipale, ratifier certaines dépenses encourues par le conseil dans l'intérêt de la ville et pour autres fins.

CHS. ED. MARCHAND,
Procureur de la ville de Saint-Jérôme.

Saint-Jérôme, 22 octobre 1912. 4413

---

law, subject to the bonds and other charges affecting the said railway, with the right to extend the branch line, running to the Chicoutimi Pulp Company's Mills, through the town of Chicoutimi to the Rivière du Moulin at or near its confluence with the Saguenay river ;

4. The amount for which the company may issue bonds or debentures ;

5. The right to purchase, hold, alienate and lease immoveables.

LAPOINTE & LANGLAIS,
Attorneys for petitioners.

Chicoutimi, 17th October, 1912. 4350

Public notice is given that the trustees of the parish of Saint Bruno, Lake Saint John, will apply to the Legislature of Quebec, at its next session, for the passing of an act authorizing them to borrow a sum of twenty five thousand dollars which will be applied to the payment of the works done and to be done to the catholic church of that parish, and to levy on the immoveables of the roman catholic parishonners, the amounts required for the reimbursement of said loan in capital and interest.

BELLEAU, PELLETIER, BELLEAU,
BAILLARGEON & BELLEAU,
Solicitors for applicants.

Quebec, 10th October, 1912. 4250

Notice is hereby given that an application will be made to the Legislative Assembly of the province of Quebec, at its next session, for the passing of an Act incorporating the Alma & Jonquières Railway Company with power to construct and operate a line of railway from a point at or near Hébertville on the Quebec & Lake Saint John Railway line, in a northerly direction passing through the township of Labarre, Signai and Ile d'Alma to a point between the places called "Grande Decharge" and "Petite Decharge" on the Lake Saint John, a distance of about twenty miles.

From a point at or near the parish of Saint Joseph d'Alma, in the township of Signai, county of Lake Saint John, in an eastern direction through the townships of Signai, Labarre and Kenogami, to a point at or near the parish of Jonquieres in the said county of Lake Saint John a distance of about thirty miles, with power to construct branch lines or extensions at different places along the road and to connect with any railroads already built or that may be built, with power to operate the railway by steam, electricity or otherwise, and for other powers ordinarily given to the railway companies.

CANNON & PARENT,
Attorneys for petitionner.

Quebec, 16th October, 1912. 4314.

Public notice is hereby given that the town of Saint Jerome will petition the Legislature of the province of Quebec, at its next session, to amend its charter for the following purposes : To have ratified certain by laws pursuant to the municipalisation of an electric plant for municipal lighting and production and sale of electric energy ; to be authorized to make a loan for these purposes ; to be authorized to expropriate the necessary right of way for the installation of the posts and transmission lines ; to modify the system of municipal election ; to have ratified certain expenses incurred in the interest of the town, and for others purposes.

CHS. ED. MARCHAND,
Attorney for the town of Saint Jerome.

Saint Jerome, 22nd October, 1912. 4414

Avis est par le présent donné que les Syndics des Chemins à Barrières de la Rive Nord à Québec, feront application à la législature de la Province, à sa prochaine session, pour un acte autorisant la commission à percevoir des taux sur les automobiles et autres voitures à pouvoir moteur, traversant ses barrières et voyageant sur les chemins de la commission.

Par ordre du bureau,
G. H. BURROUGHS,
Secrétaire trésorier.

Québec, 28 octobre 1912. 4421

Canada,
Province de Québec,
District des Trois-Rivières.

LA CITÉ DES TROIS-RIVIÈRES.

Avis public est par le présent donné que la cité des Trois-Rivières s'adressera à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour amender sa charte et obtenir les pouvoirs additionnels suivants :

Pour amender la loi, 1 Ed. VII, chap. 44, 1901, concernant les expropriations de terrains, les locataires, le ou les auditeurs, la perception des taxes, le département du feu, le conseil-de-ville, les emprunts temporaires, la limite d'emprunt, les incendiés du 22 juin 1908, et les cotisations, taxes et autres charges ; pour l'établissement d'une cour du recorder ; pour imposer à toute personne ou compagnie, certaines obligations concernant les subdivisions et concessions de terrains, pour modifier la loi concernant la confection du rôle d'évaluation ; pour autoriser le conseil à créer un fonds de pension pour les employés de la cité ; pour étendre le pouvoir d'emprunt sur billets promissoires ; pour autoriser la dite cité à émettre des débentures, pour acquitter les actions qu'elle a souscrites à la compagnie de tramways de Trois-Rivières, pour autoriser la cité à émettre des débentures pour pavage, drainage, aqueduc, traverses, département du feu, hôtel-de-ville, expropriations de terrains, et tous autres emprunts concernant la voierie municipale.

ALFRED DESY,
Procureur de la cité des Trois-Rivières.

Trois-Rivières, 16 octobre 1912. 4373

Avis est par les présentes donné que, Thomas Déchène, menuisier-charpentier, Eugène Bilodeau, mécanicien, Joseph Desmeules, ouvrier, Pantaléon Ouellet, électricien, William Gilbert, électricien, Arthur Pedneault, mécanicien, David Gaudreault, ouvrier, Amédée Fortin, ingénieur, Auguste Coulombe, mécanicien, Daniel Ouellet, boulanger, tous de la ville de Chicoutimi, s'adresseront à la législature de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir un bill les incorporant, avec d'autres, en une société de secours mutuels, de prévoyance, d'économie domestique et sociale et d'organisation du travail, sous le nom de "La Fédération Ouvrière Mutuelle du Nord".

Pour la Fédération Ouvrière Mutuelle du Nord.

LAPOINTE & LANGLAIS,
Procureurs.

Chicoutimi, 17 octobre 1912 4377

Avis est par les présentes donné que demande sera faite à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, par la cité de Sherbrooke, d'un acte amendant la charte de la dite cité de Sherbrooke et pour être autorisé :

1o A nommer des commissaires pour administrer les affaires de la dite cité avec le maire et à rémunérer les dits commissaires et le maire;

2o A payer au maire actuel une rémunération depuis son entrée en fonction ;

3o A donner des subsides au "Board of Trade" ;

Notice is hereby given that the Trustees of the Quebec North Shore Turnpike Trust, will make application to the Legislature of the Province, at its next session, for an act authorizing the commission to collect tolls on automobiles and other moter power vehicles going through its gates and passing over the roads of the commission.

By order of the board,
G. H. BURROUGHS.
Secretary treasurer.

Quebec, 28th October, 1912. 4422

Canada,
Province of Quebec,
District of Three Rivers.

THE CITY OF THREE RIVERS.

Notice is hereby given that the city of Three Rivers will, at next meeting of the Provincial Legislature, apply to amend its charter and to obtain the following additional powers :

To amend the law, 1 Ed. VII, chap. 44, 1901, respecting land expropriations, tenants, the auditor or auditors, the collection of taxes, the fire department, the city council, the temporary loans, the loan limit, the fire victims of the 22nd June, 1908, and the assessments, taxes and other charges ; for the establishment of a Recorder's Court ; to impose upon every person or company, certain obligations respecting subdivisions and land grants ; to modify the law respecting the preparation of the valuation role ; to authorize the Council to create a pension fund for civic employees ; to extend the borrowing on promissory notes ; to authorize said city to issue debentures to pay off the shares which it debentures, to pay off the shares which it way Company ; to authorize the city to issue debentures for paving, drainage, waterworks, ferries, fire department, city hall, land expropriations,, and all other loans concerning the municipal roads.

ALFRED DESY,
Attorney of the city of Three Rivers.

Three Rivers, 16th October, 1912. 4374

Notice is hereby given that an application will be made to the Legislature of Quebec, at its next session, by Thomas Déchène, carpenter, Eugène Bilodeau, machinist, Joseph Desmeules, workman, Pantaléon Ouellet, electrician, William Gilbert, electrician, Arthur Pednaud, machinist, David Gaudreault, workman, Amédée Fortin, engineer, Auguste Coulombe, machinist, Daniel Ouellet, baker, all of the town of Chicoutimi, to obtain an act incorporating them and others into a provident institution for mutual help among workmen, domestic and social economy and labour organization under the name of "La Fédération Ouvrière Mutuelle du Nord".

For La Fédération Ouvrière Mutuelle du Nord.

LAPOINTE & LANGLAIS,
Solicitors.

Chicoutimi, 17th October, 1912. 4378

Notice is hereby given that application will be made to the Legislature of the province of Quebec, at its next session, by the city of Sherbrooke, for an act to amend the charter of the said city of Sherbrooke, and to be authorized :

1. To name commissioners to administer the business of the said city with the mayor and to pay the said commissioners and mayor a remuneration ;

2. To pay the present mayor a remuneration since his entry into office ;

3. To give subsidies to the Board of Trade ;

4o A passer des règlements pour déterminer et règler la construction des bâtisses dans les limites de la dite cité, à nommer un inspecteur des bâtisses et à donner des permis de construction ;

5o A passer des règlements défendant la construction de certains genres de bâtisses dans certains quartiers ou parties de la dite cité, ou le long de certaines rues de la dite cité ;

6 A demander l'approbation des propriétaires avant de donner aux commissaires l'administration des affaires de la dite cité, et pour toute autre fins.

PANNETON, LEBLANC & PANNETON,
4379 Avocats de la cité de Sherbrooke.

The Royal Agricultural Schools s'adresseront à la législature de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir une loi les autorisant à émettre des actions privilégiées et stock de débentures et pour augmenter le nombre des gouverneurs.

CHARLES DOYLE.
Secrétaire.
Montréal, 16 octobre 1912. 4375

Avis est par les présentes donné par Joseph F. Bugeaud, étudiant en droit, qu'il s'adressera à la prochaine session de la législature, dans le but d'obtenir un bill autorisant le barreau à l'admettre à la pratique de la profession, après examens, en juillet 1913, ou subséquemment, nonobstant le fait que les brevets pour admission à l'étude ne sont datés que de janvier 1912.

4425 J. F. BUGEAUD.

Avis est par les présentes donné que L'Avenir et Melbourne Railway Company et Benjamin E Reed, Gordon H. Bogie et Joseph Laferty s'adresseront à la législature de Québec, à sa prochaine session, pour l'adoption d'une loi amendant la charte de la dite compagnie et changeant le nom de la compagnie, modifiant le parcours du chemin de fer, prolongeant les délais pour commencer et compléter sa construction, et permettant à la compagnie d'exercer les pouvoirs conférés par sa charte, pourvoyant à l'augmentation de son capital, modifiant la manière de convoquer les assemblées, et permettant à toute municipalité interressée de souscrire des bonis en faveur de la compagnie, et pour autres fins.

BEIQUE, BEIQUE & BEIQUE,
4433 Procureurs des requérants.

Avis est par les présentes donné que la Commission des écoles catholiques de Montréal, demandera à la législature, à sa prochaine session, l'autorisation d'emprunter la somme de cinq cent mille piastres sur débentures, pour acheter des terrains et y construire des écoles nouvelles et aussi de fonder des colonies de vacances pour les enfants de ses écoles ; elle demandera en outre des pouvoirs spéciaux exproprier, d'une manière plus expéditive ,des terrains et constructions pour fins scolaires.

ULRIC LAFONTAINE,
Secrétaire-trésorier.
Montréal, 11 octobre 1912. 4289

Avis Divers

Avis est par le présent donné que " La Compagnie d'Assurance Mutuelle contre le feu de la paroisse de Saint-François de Beouce " s'est conformée aux dispositions de la loi des assurances de Québec, et que 52 souscripteurs ayant signé leurs noms sur le livre de souscription pour la somme de $46,600, est constituée en corps politique et incorporée en vertu du sous paragraphe 2, paragraphe VI, section XXII, chapitre III, title XI, des statuts refondus de la province de Québec, 1909.

labour organisation, under the name of "La mine the erection of buildings in the limits of the said city, to name an inspector of buildings and to issue permits of construction ;

5. To pass by-laws forbidding the erection of certain kinds of buildings in certain wards or parts of said city or along certain streets of the said city ;

6. To ask the approval of proprietors before giving to comimssioners the administration of the business of the said city, and for other purposes.

PANNETON, LEBLANC & PANNETON,
4380 Solicitors for the city of Sherbrooke.

The Royal Agricultural Schools will apply to the Legislature of Quebec, at its next session, for the passing of an act authorizing them to issue preference shares and debentures stock and to increase the number of governors.

CHARLES DOYLE.
Secretary.
Montreal, 16th October, 1912. 4376

Notice is hereby given by Joseph F. Bugeaud, student at law, that he will apply at the next session of the Legislature, for the purpose of obtaining a bill authorizing the bar to admit him to the profession, after examination in July, 1913, or subsequently, notwithstanding the fact that his brevets for admission to study are only dated January, 1912.

4426 J. F. BUGEAUD.

Notice is hereby given that The L'Avenir and Melbourne Railway Company and Benjamin E. Reed, Gordon H. Bogie and Joseph Laferty will apply to the Qcebec Legislature, at its next session, for the passing of a bill amending the said company's charter and changing the company's name, modifying the route of the railway, extending the delay for the commencement and completion of its construction and permitting the company to exercise the powers conferred by its charter, modifying the mode of calling of meetings, and permitting any interested municipality to vote bonuses in favor of the company, and for other purposes.

BEIQUE, BEIQUE & BEIQUE,
4434 Attorneys for applicants.

Notice is hereby given that the catholic school commissions of Montreal will apply to the Legislature at its next session for authority to borrow five hundred thousand dollars on debentures in order to purchase school sites and to build new school thereon and also for authority to establish summer school resorts for pupils frequenting its schools, moreover the said board will ask for special authority to expropriate more expeditiously any lands and buildings for school purposes.

ULRIC LAFONTAINE,
Secretary treasurer.
Montreal, 11th October, 1912. 4290

Miscellaneous Notices

Notice is hereby given that " The Mutual Fire Insurance Company of the parish of Saint François de Beauce " having complied with the provisions of the Quebec Insurance Act, and that 52 subscribers having signed their names in the subscription book to the amount of $46,600, is constituted a body politic and corporate in virtue of sub-paragraph 2, paragraph 6, section XXII, chapter III, title XI of the revised statutes of the province of Quebec, 1909.

Donné conformément à l'article 6889, des statuts refondus de la province de Québec, 1909, à Beauceville, ce dix-septième jour d'octobre mil neuf cent douze.

ST-JEAN GAGNON,
Président.
P. A. ANGERS,
4381 Secrétaire.

Province de Québec, District de Montréal. } *Cour Supérieure.*

Dame Gertrude Mary Williams, des cité et district de Montréal, épouse commune en biens de William Steggall, de la dite cité de Montréal, dûment autorisée à ester en justice,

Demanderesse ;

vs

William Steggall, des dits cité et district de Montréal, Défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée, ce jour, par la demanderesse contre le défendeur.

EDGAR N. ARMSTRONG,
Procureur de la demonderesse.
Montréal, 23 octobre 1912. 4435

Province de Québec.—District de Montréal.—Cour Supérieure.—No 3791.—Dame Amanda Laura Lindberg, épouse commune en biens de Joseph Henri Poulin, gérant de commerce, de la cité et du district de Montréal, dûment autorisée à ester en justice, Demanderesse ; vs Joseph Henri Poulin, du même lieu, Défendeur.

La demanderesse a, ce jour, intenté une action en séparation de biens contre le défendeur.

LEBLANC, BROSSARD & FORREST,
Procureurs de la demanderesse.
Montréal, 21 octobre 1912. 4417

Province de Québec, District de Montréal. } *Cour Supérieure.*

No 2362.

Eléonore Lamarche, de Montréal, épouse commune en biens de Magloire Deslongchamps, charretier, du même lieu, et ce dernier pour autoriser son épouse, Demanderesse ;

vs

Le dit Magloire Deslongchamps, Défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause, le 12 juin 1912.

LOUIS MASSON,
4371 Avocat de la demanderesse.

Province de Québec, district de Montréal, No 448.—Cour supérieure.—Dame Reichal Darabaner, femme commune en biens de Fur *alias* Julius Tammer, tous deux de la cité et du district de Montréal, Demanderesse ; vs Fur *alias* Julius Tammer, Défendeur —Une action en séparation de biens a été instituée ce jour, le 8 août 1912.—A. P. Mathieu, procureur de la demanderesse.—Montréal, 8 août 1912. 4287

District de Québec, cour supérieure, No 1251. Dame Albertine Boucher, de Québec, épouse de Joseph Azarie Cloutier, aussi de Québec, marchand, a, ce jour, institué une action en séparation de biens contre son dit époux, devant la dite cour. Québec, 3 octobre 1912. APOLLINAIRE CORRIVEAU, Procureur de la demanderesse. 4079.3

Province de Québec, district de Roberval, cour supérieure, No 52. Dame Amanda Martel, de Saint Cœur de Marie, épouse commune en biens de Eugène Fortin, ancien contracteur, dûment autorisée à ester en justice, Demanderesse ; vs Eugène Fortin, du même lieu, ancien contracteur, Défendeur. Une action en séparation de biens a été instituée par la demanderesse contre le défendeur. Roberval, 30 septembre 1912.

J. D. PAMPHILE VALLÉE,
4041.3 Procureur de la demanderesse.

Given pursuant to article 6889 of the revised statutes of the province of Quebec, 1909, at Beauceville, this seventeenth day of October, 1912.

ST-JEAN GAGNON,
President.
P. A. ANGERS,
4382 Secretary.

Province of Quebec, District of Montreal. } *Superior Court.*

Dame Gertrude Mary Williams, of the city and district of Montreal, wife common as to property of William Steggall, of the said city of Montreal, duly authorised to "ester en justice",

Plaintiff ;

vs

William Steggall, of the said city and district of Montreal, Defendant.

An action for separation as to property has, this day, been instituted by the plaintiff against the defendant.

EDGAR N. ARMSTRONG,
Attorney for plaintiff.
Montreal, 3rd October, 1912. 4436

Province of Quebec.—District of Montreal.—Superior Court.—No. 3791.—Dame Amanda Laura Lindberg, wife common as to property of Joseph Henri Poulin, manager of commerce, of the city and district of Montreal, and duly authorized "à ester en justice", Plaintiff ; vs Joseph Henri Poulin, of the same place, Defendant.

The plaintiff has, this day, instituted an action for separation as to property against the defendant.

LEBLANC, BROSSARD & FORREST,
Attorneys for plaintiff.
Montreal, 21st October, 1912. 4418

Province of Quebec, District of Montreal. } *Superior Court.*

No. 2362.

Eleonore Lamarche, of Montreal, wife common as to property of Magloire Deslongchamps, carter, of the same place, and the latter to authorize his wife, Plaintiff ;

vs

The said Magloire Deslongchamps, Defendant.

An action for separation as to property has been instituted in this cause, on the 12th June, 1912.

LOUIS MASSON,
4372 Attorney for plaintiff.

Province of Quebec, district of Montreal, No. 448.—Superior Court.—Dame Reichal Darabaner, wife commune as to property of Fur *alias* Julius Tammer, both of the city and district of Montreal, Plaintiff ; vs Fur *alias* Julius Tammer, Defendant. —An action for separation as to property has been instituted, this day, this 8th August, 1912.—A. P. Mathieu, attorney for plaintiff.—Montreal 8th August, 1912. 4288

District of Quebec, superior court, No. 1251, Dame Albertine Boucher, of Quebec, wife of Joseph Azarie Cloutier, of Quebec, merchant, has, this day, instituted an action for separation as to property against her said husband, before the said court. Quebec, 3rd October, 1912. APPOLLINAIRE CORRIVEAU, Attorney for Plaintiff. 4080

Province of Quebec, district of Roberval, superior court, No. 52. Dame Amanda Martel, of Saint Cœur de Marie, wife common as to property of Eugène Fortin, former contractor, duly authorized "à ester en justice", Plaintiff ; vs Eugène Fortin, of the same place, former contractor, Defendant. An action for separation as to property has been instituted by the plaintiff against the defendant. Roberval, 30th September, 1912.

J. D. PAMPHILE VALLÉE,
4042 Attorney for plaintiff.

Province de Québec, District de Bedford. } *Cour Supérieure.*
No 8960.

Dame Elizabeth Ann Burt, du village de Philipsburg, dans le dit district, épouse commune en biens de Sanford H. Borden, du même lieu, "liveryman", et duement autorisée en justice.
Demanderesse ;

vs

Le dit Sanford H. Borden, Défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause, le 5e jour d'octobre 1912.

Z. E. CORNELL,
4253 Avocat de la demanderesse.

Province de Québec, District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
No 589.

Dame Elizabeth Arsenault, des cité et district de Montréal, épouse commune en biens de J. Omer Loiselle, du même lieu, duement autorisée à ester en justice, Demanderesse ; vs Le dit J. Omer Loiselle, du même lieu, Défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause, le 28 août 1912.

GOYETTE & TRUDEAU,
Procureurs de la demanderesse.
Montréal, 31 août 1912. 4039.3

Province de Québec, District d'Iberville, No 219. } *Cour Supérieure*

Une action en séparation de biens a été intentée ce jour, contre son mari, par Dame Rose Alma Rhéaume, de la paroisse de St-Jean l'Evangéliste, district d'Iberville, et temporairement de Howick, dans le district de Beauharnois, épouse de Hilaire Cartier, du même lieu.

STANISLAS POULIN,
Avocat de la demanderesse.
St-Jean, 4 septembre 1912. 4319.

Province de Québec, district de Montréal, No 1608.—Cour Supérieure.—Dame Eugénie Fortier, épouse commune en biens de Joseph Ernest Boisvert, chapelier, des cité et district de Montréal, et dûment autorisée à ester en justice, Demanderesse; vs le dit Joseph Ernest Boisvert, Défendeur.—Une action en séparation de biens a eté instituée en cette cause, le 14e jour d'octobre 1912.—Adélard Leduc, procureur de la demanderesse.—Montréal, 15 octobre 1912. 4301

Province de Québec, District de Saint-François. } *Cour Superieure.*
No 84.

Dame Laura Hébert, épouse d'Edward Duchesneau, cultivateur, du canton de Barnston, dans le dit district, a, ce jour, pris une action en séparation de biens contre son dit mari.

G. H. ST PIERRE,
Procureur de la demanderesse.
Sherbrooke, 7 juin 1912. 3991.3

Province de Québec, District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
No 3448.

Dame Berthe Robyns, épouse commune en biens de François Gillet, forgeron, tous deux des cité et district de Montréal, cette dernière étant dûment autorisée à ester en justice, Demanderesse ; vs Le dit François Gillet, du même lieu, Défendeur ;

Une action en séparation de biens a été intentée en cette cause contre le défendeur, le vingt-huitième jour de septembre mil neuf cent douze.

PELISSIER, WILSON & ST. PIERRE,
Procureurs de la demanderesse.
Montréal, 1er octobre 1912. 4037.3

Province of Quebec, District of Bedford. } *Superior Court.*
No. 8960.

Dame Elizabeth Ann Burt, of the village of Philipsburg, in said district, wife common as to property of Sanford H. Borden, of the same place, liveryman, duly authorized for the purpose hereof, Plaintiff ;

vs

The said Sanford H. Borden, Defendant.

An action for separation as to property has been instituted in this case, the 5th day of October, 1912.

Z. E. CORNELL,
4254 Attorney for plaintiff

Province of Quebec, District of Montreal. } *Superior Court.*
No. 589.

Dame Elizabeth Arsenault, of the city and district of Montreal, wife common as to property of J. Omer Loiselle, of the same place, duly authorized "à ester en justice", Plaintiff ; vs The said J. Omer Loiselle, Defendant.

An action for separation as to property has been instituted in this case, on the 28th August, 1912.

GOYETTE & TRUDEAU,
Attorneys for plaintiff.
Montréal, 31st August, 1912. 4040

Canada, Province of Quebec, District of Iberville, No. 219. } *Superior Court*

An action for separation as to property against her husband, has been this day, instituted by Dame Rose Alma Rhéaume, of the parish of St John the Evangelist, district of Iberville, and temporarily of Howick in the district of Beauharnois, wife of Hilaire Cartier, of the same place.

STANISLAS POULIN,
Attorney for plaintiff.
St. Johns, 4th September, 1912. 4320.

Province of Quebec, district of Montreal, No. 1608.—Superior Court.—Dame Eugénie Fortier, wife common as to property of Joseph Ernest Boisvert, hatter, of the city and district of Montreal, and duly authorized to "ester en justice", Plaintiff ; vs the said Joseph Ernest Boisvert, Defendant.—An action for separation as to property has been instituted in this cause, on the 14th day of October, 1912.—Adélard Leduc, attorney for the plaintiff.—Montreal, 15th October, 1912. 4302

Province of Quebec, District of Saint Francis. } *Superior Court.*
No. 84.

Dame Laura Hébert, wife of Edward Duchesneau, of the township of Barnston, in said district, farmer, has taken, this day, an action for separation of property against her said husband.

G. H. ST PIERRE,
Attorney for plaintiff.
Sherbrooke, 7th June, 1912. 3992

Province of Quebec, District of Montreal. } *Superior Court.*
No. 3448

Dame Berthe Robyns, wife common as to property of François Gillet, blacksmith, both of the city and district of Montreal, the said Berth Robyns being duly authorized to sue the defendant in this case, Plaintiff ; vs The said François Gillet, of the same place, Defendant ;

An action in separation for property was instituted in this case, against the defendant, on the twenty-eighth day of September, one thousand nine hundred and twelve.

PELISSIER, WILSON & ST. PIERRE,
Attorneys for plaintiff.
Montreal, 1st. October 1912. 4038

Cour Supérieure.—Beauce.—No 880.

Dame Elmire Dallaire, épouse commune en biens de Charles Lachance, fils, de Saint-Martin, demanderesse ; vs le dit Charles Lachance, défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée, ce jour, en cette cause.

BOUFFARD & GODBOUT,
Procureurs de la demanderesse.

Saint-Joseph, Beauce, 18 septembre 1912. 3853-4

Cour Supérieure.—Saint-François.
No 331.

Dame Laura Helen LeBaron (née Shurtleff), épouse de Wright Benjamin LeBaron, de la cité de Sherbrooke, commerçant, a institué, ce jour, une action en séparation de biens contre son dit époux.

CATE, WELLS & WHITE,
Procureurs de la demanderesse.

Sherbrooke, Qué., 7 octobre 1912. 4169.2

Province de Québec, district de Montréal, cour supérieure, No 3398. Dame Odila Roberge, des cité et district de Montréal, épouse commune en biens de Joseph Prenoveau, charretier, du même lieu, a intenté une action en séparation de biens contre son mari, le 27 septembre 1912.

BEAUDRY & BEAUDRY,
Procureurs de la demanderesse.

Montréal. 7 octobre 1912. 4145.2

Province de Québec, district de Joliette, dans la cour supérieure, No 6316. Dame Marie Flore Corinne Auclair, épouse commune en biens de Camille Bélisle, mécanicien, du village de Saint-Gabriel de Brandon dans le district de Joliette, et dûment autorisée à ester en justice, Demanderesse ; vs le dit Camille Bélisle, Défendeur. Une action en séparation de biens a été instituée, ce jour, en cette cause. Joliette, 8 octobre 1912.

ALPHONSE MARTINEAU,
Procureur de la demanderesse.

4147.2

Province de Québec, district de Montréal, cour supérieure, No 4279. Dame Virginie Bradley, des cité et district de Montréal, épouse commune quant aux biens de Joseph Giroux, charretier, du même lieu, dûment autorisée à ester en justice, Demanderesse ; vs le dit Joseph Giroux, des cité et district de Montréal, Défendeur. Une action en séparation de corps et de biens a été instituée en cette cause le 13ème jour d'août 1912. Bessette & Dutaud, avocats de la demanderesse, Montréal, 10 octobre 1912. 4233-2

Avis est par le présent donné que les administrateurs du cimetière Marlington, à Marlington, dans le canton de Stanstead, P. Q., s'adresseront au lieutenant-gouverneur de la province de Québec, pour obtenir une incorporation, sous le nom de "Marlington Cemetery Company", conformément à l'acte des cimetières.

CHS. M. THOMAS, N. P.,
Pour les dits administrateurs.

Stanstead, P. Q., 5 octobre 1912. 3815.2

Avis de Faillites

Province de Québec, District de Montréal. } *Cour Supérieure.*

No 193.

Dans l'affaire de Emile Thibault, plombier, 306, Visitation, Montreal, Insolvable.

Avis est par les présentes donné que, par une ordonnance de cette cour, en date du 18 octobre 1912, le soussigné a été nommé curateur aux biens

Superior Court.—Beauce.—No. 880.

Dame Elmire Dallaire, wife common as to property of Charles Lachance, junior, of Saint-Martin, plaintiff ; vs the said Charles Lachance, defendant.

An action for separation as to property has been instituted, this day, in this cause.

BOUFFARD & GODBOUT,
Attorneys for plaintiff.

Saint Joseph, Beauce, 18th September, 1912. 3854

Superior Court.—Saint Francis.
No. 331.

Dame Laura Helen LeBaron (née Shurtleff), wife of Wright Benjamin LeBaron, of the city of Sherbrooke, trader, has taken, this day, an action for separation of property against her said husband.

CATE, WELLS & WHITE,
Attorneys for plaintiff.

Sherbrooke, Que., 7th October, 1912. 4170

Province of Quebec, district of Montreal, superior court, No. 3398. Dame Odila Roberge, of the city and district of Montreal, wife common as to property of Joseph Prenoveau, carter, of the same place, has brought an action against her husband for separation as to property, the 27th September, 1912.

BEAUDRY & BEAUDRY,
Attorneys for plaintiff.

Montreal, 7th October, 1912. 4146

Province of Quebec, district of Joliette, in the superior court, No. 6316. Dame Marie Flore Corinne Auclair, wife common as to property of Camille Bélisle, mechanician, of the village of Saint Gabriel de Brandon, district of Joliette, and duly authorized "à ester en justice", Plaintiff ; vs the said Camille Bélisle, Defendant. The plaintiff has, this day, instituted an action for separation as to property against the defendant. Joliette, 8th October, 1912.

ALPHONSE MARTINEAU,
Attorney for plaintiff.

4148

Province of Quebec, district of Montreal, superior court, No. 4279. Dame Virginie Bradley, of the city and district of Montreal, wife common as to property of Joseph Giroux, carter, of the same place, Plaintiff ; vs the said Joseph Giroux, of the city and district of Montreal, Defendant. An action for separation from bed and board and from property has been instituted in this cause on the 13th day of August, 1912. Bessette & Dutaud, attorneys for plaintiff, Montreal, 10th October, 1912. 4234

Notice is hereby given that the administrators of the Marlington Cemetery, at Marlington, in the township of Stanstead, P. Q., will apply to the Lieutenant Governor of the province of Quebec, for obtain an incorporation, under the name of the "Marlington Cemetery Company", pursuant to the cemeteries act.

CHS. M. THOMAS, N. P.,
For said administrators.

Stanstead, P. Q., 5th October, 1912. 3816

Bankrupt Notices

Province of Quebec, District of Montreal. } *Superior Court.*

No. 193.

In the matter of Emile Thibeault, plumber, 306, Visitation, Montreal, Insolvent.

Notice is hereby given that, on the eighteenth day of October, 1912, the undersigned has been duly appointed by the court, curator to the estate

du dit Emile Thibeault, qui a fait cession de ses biens pour le bénéfice de ses créanciers.

Les réclamations sous serment doivent être produites entre mes mains dans les trente jours de cet avis.

C. A. SYLVESTRE,
Curateur.

No 54, Notre-Dame Est.
Montréal, 22 octobre 1912. 4415

Province de Québec, District de Montréal. } *Cour Supérieure.*

Dans l'affaire de Langston & Whalen, Montréal, Faillis.

Avis est par le présent donné que les dits faillis ont fait, ce jour, un abandon judiciaire de leurs biens pour le bénéfice de leurs créanciers au bureau du protonotaire, Montreal.

A. W. WILKS,
Député gardien provisoire.

Bureau de Wilks & Burnett.
Montréal, 21 octobre 1912. 4419

Province de Québec, District de Trois-Rivières. } *Cour Supérieure.*
No. 116.

Dans l'affaire de Arthur Brunelle, hôtelier, de la cité de Trois-Rivières, Failli ;
et
J. A. Tessier, Requérant cession ;
et
L. P. Mercier, Curateur.

Un premier et dernier bordereau de collocation a été préparé en cette affaire et sera sujet à objection jusqu'au quatre de novembre prochain, 1912, date après laquelle chaque collocation sera payable à mon bureau.

L. P. MERCIER, N. P.,
Curateur.

25, Alexandre, Trois-Rivières.
Trois-Rivières, 19 octobre 1912. 4367

District de Gaspe.

Dans l'affaire de J. J. Smith, Grand Pabos, Insolvable.

Un premier et dernier bordereau de dividende a été préparé en cette affaire, et sera sujet à objection jusqu'au 11 novembre 1912, date après laquelle ce dividende sera payable à mon bureau.

J. P. E. GAGNON,
Curateur.

Bureau : 44, rue Dalhousie,
Bâtisse de la Cie du Richelieu.
Québec, 24 octobre 1912. 4431

District de Rimouski.

Dans l'affaire de Shahady Abud, Lac au Saumon, Insolvable.

En vertu d'un ordre de la cour, en date du 18 octobre 1912, j'ai été nommé curateur aux biens de cette succession.

Toutes personnes ayant des réclamations contre cette succession sont requises de les produire devant moi dans les trente jours de cette date.

J. P. E. GAGNON,
Curateur.

Bureau : 44, rue Dalhousie.
Bâtisse de la Cie Richelieu.
Quebec, 23 octobre 1912. 4427

Province de Québec, District de Montréal. } *Cour Supérieure.*

Dans l'affaire de la succession Gustave Fauteaux, Interdit.

Avis est par le présent donné qu'un premier et dernier bordereau de dividendes a été préparé dans cette affaire, et sera sujet à objection dans mon bureau, 80, rue Saint-François-Xavier, dans la cité de Montréal, jusqu'au 30e jour de novembre 1912.

GEO. W. PACAUD,
4437 Curateur.

of the said insolvent, Emile Thibeault, who has made a judicial abandonment of his assets for the benefit of his creditors.

Sworn claims must be filed before me within thirty days of the present nottce.

C. A. SYLVESTRE,
Curator.

No. 54, Notre Dame East.
Montreal, 22nd October, 1912. 4416

Province of Quebec, District of Montreal. } *Superior Court.*

In the matter of Langston & Whalen, Montreal, Insolvents.

Notice is hereby given that the said insolvents have, this day, made in the prothonotary's office, in Montreal, a judicial abandonment of their assets for the benefit of their creditors.

A. W. WILKS,
Deputy provisional guardian.

Office of Wilks & Burnett.
Montreal, 21st October, 1912. 4420

Province of Quebec, District of Three Rivers. } *Superior Court.*
No. 116.

In the matter of Arthur Brunelle, hotelkeeper, of the city of Three Rivers, Insolvent ;
and
J. A. Tessier, Petitioner for assignment ;
and
L. P. Mercier, Curator.

A first and final collocation sheet has been prepared in this matter and will be open to objection until the fourth of November next, 1912, after which date each collocation will be payable at my office.

L. P. MERCIER, P. N.,
Curator.

25, Alexander, Three Rivers.
Three Rivers, 19th October, 1912. 4368

District of Gaspe.

In the matter of J. J. Smith, Grand Pabos, Insolvent.

A first and final dividend sheet has been prepared in this matter, and will be open to objection until 11th November, 1912, after which date this dividend will be payable at my office.

J P. E. GAGNON,
Curator.

Office : 44, Dalhousie street,
Richelieu & Ont. Nav. Co. Building
Quebec, 24th October, 1912. 4432

District of Rimouski.

In the matter of Shahady Abud, Salmon Lake, Insolvent.

In virtue of an order of the court, dated 18th of October, 1912, I have been appointed curator to this estate.

All persons having claims against this estate are requested to file them with me within thirty days from this date.

J. P. E. GAGNON,
Curator.

Office : 44, Dalhousie street,
Richelieu & Ont. Nav. Co. Building.
Quebec, 23rd October, 1912. 4428

Province of Quebec, District of Montreal. } *Superior Court.*

In the matter of estate Gustave Fauteaux, Interdicted.

Notice is hereby given that a first and final dividend sheet has been prepared in the above matter, upon to objection at my office, 80, Saint François Xavier street, in the city of Montreal, up to the 30th day of November, 1912.

GEO. W. PACAUD,
4438 Curator.

Province de Québec, District de Montréal. } *Cour Supérieure.*

Dans l'affaire de Corona Garment, mfg. Co., Montréal, Faillie.

Avis est par le présent donné qu'un premier et dernier bordereau de diividendes a été préparé dans cette affaire et sera sujet à objection jusqu'au 12e jour de novembre 1912, après laquelle date les dividendes seront payables au bureau des soussignés.

WILKS & BURNETT,
Curateurs conjoints.

Bureau de Wilks & Burnett.
Montréal, 26 octobre 1912. 4439

Province de Québec, District de Bedford. } *Cour Supérieure.*
No 226.

Dans l'affaire de "The Cash Exchange", Chase Gilman, Mansonville, Qué., Failli.

Avis est par le présent donné que, le 18e jour d'octobre 1912, par ordre de la cour, nous avons été nommés curateurs conjoints des biens du susdit failli qui en a fait un abandon judiciaire pour le bénéfice de ses créanciers.

Les réclamations assermentées doivent être déposées entre nos mains sous trente jours de cette date.

WILLIAM H. FISHER,
JOSEPH DESAUTELS,
Curateurs conjoints.

Chambre 415, Dominion Exp. Bldg.
145, rue Saint-Jacques, Montréal.
Montréal, 23 octobre 1912. 4441

District de Beauce.

Dans l'affaire de Ludger Caron, Saint-Samuel de Gayhurst, Insolvable.

En vertu d'un ordre de la cour, en date du 19 octobre 1912, j'ai été nommé curateur aux biens de cette succession.

Toutes personnes ayant des réclamations contre cette succession sont requises de les produire devant moi dans les trente jours de cette date.

J. P. E. GAGNON,
Curateur.

Bureau : 44, rue Dalhousie,
Bâtisse de la Cie du Richelieu.
Québec, 23 octobre 1912. 4429

District de Quebec.

Dans l'affaire de Tancrède Bergeron, restaurateur, 181, rue Dorchester, Québec, Insolvable.

En vertu d'un ordre de la cour, en date du 22 octobre courant, j'ai été nommé curateur aux biens de cette succession.

Toutes personnes ayant des réclamations contre cette succession sont requises de les produire devant moi dans les trente jours de cette date.

L. D. BLAIS,
Curateur.

Bureau : 125, rue Dorchester.
Québec, 22 octobre 1912. 4423

Province de Québec, District de Montréal. } *Cour Supérieure.*

Dans l'affaire de S. Charland, marchand de bonbons, de Montréal, Failli.

Un premier et dernier bordereau de dividende a été préparé en cette affaire et sera sujet à objection jusqu'au 12 novembre 1912, après lequel jour le dividende sera payable à mon bureau.

NAPOLEON ST. AMOUR,
Curateur.

11, Place d'Armes, Montréal.
Montréal, 26 octobre 1912. 4445

Province of Quebec, District of Montreal. } *Superior Court.*

In the matter of Corona Garment, mfg. Co., Montreal, Insolvent.

Notice is hereby given that a first and final dividend sheet has been prepared in this matter, which will be open to objection until 12th November, 1912, after which date dividends will be payable at the office of the undersigned.

WILKS & BURNETT,
Joint curators.

Office of Wilks & Burnett.
Montreal, 26th October, 1912. 4440

Province of Quebec, District of Bedford. } *Superior Court.*
No. 226.

In the matter of "The Cash Exchange" Chase Gilman, Mansonville, Que., Insolvent.

Notice is hereby given that, on the 18th day of October, 1912, as per order of the court, we the undersigned, have been appointed joint curators to the estate of the above named insolvent, who has made a judicial abandonment of his property for the benefit of his creditors.

Sworn claims must be filed in our hands within thirty days from this date.

WILLIAM H. FISHER,
JOSEPH DESAUTELS,
Joint curators.

Room 415, Dominion Exp. Bldg.
145, Saint James street, Montreal.
Montreal, 23rd October, 1912. 4442

District of Beauce.

In the matter of Ludger Caron, Saint Samuel de Gayhurst, Insolvent.

In virtue of an order of the court, dated 19th October, 1912, I have been appointed curator to this estate.

All persons having claims against this estate are requested to file them with me within thirty days from this date.

J. P. E. GAGNON,
Curator.

Office : 44, Dalhousie street,
Richelieu & Ont. Nav. Co. Building.
Quebec, 23rd October, 1912. 4430

District of Quebec.

In the matter of Tancrède Bergeron, hotel keeper, 181, Dorchester street, Quebec, Insolvent.

In accordance with an order of the court, dated the 22nd October, 1912, I have been appointed curator to this estate.

All parties having claims against this estate are requested to file them with me within thirty days from this date.

L. D. BLAIS,
Curator.

Office ; 125, Dorchester street.
Quebec, 22nd October, 1912. 4424

Province of Quebec, District of Montreal. } *Superior Court*

In the matter of S. Charland, bonbon merchant, of Montreal, Insolvent.

A first and final dividend sheet has been prepared in this matter, which will be open to objection until the 12th November, 1912, after which date the dividend will be payable at my office.

NAPOLEON ST. AMOUR,
Curator.

11, Place d'Armes, Montreal.
Montreal, 26th October, 1912. 4446

Province de Québec, District d'Arthabaska. } *Cour Supérieure.*

No 270.

Dans l'affaire de Fidèle Spenard, Henri Spenard, " F. Spenard & Fils ", Victoriaville,

Faillis.

Avis est par le présent donné que, le 19e jour d'octobre 1912, par un ordre de la cour, nous avons été nommés curateurs conjoints des biens des susdits faillis qui ont fait un abandon judiciaire pour le bénéfice de leurs créanciers.

Les réclamations assermentées doivent être déposées entre nos mains dans les trente jours de cette date.

W. H. FISHER,
JOSEPH DESAUTELS,
Curateurs-conjoints.

415, Edifice Dominion Express.
145, rue Saint-Jacques, Montréal.
Montréal, 23 octobre 1912. 4443

Province of Quebec, District of Arthabaska. } *Superior Court.*

No. 270.

In the matter of Fidèle Spenard, Henri Spenard, " F. Spenard & Fils ", Victoriaville, Que.,

Insolvents.

Notice is hereby given that, on the 19th day of October, 1912, as per order of the court, we have been appointed joint curators to the estate of the above named insolvents, who have made a judicial abandonment of their property for the benefit of their creditors.

Sworn claims must be filed in our hands within thirty days from this date.

W. H. FISHER,
JOSEPH DESAUTELS,
Joint curators.

415, Dominion Express Building,
145, Saint James street, Montreal.
Montréal, 23rd October, 1912. 4444

Ordre de Cour

Province de Québec, District de Chicoutimi. } *Cour Supérieure.*

No 3774.

Le dix-septième jour d'août mil neuf cent douze.

Présent :—le protonotaire.

Joseph Tremblay (Eustache), de Saint-Joseph d'Alma, Demandeur ;

vs

Frank M. O'Brien et Gordon T. Jennings, ci-devant de Chicoutimi, et ayant fait affaires en société comme ingénieurs civils, sous le nom et raison de " O'Brien & Jennings ", actuellement de lieux inconnus, *et al*,

Défendeurs ;

et

La compagnie de chemin de fer de la Baie des Ha ! Ha ! Opposante.

Vu la motion du demandeur et l'opposition alléguant déconfiture des défendeurs O'Brien & Jennings.

Vu l'article 33 du C. P. C.

Il est ordonné qu'avis soit donné aux créanciers des dits défendeurs de produire leurs réclamations sous quinze jours de la date de la première insertion dans la " Gazette Officielle de Québec ", de la présente ordonnance.

F. X. GOSSELIN,
4071.2 P. C. S.

Order of the Court

Province of Quebec, District of Chicoutimi. } *Superior Court.*

No. 3774.

The seveenteenth day of August, one thousand nine hundred and twelve.

Present :—The prothonotary.

Joseph Tremblay (Eustache), of Saint Joseph d'Alma, Plaintiff ;

vs

Frank M. O'Brien and Gordon T. Jennings, heretofore of Chicoutimi, and having carried on business in partnership as civil engineers, under the firm, name and style of " O'Brien & Jennings ", presently of parts unknown, *et al*,

Defendants ;

and

The Ha ! Ha ! Bay Railway Company,

Opposant.

Seeing the motion of the plaintiff and the opposition alleging insolvency of the defendants O'Brien & Jennings.

Seeing article 33 of the C. C. P.

It is ordered that notice be given to the creditors of the said defendants to file their claims within fifteen days from the date of the first insertion of this order in the " Quebec Official Gazette."

F. X. GOSSELIN,
4072 P. S. C.

Résolution

AVIS PUBLIC.

PROVINCE DE QUÉBEC.

Municipalité du comté de Témiscaming.

Avis public est par les présentes donné par moi, Jules Maillard, secrétaire trésorier, que le conseil de cette municipalité, à la séance du 12 juin dernier (1912), a passé certaines résolutions concernant le changement de noms de certaines municipalités et que les dites résolutions ont été approuvées par Son Honneur le lieutenant gouverneur en conseil en date du 3 octobre 1912, savoir :

Résolution érigeant en municipalité de paroisse, sous le nom de " Municipalité de la paroisse de Notre-Dame de Lourdes de Lorrainville tout ce territoire situé dans les cantons Duhamel et Lavelo-

Resolution

PUBLIC NOTICE.

PROVINCE OF QUEBEC.

Municipality of the county of Temiscaming.

Public notice is hereby given by me, Jules Maillard, secretary treasurer, that the council of the said municipality, at the meeting of the 12th June last, 1912, passed certain resolution respecting the change of names of certain municipalities and that the said resolutions have been approved by His Honour the Lieutenant Governor in Council, dated the 3rd October, 1912, to wit:

Resolution erecting into a parish municipality under the name of " Municipality of the Parish of Notre Dame de Lourdes de Lorrainville ", all that certain territory situate in the townships Duhamel

chère, érigé civilement en paroisse sous le nom de Notre-Dame de Lourdes de Lorrainville".

Résolution érigeant en municipalité de paroisse, sous le nom de " Municipalité de la paroisse de Saint Bruno de Guigues ", tout ce territoire situé dans les cantons Guigues et Duhamel, érigé civilement en paroisse, sous le nom de " Paroisse Saint-Bruno de Guigues ".

Résolution érigeant en municipalité de paroisse, sous le nom de " Municipalité de la paroisse de Saint Isidore ", tout ce territoire situé dans les cantons Duhamel, Guigues, Laverlochère et Baby, érigé civilement en paroisse, sous le nom de " Paroisse Saint Isidore."

Résolution érigeant en municipalité de paroisse, sous le nom de " Municipalité de la paroisse de Saint Placide ", tout ce territoire situé dans les cantons Duhamel, Laverlochère et Fabre, érigé civilement en paroisse, sous le nom de " Paroisse Saint Placide ".

Résolution érigeant en municipalité de paroisse sous le nom de " Municipalité de la paroisse de Saint-Edouard de Fabre " territoire situé dans les cantons Fabre et Mazenod, érigé civilement en paroisse sous le nom de " Paroisse de Saint-Edouard de Fabre ".

Résolution détachant la partie est des cantons unis de Laverlochère et Baby et l'érigeant en municipalité distincte sous le nom de " Municipalité de la partie Est des Cantons Unis de Laverlochère et Baby ".

Résolution détachant la partie est de la municipalité du canton Guigues et l'annexant à la municipalité de la paroisse de Saint-Bruno de Guignes.

Résolution détachant de la municipalité de Duhamel ouest, la partie nord du canton Duhamel et l'annexant à la municipalité de la paroisse Saint-Bruno de Guigues ; par la même résolution détachant de la municipalité de Duhamel est, la partie sud du canton Duhamel, comprenant les lots depuis le No 1 jusqu'au No 13 inclusivement, qui ne sont point dans la paroisse de Notre-Dame de Lourdes de Lorrainville et l'annexant à la municipalité de Duhamel ouest.

Résolution détachant la partie nord du canton Guignes qui n'est pas comprise dans la paroisse civile de Saint-Bruno de Guigues, de la municipalité du canton de Guigues et l'annexant à la municipalité du canton de Médelec.

Donné à Ville-Marie, ce 12 octobre 1912.

J. MAILLARD,

4365.2 Secrétaire-trésorier.

and Laverlochère civilly erected into a parish under the name of " Notre Dame de Lourdes de Lorrainville ".

Resolution erecting into a parish municipality, under the name of " Municipality of the parish of Saint Bruno de Guigues ", all that certain territory situate in the township Guigues and Duhamel civilly erected into a parish under the name of " Parish of Saint Bruno de Guigues ".

Resolution erecting into a parish municipality under the name of of " Municipality of the Parish of Saint Isidore ", all that certain territory situate in the townships Duhamel, Guigues, Laverlochère and Baby civilly erected into a parish under the name of " Parish of Saint Isidore."

Resolution erecting into a parish municipality under the name of " Municipality of the Parish of Saint Placide ", all that certain territory situate in the townships Duhamel, Laverlochère and Fabre civilly erected into a parish under the name of " Parish of Saint Placide."

Resolution erecting into a parish municipality under the name of " Municipality of the Parish of Saint Edouard de Fabre ", all that certain territory situate in the townships Fabre and Mazenod civilly erected into a parish under the name of " Parish of Saint Edouard de Fabre."

Resolution detaching the east portion of the united townships of Laverlochère and Baby, and erecting it into a separate municipality under the name of "Municipality of the eastern part of the united townships of Laverlochère and Baby ".

Resolution detaching the east portion of the municipality of the township Guigues and annexing it to the municipality of the parish of Saint Bruno de Guigues.

Resolution detaching from the municipality of Duhamel west, the north part of the township Duhamel, and annexing it to the municipality of the parish of Saint Bruno de Guigues ; by the same resolution detaching from the municipality of Duhamel east, the south part of township Duhamel, comprising the lots from No. 1 to No. 13 inclusively, which are not in the parish of Notre-Dame de Lourdes de Lorrainville and annexing it to the municipality of Duhamel west.

Resolution detaching the north part of the township Guigues, which is not comprised in the civil parish of Saint-Bruno do Guigues, from the municipality of the township of Guigues, and annexing it to the municipality of the township of Médelec.

Given at Ville Marie, this 12th October, 1912.

J. MAILLARD,

4366 Secrecary treasurer.

Licitation

Province de Québec,
District de Montréal.
No 667.

W. P. Walker *et al*, Demandeurs ;

vs

A. Wills ès-qual. *et al*, Défendeurs.

Avis est par le présent donné que, par, et en vertu d'un jugement de la cour supérieure, siégeant à Montréal, dans le district de Montréal, le quinzième jour d'octobre mil neuf cent douze, dans une cause où William Patrick Walker, des cité et district de Montréal, journaliste, Elizabeth Agnès Walker, du même lieu, fille majeure, Robert Fortune Walker, du même lieu, agent de moulins, Margaret Lydia Walker, épouse de Frederick William Brydon-Jack, de la cité de Vancouver, dans la province de la Colombie Anglaise, et le dit Frédérick William Brydon-Jack, afin d'autoriser et assister sa dite épouse, sont demandeurs ; et Alexander Will, des cité et district de Montréal, en sa qualité de tuteur à John Fortune

Licitation

Province of Quebec,
District of Montreal.
No. 667.

W. P. Walker *et al*, Plaintiffs ;

vs

A. Wills ès-qual. *et al*, Defendants.

Notice is hereby given that, under and by virtue of a judgment of the Superior Court, sitting at Montreal, in the district of Montreal, the fifteenth day of October, one thousand nine hundred and twelve, in a cause in which William Patrick Walker, of the city and district of Montreal, journalist, Elizabeth Agnès Walker, of the same place, pinster, of the full age of majority, Robert Fortune Walker, of the same place, mill agent ; Margaret Lydia Walker, wife of Frederick William Brydon-Jack, of the city of Vancouver, in the province of British Columbia, and the said Frederick William Brydon-Jack to authorize and assist his said wife, are plaintiffs, and Alexander Will, of the city of Montreal, said district, in

Walker, du même lieu, et James Burns Walker, des cité et district de Montréal, sont défendeurs, ordonnant la licitation d'une certaine propriété immobilière, décrite comme suit, à savoir :

Cet emplacement situé sur l'Avenue Elm, dans la ville de Westmount, dans la paroisse de Montréal, dans la dite province, mesurant vingt-trois pieds six pouces (23-6") de largeur, étant toute la largeur de la maison sus-érigée, connue sous le numéro quatre cent cinquante-neuf (459) sur la dite Avenue Elm, mesurant du centre des murs mitoyens de chaque côté, sur cent un pieds deux pouces (101-2") de profondeur, le tout mesure anglaise, plus ou moins, le dit emplacement étant composé de :

La partie nord-ouest de la subdivision officielle numéro seize, de la subdivision officielle numéro un, du plan de subdivision du lot connu et désigné comme lot numéro trois cent et désigné comme lot numéro trois cent soixante et quatorze (pt. N. O. 374-1-16), sur le plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Montréal, dans la dite province, étant la partie du dit lot de subdivision numéro seize, situé au nord-ouest d'une ligne, huit pieds dix pouces, nord-ouest de la ligne de division des lots de subdivision quinze et seize de la dite subdivision numéro un, la dite ligne étant le centre du mur mitoyen entre les bâtisses érigées par Pierre Picotte, le ci-devant propriétaire de la dite propriété, et Madame Lebeau, la ci-devant propriétaire du résidu de la dite subdivision seize, et comprenant toute la profondeur de la dite Avenue Elm jusqu'en arrière du dit lot de subdivision ; borné en front par la susdite Avenue Elm, en arrière par la partie ci-après décrite de la subdivision officielle numéro 17, de la subdivision officielle numéro deux, du dit lot de cadastre numéro trois cent soixante et quatorze, d'un côté par le résidu du dit lot de subdivision numéro seize de la dite subdivision numéro un, la propriété de la dite Dame Lebeau ou représentants, et de l'autre côté par la partie du lot ci-dessus décrit.

La partie sud-est de la subdivision officielle numéro 17, de la dite subdivision officielle numéro un, du dit lot numéro trois cent soixante et quatorze (pt. N. O. 374-1-17), la dite partie mesurant environ sept pieds quatre pouces (7-4") de largeur sur toute la profondeur depuis la dite Avenue Elm jusqu'en arrière de la dite subdivision ; borné en arrière par le lot ci-après décrit, division officielle numéro dix-huit de la dite subdivision numéro deux, d'un côté par le lot ci-dessus en premier lieu décrit, et de l'autre côté par le résidu de la dite subdivision numéro dix-sept de la dite subdivision numéro un. La partie nord-ouest de la dite subdivision numéro dix-sept, de la dite subdivision numéro deux, du dit lot trois cent soixante et quatorze étant la partie de la dite subdivision située nord-ouest d'une ligne huit pieds dix pouces (8-10") nord-ouest de la ligne de division des lots de subdivision seize et dix-sept de la dite subdivision numéro deux, la dite ligne étant la ligne centrale du dit mur mitoyen entre les dites bâtisses érigées par le dit Pierre Picotte et la dite Dame Lebeau, et contenant toute la profondeur de la dite subdivision numéro 17, de la dite subdivision numéro deux ; borné en arrière par une ruelle connue comme subdivision numéro trente-cinq du numéro de la subdivision numéro trois du dit lot numéro trois cent soixante et quatorze, à l'autre bout par le lot en premier lieu décrit, d'un côté par le résidu du dit lot de subdivision numéro dix-sept de la dite subdivision numéro deux, la propriété de Dame Lebeau ou représentants, et de l'autre côté par le lot ci-dessus décrit.

La partie sud-est de la subdivision officielle numéro dix-huit de la dite subdivision numéro deux du dit lot numéro trois cent soixante et

his quality of tutor to John Fortune Walker, of the same place, and James Burns Walker, of Montreal, said district, are defendants, ordering the licitation of a certain immoveable property described as follows, to wit :

That certain emplacement situate on Elm Avenue, in the town of Westmount, in the parish of Montreal, in said province, measuring twenty three feet six inches (23 6") in width, being the whole width of the house thereon erected known as number four hundred and fifty nine (459) on said Elm Avenue measuring from the centre of the mitoyen walls on each side, by one hundred and one feet, two inches (101 2") in depth, all english measure and more or less, said emplacement being composed of :

The north westerly part of official subdivision number sixteen, of officials subdivision number one, of the subdivision plan of the lot known and designated as lot number three hundred and seventy four (N. W. pt. 374-1-16, on the official plan and in the book of reference of the parish of Montreal, in said province, being the part of said subdivision lot number sixteen, lying north west of a line eight feet ten inches north west from the division line of subdivision lots fifteen and sixteen of said subdivision number one, said line being the centre of the mitoyen wall between the buildings erected by Pierre Picotte, the former owner of the said property, and of Madame Lebeau, the former owner of the remainder of the said subdivision sixteen and comprising the whole depth from said Elm Avenue to the rear of said subdivision lot, and bounded in front by Elm Avenue aforesaid, in rear by the hereafter described part of official subdivision number 17, of official subdivision number two, of said cadastral lot number three hundred and seventy four, on one side by the remainder of said subdivision lot number sixteen of said subdivision number one, the property of said Madame Lebeau or representatives, and on the other side by the part of lot next described.

The south easterly part of official subdivision number 17, of said official subdivision number one, of said lot number three hundred and seventy four (N. W. pt. 374-1-17), said part measuring about seven feet four inches (7-4") in width by the whole depth from said Elm Avenue to the rear of said subdivision, and bounded in rear by the hereinafter described lot official subdivision number ighteen of said subdivision number two, on ne side by the hereinabove first described ot ; and on the other side by the remainder f said subdivision number seventeen of said subdivision number one. The north westerly part of said subdivision number seventeen of said subdivision number two, of said lot three hundred and seventy four, being the part of aid subdivision lying north west of a line ight feet ten inches (8 10") north west from he division line of subdivision lots numbers sixteen and seventeen of said subdivision number two, said line being the centre line of the said mitoyen wall between the said buildings erected by said Pierre Picotte and Madame Lebeau, and containing the whole depth of said subdivision number 17, of said subdivision number two, and bounded in rear by a lane known as subdivision number thirty five of subdivision number three of said lot umber three hundred and seventy four, at the other end by the lot first above described, on one side by the remainder of said subdivision lot number seventeen of said subdivision number two, the property of Mde Lebeau or representatives, and on the other side by the lot next described.

The south easterly part of official subdivision number eighteen of said subdivision number two of said lot number three hundred and seventy four (S. E. pt. 374-2-18), said portion

quatorze (pt. S. E. 344-2-18), la dite partie mesurant environ sept pieds quatre pouces (7-4") de largeur sur toute la profondeur de la dite subdivision ; borné en arrière par la dite ruelle et à l'autre bout par le lot en deuxième lieu décrit, d'un côté par le lot en troisième lieu décrit et de l'autre côté par le résidu de la dite subdivision numéro dix-huit.

L'immeuble ci-dessus désigné sera mis à l'enchère et adjugé au plus offrant et dernier enchérisseur, le VINGT-SEPTIEME jour de NOVEMBRE 1912, à DIX heures et DEMIE du matin, cour tenante,, dans la salle No 31, du palais de justice, dans la cité de Montréal ; sujet aux charges, clauses et conditions indiquées dans le cahier des charges, déposé au greffe du protonotaire de la dite cour ; et que toute opposition afin d'annuler, afin de charge ou afin de distraire à la dite licitation, devra être déposée au greffe du protonotaire de la dite cour, au moins douze jours avant le jour fixé comme susdit pour la vente et adjudication, et que toute opposition afin de conserver devra être déposée dans les six jours après l'adjudication ; et à défaut par les parties de déposer les dites oppositions dans le délai prescrit par le présent, elles seront forcloses du droit de le faire.

CHARLES M. HOLT,
Procureur des demandeurs.

Montréal, 15 octobre 1912. 4345

Première publication, 19 octobre 1912, est nulle.

[Première publication, 26 octobre 1912].

measuring about seven feet four inches (7-4") in width by the whole depth of said subdivision, and bounded in rear by the said lane at the other end by the lot herein secondly described on one side by the lot herein thirdly described, and on the other side by the remaining portion of said subdivision number eighteen.

The immoveable above designed will be put up to auction and adjuged to the last and highest bidder the TWENTY SEVENTH day of NOVEMBER, 1912, at HALF past TEN of the clock, in the forenoon, sitting the court, in room No. 31, of the Court House, of the city of Montreal ; subject to the charges, clauses and conditions contained in the list of charges, deposited in the office of the prothonotary of the said court ; and that any opposition to annul, to secure charges or to withdraw to be made to the said licitation, must be filed in the office of the prothonotary of the said court, at least twelve days before the day fixed as aforesaid for the sale and adjudication ; and that any opposition for payment must be filed within six days after the adjudication ; and failing the parties to fyle such opposition within the delays hereby limited, they will be foreclosed from so doing.

CHARLES M. HOLT,
Attorney for Plaintiffs.

Montreal, 15th October, 1912. 4346

First publication, 19th October, 1912, is null.

[First published, 26th October, 1912].

Ventes par le Shérif—Arthabaska

AVIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas

FIERI FACIAL DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Québec.

Arthabaska, à savoir : } LA SOCIETE DE CONS-
No 231. } TRUCTION PERMANENTE DE QUEBEC, Demanderese ; contre ADOLPHE AUDET, Défendeur.

Comme appartenant au défendeur :

Un terrain situé en la ville de Black Lake, comté de Mégantic, connu et désigné comme étant la subdivision numéro quinze (15), du lot originaire No 322, d'après le plan officiel et livre de renvoi du cadastre pour le canton d'Irlande—avec les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

Sujet, la dite vente, au paiement d'une rente foncière annuelle de six piastres payable le 1er juillet chaque année, à la " Amalgamated Asbestos Corporation, Limited ", et à la réserve en faveur des mêmes, des mines et droits de mine et autres droits mentionnés dans un bail à rente foncière passé devant J. G. Couture, notaire, le 4 septembre 1888.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de Saint-Désiré du Lac Noir, le SIXIEME jour de NOVEMBRE prochain, 1912, à QUATRE heures de l'après-midi.

P. L. TOUSIGNANT,
Shérif.

Bureau du shérif.
Arthabaska, 30 septembre 1912 3979.2

[Première publication, 5 octobre 1912.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure.— District d'Arthabaska.

Arthabaska, à savoir : } ARTHUR GIROUARD,
No. 296. } écr., avocat, Demandeur ; contre PHILIBERT ROY, Défendeur.

Comme appartenant au défendeur :

Sheriff's Sales—Arthabaska

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective time and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Quebec.

Arthabaska, to wit : } THE PERMANANT
No. 231. } BUILDING SOCIETY OF QUEBEC, Plaintiff ; against ADOLPHE AUDET, Defendant.

As belonging to defendant :

A piece of land in the town of Black Lake, county of Megantic, known and described as being subdivision number fifteen (15), of original lot No. 322, on the official plan and book of reference for cadastre of the township of Ireland—with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

The said sale being subject to a yearly ground rent of six dollars payable on the 1st July of every year, to the Amalgamated Asbestos Corporation, Limited, and to the reserve in favor of the same of the mines and mining and other rights mentioned in a ground rent lease passed before J. G. Couture, notary, on the 4th September, 1888.

To be sold at the parochial church door of Saint Désiré of Black Lake, on the SIXTH day of NOVEMBER next, 1912, at FOUR o'clock in the afternoon.

P. L. TOUSIGNANT.
Sheriff.

Sheriff's office,
Arthabaska, 30th September, 1912. 3980

[First published, 5th October, 1912.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Arthabaska.

Arthabaska, to wit : } ARTHUR GIROUARD,
No. 296. } esq., advocate, Plaintiff ; against PHILIBERT ROY, Defendant.

As belonging to defendant :

Le lot numéro quatre, de la subdivision du Parc Bienvenu, étant le numéro trente (30), du cadastre officiel pour le canton de Coleraine, rang C—circonstances et dépendances, les mines et droits de mines étant réservés en faveur de qui de droit.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de Saint-Maurice de Thetford Mines, le SIXIEME jour de NOVEMBRE prochain, 1912, à DEUX heures de l'après-midi.

P. L. TOUSIGNANT,
Bureau du shérif, Shérif.
Arthabaska, 30 septembre 1912. 3977.2
[Première publication, 5 octobre 1912.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET TERRIS.
Cour Supérieure.—District d'Arthabaska.

Arthabaska, à savoir : No 320. THOMAS PARÉ, Demandeur ; vs CYRILLE PARÉ, Défendeur.

Comme appartenant au défendeur.

Les quatre arpents et demi de front nord-est du lot numéro six, du troisième rang du canton de Thetford, sur toute la profondeur du dit rang, maintenant connu, le dit terrain, comme étant le numéro six A, du cadastre officiel pour le troisième rang du dit canton de Thetford—avec les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

Pour être vendus à la porte de l'église paroissiale de Saint-Antoine de Pontbriand, le SIXIEME jour de NOVEMBRE prochain 1912, à l'heure DE MIDI.

P. L. TOUSIGNANT,
Bureau du shérif, Shérif.
Arthabaska, 30 septembre 1912. 3975.2
[Première publication, 5 octobre 1912].

Lot number four, of the subdivision of Bienvenue Park, being number thirty (30), of official cadastre for the township of Coleraine, range C—circumstances and dependencies, mines and rights of mine reserved to whom it belongs as of right.

To be sold at the parochial church door of Saint Maurice of Thetford Mines, on the SIXTH day of NOVEMBER next, 1912, at TWO o'clock in the afternoon.

P. L. TOUSIGNANT,
Sheriff's Office, Sheriff.
Arthabaska, 30th September, 1912. 3978
[First published, 5th October, 1912.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.
Superior Court.—District of Arthabaska.

Arthabaska, to wit : No. 320. THOMAS PARÉ, Plaintiff ; vs CYRILLE PARÉ, Defendant.

As belonging to defendant :

The four and a half arpents in front north easterly of lot number six, in the third range of the township of Thetford, on the whole depth of said range, now known, the said piece of land, as being number six A, of official cadastre for the third range of said township of Thetford—with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold at the parochial church door of Saint Antoine of Pontbriand, on the SIXTH day of NOVEMBER next, at NOON.

P. L. TOUSIGNANT,
Sheriff's office, Sheriff.
Arthabaska, 30th September, 1912. 3976
[First published, 5th October, 1913.]

Ventes par le Shérif—Chicoutimi

AVIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tels que plus bas mentionnés.

FIERI FACIAS.

Québec, à savoir : No 2488. LA SOCIETE DE CONSTRUCTION PERMANENTE DE QUEBEC ; vs LES HERITIERS de Ferdinand Julien, de Roberval.

Un emplacement situé en la ville de Roberval, connu et désigné sous les numéros 174 et 175, aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre du village de Roberval—avec les bâtisses dessus construites, et celles qui pourront être construites à l'avenir, circonstances et dépendances.

Pour être vendu à la porte de l'église de Roberval, le CINQUIEME jour de NOVEMBRE, à UNE heure de l'après-midi.

EDM. SAVARD,
Bureau du Shérif, Shérif.
Chicoutimi, 30 septembre 1912. 3959.2
[Première publication, 5 octobre 1912.]

FIERI FACIAS.

Chicoutimi, à savoir : No 3959. HENRY BOUDREAU, de Jonquière, commerçant, Demandeur ; contre ERNEST FORTIN, en sa qualité de tuteur à Marie-Françoise-Rose-Délima Boudreau, fille mineure de feu François Boudreau.

Tout ce lopin de terre ou emplacement formant partie du lot connu et désigné au cadastre officiel pour le quatrième rang du canton de Jonquière, sous le numéro quinze-huit, lequel mesure quarante cinq pieds de l'est à l'ouest sur soixante et cinq pieds du sud au nord, et est borné au nord par la rue Baillargeon, à l'est par une ruelle, et au sud par Joseph Bouchard, et à l'ouest par les représentants de Johnny Boudreau—avec la maison et autres bâ-

Sheriff's Sales—Chicoutimi

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentionned LANDS and TENEMENTS have beenseized, and will be sold at the respectives times and places metionned below.

FIERI FACIAS.

Quebec, to wit : No. 2488. LA SOCIETE DE CONSTRUCTION PERMANANTE DE QUEBEC ; vs THE HEIRS of Ferdinand Julien, of Roberval.

An emplacement situate in the town of Roberval, known and designated under the numbers 174 and 175, on the official plan and book of reference of the cadastre of the village of Roberval—with the buildings thereon erected, and those that may hereafter be erected thereon, circumstances and dependencies.

To be sold at the church door of Roberval, on the FIFTH day of NOVEMBER, at ONE o'clock in the afternoon.

EDM. SAVARD,
Sheriff's Office, Sheriff.
Chicoutimi, 30th September, 1912. 3960
[First published, 5th October, 1912.]

FIERI FACIAS.

Chicoutimi, to wit : No. 3959. HENRY BOUDREAU, of Jonquière, trader, Plaintiff ; against ERNEST FORTIN, in capacity of tutor to Marie-Françoise-Rose-Délima Boudreau, minor daughter of the late François Boudreau.

The whole of that certain parcel of land or emplacement forming part of the lot known and designated on the official cadastre for the fourth range of the township of Jonquière, under the number fifteen-eight, measuring forty five feet from east to west by sixty-five feet from south to north, and bounded on the north by Baillargeon street, on the east by a line, on the south by Joseph Bouchard, and on the west by the representatives of

tisses dessus construites, circonstances et dépendances.

Pour être vendu à la porte de l'église de Jonquière, le SIXIEME jour de NOVEMBRE prochain, à DIX heures de l'avant-midi.

EDM. SAVARD,
Shérif.

Bureau du Shérif,
Chicoutimi, 1er octobre 1912. 4063-2

[Première publication, 5 octobre 1912.

FIERI FACIAS.

Chicoutimi, à savoir : JEAN ALIAS JOHNNY BOUDREAU, de Jonquière ; contre ERNEST FORTIN, en sa qualité de tuteur à Marie-Françoise-Rose-Délima Boudreau, fille mineure de feu François Boudreau.
No 3960.

Tout ce terrain connu et désigné au cadastre officiel pour le troisième rang du canton de Jonquière, sous le numéro vingt-quatre-quatre (24-4), lequel mesure cinquante pieds de largeur sur le chemin public, et cent cinquante pieds de profondeur—avec bâtisses, appartenances et dépendances.

Pour être vendu à la porte de l'église de Jonquière, le SIXIEME jour de NOVEMBRE, à DIX heures de l'avant-midi.

EDM. SAVARD,
Shérif.

Bureau du shérif.
Chicoutimi, 1er octobre 1912. 4065.2

[Première publication, 5 octobre 1912].

Johnny Boudreau—with the house and other buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold at the church door of Jonquière, on the SIXTH day of NOVEMBER next, at TEN o'clock in the forenoon.

EDM. SAVARD,
Sheriff.

Sheriff's Office,
Chicoutimi, 1st October 1912. 4064

[First published, 5th October, 1912].

FIERI FACIAS.

Chicoutimi, to wit : JEAN ALIAS JOHNNY BOUDREAU, of Jonquière; against ERNEST FORTIN, in his capacity of tutor to Marie-Françoise-Rose-Délima Boudreau, minor daughter of the late François Boudreau.
No. 3960.

The whole of the lot of land known and designated on the official cadastre for the third range of the township of Jonquière, under the number twenty-four-four (24-4), measuring fifty feet in width on the public road and one hundred and fifty feet in depth—with buildings, appurtenances and dependencies.

To be sold at the church door of Jonquière, on the SIXTH day of NOVEMBER, at TEN o'clock in the forenoon.

EDM. SAVARD,
Sheriff.

Sheriff's office,
Chicoutimi, 1st October, 1912. 4066

[First published, 5th October, 1912.]

Ventes par le Shérif—Montréal

AVIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et leux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Superieure.—District de Montreal.

Montréal, à savoir : DAME ELIZABETH ANN RYAN, des cité et district de Montréal, épouse séparée de biens de Narcisse P. Bédard, agent, du même lieu, et de ce dernier dûment autorisée à l effet des présentes, la dite Dame E. A. Ryan, faisant affaires comme maîtresse de pension, avec l'autorisation de son dit époux, Demanderesse ; contre OSCAR GIBEAU, du même lieu, agent et commerçant, Défendeur.
No 1470.

1° Un lot de terre sis et situé dans la ville de Montréal-Est ; borné en front par l'avenue Saint-Joseph, et connu et désigné comme étant le lot numéro trois cent quatre-vingt-quinze, de la subdivision du lot officiel numéro quatre-vingt-deux, des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de la Pointe-aux-Trembles—sans bâtisses.

2° Un lot de terre sis et situé au même lieu, formant le coin de l'avenue Saint-Joseph et de la rue Ontario, connu et désigné comme étant le lot numéro trois cent cinquante-neuf, de la subdivision du lot officiel numéro quatre-vingt-deux (82-359), des même plan et livre de renvoi officiels—sans bâtisses.

Pour être vendus à mon bureau, en la cité de Montréal, le QUATRIEME jour de DECEMBRE prochain, à DIX heures de l'avant-midi.

L. J. LEMIEUX,
Shérif.

Bureau du shérif.
Montréal, 23 octobre 1912. 4457

[Première publication, 26 octobre 1912.]

Sheriff's Sales—Montreal

PUBLIC NOTICE is heeby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respectiv times and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit : DAME ELIZABETH ANN RYAN, of the city and district of Montreal, wife separated as to property of Narcisse P. Bedard, agent, of the same place, and by the latter duly authorized for the purposes hereof, the said Dame E. A. Ryan, carrying on business as a boarding house keeper, with the authorization of her husband, Plaintiff ; against OSCAR GIBEAU, of the same place, agent and trader, Defendant.
No. 1470.

1. A lot of land being and situate in the town of Montreal East ; bounded in front by Saint Joseph avenue, and known and designated as being the lot number three hundred and ninety five, of the subdivision of the official lot number eighty two, of the official plan and book ef reference of the parish of Pointe aux Trembles—without buildings.

2. A lot of land being and situate in the same place, forming the corner of Saint Joseph avenue and Ontario street, known and designated as being the lot number three hundred and fifty nine, of the subdivision of the official lot number eighty two (82-359), of the same official plan and book of reference—without buildings.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the FOURTH day of DECEMBER next, at TEN o'clock in the forenoon.

L. J. LEMIEUX,
Sheriff.

Sheriff's Office,
Montreal, 23rd October, 1912. 4458

[First published, 26th October, 1912].

Ventes par le Shérif—Québec

AVIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS.

Québec, à savoir : No 1568. } J. L. LACHANCE, LIMITÉE; contre ELISÉ PAGÉ, à savoir :

Avis est par le présent donné que les immeubles saisis dans la présente cause, qui devaient être vendus à dix heures du matin, le vingt-septième jour de septembre dernier, à la porte de l'église paroissiale de Saint-Raymond, et qui ne l'ont pas été, seront vendus à DIX heures du matin, le QUINZIEME jour de NOVEMBRE prochain, au même endroit.

ED. BEGIN,
Député shérif.

Bureau du shérif,
Québec, 24 octobre 1912. 4471

[Première publication, 26 octobre 1912].

FIERI FACIAS.

Québec, à savoir : No 47. } DAME AMANDA GIROUX ET VIR ; vs LES HERITIERS de feu Dame Emélie Fardette *et al*, à savoir :

Le lot No 82 (quatre-vingt-deux), du cadastre officiel pour la paroisse de Saint-Félix du Cap-Rouge, étant un emplacement situé au sud du chemin public—avec les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Félix du Cap-Rouge, comté de Québec, le TROISIEME jour de DECEMBRE prochain, à ONZE heures du matin.

ED. BEGIN,
Député shérif.

Bureau du shérif,
Québec, 24 octobre 1912. 4473

[Première publication, 26 octobre 1912].

FIERI FACIAS.

Québec, à savoir : No 799. } DAME LEA CLOUTIER ; contre AURELE GRONDIN, à savoir :

1° Le lot No 99 (quatre-vingt-dix-neuf), de la subdivision du lot No 2102 (deux mille cent deux), du cadastre officiel pour la paroisse de Saint-Sauveur deQuébec, étant un emplacement situé coin des rues Bigaouette et Saint-Alexis—avec les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances. Sujet à une rente foncière annuelle de $14 00, au capital de $350.00, payable d'avance le premier août chaque année, à l'Hôtel-Dieu du Sacré-Cœur de Jésus, de Québec.

2° Le lot No 76 (soixante et seize), de la subdivision du lot No 2102 (deux mille cent deux), du cadastre officiel pour la paroisse de Saint-Sauveur de Québec, étant un terrain situé coin des rues Bigaouette et Saint-Antoine—circonstances et dépendances. Sujet à une rente foncière annuelle de $20.00, au capital de $500.00, payable d'avance le premier août de chaque année, à l'Hôtel-Dieu du Sacré-Cœur de Jésus, de Québec.

Pour être vendus à mon bureau en la cité de Québec, le VINGT-NEUVIEME jour de NOVEMBRE prochain, à DIX heures du matin.

ED. BEGIN,
Député shérif.

Bureau du shérif,
Québec, 24 octobre 1012. 4465

[Première publication, 26 octobre 1912.]

Sheriff's Sales—Quebec

PUBLIC NOTICE is hereby given that the under mentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and place mentioned below.

FIERI FACIAS.

Quebec, to wit : No. 1568. } J. L. LACHANCE, LIMITÉE ; against ELISÉ PAGÉ, to wit :

Notice is hereby given that the immoveables seized in this cause, which should have been sold at ten o'clock in the forenoon, on the twenty seventh day of September last, at the parochial church door of Saint Raymond, and which were not shall be sold at TEN o'clock in the forenoon, on the FIFTEENTH day of NOVEMBER next, at the same place.

ED. BEGIN,
Deputy sheriff.

Sheriff's office,
Quebec, 24th October, 1912. 4472

[First published, 26th October, 1912].

FIERI FACIAS.

Quebec, to wit : No. 47. } DAME AMANDA GIROUX ET VIR ; vs THE HEIRS of the late Dame Emelie Fardette *et al*, to wit :

Lot No. 82 (eighty two), of the official cadastre for the parish of Saint Felix du Cap Rouge, being an emplacement situate on the south of the public road—with the buildings theroon erected, circumstances and dependencies-

To be sold at the church door of the parish of Saint Félix du Cap Rouge, county of Quebec, on the THIRD day of DECEMBER next, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

ED. BEGIN,
Deputy sheriff.

Sheriff's office,
Quebec, 24th October, 1912. 4474

[First published, 26th October, 1912.]

FIERI FACIAS.

Quebec, to wit : No. 799. } DAME LEA CLOUTIER; against AURELE GRONDIN, Defendant, to wit :

1. Lot No. 99 (ninety nine), of the subdivision of lot No. 2102 (two thousand one hundred and two), of the official cadastre for the parish of Saint Sauveur de Quebec, being an emplacement situated at the corners of Bigaouette and Saint Alexis streets—with buildings erected thereon, circumstances and dependencies. Subject to an annual ground rent of $14.00, on a principal of $350 00, payable in advance to the Hôtel-Dieu du Sacré-Cœur de Jésus de Québec, on the first day of August of each year.

2. Lot No. 76 (seventy-six), of the subdivision of lot No. 2102 (two thousand one hundred and two), of the official cadastre for the parish of Saint Sauveur, being a lot of land situated at the corners of Bigaouette and Saint Antoine streets—circumstances and dependencies. Subject to an annual ground rent of $20.00 on a principal of $500 00, payable in advance to the Hôtel-Dieu du Sacré-Cœur de Jésus de Québec, on the first day of August of each year.

To be sold at my office, in the city of Quebec, on the TWENTY NINTH day of NOVEMBER next, at TEN o'clock in the forenoon.

ED. BEGIN,
Deputy sheriff.

Sheriff's office,
Quebec, 24th October, 1922. 4466

[First published, 26th October, 1912].

Ventes par le Shérif—Roberval

AVIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS.

District de Chicoutimi, à savoir : No 3814. } ALEXANDRE ST. GERMAIN, Demandeur ; vs GAMELISE ROBERGE, Défendeur.

Un emplacement situé à Saint-Méthode, au nord-est du chemin public du quatrième rang, mesurant cent pieds de front sur la profondeur qu'il y a du chemin susdit à la rivière Picouabé, faisant partie du lot de terre connu et désigné sous le numéro vingt et un (21), du quatrième rang, aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre du canton Parent ; borné au sud-ouest au chemin de front susdit, en profondeur à la rivière Picouabé, tenant au sud-est à Uldéric Roberge, et au nord-ouest à Napoléon Gaudreault—avec bâtisses dessus érigées, appartenances et dépendances.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Méthode, le VINGT-SEPTIEME jour d'OCTOBRE prochain, à TROIS heures de l'après-midi.

GEO. LEVESQUE,
Shérif.

Bureau du shérif,
Roberval, 22 octobre 1912. 4453

[Première publication, 26 octobre 1912].

FIERI FACIAS.

District de Chicoutimi, à savoir : No 1444. } THE MATHEW MOODY & SONS CO., LIMITÉE, de Terrebonne, Demanderesse ; contre EUGENE PAQUETTE, Défendeur.

Un emplacement faisant partie du lot de terre connu et désigné sous le numéro trois (3) du rang six, aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre du canton Dufferin—avec bâtisses dessus érigées, appartenances et dépendances ; le dit emplacement comprend environ un demi arpent de front sur un arpent de longueur.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Notre-Dame de la Doré, le VINGT-HUITIEME jour d'OCTOBRE prochain, à ONZE heures de l'avant-midi.

GEO. LEVESQUE,
Shérif.

Bureau du Shérif,
Roberval, 22 octobre, 1912. 4455

[Première publication, 26 octobre 1912].

FIERI FACIAS.

District de Chicouti, à savoir : No 3782. } FRANCOIS BERNARD, Demandeur ; vs THE JAMES BAY & EASTERN RAILWAY, Défenderesse.

Une lisière de terrain, appartenant à The James Bay & Eastern Railway Company, corporation ayant le siège principal de ses affaires en la cité de Toronto, constituant le droit de passage du chemin de fer James Bay & Eastern, tel que localisé et actuellement en construction à travers les lots connus et désignés sous les numéros quatorze A (14 a), quatorze B (14 b), quinze (15), seize (16), dix-sept (17), dix-huit A (18 a), dix-huit B (18 b), dix-neuf (19), vingt (20), vingt-quatre B (24 b), vingt-cinq (25), vingt-six A (26 a), vingt-sept A (27 a), vingt-sept B (27 b), vingt-huit (28), et vingt-neuf (29), du premier rang, aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre du canton Ashuapmouchouan, mesurant cent pieds de largeur sur la longueur qui peut se trouver à partir de la ligne de division entre les lots numéros treize D et quatorze A, jusqu'à la ligne de division entre les lots numéros vingt et vingt et un, et à partir de la ligne de division entre les lots numéros vingt-quatre A et

Sheriff's Sales—Roberval

PUBLIC NOTICE is hereby given that the under mentioned LANDS and TENEMENTS has been seized, and will be sold at the respective time and place mentioned below.

FIERI FACIAS.

District of Chicoutimi, to wit : No. 3814. } ALEXANDRE ST. GERMAIN, Plaintiff ; vs GAMELISE ROBERGE, Defendant.

An emplcaement situate at Saint Méthode, on the north east of the public road of the fourth range, measuring one hundred feet in front by the depth there may be from the aforesaid road to the river Picouabé, forming part of the lot of land known and designated under the number twenty one (21), of the fourth range on the official plan and book of reference of the cadastre of the township Parent ; bounded on the south west by the aforesaid front road, in depth by the river Picouabé, on the south east by Uldéric Roberge, and on the north west by Napoléon Gaudreault — with buildings thereon erected, appurtenances and dependencies.

To be sold at the church door of the parish of Saint Méthode, on the TWENTY SEVENTH day of OCTOBER next, at THREE o'clock in the afternoon.

GEO. LEVESQUE,
Sheriff.

Sheriff s office,
Roberval, 22nd October, 1912. 4454

[First published, 26th October, 1912.]

FIERI FACIAS.

District of Chicoutimi, to wit : No. 1444. } THE MATHEW MOODY & SONS CO., LIMITED, of Terrebonne, Plaintiff ; against EUGENE PAQUETTE, Defendant.

An emplacement forming part of the lot of land known and designated under the number three (3) of range six, on the official plan and book of reference of the cadastre of Dufferin township—with buildings thereon erected, appurtenances and dependencies ; the said emplacement comprising about one half arpent in front by one arpent in length.

To be sold at the church door of the parish of Notre-Dame de la Doré, on the TWENTY EIGHTH day of October next, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

GEO. LEVESQUE,
Sheriff.

Sheriff's Office.
Roberval, 22nd October, 1912. 4456

[First published, 26th October, 1912.]

FIERI FACIAS.

District de Chicoutimi, to wit : No. 3782. } FRANCOIS BERNARD, Plaintiff ; vs THE JAMES BAY & EASTERN RAILWAY, Defendant.

A strip of land belonging to The James Bay and Eastern Railway Company, a corporation having its chief place of business in the city of Toronto, constituting the right of way of The James Bay and Eastern Railway as localized and actually in construction through the lots known and designated under the numbers fourteen A (14 A), fourteen B (14 B), fifteen (15), sixteen (16), seventeen (17), eighteen A (18 A), eighteen B (18 B), nineteen (19), twenty (20), twenty four B (24 B), twenty five (25), twenty six A (26 A), twenty seven A (27 A), twenty seven B (27 B), twenty eight (28) and twenty nine (29), of the first range on the official plan and book of reference of the cadastre of the township Ashuapmouchouan, measuring one hundred feet in width by the length there may be from the division line between the lots numbers thirteen D and fourteen A, to the division line between the lots numbers twenty and twenty one, and from the division line between the lots numbers twenty four A and

vingt-quatre D, jusqu'à la ligne de division entre les lots numéros vingt-neuf et trente, du premier rang du dit cadastre, le tout tel que décrit au plan du dit chemin de fer deposé au bureau de la deuxième division d'enregistrement du comté du Lac Saint-Jean, à Roberval.

Pour être vendue à la porte de l'église de Saint-Prime, le VINGT-SEPTIEME jour de NOVEMBRE prochain, à DIX heures de l'avant-midi.

GEO. LEVESQUE,

Bureau du Shérif, Shérif.
Roberval, 22 octobre 1912. 4463
[Première publication, 26 octobre 1912.]

twenty four B, to the division line between the lots numbers twenty nine and thirty, of the first range of the said cadastre, the whole as described on the plan of the said railway filed in the office of the second registration division of the county of Lake Saint John, at Roberval.

To be sold at the church door of Saint Prime, on the TWENTY SEVENTH day of NOVEMBER next, at TEN o'clock in the forenoon.

GEO. LEVESQUE,

Sheriff's office, Sheriff.
Roberval, 22nd October, 1912. 4464
[First published, 26th October, 1912.]

Ventes par le Shérif—St-François

AVIS PUBLIC est par le présent donne que les TERRES et HERITAGES sous-mentionés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Saint-François.

Saint-François, à savoir : No 152. } GEORGE N. LAMOUREUX, Demandeur ; contre R. D. DROUIN, Défendeur.

Deux lots ou morceaux de terre sis et situés dans le village de Beaulac, dans le comté de Wolfe, connus et désignés comme étant les lots numéros deux cent soixante et six (266) et deux cent soixante et sept (267), aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre pour le dit village de Beaulac- avec les bâtisses et améliorations faites et érigées.

Pour être vendus à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Olivier de Garthby, le VINGT-SIXIEME jour de NOVEMBRE prochain, à UNE heure de l'après midi.

HENRY AYLMER,

Bureau du shérif, Shérif.
Sherbrooke, 22 octobre 1912. 4449
[Première publication, 26 octobre 1912].

Sheriff's Sales—St. Francis

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective time and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Saint Francis.

Saint Francis, to wit : No. 152. } GEORGE N. LAMOUREUX, Plaintiff ; against R. D. DROUIN, Defendant.

Two lots or pieces of land being and situate in the village of Beaulac, in the county of Wolfe, known and designated as being the lots numbers two hundred and sixty six (266) and two hundred and sixty seven (267), on the official plan and book of reference of the cadastre for the said village of Beaulac—with the buildings and improvements thereon made and erected.

To be sold at the church door of the parish of Saint Olivier de Garthby, on the TWENTY SIXTH day of NOVEMBER next, at ONE o'clock in the afternoon.

HENRY AYLMER,

Sheriff's office Sheriff.
Sherbrooke, 22nd October, 1912. 4450
[First published, 26th October, 1912]

Ventes par le Shérif—Terrebonne

AVIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas

FIERI FACIAS DE BONIS ET TERRIS.

Cour Supérieure.

District de Terrebonne, Sainte-Scholastique, No 508. } NAPOLEON BOUVRETTE, Demandeur ; vs WILLIE LABELLE, Défendeur, savoir :

1° Un lot de terre situé en la paroisse de Sainte-Thérèse de Blainville, au rang de la rivière Cachée, district de Terrebonne, connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels pour la dite paroisse, sous le numero cent trente six (No 136)—avec les bâtisses y érigées.

2° Un autre lot de terre situé en la paroisse de Saint-Eustache, comté des Deux Montagnes, dit district, connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels, pour la dite paroisse de Saint-Eustache, sous le numéro quatre cent trente-huit (No 438), ayant une superficie de quarante-un arpents et dix perches, plus ou moins.

3° Un autre lot de terre situé au même lieu, connu et désigné aux mêmes plan et livre de renvoi officiels pour la dite paroisse de Saint-Eustache, sous le numéro quatre cent trente-neuf (No 439), ayant une superficie de dix-huit arpents, plus ou

Sheriff's Sales—Terrebonne

PUBLIC NOTICE is hereby given that the under mentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respectives times and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE BONIS ET TERRIS.

Superior Court.

District of Terrebonne, Sainte Scholastique, No. 508. } NAPOLEON BOUVRETTE, Plaintiff ; vs WILLIE LABELLE, Defendant, to wit :

1. A lot of land situate in the parish of Sainte Thérèse de Blainville, in the river Cachée range, district of Terrebonne, known and designated on the official plan and book of reference for the said parish, under the number one hundred and thirty six (No. 136)—with the buildings erected thereon.

2. Another lot of land situate in the parish of Saint Eustache, county of Two Mountains, said district, known and designated on the official plan and book of reference for the said parish of Saint Eustache, under the number four hundred and thirty eight (No. 438), of a superficies of forty one arpents and ten perches, more or less.

3. Another lot of land situate in the same place, known and designated on the same official plan and book of reference for the said parish of Saint Eustache, under the number four hundred and thirty nine (No. 439), with a surperficies of eighteen ar-

moins—avec les dépendances y érigées avec droit de passage sur le (No 437) pour communiquer aux dits lots 438 et 439, plus haut mentionnés.

Pour être vendu, l'immeuble en premier lieu désigné à la porte de l'église paroissiale du village de Sainte-Thérèse de Blainville, le SEPTIEME jour de NOVEMBRE prochain (1912), a ONZE heures de l'avant-midi, et les lots en deuxième et troisième lieux désignés, à la porte de l'église paroissiale du village de Saint-Eustache, le MEME JOUR, à TROIS heures de l'après-midi.

LAPOINTE & PREVOST,
Bureau du shérif, Shérif.
Sainte-Scholastique, 1er octobre 1912. 4061-2
[Première publication, 5 octobre 1912].

pents, more or less—with the dependencies erected thereon and the right of way on No. 437 to communicate with the said lots 438 and 439 above mentioned.

To be sold, the immoveable firstly described, at the parochial church door of the village of Sainte Thérèse de Blainville, on the SEVENTH day of NOVEMBER next, at ELEVEN o'clock in the forenoon, and the lots secondly and thirdly described, at the parochial church door of the village of Saint Eustache, on the SAME DAY, at THREE o'clock in the forenoon.

LAPOINTE & PREVOST,
Sheriff's office, Sheriff.
Sainte Scholastique, 1st October, 1912. 4062
[First published, 5th October, 1912.]

Ventes par le Shérif—Trois-Rivières

AVIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour de Circuit.—District des Trois Rivières.

Trois-Rivières, à savoir : No. 276. CLEOPHAS MARTEL ET AL, Demandeurs ; vs JOSEPH RICARD, Défendeur.

Un emplacement situé au village d'Yamachiche, côté sud de la rue Saint-George, connu et désigné comme faisant partie du numéro sept cent quarante-huit (p. 748), des plan et livre de renvoi officiels du cadastre d'enregistrement du comté de Saint-Maurice, pour la paroisse d'Yamachiche, contenant quarante-cinq pieds de front sur quatre-vingt-dix pieds de profondeur ; borné en front par la dite rue, en profondeur à Joseph Carbonneau ou représentants, d'un côté par Pierre Décoteaux, et d'autre côté par Dame Arthur Mineau—avec maison, circonstances et dépendances.

Pour être vendu à la porte de l'eglise de la paroisse de Sainte-Anne d'Yamachiche, le VINGT-SIXIEME jour de NOVEMBRE prochain, à DIX heures du matin.

CHARLES DUMOULIN,
Bureau du shérif, Shérif.
Trois-Rivières, 22 octobre 1912. 4447
[Première publication, 26 octobre 1912].

FIERI FACIAS DE BONIS ET TERRIS.

Cour Supérieure.—District des Trois-Rivières.

Trois-Rivières, à savoir : No 43. OCTAVIEN HOULE, Demandeur ; contre DAME MARIE FORCIER ET VIR, Défenderesse.

Un lot de terre situé à Shawinigan Falls, en la paroisse de Saint-Bernard, sur la quatrième rue, portant le numéro quarante et un (41), aux plan de subdivision du lot cadastral numéro six cent vingt-huit (628), aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Sainte-Flore—avec ensemble la maison et autres bâtisses dessus construites.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Bernard, en la ville de Shawinigan Falls, le SIXIEME jour de NOVEMBRE prochain, à DIX heures du matin.

CHARLES DUMOULIN,
Bureau du shérif, Shérif.
Trois-Rivières, 2 octobre 1912. 4067-2
[Première publication, 5 octobre 1912.]

Sheriff's Sales—Three Rivers

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Circuit Court.—District of Three Rivers.

Three Rivers, to wit : No. 276. CLEOPHAS MARTEL ET AL, Plaintiffs ; vs JOSEPH RICARD, Defendant.

An emplacement situate in the village of Yamachiche, south side of Saint George street, known and designated as forming part of the number seven hundred and forty eight (p. 748), of the official plan and book of reference of the registration cadastre of the county of Saint Maurice, for the parish of Yamachiche, containing forty five feet in front by ninety feet in depth ; bounded in front by the said street, in depth by Joseph Carbonneau or representatives, on one side by Pierre Décoteaux, and on the other side by Dame Arthur Mineau—with house, circumstances and dependencies.

To be sold at the church door of the parish of Sainte Anne d Yamachich , on the TWENTY SIXTH day of NOVEMBER next, at TEN o'clock in the forenoon.

CHARLES I UMOULIN,
Sheriff's office, Sheriff.
Three Rivers, 22nd October, 1912. 4448
[First published, 26th October, 1912].

FIERI FACIAS DE BONIS ET TERRIS.

Superior Court.—District of Three Rivers.

Three Rivers to wit : No 43. OCTAVIEN HOULE, Plaintiff ; against DAME MARIE FORCIER ET VIR, Defendant.

A lot of land situate at Shawinigan Falls, in the parish of St. Bernard, on the fourth street, bearing the number forty one (41), on the subdivision plan of cadastral lot number six hundred and twenty eight (628), on the official plan and book of reference of the parish of Ste-Flore, together with the house and other buildings thereon erected.

To be sold at the church door of the parish of St. Bernard, in the town of Shawinigan Falls, on the SIXTH day of NOVEMBER next, at TEN o'clock in the forenoon.

CHARLES DUMOULIN,
Sheriff's office. Sheriff.
Three Rivers, 2nd October, 1912. 4068
[First published, 5th October, 1912].

Canada, Province de Québec. } F. LANGELIER.

[L. S.]

GEORGE V, par la Grâce de Dieu, Roi du Royaume Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande et des possessions britanniques au delà des mers, Défenseur de la Foi, Empereur des Indes,

A tous ceux qui ces présentes verront ou qu'elles peuvent concerner—SALUT :

PROCLAMATION.

LOMER GOUIN, *Procureur-Général.* } ATTENDU que sur présentation au conseil municipal du comté de Portneuf, d'une requête des deux-tiers des électeurs municipaux qui sont en même temps propriétaires habitant un certain territoire y mentionné, situé dans la municipalité de la paroisse de Saint-Casimir, dans le dit comté, dans Notre province de Québec, demandant l'érection de ce territoire en municipalité de village, le dit conseil du dit comté de Portneuf, a nommé M. Léonidas Dussault, surintendant spécial, et l'a chargé de visiter le dit territoire, de constater le nombre de maisons y bâties et habitées, et de faire rapport sur la dite requête ;

ET ATTENDU que le dit surintendant spécial a fait au dit conseil un rapport mentionnant le nombre de maisons bâties et habitées sur le dit territoire, et la désignation des limites qui, dans son opinion, doivent être données au territoire ci-après plus particulièrement décrit, contenant au moins quarante maisons habitées dans une étendue n'excédant pas soixante arpents en superficie ;

ET ATTENDU que le dit rapport du dit surintendant spécial a été homologué sans amendements par le conseil du susdit comté.

ET ATTENDU que le Lieutenant-Gouverneur de Notre Province de Québec, a par et avec l'avis du Conseil Exécutif de Notre dite Province, approuvé le dit rapport ;

A CES CAUSES, en vertu des dispositions du Code Municipal de Notre dite Province, Nous déclarons que le dit territoire, savoir :

Tout le territoire borné comme suit, savoir :

La municipalité du village de Saint-Casimir, dans le comté de Portneuf, qui est un démembrement de la municipalité de la paroisse de Saint-Casimir, dans le même comté, est bornée au nord par les lots numéros deux cent quatre-vingt-sept (287), trois cent deux (302), trois cent trois (303), trois cent quatre (304), trois cent onze (311), trois cent douze (312), trois cent treize (313), trois cent quatorze (314), trois cent quinze (315), trois cent seize (316), trois cent dix-sept (317), trois cent dix-huit (318), trois cent dix-neuf (319) et trois cent vingt (320), du cadastre officiel de la paroisse de Saint-Casimir, à l'est par les numéros cent quatre-vingt-douze (192) et cent quatre-vingt-dix-sept (197) du dit cadastre, au sud par la rivière Sainte-Anne, et à l'ouest par le numéro cent vingt-cinq (125), du même cadastre.

La municipalité du village de Saint-Casimir, telle que ci-dessus bornée, comprend les lots numéros 126, 127, 128, 129, 130, 131 et leurs subdivisions, les numéros 132 et 133, les numéros 134, 135, 136, 137, 138, 139, 140 et leurs subdivisions, les numéros 141, 142, 143, 144, 145, les numéros 146, 147 et leurs subdivisions, le numéro 148, les numéros 149, 150 et leurs subdivisions, les numéros 151, 152, 153, 154, le numéro 155 et ses subdivisions,

Canada. Province of Québec. } F. LANGELIER.

[L. S.]

GEORGE THE FIFTH, by the Grace of God, of the United Kingdom of Great Britain and Ireland, and of the British Dominions beyond the Seas, KING, Defender of the Faith, Emperor of India,

To all to whom these presents shall come or whom the same may concern,—GREETING :

PROCLAMATION.

LOMER GOUIN, *Attorney General.* } WHEREAS on presentation to the county council of the county of Portneuf, of a petition from two-thirds of the municipal electors dwelling in a certain territory therein mentioned, situate in the municipality of the parish of Saint Casimir, in the said county, in Our province of Quebec, praying for the erection of the said territory into a village municipality, the said county council of the said county of Portneuf has named Mr. Léonidas Dussault, special superintendent, charged to visit the aforesaid territory, to establish the number of houses thereon erected and inhabited, and to report on the said petition :

AND WHEREAS the said special superintendent has transmitted to the said council a report mentioning the number of houses erected and inhabited on the said territory, and the designation of the limits which, in his opinion, should be assigned to the said tract of land hereinafter more particularly described, containing at least forty inhabited houses in a space not exceeding sixty arpents in extent ;

AND WHEREAS the said report of the said special superintendent has been duly homologated without amendments by the council of the county aforesaid.

AND WHEREAS the Lieutenant Governor of Our Province of Quebec, has, by and with the advice of the Executive Council of Our said Province, approved the said report ;

NOW KNOW YE, that, under the authority of the Municipal Code of the Province of Quebec, We do hereby declare that the said territory, to wit :

The territory bounded and described as follows, to wit :

The municipality of the village of Saint Casimir, in the county of Portneuf, which is a dismemberment of the municipality of the parish of Saint Casimir, in the same county, is bounded on the north by the lots numbers two hundred and eighty seven (287), three hundred and two (302), three hundred and three (303) three hundred and four (304), three hundred and eleven (311), three hundred and twelve (312), three hundred and thirteen (313), three hundred and fourteen (314), three hundred and fifteen (315), three hundred and sixteen (316), three hundred and seventeen (317), three hundred and eighteen (318), three hundred and nineteen (319) and three hundred and twenty (320), of the official cadastre of the parish of Saint Casimir, on the east by the numbers one hundred and ninety two (192) and one hundred and ninety seven (197), of the said cadastre, on the south by the Sainte Anne river, and on the west by the lot number one hundred and twenty five (125), of the same cadastre.

The municipality of the village of Saint Casimir, as hereabove bounded comprises the lots numbers 126, 127, 128 129, 130, 131 and their subdivisions, the numbers 132 and 133, the numbers 134, 135, 136, 137, 138, 139, 140 and their subdivisions, the numbers 141, 142, 143, 144, 145, the numbers 146, 147 and their subdivisions, the number 148, the numbers 149, 150 and their subdivisions, the numbers 151, 152, 153, 154, the number 155 and

les numéros 156 et 157, le numéro 158 et ses subdivisions, les numéros 159, 160, 161 et leurs subdivisions, le numéro 162, le numéro 163 et ses subdivisions, les numéros 164 et 165, le numéro 166 et ses subdivisions, les numéros 167 et 168, les numéros 169, 170, 171, 172, 173, 174, 175, 176 et leurs subdivisions, le numéro 177, le numéro 178 et ses subdivisions, les numéros 179, 180, le numéro 181 et ses subdivisions, le numéro 182, les numéros 183, 184 et 185 ainsi que leurs subdivisions, les numéros 186, 187, 188, 189, 190 et 191, tous situés dans le rang nord de la rivière Sainte-Anne, dans la dite paroisse de Saint-Casimir, ainsi que les numéros 195, 196 et leurs subdivisions, lesquels font partie de l'île aux Hurons, dans la dite paroisse de Saint-Casimir, sera détaché de la municipalité de la paroisse de Saint-Casimir, et formera une municipalité séparée sous le nom de " La municipalité du village de Saint-Casimir ", à partir de ce jour.

Et par les présentes Nous faisons, constituons, érigeons et déclarons que le dit village de Saint-Casimir forme une municipalité de village, conformément aux dispositions du code municipal de la province de Québec.

De tout ce que dessus tous Nos féaux sujets et tous autres que les présentes pourront concerner sont requis de prendre connaissance et de se conduire en conséquence.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes lettres patentes et sur icelles apposer le grand sceau de Notre province de Québec. TÉMOIN : Notre très fidèle et bien-aimé l'honorable SIR FRANÇOIS LANGELIER, Chevalier, lieutenant-gouverneur de Notre province de Québec.

En l'Hôtel du Gouvernement, de Notre province de Québec, à Québec, ce VINGT-DEUXIEME jour d'OCTOBRE, en l'année mil neuf cent douze de l'ère chrétienne et de Notre règne la troisième année.

Par ordre,

C. J. SIMARD,
Sous-secrétaire de la province.

4467

Canada, Province de Québec. } F, LANGELIER.

[L. S.]

GEORGE V, par la Grâce de Dieu, Roi du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande et des possessions britanniques au-delà des mers, Défenseur de la Foi, Empereur des Indes,

A tous ceux qui ces présentes verront ou qu'icelles pourront concerner,—SALUT.

PROCLAMATION.

LOMER GOUIN, *Procureur-Général.* } ATTENDU qu'en vertu des dispositions de l'article 3177 des statuts refondus de Québec, 1909, il est loisible au lieutenant-gouverneur de changer par proclamation, l'époque du terme de la cour de circuit, aux Iles de la Madeleine ;

ET ATTENDU qu'il y a lieu, dans l'intérêt de la bonne administration de la justice de changer l'époque actuelle de la tenue du terme de la cour de circuit aux Iles de la Madeleine et de la fixer au deuxième mercredi du mois d'août et le jeudi suivant :

A CES CAUSES, de l'avis et du consentement de Notre conseil exécutif, Nous avons réglé et ordonné, et, par les présentes règlons et ordonnons, que pour l'avenir, l'époque de la tenue du terme de la cour de circuit des Iles de la Madeleine sera et est fixée au deuxième mercredi du mois d'août et le jeudi suivant, de chaque année.

Nous annulons en conséquence, Notre proclama-

its subdivisions, the numbers 156 and 157, the number 158 and its subdivisions, the numbers 159, 160, 161 and their subdivisions, the number 162, the number 163 and its subdivisions, the numbers 164 and 165, the number 166 and its subdivisions, the numbers 167 and 168, the numbers 169, 170, 171, 172, 173 174, 175, 176 and their subdivisions, the number 177, the number 178 and its subdivisions, the numbers 179, 180, the number 181 and its subdivisions, the number 182, the numbers 183, 184 and 185 and their subdivisions also, the numbers 186, 187, 188, 189, 190 and 191, all situate in the north range of the Sainte Anne river, in the said parish of Saint Casimir, and also the numbers 195, 196 and their subdivisions which form part of the island " Aux Hurons ", in the said parish of Saint Casimir, shall be detached from the municipality of the parish of Saint Casimir, and shall henceforth form a separate municipality under the name of the " Municipality of the village of Saint Casimir ".

And We do hereby make, constitute, erect and declare the said village of Saint Casimir, a village municipality, pursuant to the provisions of the said municipal code of the province of Quebec.

Of all which Our loving subjects and all others whom these presents may concern, are hereby required to take notice and to govern themselves accordingly.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our Letters to be made Patent and the Great Seal of Our said Province of Quebec, to be hereunto affixed. WITNESS Our Right Trusty and Well Beloved the Honourable SIR FRANÇOIS LANGELIER, Knight, Lieutenant Governor of Our Province of Quebec.

At Our Government House of in Our city of Quebec, in Quebec, this TWENTY SECOND OCTOBER, in the year one thousand nine hundred and twelve, in the christian era, and in the third year of Our Reign.

By command,

C. J. SIMARD,
Deputy Provincial Secretary.

4468

Canada, Province of Quebec. } F. LANGELIER

[L S.]

GEORGE THE FIFTH, by the Grace of God, of the United Kingdom of Great Britain and Ireland and of the British Dominions beyond the Seas, King, Defender of the Faith, Emperor of India,

To all to whom these presents shall come or whom the same may concern—GREETING.

PROCLAMATION.

LOMER GOUIN, *Attorney General.* } WHEREAS that in virtue of the provisions of article 3178 of the Revised Statutes of Quebec, 1909, it shall be lawful for the Lieutenant Governor, to change by proclamation, the date of the term of the Circuit Court, in the Magdalen Islands ;

AND WHEREAS it is expedient in the interest of the proper administration of justice, to change the present date of the holding of the term of the Circuit Court in the Magdalen Islands, and to fix it to the second Wednesday of the month of August and the Thursday following ;

THEREFORE, with the advice and consent of Our Executive Council, We have ruled and ordered and do hereby rule and order that hereafter the date of the holding of the term of the Circuit Court of the Magdalen Islands shall and be fixed to the second Wednesday of the month of August and the Thursday following of every year.

We therefore, annul Our proclamation dated the

tion en date du 23 juillet, 1903, publiée dans le numéro trente de la "Gazette officielle de Québec," le 25 juillet, 1903.

De tout ce que dessus tous Nos féaux sujets et tous autres que les présentes pourront concerner, sont requis de prendre connaissance et de se conduire en conséquence

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes lettres patentes et sur icelles apposer le grand sceau de Notre province de Québec. TÉMOIN : Notre très fidèle et bien-aimé l'honorable SIR FRANÇOIS LANGELIER Chevalier, lieutenant-gouverneur de Notre province de Québec.

En l'Hôtel du Gouvernement, de Notre province de Québec, à Québec, ce VINGT-TROISIEME jour d'OCTOBRE, en l'année mil neuf cent douze de l'ère chrétienne et de Notre règne la troisième année.

Par ordre,

C. J. SIMARD,
Sous-secrétaire de la province

4469

Canada, Province de Québec. } F. LANGELIER.

[L. S.]

GEORGE V, par la Grâce de Dieu, Roi du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande et des possessions britanniques au-delà des mers, Défenseur de la Foi, Empereur des Indes,

A tous ceux qui ces présentes verront ou qu'icelles pourront concerner.—SALUT.

PROCLAMATION.

LOMER GOUIN, *Procureur-Général.* } ATTENDU qu'en vertu des dispositions des articles 3093, 3122 et 3237 des statuts refondus de Québec, 1909, il est loisible au lieutenant-gouverneur d'ordonner, par proclamation, la tenue d'un terme spécial de la cour du banc du Roi, siégeant en première instance, en matières criminelles, de la cour supérieure et de la cour de circuit, dans et pour le district de Gaspé, à Percé ;

ET ATTENDU qu'il est dans l'intérêt général que pour cette année seulement, il soit tenu dans le district de Gaspé, à Percé : 1° un terme de la cour du banc du Roi, siégeant en première instance, en matières criminelles, le 3 décembre prochain, 1912, et les jours suivants ; 2° un terme de la cour supérieure les 29 et 30 novembre prochain, 1912 ; 3° un terme de la cour de circuit le 2 décembre prochain, 1912 ;

A CES CAUSES, de l'avis et du consentement de Notre conseil exécutif, Nous avons réglé et ordonné, et, par les présentes règlons et ordonnons: 1° que l'ouverture d'un terme extraordinaire de la cour du banc du Roi siégeant en première instance, en matières criminelles pour le district de Gaspé, a et aura lieu à Percé, le troisième jour de décembre prochain, 1912 ; 2° qu'un terme spécial de la cour supérieure pour le district de Gaspé, sera tenu à Percé, les vingt-neuvième et trentième jours de novembre prochain, 1912 : 3° qu'un terme spécial de la cour de circuit pour le district de Gaspé, sera tenu à Percé, le deuxième jour de décembre prochain, 1912.

De tout ce que dessus tous Nos féaux sujets et tous autres que les présentes peuvent concerner sont requis de prendre connaissance et de se conduire en conséquence.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes lettres patentes, et sur icelles apposer le grand sceau de Notre province de Québec. TÉMOIN : Notre très fidèle et bien-aimé l'honorable SIR FRANÇOIS LANGELIER, Chevalier, lieutenant-gouverneur de Notre province de Québec.

23rd July, 1903, published in the number thirty of the Quebec Official Gazette, on the 25th July, 1903.

Of all which Our loving subjects, and all others whom these presents may concern are hereby required to take notice and to govern themselves accordingly

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our Letters to be made Patent, and the Great Seal of Our said Province of Quebec to be hereunto affixed : WITNESS, Our Right Trusty and Well Beloved the Honourable SIR FRANÇOIS LANGELIER, Knight, Lieutenant-Governor of Our Province of Quebec.

At Our Government House of the Province of Quebec, in Quebec, this TWENTY THIRD day of OCTOBER, in the year one thousand nine hundred and twelve, and in the third year of Our Reign.

By command,

C. J. SIMARD,
Deputy Provincial Secretary.

4470

Canada, Province of Quebec. } F. LANGELIER

[L. S.]

GEORGE THE FIFTH, by the Grace of God, of the United Kingdom of Great Britain and Ireland, and of the British Dominions beyond the Seas, King, Defender of the Faith, Emperor of India,

To all to whom these presents shall come or whom the same may concern,—GREETING

PROCLAMATION.

LOMER GOUIN, *Attorney General.* } WHEREAS that in virtue of the provisions of articles 3093, 3122 and 3237 of the Revised Statuts of Quebec, 1909, it is lawful for the Lieutenant Governor to order, by proclamation, the holding of a special term of the Court of King's Bench sitting in its original criminal jurisdiction, of the Superior Court and of the Circuit Court, in and for the district of Gaspé, at Percé ;

AND WHEREAS it is in the general interest that for this year only, there be held in the district of Gaspé, at Percé : 1. A term of the Court of King's Bench, sitting in its original criminal jurisdiction, on the 3rd of December next, 1912, and the following days ; 2. A term of the Superior Court, on the 29th and 30th of November next, 1912 ; 3. A term of the Circuit Court, on the 2nd of December next, 1912 ;

THEREFORE, with the advice and consent of Our Executive Council, we have ruled and ordered, and do hereby rule and order : 1. That the opening of an extraordinary term of the Court of King's Bench, sitting in its original criminal jurisdiction, for the district of Gaspé, shall and be held at Percé, on the third days of December next, 1912 ; 2. That a special term of the Superior Court for the district of Grspé, shall be held at Percé, on the twenty ninth and thirtieth days of November next, 1912 ; 3.—That a special term of the Circuit Court for the district of Gaspé, shall be held at Percé, on the second day of December next, 1912.

Of all which Our loving subjects and all others whom these presents may concern, are hereby required to take notice and to govern themselves accordingly.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our Letters to be made Patent, and the Great Seal of Our Province of Quebec, to be hereunto affixed : WITNESS, Our Right Trusty and Well Beloved the Honourable SIR FRANÇOIS LANGELIER, Knight, Lieutenant Governor of Our Province of Quebec.

En l'Hôtel du Gouvernement, de Notre province de Québec, à Québec, ce VINGT-QUATRIEME jour d'OCTOBRE, en l'année mil neuf cent douze de l'ère chrétienne et de Notre règne la troisième année.

Par ordre,

C. J. SIMARD,

4479 Sous-secrétaire de la province.

At Our Government House of the Province of Quebec, in Quebec, this TWENTY-FOURTH day of OCTOBER, in the year one thousand nine hundred and twelve, in the christian era, and in the third year of Our Reign.

By command,

C. J. SIMARD,

4480 Deputy Provincial Secretary.

Avis du Gouvernement

Avis est donné au public que, en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du huitième jour d'octobre 1912, constituant en corporation MM. Emile Labelle, entrepreneur, Roquebrune Paul Larocque, négociant, Raoul Labelle, voyageur de commerce, C. George Derôme, comptable, Paul Lespérance, gérant, de la cité de Montréal, dans les buts suivants :

Faire le commerce général comme entrepreneurs et contracteurs, pour la construction de bâtisses, pompes, quais, et tous autres travaux se rattachant à la construction ;

Acheter, louer, ou autrement acquérir, détenir et exploiter toute carrière, de pierre ou autres minerais et tous terrains pour la fabrication de la brique, de la chaux et du ciment, de toute personne ou compagnie exerçant une industrie, en totalité ou en partie semblable à celle que la présente compagnie est autorisée à exercer ou de toute autre personne ;

Se procurer par achat, louage ou autrement, tout l'outillage nécessaire pour l'exploitation de carrières de pierre ou d'autres minérais, la préparation de la pierre pour la construction, les monuments, pour le polissage et pour la fabrication de la brique, du ciment et de la chaux ;

Vendre et transporter le produit de ces carrières ;

Acheter, louer, autrement acquérir, construire et opérer toute voie d'évitement pouvant servir à transporter le produit de ces carrières et raccordant avec une voie ferrée ;

Acheter ou autrement acquérir et vendre tous matériaux devant servir à la construction ou provenant de démolition de constructions ;

Acheter, détenir, posséder, maintenir, travailler, développer, vendre, transporter, louer, hypothéquer, échanger des immeubles et propriétés immobilières ou tous intérêts ou droits en iceux, en faire le commerce ou autrement en disposer ;

Acquérir par achat, bail, échange ou autrement, des terrains, bâtisses, carrières ou tous autres propriétés immobilières ;

Acquérir par achat, bail ou autrement, des cours d'eau ou pouvoirs d'eau ou tous droits en iceux, les utiliser et développer, octroyer des baux ou droits sur iceux, et vendre et distribuer l'eau pour pouvoirs ou autrement, selon qu'il sera nécessaire pour les fins de la compagnie ;

Produire l'électricité et installer et mettre en opération l'outillage nécessaire pour employer la dite électricité, pour pouvoirs, éclairage et chauffage, pour les fins de la compagnie ;

Acquérir, manufacturer, construire, entretenir et exploiter tous fonds de commerce, matériaux, machineries, outillages et appareils nécessaires ou convenables pour la bonne exécution de ses entreprises et à cette fin, acquérir et aliéner tous droits de brevets, brevets d'invention, licences, procédés secrets et autres droits et privilèges et les utiliser, exercer, développer pour leur usage ou autrement en disposer ;

Government Notices

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the province of Quebec, bearing date the eighth day of October, 1912, incorporating Messrs. Emile Labelle, contractor, Roquebrune Paul Larocque, trader, Raoul Labelle, commercial traveller, C. George Derôme, accountant, Paul Lespérance, manager, of the city of Montreal, for the following purposes :

To carry on business generally as contractors for the construction of buildings, bridges, wharves and any other works in connection with building ;

To purchase, lease, or otherwise acquire, hold and exploit any stone or other ore quarries and any land for the manufacture of brick, lime and cement, from any person or company carrying on any business in whole or in part similar to that which the company is authorized to carry on or from any other person ;

To procure by purchase, lease or otherwise, any equipment necessary for the operation of stone or other ore quarries, the preparation of stone fort building monuments, polishing and manufacture of brick, cement of lime ;

To sell and transport the produce of the said quarries ;

To purchase, lease otherwise acquire, con-

To purchase, lease, otherwise acquire, concarrying the produce of the said quarries and connectin with a railway ;

To purchase or otherwise acquire and sell any materials for building purposes or, derived from the demolition of buildings ;

To purchase, hold, possess, maintain, work, develop, sell, transfer, lease, hypothecate, exchange real estate and immoveable property or any intersts or rights in same, deal in or otherwise dispose thereof ;

Acquire by purchase, lease, exchange or otherwise, lands, building, quarries or any other immoveable property ;

To acquire by purchase, lease or otherwise, water courses or water powers or any rights in same, utilize and develop such, grant leases or rights in same, and sell and distribute water for power or otherwise as may be necessary for the purposes of the company ;

To produce electricity and instal and operate the equipment necessary to employ the said electricity for power, light and heat, for the purposes of the company ;

To acquire, manufacture, build, maintain and operate any business, materials, machinery, equipment and apparatus necessary or suitable for the proper execution of its undertakings and for such purpose to acquire and alienate patent rights, brevets d'invention, licences, secret processes and other rights and privileges and utilize, exercise, develop same for their use or otherwise dispose thereof ;

Acquérir et se charger de contrats de tous genres, céder ou autrement disposer de tous contrats ou entreprises de la compagnie, en tout ou en partie et entreprendre, exécuter, accomplir et sous-louer des contrats pour faire du travail ou fournir des matériaux s'y rattachant ;

Acquérir par achat, bail ou autrement, construire et exploiter toutes scieries, manufactures de pulpe, manufactures de portes et de chassis et en vendre le produit ou autrment en disposer ;

Agir comme agents, procureurs, chargés d'affaires pour vendre à commission ou autrement les machines, machineries, effets manufacturiers et autres objets de commerce généralement, en percevoir le prix de vente et faire à ce sujet les annonces et la publicité requises ;

Prendre et tenir en garantie du remboursement de tout prêt fait par la compagnie, ou toute créance de la compagnie, et pour le paiement du prix en considération d'aucun contrat fait par ou avec la compagnie, des hypothèques ou autres garanties quelconques ;

Acheter, acquérir, posséder, et vendre, céder et transporter les parts, actions, débentures et toutes autres garanties d'aucune compagnie ou corporation faisant les mêmes opérations que la préscente compagnie requérante ou faisant tout commerce de nature à apporter des bénéfices et avantages à cette compagnie ;

Emettre et accorder toute part ou action acquittée dans le capital-actions de cette compagnie, en paiement du prix d'aucune franchise, entreprise, prporiété mobilière et immobilière, garantie, créance, droits, privilèges et hypothèques, lettres patentes, licence que cette compagnie pourra acquérir ou en paiement d'aucune dette ou obligation qu'elle pourra devoir ;

Se fusionner avec tout autre compagnie faisant des opérations du même genre ;

Rémunérer toute personne ou compagnie, pour services rendus ou qui peuvent être rendus en plaçant ou aidant à placer et garantissant le paiement d'aucune des actions du capital de la compagnie et toutes débentures et autres garanties de la compagnie ou dans ou pour la formation ou l'avancement de la compagnie ou la conduite de ses affaires et payer pour les dits services, en tout ou en partie, en actions acquittées de la compagnie ou autrement ;

Acquérir et faire toutes autres affaires qui peuvent paraître à la compagnie, capables d'être conduites convenablement en rapport aux affaires ou objets de la compagnie ou calculés directement ou indirectement pour augmenter sa valeur ou rendre profitable aucuns des biens ou droits de la dite compagnie ;

Faire signer et exécuter tous actes, contrats et choses quelconques qui peuvent découler des présents pouvoirs et sont propres aux fins et aux objets que cette compagnie a en vue ; faire toutes autres choses qui peuvent être en rapport ou utiles à l'accomplissement des susdits objets et les faire, toutes ou aucune, comme patrons, agents et procureurs et exercer tous les pouvoirs conférés par la dite loi des compagnies, sous le nom de "Emile Labelle & Larocque, Limitée", avec un capital de vingt mille piastres ($20,000.00), divisé en deux cents (200) actions de cent piastres ($100.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, sera à Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce huitième jour d'octobre 1912.

C. J. SIMARD,

4391 Sous-secrétaire de la province.

To acquire and undertake contracts of all kinds, convey orotherwise dispose of any contracts or undertakings of the company, in whole or in part, and undertake, execute, accomplish and sublet contracts to do work or supply materials connected therewith ;

To acquire by purchase, lease, or otherwise build and operate any sawmills, pulp factories, door and window factories, and sell the produce or otherwise dispose thereof ;

To act as agents, attorneys, chargés d'affaires to sell on commission or otherwise the machines, machinery, manufactured goods, and other commercial effects generally, to collect the sale price thereof, and do the advertising and the publicity required respecting same ;

To take and hold as security for the repayment of any loan made by the said sompany or any claims of the said company for the payment of the price or consideration of any contract made by or with the said company, hypothecs or other securities whatsoever ;

To purchase, acquire, hold, sell, assign and transfer the shares, stock, debentures and any other securities of any company or corporation carrying on the same operations as this company or carrying on any business of a nature to aid the present company in any way ;

To issue and grant any paid up shares in the capital stock of the company in payment of the price of any franchise, undertaking, moveable or immoveable property, debenture, security, claim, rights, privileges and hypothecs, letters patent, licenses, that this company may acquire and in which it may be interested, or in payment of any debt or obligation it may contract ;

To amalgamate with any other company carrying on operations of a similar nature ;

To remunerate any person or company for services rendered or to be rendered to the company in placing or assisting to place or guaranteeing the placing of the shares of the company's capital or any bonds, debentures or other securities of the company or in or about the formation or promotion of the company or the conduct of its business ; and pay for the said services, in whole or in part with paid up shares of the company or otherwise ;

To acquire and carry on any other business, which may seem to the company capable of being conveniently carried on in connection with the business or objects of the company or calculated directly or indirectly to enhance the value or render profitable any of the company's property or rigths ;

To do, execute and accomplish any acts, contracts and things whatsoever which may result from the present powers and are proper for the purposes and the objects that the company has in view ;

To do anything else that may be in connection with or useful to the accomplishment of the aforesaid objects, and do any or all of same as principals ,agents and attorneys and exercise all the powers conferred by the said Companies' Act, under the name of "Emile Labelle & Larocque,Limitée",with a capital-stock of twenty thousand dollars ($20,000.00), divided into two hundred (200) shares of one hundred dollars ($100.00) each.

The principal place of business of the corporation, will be at Montreal.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this eighth day of October, 1912.

C. J. SIMARD.

4392 Deputy Provincial Secretary.

Avis est donné au public que, en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du dix-septième jour d'octobre 1912, constituant en corporation MM. Demetre Estrate Pergantes, Georges Demetelin et Christopher George Hall, marchands, Alphonse Demers, gérant et Philip Frank Kastel, propriétaire d'hôtel, tous de la cité de Montréal dans les buts suivnats :

Acquérir par achat, bail ou autrement et posséder des immeubles ;

Construire des maisons d'habitation et autres bâtisses sur tels immeubles ou sur partie d'iceux ;

Vendre, louer, transporter, échanger les dits immeubles ou toute partie d'iceux, et développer, améliorer et disposer toute telle propriété en lots à bâtir, rues, ruelles, carrés ou autrement ;

Faire des avances au moyen de prêts aux acquéreurs ou locataires d'aucune partie des immeubles de la compagnie pour les fins de construction ou autres améliorations, et avec l'approbation des actionnaires, aider, au moyen d'avances ou autrement, à la construction et entretien des chemins, rues, ouvrages hydrauliques, égoûts et autres travaux d'amélioration calculés à rendre la propreté de la compagnie plus accessible et pour augmenter sa valeur ;

Prendre et détenir des hypothèques, garanties ,obligations ou charges pour garantir le paiement du prix d'achat de toute propriété vendue par la compagnie, ou tous argents dûs à la compagnie par les acquéreurs ou avancés par la compagnie aux acquéreurs ou autres, pour les fins de construction ou autres améliorations ;

Acheter, acquérir, détenir, transporter, vendre des actions, stock, débentures, ou garanties de toute autre compagnie ayant, en tout ou en partie, des objets semblables à ceux de cette compagnie, ou faisant des affaires capables d'être conduites, directement ou indirectement, pour le béné-fice de cette compagnie, et en disposer ;

Vendre aucune partie des immeubles ou autres biens appartenant à la compagnie, pour telle considération et aux termes et conditions que la compagnie jugera à propos, ou en disposer autrement, et accepter des argents, actions, obligations, débentures, stock ou garanties de toute autre compagnie en paiement ou partie de paiment d'iceux ;

Acquérir et posséder toutes affaires, franchises, entreprises, biens, droits, privilèges, baux, contrats, immeubles, stock, actifs et autres droits que la compagnie puet légalement acquérir en vertu des présentes à une juste valeur d'iceux ;

Emettre des actions acquittées et non sujettes à appel ,obligations ou autres garanties de la compagnie, en paiement ou partie de paiement, de toutes propriétés mobilières ou immobilières, droits ou autres actifs acquis par la compagnie sous aucun titre ;

Vendre, louer l'entreprise de la compagnie ou toute partie d'icelle, pour telle considération que la compagnie jugera à propos, ou en disposer autrement, ou s'amalgamer avec toute personne, société ou corporation faisant des affaires dont les objets sont, en tout ou en partie, semblables à ceux de cette compagnie, aux termes et conditions qui peuvent être jugés à propos, et en paiement de la considération d'iceux accepter de l'argent, des actions, obligations, débentures ou autres garanties de toute autre corporation, et distribuer parmi les actionnaires de la compagnie de temps en temps, toutes espèces, actions, obligations, débentures, garanties, ou autres biens appartenant à la compagnie ;

Payer tous les frais concernant la charte d'incorporation de la compagnie et faire toutes

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the province of Quebec, bearing date the seventeenth day of October, 1912, incorporating Messrs. Demetre Estrate Pergantes, Georges Demetelin, and Christopher George Hall, merchants, Alphonse Demers, manager and Philip Frank Kastel, hotel-proprietor, all of the city of Montreal, for the following purposes :

To acquire by purchase, lease or otherwise and to own real estate ;

To construct dwelling houses and other buildings upon such real estate or any part thereof ;

To sell, lease, convey, exchange, dispose of or otherwise deal with such real estate or any portion thereof, and to develop, improve and lay out any such property in building lots, streets, lanes, squares or otherwise ;

To make advances by way of loans to purchasers or lessees of any part of the company's real estate for building purposes or other improvements, and, with the approval of the shareholders, to aid by way of advances or otherwise in the constructions and maintenance and roads, streets, waterworks ,sewers and other works of improvement calculated to render the company's property more accessible and to enhance its value ;

To take and hold mortgages, hypothecs, liens or charges to secure the payment of the purchase price of any property sold by the company, or any money due to the company from purchasers or advanced by company to purchasers or others, for building purposes or other improvements ;

To purchase, acquire, hold, transfer, sell and dispose of shares, stocks, debentures, or securities in any other company having objects similar in whole or in part to those of this company or carrying on business capable of being conducted so as directly or indirectly benefit this company ;

To sell or otherwise dispose of any portion of the real estate or other property owned by the company for such consideration, and upon such terms and conditions as the company shall see fit, and to accept cash, shares, bonds, debentures, stock or securities of any other company in payment or in part payment therefor ;

To acquire and own any business, franchises, undertaking, property, rights, privileges, leases, contracts, real estate, stock, assets, and other rights which the company may lawfully acquire by virtue thereof at a fair value thereof ;

To issue fully paid up and non-assessable shares, bonds or other securities of the company in payment or in part payment for any real or personal property, rights or other assets acquired by the company by any title ;

To sell, lease, or otherwise dispose of the undertaking of the company, or any part thereof, for such consideration as the company may deem proper, or to amalgamate with any individual, firm or corporation carrying on business with objects altogether or in part similar to those of this company, on such terms and conditions as may be deemed advisable, and in payment of the consideration therefor to accept cash, shares, bonds, debentures, or other securities of any other corporation, and to distribute among the shareholders of the company from time to time, any specie, shares, bonds, debentures, securities, or other property belonging to the company ;

To pay all costs incidentals towards the charter of the incorporation of the company

choses ayant rapport ou utiles à l'acquisition des susdits objets ;

Rémunérer toute personne ou compagnie pour services rendus en plaçant, aidant à placer ou garantissant le placement de toutes actions du capital actions de la compagnie, ou toutes autres débentures ou toutes autres garanties de la compagnie, ou dans ou au sujet de la formation de la compagnie ou la conduite de ses affaires, sous le nom de "Pointe-aux-Trembles Annex, Incorporated", avec un capital total de soixante et sept mille cinq cents piastres ($67,500.00), divisé en six cent soixante et quinze (675) actions de cent piastres ($100.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corpotion, sera dans la cité de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce dix-septième jour d'octobre 1912.

C. J. SIMARD,

4459 Sous-secrétaire de la province.

Avis est donné au public que, en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du dix-sept octobre 1912, constituant en corporation MM. Joseph Noé Ducharme, commerçant, Dame Marie Lamothe, épouse séparée de biens, de Joseph Noé Ducharme, de la paroisse de Saint-Georges, Hector Ducharme, marchand de bois, Henriette Bolduc, épouse séparée de biens de Hector Ducharme, de Saint-Georges, et Honoré Ducharme, marchand de bois, de Carmel, comté de Drummond, dans les buts suivants :

ses ou autres ouvrages, tenir des clos de bois

Acheter, vendre, transporter le bois en question, manufacturer, fabriquer, vendre, acheter et construire toutes bâtisses, parties de bâtisses ou autres ouvrages, tenir des clos de bois et entrepôts ;

Acquérir, posséder et vendre ou échanger des meubles et immeubles, limites à bois et pouvoirs d'eau ;

Produire de l'électricité pour des fins de pouvoirs, chauffage et éclairage dans les comtés de Kamouraska et Témiscouata ;

Accepter des meubles et immeubles en paiement des dettes dues à la compagnie ou accepter en garantie du paiement de ces dettes des hypothques, prendre des privilèges ou telles autres garanties que la compagnie jugera à propos ;

Acheter et posséder des actions et obligations de toutes compagnie faisant les mêmes affaires ;

Emprunter, hypothéquer tous ou parties des terrains ou propriétés immobilières de la compagnie, transporter en garantie de tous emprunts toute hypothèques ou autres droits ou garanties appartenant à la compagnie ou vendre et disposer de tous tels droits, hypothèques et garanties ;

Emprunter de l'argent de toute personne ou corporation en émettant des billets, obligations ou débentures ou des actions privilégiées, payer en actions libérées toutes obligations que la compagnie aura pu contracter ne général, faire toutes telles choses en rapport en la mise en opération des objets de la compagnie ou qui peuvent en faciliter l'opération, sous le nom de "J. N. Ducharme & Fils, Limitée" avec un capital de soixante-quinze mille piastres ($75,-000.00), divisé en sept cent cinquante (750) actions de cent piastres ($100.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, sera à Saint-Eleuthère.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce dix-septième jour d'octobre 1912.

C. J. SIMARD,

4461 Sous-secrétaire de la province.

and to do any such things as are incidental or conducive to the attainment of the above objects ;

To remunerate any person or company for services rendered in placing, assisting to place or guaranteeing the placing of any shares of the company's capital stock, or any other debentures or any other securities of the company, or in or about the formation of the company or the conduct of its business, under the name of "Pointe aux Trembles Annex, Incorporated", with a capital stock of sixty seven thousand five hundred dollars ($67,500.00), divided into six hundred and seventy five (675) shares of one hundred dollars ($100.00) each.

The principal place of business of the corporation, will be in the city of Montreal.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this seventeenth day of October, 1912.

C. J. SIMARD,

4460 Deputy Provincial Secretary.

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the province of Quebec, bearing date the seventeenth day of October, 1912, incorporating Messrs. Joseph Noé Ducharme, trader, Dame Marie Lamothe, wife separated as to property of Joseph Noé Ducharme, of the parish of Saint Georges, Hector Ducharme, lumber merchant, Henriette Bolduc, wife separated as to property of Hector Ducharme, of Saint Georges, and Honoré Ducharme, lumber merchant, of Carmel, county of Drummond, for the following purposes :

To carry on the lumber business :

To purchase, sell, transport the lumber in question, manufacture, make, sell, purchase and construct any buildings, parts of buildings or other works, keep woodyards and shed ;

To acquire, hold, sell or exchange moveable and immoveable property, timber limits and water powers ;

To generate electricity for the purposes of power, heat and light within the counties of Kamouraska and Témiscouata ;

To accept moveable and immoveable property in payment for debts due to the company or accept mortgages as security for the payment of such debts, take privileges or any other securities that the company may deem fit ;

To purchase and hold the stock and bonds of any companies carrying on a similar kind of business ;

To borrow, hypothecate the whole or part of the lands or immoveable property of the company, transfer as security for any loans, any hypothecs or other rights or securities belonging to the company or sell and dispose of any such rights, hypothecs and securities ;

To borrow money from any person or corporation by issuing notes, bonds, debentures or privileged stock, pay for any obligations that the company may contract with paid up shares, and generally do all such things in connection with the carrying out of the objects of the company or that may facilitate the operation thereof, under the name of "J. N. Ducharme & Fils, Limitée", with a capital of seventy five thousand dollars ($75,-000.00), divided into seven hundred and fifty (750) shares of one hundred dollars ($100.00) each.

The principal place of business of the corporation, will be at Saint-Eleuthère.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this seventeenth day of October, 1912.

C. J. SIMARD,

4462 Deputy Provincial Secretary.

Avis est donné au public que, en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-quatrième jour d'octobre 1912, constituant en corporation MM. Wilfrid Poirier, manufacturier, J. B. Lamarche, entrepreneur, Jos. Hector Provost, voyageur de commerce, Cyrille Brais, commerçant, Henri Valois, courtier, Delphis Turner, tailleur, Norman A. Beauchemin, comptable, de Roxton Falls, Léandre Prévost, capitaine de police, Jos. A. Chartrand, marchand, de la cité de Montréal, et Joseph Blanchard, courtier, de Saint Cyrille, dans les buts suivants

Manufacturer des meubles de tous genres et avec toutes matières susceptibles d'être employées à ces fins ; manufacturer plus spécialement des chaises, des boîtes, des caisses pour les entrepreneurs de pompes funèbres et toutes les fournitures qui s'y rapportent ou les complètent et faire le commerce de toutes ces choses ainsi manufacturé.

Fabriquer, importer, exploiter, acheter, vendre, réparer, échanger, louer ou de disposer de manière équivalente de toutes espèces de matériaux de construction ;

Acquérir, vendre, louer des meubles, immeubles, pouvoir d'eau, ligne de transmission électrique pour l'éclairage, le chauffage, l'utilisation, la vente et la location de forces motrices, tant pour les besoins de la compagnie que pour les services publics et le commerce et l'industrie dans le comté de Shefford ;

Acquérir toute entreprise semblable en totalité ou en partie à celle de la compagnie ainsi que son matériel, sa clientèle, ses privilèges et de payer en deniers comptant, en actions ou en obligations de la compagnie ;

Vendre les actions et privilèges de la compagnie ; faire des emprunts sur le crédit de la compagnie ; émettre des bons, obligations ou autres valeurs de la compagnie et les donner en garantie ou les vendre pour les prix et sommes jugées convenables ; mais nul tel bon, obligations ou autre valeur ne sera pour une somme moindre que cent piastres ; hypothéquer ou donner en garantie les immeubles de la compagnie, ou donner des deux espèces de garanties pour assurer le paiement de tels bons, obligations ou autres valeurs, et de tous emprunts de deniers faits pour les fins de la compagnie, sous le nom de " Poirier Chairs & Caskets, Limited ", avec un capital de quatre-vingt-quinze mille piastres ($95,000.00), divisé en neuf cent cinquante (950) actions de cent piastres ($100.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation sera à Roxton Falls.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce vingt-quatrième jour d'octobre 1912.

C. J. SIMARD,

4477 Sous-secrétaire de la province.

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the province of Quebec, bearing date the twenty fourth day of October, 1912, incorporating Messrs. Wilfrid Poirier, manufacturer, J. B. Lamarche, contractor, Jos. Hector Provost, commercial traveller, Cyrille Brais, trader, Henri Valois, broker, Delphis Turner, tailor, Norman A. Beauchemin, accountant, of Roxton Falls, Leandre Prévost, police captain, Jos. A. Chartrand, merchant, of the city of Montreal, and Joseph Blanchard, broker, of Saint Cyrille, for the following purposes :

To manufacture furniture of all kinds and with all materials susceptible of being employed for such purposes ; to manufacture more especially chairs, boxes, cases for funeral undertakers and any furnishings connected therewith or completing same and deal in all such things thus manufactured ;

To manufacture, import, operate, purchase, sell, repair, exchange, lease or dispose in an equivalent manner of all kinds of building materials ;

To acquire, sell, lease, moveables, immoveables, water powers, electric transmission lines for light, heat, utilization, sale and leasing of motive powers both for the needs of the company and for the public service and business and industry in the county of Shefford ;

To acquire any similar untertaking in whole or in part to that of the company with the stock, goodwill and privileges thereof, and pay for same in cash, shares or bonds of the company ;

To sell the shares and privileges of the company ; to make loans on the credit of the company ; to issue bonds, debentures or other securities of the company and give as security or sell same for the prices and amounts deemed advisable, but no such bond, debenture or other security shall be for a less sum than one hundred dollars ; to hypothecate or give as security the immovables of the company or give both kinds of security to assure the payment of such bonds, debentures or other securities and of all money loans made for the purposes of the company, under the name of " Poirier Chairs and Caskets, Limited ", with a capital of ninety five thousand dollars ($95,000.00), divided into nine hundred and fifty (950) shares of one hundred dollars ($100 00) each.

The principal place of business of the corporation, will be at Roxton Falls.

Dated from the office of the secretary of the province, this twenty fourth day of October, 1912.

C. J. SIMARD,

4478 Deputy Provincial Secretary.

Demande à la Législature

La communauté des Sœurs des Saints Noms de Jésus et Marie, corporation légalement constituée, ayant son principal établissement en la cité et le district de Montréal, donne avis qu'elle s'adressera à la législature de Québec, à sa prochaine session, pour demander l'autorisation de construire un édifice devant servir de noviciat et aussi un autre édifice devant servir de maison-mère, sur les terrains qu'elle possède en la ville d'Outremont, district de Montréal, sur les lots connus et désignés comme étant le numéro douze et partie de treize de cadastre, nonobstant tout règlement municipal de la ville d'Outremont, et pour autres fins.

LAMOTHE, ST. JACQUES & LAMOTHE,
Procureurs des requérants.

Montréal, 24 octobre 1912. 4483

Application to the Legislature

La communauté des Sœurs des Saints Noms de Jésus et Marie, a lawfully constituted corporation, with its chief establishment in the city and district of Montreal, give notice that it will apply to the Quebec Legislature, at its next session, for authorization to construct a building to serve as a noviciate and also another edifice to serve as a mother house, on the lands it owns in the town of Outremont, district of Montreal, on the cadastral lots known and designated as being the number twelve and part of thirteen, notwithstanding any municipal by-law of the town of Outremont, and for other purposes.

LAMOTHE, ST. JACQUES & LAMOTHE,
Attorneys for petitioners.

Montreal, 24th October, 1912. 4484

ERRATUM.

Aux pages 1703 et 1704 de la "Gazette Offitielle" du 17 août 1912, aux Nos 3365, 3366, lisez cinq cent mille piastres ($500,000.00), divisé en cinq mille (5000) actions, au lieu de deux cent mille piastres ($200,000.00), divisé en deux mille (2000) actions, et à celle du 24 août, à la page 1721, aux numéros 3365, 3366, lisez la même chose.

4485

ERRATUM.

On pages 1703 and 1704 of the "Official Gazette" of the 17th August, 1912, at Nos. 3365-3366, read five hundred thousand dollard ($500,000.00), divided into five thousand (5000) shares, instead of two hundred thousand dollars ($200,000.00), divided into two thousand (2000) shares, and in that of 24th August, on page 1721 at Nos. 3365, 3366, read likewise.

4486

Avis de Faillites

Avis est par le présent donné que M. Louis Desprès, de Lévis, marchand, a fait cesson de ses biens pour le bénéfice de ses créanciers, le 24 octobre 1912.

R. ERNEST LEFAIVRE,
Gardien provisoire.

Québec, 24 octobre 1912. 4475

Bankrupt Notices

Notice is hereby given by Mr. Louis Desprès, of Levis, merchant, has made an abandonment of his property for the benefit of his creditors, on the 24th of October, 1912.

R. ERNEST LEFAIVRE,
Provisional guardian.

Quebec, 24th October, 1913. 4476

Vente de Faillite

Canada,
Province de Québec,
District de Québec,
No 1715.
} *Cour Supérieure.*

Dans l'affaire de La Cie Immobilière Champlain, Ltée, En liquidation.

Avis est par le présent donné que, MARDI, le 19 NOVEMBRE 1912, à DIX heures, a. m., suivant ordonnance rendue le onzième jour d'octobre 1912, par l'hon. juge en chef F. X. Lemieux, seront vendus par encan public, à nos bureaux, No 93, rue Saint-Pierre, à Québec :

1° Propriété No 116, rue Saint-Ambroise, 2 logements, cadastre 3-94-1 Notre Dame des Anges, 21-5/6 pieds de front, au sud, 43-1/2 pieds à l'est, 34-8/12 à l'ouest, et 20 pieds au nord, superficies 778 pieds, plus ou moins—avec bâtisses dessus construites, de droit de passage sur le lot 3-94-4 ; sujet aux charges l'affectant et à son entretien en commun avec les co-bénéficières, et le droit de mitoyenneté du mur avoisinant le lot 3-94-2, à la charge d'une rente annuelle de $12.00 (capital $400.00) acquittée au 29 septembre 1912. Cette rente affecte également les lots 3-94-2 et lot 3-94-3 et est sujette à être divisé en 1/3 par les détenteurs.

2° Propriété No 17, rue Aberdeen, cadastre subdivision 1-2 du lot originaire 4736, quartier Montcalm, 38⅓ pieds front, sur profondeur de 116 pieds, superficie 4451 pieds carrés, plus ou moins—avec bâtisses dessus construites ; à la charge d'une rente annuelle de $111.27 (capital $2,781.75), acquittée au 1er mai 1912.

La vente de ces propriétés est faite, sujette aux baux existants jusqu'au 30 avril 1913, et quittes de taxes au 30 avril 1913. 25°/₀ sera payable sur adjudication, la balance lors de la signature de l'acte de l'achat, le délai ne devant pas excéder 30 jours, et portera intérêt à 6°/₀ du jour de la vente.

L'acheteur aura l'avantage d'assumer l'obligation grévant la propriété rue Saint-Ambroise, sujet au consentement du créancier hypothécaire, au cas où il ferait valoir raisons pour réclamer remise de son capital.

L'aquéreur prendra possession le 1er décembre et aura, de cette date droit aux loyers.

La dite vente est faite en vertu et en conformité

Insolvent Sale

Canada,
Province of Quebec,
District of Quebec.
No. 1715.
} *Superior Court.*

In the matter of "La Cie Immobilière Champlain, Limitée", In liquidation.

Notice is hereby given that, TUESDAY, 19th NOVEMBER, 1912, at TEN o'clock a. m., in execution of judgement rendered on the eleventh day of October, 1912, by His Honor the chief justice Lemieux, will be sold by public auction, at our offices, No. 93, Saint Peter street, Quebec :

1. Property No. 116, Saint Ambroise street, 2 dwellings, cadastral No. 3-94-1 Notre-Dame des Anges, 21-5/6 feet, front, on the south, 43-1/12 feet on the east, 34-8/12 feet, on the west and 20 feet on the north, area 778 square feet, more or less —with buildings thereon erected, also the right of way on the lot 3-94-4 ; subject to the fixed and maintenance charges on said lot in common with the co-beneficiaries and the party right, (droit de mitoyenneté) on wall bordering lot 3-94-2.

2. Property No. 17, Aberdeen street, cadastral Nos. 1 and 2 of lot 4736, Montcalm ward, 38-1/3 feet front, 116 feet depth, area 4451 square feet, more or less—with buildings thereon erected ; subject to an annual ground rent of $111.27 (capital $2,781.75) paid to 1st May, 1912.

The sale of these properties is made subject to leases to 30th April, 1913, and free of taxes to 30th April, 1913.

25°/₀ of purchase price to be deposited on adjudication, balance bearing 6°/₀ interest, from the date of the sale, upon signating of the deed, which shall not be delayed longer than thirty days.

The purchaser having the advantage of assuming the mortgage on Saint Ambroise street, property subject to the mortgage's consent should he show cause why he could claim the rembursement of his capital.

Purchaser to take possession of premises on 1st December, and to be from that date entitled to the rent.

This sale is made in virtue of and pursuant to

aux articles 7552 et suivant les statuts refondus de Québec, 1909, et devant avoir l'effet du décret.

Copie des actes de vente et des titres, et le certificat du bureau d'enregistrement sont déposés à nos bureaux, où ils peuvent être examinés.

Les personnes suivantes ont possédé les immeubles pendant les trois dernières années :

No 1. L'Hôpital-Général,
Ad. Trudel & Cie,
C. J. Laberge,
Cie Immobilière Champlain Ltée.

No 2. L'Hôtel-Dieu de Québec.
K. S. Fenwick.
Cie Immobilière Champlain Ltée.

3° Balance prix de vente due par P. C Lachance, $5,929.69, comprenant capital et intérêts, à 6% au 31 d'août 1913, payable par versements mensuelles da $35.00, à commencer le 1er décembre 1912, aux charges et conditions citées dans l'acte de vente (J. A. Faucher, N. P., 27 novembre 1909. No 919) : sujette au paiement de l'hypothèque de $4,000 00. et les intérêts sur icelle a 6%, acquittee au 10 juillet 1912 (Ls. Parent, N. P., 10 juillet 1909, No 1183).

La dite réclamation était garantie par hypothèque sur la propriété No 1030 et autres, rue Saint-Valier, faisant partie du lot No 2103, du cadastre de la paroisse de Saint-Sauveur, 64½ pieds front sur la rue Saint-Valier, 34 pieds dans la ligne nord sur 85 pieds de profondeur ligne ouest, et environ 91 pieds dans la ligne nord-est, formant une superficie de 4186 mesure anglaise, sans garantie de mesure précise—circonstances et dépendances.

Le dit immeuble sujet à une rente annuelle de $58.60. (Capital $1,465.10), payable d'avance le 1er d'août à l'Hôpital du Sacré-Cœur, acquittée au 31 juillet 1913, et aux taxes civiques, acquittée au 30 avril 1913.

4° Balance prix de vente due par madame Louis Picard, $1,755.57, comprenant capital et intérêts à 6°/₀ au 30 avril 1913, payable par versement mensuels de $17.00, à commencer le 1er décembre 1912 : Aux charges et conditions citées dans l'acte de vente (J. A. Faucher, N. P., 2 mai 1910, No 1040), et notamment celles de payer à même les remises mensuelles les taxes et charges civiques, acquittées au 30 avril 1913, les rentes seigneuriales acquittées au 1er mai 1912, la prime d'assurance payée au 1er mars 1913 ; sujette au paiement de l'hypothèque de $700 00 et des intérêts sur icelle à 6°/₀, acquittés au 15 juillet 1912, (L. C. Jacques, N. P., 4 février 1910, No 1021.)

La dite réclamation étant garantie par hypothèque sur la propriété No 99, rue Marie de l'Incarnation, étant le lot No 2218, du cadastre de la paroisse de Saint-Sauveur, 40 pieds de front sur 60 pieds de profondeur, mesure anglaise et sans garantie de mesure—circonstances et dépendances.

Le dit immeuble sujet à une rente de $8 00. (Capital $133.33), payable le 1er mai, en faveur des Dames Ursulines.

5° Balance prix de vente due par J. L. O. Proulx, $2604 52, comprenant capital et intérêts à 6°/₀ au 30 avril 1913, payable par versements mensuels de $18.00, à commencer le 1er décembre 1912, aux charges et conditions citées dans l'acte de vente (Robert Trudel, N. P., 12 oct. 1912, No 78), sujette au paiement de l'hypothèque de $1800.00 et des intérêts sur icelle à 6°/₀, acquittées au 10 juillet 1912. (Jos. Allaire, N. P., 12 janvier 1910, No 14505)

La dite réclamation étant garantie par hypothèque sur la propriété No 9, rue Chevrière, connue et désignée sous le numéro 57 des subdivisions du lot 3 du cadastre pour Notre-Dame des Anges—circonstances et dépendances.

Le dit immeuble sujet à une rente seigneuriale annuelle de $10.20 (capital $340.00) payable à l'Hôpital Général de Québec, acquittée au 29 sept. 1912 et aux taxes civiques, acquittée au 30 avril 1913.

6° Balance prix de vente due par Mde J. L. O. Proulx, $5152.79, comprenant capital et intérêts

articles 7552 and following of the revised statutes of Quebec, 1909, and to have the same effect as if made by the sheriff (effet du décret).

Copy of the deeds and tittles and the certificate of registry office are deposited at our offices where they can be examined.

The following personne have, for the last three years, had possession of the above properties :

No. 1. L'Hopital Générale de Québec.
Ad. Trudel & Cie.
C. J Laberge.
La Cie Immobilière Champlain Ltée.

No. 2. L'Hôtel-Dieu de Québec.
K. S Fenwick.
La Cie Immobilière Champlain Ltée.

3. Balance price of sale due by P. C. Lachance, $5,929.69, being capital and interest at 6 °/₀ to 31st August 1913, payable by monthly payments of $35.00 from 1st December, 1912, subject to the condition of the deed sale (J. A. Faucher, N. P., 27th November, 1909, No. 919) and to the payment of a mortgage of $4,000.00 and of the interest thereon at 6 °/₀ paid to 10 h July, 1912, (Ls Parant, N. P., 10th July, 1909, No 1183). Said debt is guaranteed by mortgage on property No. 1030 and others on Saint Valier street, being part of the lot No. 2103, of the cadastral of the parish of Saint Sauveur, 64½ feet front on Saint Valier street, 34 feet on the north line by 85 feet depth in the line west and about 91 feet in the line north east representing and area og 4186 square feet, english measure, without any guarantee as to exact measurements—with buildings thereon erected.

The said property being subject to an annual ground rent of $58.60 (capital $1,465.10), payable in advance to L'Hôtel Dieu du Sacré-Cœur, paid to 31st July, 1913, and to the civic taxes paid to 30th April, 1913.

4 Balance price of sale due by Mrs. Ls. Picard, $1,755 27, being capital and interest at 6 °/₀ to 30th April, 1913, payable by monthly payments of $17.00 from 1st December, 1912, at the conditions stipulated in the deed of sale (J. A. Faucher, N. P., 2nd May, 1910, No. 1040), an amongs these that of paying out of the monthly payments, the taxes and the civic charges paid to 30th April, 1913, the ground rent paid to 1st May, 1912, the insurance premium paid to 1st March, 1913, subject to the payment of a mortgage of $700.00 and of the interest thereon at 6 °/₀ paid to 15th July, 1912, (L. C. Jacques, N. P., 4th Feb., 1910, No. 1021).

Said debt being secured by mortgage on property No. 99, Marie de l'Incarnation street, being lot No. 2218, of the cadastral of Saint Sauveur. 40 fret front and 60 feet depth, english measure, but without guarantee as to measurements—together with buildings thereon erected.

Said property being subject to an annual ground rent of $8.00 (capital $133.33), payable on 1st May, to the Ursulines.

5. Balance price of sale due by J. L. O. Proulx, $2604 52, being capital and interest at 6°/₀ to 20th April, 1913, payable by monthly instalments of $18.00 from 1st December, 1912, at the conditions stated in the deed of sale, (Robert Trudel, N. P., 12th October, 1912, No. 78) subject to the payment of a mortgage of $1800.00 and of the interest thereon at 6°/₀ paid to 10th July, 1912. (Jos. Allaire, N. P., 12th January, 1910, No. 14505)

Said claims being guaranteed by a mortgage of property No. 9, Chevrière street, being No. 57 of the subdivision of lot 3 of the cadastre of Notre Dame des Anges—with buildings thereon erected.

Said property subject to on annual ground rent of $10.20 (capital $340.00), payable to l'Hôpital Générale de Québec paid to 29th Sept, 1912 and to the civic taxes paid to 30th April, 1913.

6. Balance due on price of sale by Mrs. J. L O. Proulx, $5,152 75, being capital and interes of 6%

au 30 avril 1913, payable par versements mensuels de $35.00, à commencer le 1er décembre 1912, aux charges et conditions citées dans l'acte de vente (J. A. Faucher, N. P., 12 mai 1909, No 836); sujette au paiement de l'hypothèque de $3000.00 et des intérêts sur icelle à 6%, acquittée au 18 juillet 1912. (G. A. Paradis, N. P., 18 janv. 1909, No 9244.)

La dite réclamation étant garantie par hypothèque sur la propriété No 43, avenue Parent, connue et désignée sous le No 51, des subdivisions du lot 3 du cadastre pour la paroisse Notre-Dame des Anges, 35 pieds de front sur l'avenue Parent, 60 pieds de profondeur, mesure anglaise, plus ou moins—avec bâtisses dessus érigées, circonstances et dépendances, avec en outre, droit de passage en voiture pour les provisions seulement, sur le lot No 57, des subdivisions du lot 3, Notre-Dame des Anges.

Le dit immeuble sujet à une rente seigneuriale annuelle de $15.00 (capital $500.00), acquittée au 29 septembre 1912, et payable à l'Hôpital Général de Québec, et aux taxes civiques acquittées au 30 avril 1913, 25% du prix de vente devra être déposé sur adjudication, et la balance portant intérêt à 6% du jour de la vente, sera payable lors de la signature de l'acte de vente qui devra être préparé dans un délai n'excédant pas 30 jours.

Copies des actes de vente et des titres et le certificat du bureau d'enregistrement, seront déposés à nos bureaux où ils pourront être examinés.

LARUE & TRUDEL,
Liquidateurs.

Bureaux : 93, rue Saint-Pierre, Québec.

LOUIS DECHENES,
Commissaire priseur. 4451

to 30th April, 1913,, payable by monthly instalmets of $35.00 from 1st December, 1912, at the conditions stated in the deed of sale (J. A. Faucher, N. P., 12th May, 1909, No. 836), subject to the payment of mortgage of $3000.00 and of the interest thereon at 6% paid to 18th July, 1912. (J. A. Paradis, N. P., 10th January, 1909, No. 9244).

Said claim is guaranteed by mortgage on property No. 43, Parent avenue, being number 51, of the subdivision of lot 3 of the cadastre of Notre Dame des Anges, 35 feet front, on Parent avenue, 60 feet depth, english measure, more or less—with buildings thereon erected—together with the right way for uehicles carrying provisions only, on number 57 of the subdivision of lot No. 3, Notre Dame des Anges.

Said property is subject to an annual ground rent of $25.00. (Capital $500.00), paid to 29th September, 1912, and payable to l'Hôpital Générale de Québec and to the civic taxes paid to 30th April, 1913, 25% of the purchase price to be deposited in adjudication, the balance bearing interest at 6% from the date of sale, to be payable upon signing the deeds which will be prepared within a delay not to exceed 30 days.

Copies of the deeds and titles and the registry office's certificate are deposited at our offices where they may be examined.

LARUE & TRUDEL,
Liquidators.

Offices : 93, Saint Peter street, Quebec.

LS. DESCHENES,
Auctioneer. 4452

En Liquidation

Province de Québec, }
District de Beauharnois. }

Dans l'affaire de La Compagnie de Navigation Châteauguay & Beauharnois, corporation ayant son principal bureau d'affaires à Châteauguay-Bassin, Saint-Joachim de Châteauguay,

En liquidation ;

et

L. C. Tassé, notaire, de la ville de Beauharnois,
Liquidateur.

Aux créanciers, contributaires, actionnaires ou membres de la dite compagnie en liquidation.

Avis est par le présent donné que, le 13 septembre 1912, j'ai été nommé liquidateur permanent dans l'affaire ci-dessus, par la cour supérieure, siégeant dans et pour le district de Beauharnois.

En outre, je donne avis, aux créanciers, contributaires, actionnaires ou membres de la dite compagnie en liquidation, de produire leurs réclamations, dûment attestées, dans les trente jours qui suivront le 31 octobre 1912, entre mes mains, à mon bureau, à Beauharnois, conformément à une ordonnance de l'honorable juge Wilfrid Mercier, siégeant dans et pour le district de Beauharnois (en chambre), le 11 d'octobre 1912.

Avis du 16 octobre annullés

L. C. TASSÉ,
Liquidateur.

Beauharnois, 24 octobre 1912. 4481

In Liquidation

Province of Quebec, }
District of Beauharnois. }

In the matter of "La Compagnie de Navigation Chateauguay and Beauharnois, a corporation having its chief place of business at Chateauguay Bassin, Saint Joachim de Chateauguay,

In liquidation ;

and

L. C. Tassé, notary, of the town of Beauharnois,
Liquidator.

To the creditors, contributories, shareholders or members of the said company in liquidation.

Notice is hereby given that, on the thirteenth day of September last, 1912, I was appointed permanent liquidator in the hereabove matter, by the superior court, sitting in and for the district of Beauharnois ;

Moreover, I hereby give notice to the creditors, contributories, shareholders or members of the said company in liquidation, to file their claims duly attested within the thirty days following the 31st day of October, 1912, with me, at my office, at Beauharnois, in conformity with an order of the Honourable judge Wilfrid Mercier, sitting in and for the district of Beauharnois (in chambers), on the eleventh day of October instant, 1912.

The notice of the 16th October is cancelled.

L. C. TASSÉ,
Liquidator.

Beauharnois, 24th October, 1912. 4482

Index de la Gazette Officielle de Québec No 43

ACTIONS EN SEPARATION DE BIENS :—ACTIONS FOR SEPARATION AS TO PROPERTY :

Dme Arsenault vs Loiselle..... 2213
" Auclair vs Bélisle..... 2213
" Boucher vs Clontier..... 2212
" Bradley vs Giroux..... 2214
" Burt vs Blondin..... 2213
" Dallaire vs Lachance..... 2214
" Darabaner vs Tammer..... 2212
" Fortier vs Boisvert..... 2213
" Hébert vs Duchesneau..... 2213

ANNONCEURS : —Avis aux :—Concernant avis, etc. 2159.

ASSOCIATION, ASSURANCE OU SOCIÉTÉ : — Cie d'assurance mutuelle contre le feu de la paroisse de Saint-François, Beauce, 2211 ; Ezro Mutual Aid Society of Montreal, 2172.

AVIS : — Marlington Cemetery Coy, 2214.

BILLS PRIVÉS, P. Q. :—Avis au sujet des :—Assemblée législative, 2186 ; Conseil législatif, 2183.

BILLS PRIVÉS, Parlement Fédéral :— Chambre des Communes, 2183; Sénat, 2183

COMPAGNIES AUTORISÉES A FAIRE DES OPÉRATIONS : —Junghams Brothers, 2163 ; Liverpool Sheltering Homes for Destitute Children, incorp., 2162.

COMPAGNIES LICENCIÉES :— Compagnie d'assurance mutuelle contre le feu de la paroisse Saint-David, 2172 ; Compagnie d'assurance mutuelle contre le feu de la paroisse de Saint-François, Beauce, 2172 ; The Lachine Nest of Owls, 2163 ; The Montreal Lest of Owls, 2163.

DEMANDES A LA LEGISLATURE : —

Administrateurs de l'Université Laval–Administrators of Laval University.... 2198
Alma & Jonquières Railway Coy..... 2209
Annexer municipalité Ville Emard—To annex municipality of Ville Emard..... 2197
Association Saint-Jean-Baptiste de Montréal. 2188
Bugeaud, Jos. F..... 2211
Bureau des Commissaires d'écoles catholiques romains de la cité de Québec—Board of School Commissioners Roman Catholic of the city of Quebec..... 2190
Bureau des Commissaires d'écoles catholiques romains de la cité de Sherbrooke—Board of roman catholic school commisioners of the city of Sherbrooke..... 2205
Calumet & Northern Railway Coy..... 2197
Cie chemin de fer Roberval & Saguenay—Roberval & Saguenay Railway Coy.... 2208
Cie d'assurance contre le feu Laurentide.... 2189
Cité de—City of Hull..... 2195
Cité de—City of Lachine..... 2196
Cité de City of Montreal..... 2193
Cité de—City of Quebec..... 2194
Cité de—City of Sherbrooke..... 2210
Cité de Trois-Rivières..... 2210
Commissaires d'écoles de la cité de Westmount—School commissioners of the city of Westmount..... 2190
Commissaires d'écoles de la municipalité de la cité de Lachine—School commissioners of the municipality of the city of Lachine 2204

Index of the Quebec Official Gazette, No. 43.

ACTIONS EN SÉPABATION DE BIENS : — ACTIONS FOR SEPARATION AS TO PROPRETY :

" Lamarche vs Deslongchamps..... 2212
" LeBaron vs LeBaron..... 2214
" Lindberg vs Poulin..... 2212
" Martel vs Fortin..... 2212
" Rhéaume vs Cartier..... 2213
" Roberge vs Prenoveau..... 2214
" Robyns vs Gillet..... 2213
" Williams vs Steggall..... 2212

ADVERTISERS : —Notice to : — Respecting notices, etc, 2159.

ASSOCIATION, INSURANCE OR SOCIETY : — Mutual Fire Insurance Coy of the parish of Saint Francis, Beauce, 2211 ; Ezro Mutual Aid Society of Montreal, 2172.

NOTICE : —Marlington Cemetery Coy, 2214.

PRIVATE BILLS, P.Q. :—Notices respecting the Legislative Assembly, 2186 ; Legislative Council, 2183.

PRIVATE BILLS, Federal Parliament : — House of Commons, 2183 ; Senate, 2183

COMPANIES AUTHORIZED TO DO BUSINESS : — Junghams Brothers, 2163 ; Liverpool Sheltering Homes for Destitute Children, incorp., 2162.

LICENCED COMPANIES : — Mutual Fire Insurance Company of the parish of Saint David, 2172 : Mutual Fire Insurance Company of the parish of Saint Francis, Beauce, 2172 ; The Lachine Nest of Owls, 2163 ; The Montreal Nest of Owls, 2163.

APPLICATIONS TO THE LEGISLATURE : —

Les Commissairss d'écoles de la municipalité scolaire de la ville de la Longue Pointe—The school commissioners of the school municipality of the town of Longue Pointe..... 2208
Les exécuteurs testamentaires et légataires de feu P. E. Paquette—The testamentary executors and legatees of the late P. E. Paquette..... 2248
Les grevé de substitution et curateur de feu Colin Campbell—Institute and curator of late Colin Campbell..... 2190
Les Servites de Marie..... 2202
Little Nation River Railway Coy..... 2201
Model City..... 2203
Municipalité du village de—Municipality of the village of Salaberry..... 2206
National Hydro-Electric Coy, ltd..... 2192
Nelson, Dame C. S. et al..... 2204
Protestant Board of School Commissioners of the city of Montreal..... 2196
Quebec & North Eastern Railway..... 2192
Robertson, J. H. M., (succession—estate)... 2206
Ross Realty Coy, ltd..... 2197
Strang, Donald..... 2204
Syndics de la paroisse de—Trustees of the parish of Saint-Bruno..... 2209
Syndics des Chemins à Barrières de la Rive Nord—Trustees of the Quebec North Shore Turnpike Trust..... 2110

Commission des écoles cauholiques de Montréal —Catholic School Commission of Montreal..... 2211
Communauté des Sœurs de la Charité de l'Hôpital-Général de Montréal..... 2189
Compagnie du Cimetière Saint-Charles..... 2207
Compagnie Hydraulique Stadacona..... 2193
Corporation de la ville—of the town of Beauharnois 2117
Corporation de la ville de—of the town of Magog 2188
Corporation du—of the village of Sault-au-Récollet..... 2191
DeLisle, Chs Alex. & J. N. Stuart Leslie et al..... 2199
Delisle, Chs Alex. ès-q!, et al 2200
Desbarats, Wm. A..... 2192
Dominion Trust Coy 2199
Doyer, George..... 2004
Evans, Frederick W..... 2190
Feiczwicz, Louis et al..... 2201
Gauthier, Ls Edgar..... 2198
Hebrew Free Loan Association..... 2191
La Communauté des Saints Noms de Jésus et Marie..... 2234
La Fédération ouvrière mutuelle du Nord... 2210
L'Avenir & Melbourne Railway Coy et autres —and others..... 2211
The Bishop's College School Association.... 2203
The Brethern Church of the Province of Quebec..... 2204
The Canadian Trust Coy..... 2207
The Girls' Cottage Industrial School..... 2198
The Donnacona Paper Coy, ltd..... 2190
The Huntingdon & Hemingford Railway Coy. 2188
The Montreal Firemen's Benefit Association of Montreal..... 2207
The Montreal Foundling and Baby Hospital. 2197
The Royal Agricultural Schools..... 2211
The Saraguay Electrict & Water Coy..... 2205
Turcotte, Alphonse et al..... 2120
Village de—of Norway Bay..... 2199
Ville de—Town of Chateauguay..... 2191
Ville de—Town of Grand'Mère..... 2201
Ville de—Town of Maisonneuve..... 2195
Ville de—The Town of Maisonneuve —amender charte—to amend charter——..... 2194
Ville de la—Town of Pointe-aux-Trembles.. 2101
Ville de—Town of Saint-Lambert..... 2202
Ville de—Town of Saint Laurent..... 2198
Ville de—Town of Verdun..... 2200
Ville—Town Lasalle..... 2199
Ville—Town Laval des Rapides..... 2198
Ville de—Town of Longueuil..... 2203
Ville de—Town of Saint-Jérôme..... 2209

ERRATUM : — Pages 1703 et 1704, 17 août, No 3355-6, 2235.

ERRATUM : —Pages 1703 and 1704, 17th August, No. 3365-6, 2235.

FAILLIS :—INSOLVENTS :

Abud 2215
Bergeron..... 2216
Brunelle..... 2215
Caron..... 2216
Charland..... 2216
Corona Garment Mfg Co 2216
Després..... 2133

FAILLIS —INSOLVENTS

Fauteux..... 2215
Langston & Whalen..... 2214
Smith..... 2215
Spenard & Fils 2216
The Cash Exchange..... 2216
Thibeault..... 2214

LETTERS PATENTES :—

Battlefiel Realty Coy, ltd..... 2165
Ducharme & Fils, J. N..... 2233
Eastern Township Realty Coy..... 2181
Emile Labelle & Larocque..... 2230
Lachine Realties, ltd..... 2163
La Cie des marchands de bois de Québec,... 2181
La Cie le Parc Belmont, ltée..... 2167
La Cie manufacturière d'Hébertville station.. 2180
La Cie Minière de Wendover..... 2169
Le Club de France, ltée..... 2167

LETTERS PATENTS :—

L'Industrie de Bécancourt..... 2182
Montreal Real Estate Exchange, incorp.... 2170
Pointe aux Trembles Annex, incorp..... 2232
Poirier Chairs and Caskets, ltd..... 2234
Saguenay Coal and Lumber Coy..... 2176
Starland Theatres, incorporated..... 2174
Southern Counties Realty Coy, incorporated. 2174
The Grenville Lumber Coy, Ltd..... 2178
The S. J. Dunning Coy..... 2170
Union Realty, ltd..... 2168

LIQUIDATION :—La Cie de navigation de Châteauguay et Beauharnois, 2237.

LIQUIDATION : —La Cie de navigation Châteauguay et Beauharnois, 2237.

MUNICIPALITÉ SCOLAIRE ANNEXÉES OU ÉRIGÉES :— Saint-Fulgence No 1, 2172.

SCHOOL MUNICIPALIT ANNEXED OR ERECTED : — Saint Fulgence No. 1, 2172.

NOM CHANGÉ :—Municipalité de ville en celui de municipalité de la cité de Saint-Hyacinthe, 2173.

NAME CHANGED :—Town Municipality in that of city municipality of Saint Hyacinth, 2173.

NOMINATIONS : —

Commissaires d'écoles : — P. Garnier, 2159 ; X. Lanoue, 2159 ; J. N. Beaudoin, 2160 ; F. Dubeau, 2160.

Conseil en Loi du Roi : —M. Ern. Hébert, 2160.

Juges de paix : —District de Roberval, 2160.

APPOINTMENTS :—

School Commissioneers—P. Garnier, 2159 ; X. Lanoue, 2159 ; J. N. Beaudoin, 2160 ; F. Dubeau, 2160.

King's Counsel :—M. Ern. Hébert, 2160.

Justice of the peace :—District of Roberval, 2160.

NOTAIRES, MINUTES DE, DEMANDE DE TRANSFERT :— Par Jos. Nap. Médard Préville, 2173 ; F. E. McKenna, 2172.

NOTARIAL MINUTES, APPLICATION FOR TRANSFER : — By Jos. Nap. Médard Préville, 2173 ; F. E. McKenna, 2172.

ORDRE DE COUR :—Tremblay vs O'Brien & Jennings, 2217.

ORDER OF COURT :—Tremblay vs O'Brien & Jennings, 2217.

PROCLAMATIONS :-- Convocation des Chambres pour la dépêche des affaires, 2162 ; Cour de Circuit, etc., district de Gaspé, 2229 ; Cour de Circuit des Iles de la Madeleine, 2228 ; Jour d'actions de Grâcas, 2169 ; Jour d'actions de Grâces, 2161 ; La municipalité du village de Saint-Casimir, 2227.

RÉSOLUTION : — Conseil municipal du comté de Témiscaming, 2217.

VENTE DE FAILLITE :—La Cie. Immobilière Champlain, ltée., 2235.

VENTES PAR LICITATION : — Walker et al vs Wills et al èsql, 2218.

VENTES PAR LES SHERIFS :

ARTHABASKA :—Girouard vs Roy, 2220 ; La Société de Construction Permanente de Québec vs Audet, 2220 ; Paré vs Paré, 2221.

CHICOUTIMI : —Boudreau vs Fortin esql., 2222 ; Boudreau vs Fortin esql.,2221 ; La Société de Construction Permanentede Québec vs Héritiers Julien, 2221.

MONTRÉAL :—Ryan (Dme) vs Gibeau, 2222.

QUÉBEC :—Bernard vs The James Bay & Eastern Railway, 2224 ; Cloutier (Dme) vs Grondin ; 2223 ; Giroux (Dme) vs Héritiers Fardette et al, 2223 ; Lachance vs Pagé, 2223.

ROBERVAL : —St. Germain vs Roberge, 2224 ; The Mathew Moody & Sons Co vs Paquette, 2224.

SAINT-FRANÇOIS :—Lamoureux vs Drouin, 2225.

TROIS RIVIÈRES : — Bouvrette vs Labelle, 2225 ; Houle vs Dme Forcier et vir, 2226 ; Martel et al, vs Ricard, 2226.

PROCLAMATIONS : — Parliament convoked for despatch of business, 2162 ; Circuit Court, etc., District of Gaspé, 2229 ; Circuit Court of Magdalen Islands, 2228 ; Thanks giving Day, 2160 ; Thanks giving Day, 2161 ; The municipality of the village of Saint Casimir, 2227.

RESOLUTION : —Municipal council of the county of Témiscaming, 2217.

INSOLVENT SALE :—La Cie Immobilière Champlain, ltée., 2235.

SALES BY LICITATION : — Walker et al vs Wills et al èsql, 2218.

SHERIFFS' SALES :

ARTHABASKA :—Girouard vs Roy, 2220 ; La Société de Construction Permanente de Québec vs Audet, 2220 ; Paré vs Paré, 2221.

CHICOUTIMI : —Boudreau vs Fortin esql , 2222 ; Boudreau vs Fortin esql., 2221 ; La Société de Construction Permanente de Québec vs Heirs Julien, 2221.

MONTREAL :—Ryan (Dme) vs Gibeau, 2222.

QUEBEC :—Bernard vs The James Bay & Eastern Railway, 2224 ; Cloutier (Dme) vs Grondin, 2223 ; Giroux (Dme) vs Heirs Fradette et al, 2223 ; Lachance vs Pagé, 2223.

ROBERVAL : —St Germain vs Roberge, 2224 ; The Mathew Moody & Sons Co vs Paquette, 22

SAINT FRANCIS :—Lamoureux vs Drouin, 2225.

THREE RIVERS : —Bouvrette vs Labelle, 2225 ; Houle vs Dme Forcier et vir. 2226 ; Martel et al vs Ricard, 2226.

QUÉBEC : — Imprimé par LOUIS V. FILTEAU, Imprimeur de Sa Très Excellente Majesté le Roi.

QUEBEC : — Printed by LOUIS V. FIFTEAU, Printer to His Most Excellent Majesty the King.

APR 1 - 1913

28 OCT 1912